



# John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



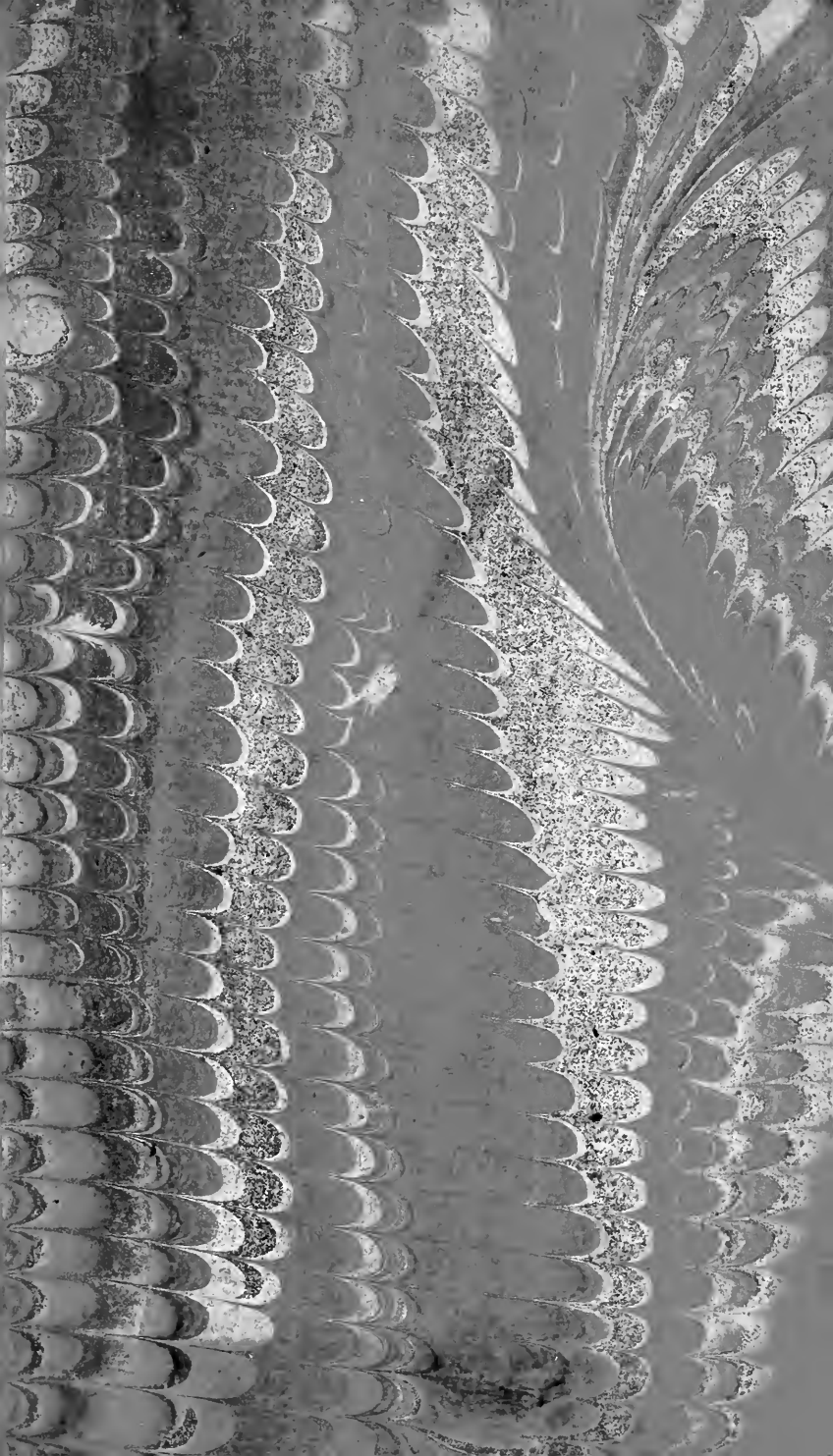
SHELF. N<sup>o</sup>.

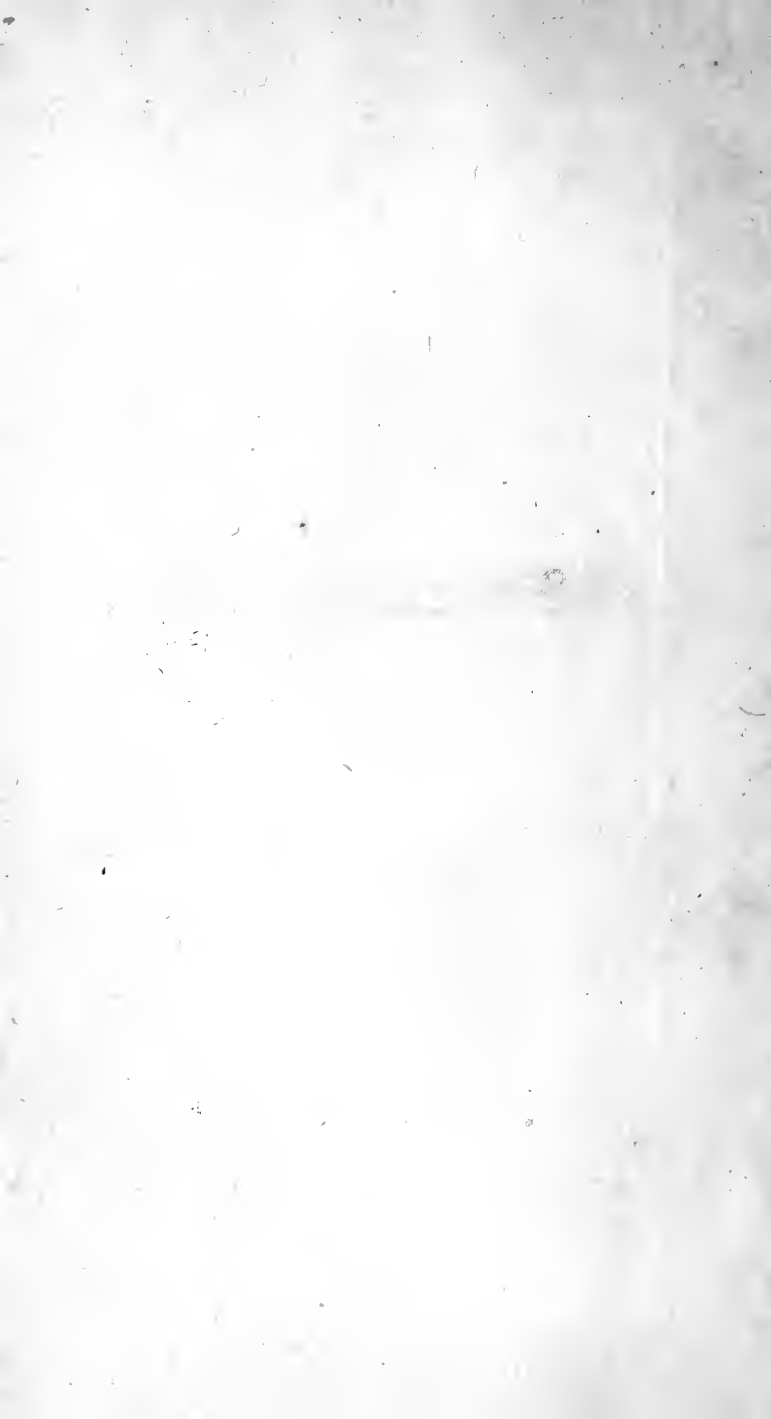
ADAMS

2004.10

Vol. 3











# ACTES, MEMOIRES,

*& autres*

PIECES AUTHENTIQUES

*concernant la*

PAIX d'UTRECHT.

TOME TROISIÈME.



A UTRECHT,  
GUILLAUME vande WATER,

Chez { ET  
JAQUES van POOLSUM,

M. D. CC. XIV.

ACT 2.  
MEMOIRS

PIECES AUTHENTIQUES

★ ADAMS 224.10 ★

v3

PAIX AU TRENT.

TOME TROISIEME.



A. URBON  
GUTHRIE & CO. WATER  
JACQUES & CO. LONDON  
M. L. L. L.

# T A B L E

## Des Pieces contenuës dans ce III. Volume.

<b>T</b> raité de Paix, entre S. M. très-Chrétienne, & L. H. P. les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, conclu à Utrecht le 11 Avril 1713.	pag. 1
Pleinpouvoir des Ambassadeurs de S. M. T. C. p. 42.	
Pleinpouvoir des Ambassadeurs de L. H. P. p. 45.	
Article séparé.	p. 49.
Autre Article séparé.	p. 51.
Ratification de S. M. très-Chrétienne.	p. 56.
Ratification des Seigneurs Etats Généraux.	p. 58.
Traité de Commerce, de Navigation & de Mari- ne, entre le Roi très-Chrétien, & L. H. P. les Etats Généraux, conclu à Utrecht le 11 Avril 1713.	p. 77.
Formulaire des Passeports & Lettres de Mer, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France.	p. 109.
Formulaire des Passeports & Lettres qui se doi- vent donner par les Villes & ports de Mer des Provinces Unies.	p. 111.
Article séparé.	p. 113.
Pleinpouvoir des Ambassadeurs & Plénipoten- tiaires du Roi très-Chrétien.	p. 117.
Pleinpouvoir des Ambassadeurs & Plénipoten- tiaires des Seigneurs Etats Généraux.	p. 120.
Ratification de S. M. T. C. sur le Traité de Com- merce	

# T A B L E

- merce &c.* p. 124.
- Ratification des Seigneurs Etats Generaux sur le même Traité de Commerce.* p. 127.
- Lettre des Seigneurs Plenipotentiaires de L. H. P. aux Etats Generaux, après la Signature de la Paix.* p. 126.
- Ordonnance du Roi de France pour la liberté du Commerce, donnée le 17 Mai 1713.* p. 137.
- Publication de la dite Ordonnance par le Prevôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris.* p. 139.
- Publication de la Paix, faite à la Haye le 22 Mai 1713.* p. 141.
- Memoire présenté de la part de S. A. E. de Hanovre, concernant la restitution du 8. Electorat à l'Electeur de Bavière, ou à ses descendants.* p. 143.
- Deux Articles separez du Traité de Paix, conclu à Utrecht, entre les Ministres du Roi d'Espagne & ceux du Duc de Savoye.* p. 149.
- Articulus Separatus pro Serenissima Venetiarum Republica.* p. 152.
- Représentation aux très-Illustres & honorables Seigneurs, les Plénipotentiaires au Traité de Paix à Utrecht, fait de la part des Enfans mineurs du Feu Prince d'Orange & de Nassau, Jean Guillaume Frison.* p. 154.
- Suite de la Représentation faite aux très-Illustres & très-Venerables Seigneurs, les Plenipotentiaires au Traité de Paix à Utrecht, de la part des Enfans du Feu Prince d'Orange & de Nassau,*



# T A B L E

- sau, Jean Guillaume Frison de Glorieuse Me-  
moire.* p. 191.
- Seconde Representation.* p. 198.
- Representation & Refutation abregée de la pre-  
tention formée au nom de Sa Majesté le Roi de  
Prusse.* p. 207.
- Memoire pour Mr. le Marquis de Mailly & de  
Nesle, sur la Principauté d'Orange, & les  
autres biens de la Maison de Châlon.* p. 257.
- Memoire concernant les demandes de S. A. S. le  
Prince d'Orange & de Nassau Siegen, pre-  
sentées aux Plenipotentiaires des Puissances,  
Alliées, de France & Princes Neutres.* p. 263.
- Decisions suffisantes pour la Maison de Nassau, au  
sujet de la Principauté d'Orange par les Trai-  
tez de Paix.* p. 267.
- Transaction & Traité de Partage entre les trois  
Princes Philippe Guillaume, Prince d'Oran-  
ge, Prince Maurice, & Prince Frederic Hen-  
ry, fait à la Haye le 27 de Juin 1609.* p. 286.
- Extrait du Testament du Prince d'Orange, Phi-  
lippe Guillaume du 28 Fevrier 1618.* p. 299.
- Extrait des Clausés concernant des Pactes de  
Famille des Comtes des Nassau, de la Ligne de  
Catzenellebogen.* p. 302.
- Autre Pacte fait après la mort du Seigneur Guil-  
laume Louis, Comte de Nassau, entre les  
Seigneurs Freres du Defunt, le 22 Août 1621.  
à Dillenbourg.* p. 306.
- Formula Juramenti quod Principes Nassovi ad  
corroboranda Pacta Familiæ Prestant.* p. 301.

# T A B L E

- Information de la part de S. A. S. le Prince d'Orange & de Nassau Siegen, au sujet de la Principauté d'Orange & des autres Biens & Droits de la Maison de Châlon incorporée dans celle de Nassau,* p. 312.
- Memoriale Eminentissimi ac Celsissimi D. Domini Raimundi de Parillos de Rocafull D. G. Equestris Ordinis Melitensis magni Magistri &c. pro recuperatione bonorum Ordinis recuperandorum in Belgio Fœderato.* p. 341.
- Demandes spécifiques des Etats de Brabant, de Hainaut & de la Capitale de Flandres, au sujet de l'Inauguration de Sa Majesté Imperiale & Catholique Charles III. comme Duc de Lotbiers, de Brabant &c. A Leurs. Exc. Milord Evêque de Bristol, & Milord Comte de Strafford.* p. 373.
- Le même Memoire présenté par les dits Deputés de Brabant &c. à L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.* p. 387.
- Recueil des Pièces qui contiennent le Nouveau Reglement, tel qu'il a esté présenté par les Ministres des deux Puissances, la Reine de la Grande-Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, à Mers. du Conseil d'Etat des Pais-bas Espagnols, pour une meilleure administration des Affaires.* p. 397.
- Deduction des Droits de la Principauté de Transylvanie.* p. 426.
- Memoire concernant les droits que la Maison de Forbin a sur le Marquisat de Pont à Mousson.* p. 456.

Me.

# T A B L E

*Memoire concernant les interets de Mr. le Duc de Saint Pierre.* p. 507.

*Extrait du Traité fait en Langue Latine entre Sa Majesté Catholique & Mr. le Duc de Saint Pierre, signé à Milan le 16 Juin 1693.*

p. 523.

*Memoire des biens annotez ou confisquezz sur Mr. le Duc. de Saint Prierre, dans le cours de la présente Guerre, tant dans le Roiaume de Naples que dans le Milanois & ailleurs.* p. 528.

*Memoire présenté au Congrès d'Utrecht pour l'entier retablissement de S. A. S. le Duc François Pico de la Mirandole dans ses Etats, & dans son Patrimoine.*

p. 549.

*Propositio a Ministris Plenipotentariis Regum aliarumque Summarum Potestatum Evangelicæ Religionis, Ultrajecti Congregatis, in Favorem Reformatorum in Silesia.* p. 575.

*Memoire touchant les Affaires des Reformez en Silesie*

p. 578.

*Lettre du Roi de Prusse à la Reine de la Grande-Bretagne, en faveur des Protestants de France.*

p. 586.

*Memoire des Ministres Plenipotentiaires des Puissances Protestantes Assemblez au Congrès d'Utrecht, en faveur des Prostetans François, présenté à Mrs les Ministres Plenipotentiaires de S. M. T. C. le 11 Avril 1713. par les Ministres de S. M. Britannique.*

p. 588.

*Representatio Ministrorum Plenipotentiariorum*

Po-

# T A B L E

*Potestatum Evangelicæ Religionis Trajecti,  
ad Rhenum conventorum in gratiam statuum  
ac subditorum Regni Hungariæ Evangelicæ  
Religioni addictorum, Domino Comitis de  
Sinzendorf Mense Januarii proxime præteriti  
præsentata.*

p. 590.

*Memoire au sujet des Eglises Reformées de Fran-  
ce, présenté à Leurs Excellences les Seigneurs  
Plenipotentiaires des Princes & Etats Pro-  
testans.*

p. 595.

AC

# ACTES, MEMOIRES,

& autres

## PIECES AUTENTIQUES,

CONCERNANTS

### La Paix d'UTRECHT.

TOM. III.

---

*Traité de Paix, fait, conclu & arrêté à Utrecht le onzième du mois d'Avril 1713. entre les Ambassadeurs & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-Chrétienne d'une part, & les Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Seigneurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, de l'autre part.*

**A**u nom de la Très-Sainte Trinité.

A tous présens & à venir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante  
Tom. III. A Guer-

Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux en conservant un ardent désir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-excellent, & Très - Puissant Prince Louis XIV, par la Grace de Dieu, Roy Très-Chrétien de France & de Navarre; Sa Majesté Très-Chrétienne, n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre solide & perpetuelle par l'équité de ses conditions; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, souhaitant de concourir de bonne foy, & autant qu'il est en eux, au retablissement de la tranquillité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont consenti que la Ville d'Utrecht fut choisie pour y traire de Paix, & que pour y parvenir sa Majesté Très-Chrétienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires, le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de ses ordres, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'ordre de St. Michel; & les Seigneurs  
Etat

Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Hemrades de Schielandt, Dyckgraef du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheeke, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga Grietman de Francqueradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Wreedewold, & Député dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelanden. Lesquels après le cours d'une longue Négociation,

dans laquelle les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la très-Haute, très-Puissante & très-Excellente Princesse, la Reyne de la Grande-Bretagne, n'ont point cessé d'employer leurs soins infatigables pour l'amener au point d'une conclusion de Paix générale, suivant le désir que cette Princesse a toujours eu de procurer le rétablissement de la tranquillité de l'Europe, sont enfin parvenus à convenir des conditions dont la teneur s'ensuit, ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'assistance Divine & s'être communiqué respectivement leurs pleins-pouvoirs, dont les Copies seront inferées de mot à mot à la fin du présent traité, & en avoir dûment fait l'échange.

## I.

**I**l y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies du Pais-bas d'autre part une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront délaissés tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soyent, entre ledit Seigneur Roy.



Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

I I.

Il y aura un oubli & amnistie générale de tout ce qui été commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui étant nés Sujets de la France, & engagés au service du Roy Très-Chrétien, par les emplois & biens qu'ils possédoient dans l'étendue de la France, sont entrés & demeurés au service des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies, ou par ceux qui étant nés Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux, ou engagés à leur service par les emplois & biens qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces-Unies, sont entrés ou demeurés au service de sa Majesté Très-Chrétienne, & les susdites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soyent, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous

A 3                      leurs

leurs biens, honneurs, dignités, privilèges, franchises, droits, exemptions, constitutions & libertés, sans pouvoir être recherchés, troublés ny inquiétés en général, ni en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la dite Guerre, & en conséquence du présent Traité, & après qu'il aura été ratifié tant par sa Majesté Très-Chrétienne, que par lesdits Seigneurs Estats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner et personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer de telle manière que bon leur semblera.

### III.

Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne

& en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

**I V.**

Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Estats Généraux, & leurs Sujets & Habitans réciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

**V.**

Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant sa Majesté que les Seigneurs Estats Généraux procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems; & ne consenti-

ront à l'avenir à aucuns Traités ou Négociations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis réciproquement avec soin & sincérité auffi tôt qu'ils en auront connoissance.

## V I.

Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouiront d'iceux-biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, non obstant toutes incorporations au Fisc, engagements, dons en faits, sentences préparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des parties, & icelles non ouïes, Traités, Accords & Transactions, quelques rénonciations qui aient été mises es dites Transactions pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chacuns biens & droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou doivent être restitués réciproquement aux premiers propriétaires, leurs Hoirs ou ayant cause,

cause, pourront être vendus par lesdits propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier; & ensuite les propriétaires des rentes qui de la part des Fisci seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, étant à la charge des Fisci respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VII.

En contemplation de cette Paix, sa Majesté Tres-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout ce que sa Majesté Très-Chrétienne, ou le Prince, ou les Princes les Alliez, possèdent encore des Pais-bas communement appelez Espagnols, tels que feu le Roy Catholique Charles II. les a possédez, ou dû posséder conformément au traité de Ryswick, sans que sa Majesté Très-Chrétienne, ni le Prince, ou les Princes ses Alliez, s'en réservent aucuns droits, ou prétentions directement ni indirectement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Pais-bas Espagnols pour en jouir désormais & à toujours plei-

nement & paisiblement selon l'ordre de succession de ladite Maison, aussi-tôt que les Seigneurs Etats seront convenus avec Elle, de la manière dont lesdit Pais bas Espagnols leur serviront de Barrière & de seureté.

Bien entendu que du haut Quartier de Gueldre, le Seigneur Roy de Prusse retiendra tout ce qu'il y possède & occupe actuellement, sçavoir la Ville de Gueldre, la préfecture, le Bailliage, & le Bas Bailliage de Gueldre, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages & Seigneuries de Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Walbeeck, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Raey & Kleyn Kavelaer, avec toutes leurs appartenances & dépendances. De plus il sera remis à sa Majesté le Roy de Prusse, l'Ammanie de Krickenbeck, avec tout ce qui y appartient & en dépend, & le Pais de Kessel, pareillement avec toutes les appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit district, sans en rien excepter, si ce n'est Erklens, avec ses appartenances & dépendances, & pour le tout

ap-

appartenir à sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses ses héritiers ou successeurs, avec tous les droits, prérogatives, revenus & avantages de quelque nom, qu'ils puissent être appelez, en la même qualité & de la même manière, que la Maison d'Aurriche, & particulièrement le feu Roy d'Espagne les a possédez, toutefois avec les charges & Hypothèques, & en conséquence les Etats Généraux retireront leurs Troupes des endroits cy-dessus nommez, où il y en pourroit avoir, & déchargeront du serment de fidélité les Officiers tant civils, que des Comptoirs des péages & autres, au moment de l'évacuation, qui se fera aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera réservé dans le Duché de Luxembourg, ou dans celuy de Limbourg, une terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins & de ses Héritiers.

### V I I I.

En conséquence de cela, sa Majesté Très-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux, en faveur

comme cy-desfus, immédiatement après la Paix & au plustart en quinze jours après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville & Forteresse de Luxembourg avec le Comté de Chiny; le Comté, Ville & Château de Namur, comme aussi les Villes de Charleroy & de Nieuport avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Pais-bas Espagnols, définis comme cy-desfus, en l'état auquel le tout se trouve à présent; avec les Fortifications, sans en rien changer, qui s'y trouvent actuellement, & avec tous les Papiers, Lettres, Documens & Archives, qui concernent lesdits Pais-bas, ou quelque partie d'eux.

## I X.

Et comme sa Majesté Catholique a cédé & transporté en pleine Souveraineté & propriété sans aucune reserve ni retour, à Son Altesse Electorale de Baviere lesdits Pais-bas Espagnols, sa Majesté Très Chrétienne promet & s'engage de faire donner un Acte de sadite Altesse Electorale dans la meilleure forme, par lequel, Elle, tant pour Elle-mesme, que pour les Princes  
ses



ses Hoirs, & Successeurs nez & à naître, cede & transporte aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout le droit que son Altesse Electorale peut avoir, ou prétendre sur les dits Pais-bas Espagnols, soit en tout, ou en partie, tant en vertu de la cession de sa Majesté Chatholique, qu'en vertu de quelque autre Acte, Titre, ou prétention que ce puisse être, & par lequel Acte sadite Altesse Electorale reconnoisse la Maison d'Autriche pour légitimes & Souverains Princes desdits Pais-bas, sans aucune restriction, ou réserve, & décharge & dispense absolument tous & un chacun des sujets desdits Pais bas, qui lui ont presté serment de fidelité, ou fait hommage; lequel Acte de cession de son Altesse Electorale sera remis comme l'on en est convenu, à la Reine de la Grande-Bretagne le même jour que les Ratifications du présent traité doivent-être échangées.

Bien entendu que l'Electeur de Baviere retiendra la Souveraineté & les revenus du Duché & Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, appartenantes, annexes & enclavemens

(sauf le payement des rentes constituées & hypothéquées sur lesdits revenus) jusqu'à ce que son Altesse Electorale ait été rétablie dans tous les Etats qu'Elle possédoit dans l'Empire avant la guerre présente, à l'exception du haut Palatinat, & qu'Elle aura été mise dans le rang de neuvième Electeur, & en possession du Royaume de Sardaigne & du titre de Roy; comme aussi son Altesse Electorale, pendant le tems qu'Elle gardera la Souveraineté des susdits Pais, pourra tenir ses Troupes dans les dépendances du Duché de Luxembourg, lesquelles Troupes n'excederont pas le nombre de sept mille Hommes, & qu'aucunes Troupes des Seigneurs Estats Généraux, ou de leurs Alliez, excepté celles que lesdits Estats Généraux enverront pour les Garnisons des Places de Luxembourg, Namur, & Charleroy, ne pourront passer, loger, ny séjourner dans les dépendances des Pais, dont son Altesse Electorale doit garder la Souveraineté, comme il est dit cy-dessus; il sera cependant permis aux Estats Généraux de faire voiturier, sans aucun empêchement ni opposition quelconque, toutes sortes de Munitions de bouche & de guerre dans la  
Ville

Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront nécessaire. On est aussi convenu que l'Electeur de Baviere conservera la Souveraineté & les revenus de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé de ses prétentions à l'égard du Traité d'Ilmersheim, & l'on est convenu que ce dédommagement sera réglé par les arbitres, dont on conviendra & du nombre desquels la Reyne de la Grande-Bretagne a consenti d'être. Et ce règlement se fera par lesdits Arbitres le plutôt qu'il sera possible. Sa Majesté Très-Chrétienne fera sortir l'Acte de cession de Son Altesse Electorale son plein & entier effet; & pour encore plus de seureté, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de faire en sorte, que sa Majesté Catholique approuvera autant que de besoin, ladite cession de son Altesse Electorale dans son traité, tant avec sa Majesté Britannique qu'avec les Seigneurs Etats Généraux.

X.

Cependant quoyque l'Electeur de Baviere demeure en possession de la Souveraineté, & des revenus de la Ville & Duché

Duché de Luxembourg , de la Ville & Comté de Namur , de la Ville de Charleroy , & de leurs dépendances , comme il est dit cy-dessus ; On est convenu que sa Majesté Très-Chrétinne retirera toutes ses Troupes de la Ville & Duché de Luxembourg , de la Ville & Comté de Namur , de la Ville de Charleroy , & de toutes leurs dépendances , immédiatement après la paix , & au plustart quinze jours après l'échange des Ratifications du présent traité , & qu'Elle fera en sorte que sadite Altesse Electorale en retirera aussi en même-tems toutes les siennes (excepté des dépendances du Duché de Luxembourg ) & celles qu'il pourroit y avoir de l'Electeur de Cologne son Frère , sans aucune exception , & que la Ville & Forteresse de Luxembourg , la Ville & Chateau de Namur , comme aussi la Ville de Charleroy , seront cependant gardés par les Troupes des Seigneurs Etats Généraux , lesquelles y entreront immédiatement après la paix , & au plus tard quinze jours après l'échange des Ratifications. On est convenu aussi que les Troupes des dits Seigneurs Etats y seront logées & traitées conformément au règlement fait sur

ce

ce sujet après la paix de Ryswick avec la dite Altesse Electorale alors Gouverneur Général desdits Pais-bas, comme aussi que la Ville & Duché de Luxemboug, la Ville & Comté de Namur, & la Ville de Charleroy, & leurs dépendances, contribueront leur quote part d'un million de florins monnoye de Hollande, qui doit être assigné par an auxdits Seigneurs Etats Généraux sur les meilleurs, & les plus clairs revenus desdits Pais-bas Espagnols pour l'entretien de leurs Troupes, & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrières; les Etats Généraux de leur côté s'engagent & promettent que leurs Troupes ne troubleront en aucune manière l'Electeur de Baviere dans la possession de la Souveraineté, & des revenus desdites Villes & Pais pour tout le tems qu'il en doit jouir.

X I.

Sa Majesté Très-Chrétienne cede aux Seigneurs Etats Généraux, tant pour Elle même que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs, nez & à naître, & ce en faveur de la Maison d'Autriche, tout le droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Ville de Menin avec toutes ses Fortifications, &

& avec sa verge, sur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournaisis, sans se rien réserver de son droit là dessus, ni sur aucune de ses dépendances, appartenances, annexes ou enclavemens; mais cede absolument ces Villes & Places avec tous leurs terriroires, dépendances appartenances, annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes droits en tout que sa Majesté Très-Chrétienne les a possédées avant cette guerre, excepté que St. Amant avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, reviendront & demeureront à sa Majesté Très-Chrétienne; à condition néanmoins qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucunes Fortifications, ni Ecluses de quelque nature qu'elles puissent être; On est aussi convenu que le Prince d'Epinoi rentrera en possession de la Terre d'Antoing en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses droits ou prétensions sur ladite Terre devant les Juges competens. Les Seigneurs Etats Généraux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, que sa Majesté Très-Chrétienne leur cede par cet Article,

cle, à la Maison d'Autriche, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec ladite Maison, la quelle en jouira alors irrevocablement & à toujourns.

X I I.

Sa Majesté Très-Crétinne tant pour Elle mesme que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs nez, & à naître, cede aussi en faveur de la Maison d'Autriche tout le droit, qu'elle a sur Furnes, Furner Ambagt, y compris les huit Paroisses & le Fort de Knoque, les Villes de Loo & Dixmuyden avec leurs Dépendances, Ypres avec sa Chastellenie, (Roufelaer y compris) & avec les autres dépendances, qui seront désormais Poperingue, Warneton, Commines, Warwich, ces trois dernières Places pour autant qu'elles sont situées du costé de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des lieux cy-dessus exprimez, sans que sa Majesté Très-Chrétienne se reserve aucun droit sur les dites Villes, Places, Forts, & Pais, ni sur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes ou enclavemens.

Aussi fera sa Majesté Très-Chrétienne, immédiatement après la Paix, & au plus-tard quinze jours après l'échange des  
Ra-

Ratifications, évacuer & remettre aux Seigneurs Etats Généraux toutes lesdites Villes, Places, Forts, & Païs avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, sans en rien excepter, le tout de la même manière que sa Majesté Très-Chrétienne les possède maintenant avec les Fortifications, comme elle sont, sans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives, & Documens, qui concernent lesdites Villes, Places, Forts, leurs dépendances, appartenances, & enclavemens, afin que lesdits Seigneurs Etats puissent rendre toutes ces Villes, Places, Forts & Païs, avec toutes leurs appartenances, annexes, & enclavemens, à la Maison d'Autriche aussi-tôt qu'ils en seront convenus avec Elle, laquelle en jouira irrevocablement, & à toujours.

### X I I I.

La Navigation de la Lis, depuis l'embouchure de la Deule en remontant, sera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni imposition.

### X I V.

On est aussi convenu qu'aucune Province, Ville, Fort ou Place desdits Païs-  
bas



bas Espagnols, ny de ceux qui sont cedez par sa Majesté Très-Chrétienne, soient jamais cedez, transportez, ni donnez, ni puissent échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princesse de la Maison ou Ligne de France, soit en vertu de quelque don, vente, échange convention Matrimoniale, succession par Testament, ou ab intestat, ou sous quelque autre titre que ce puisse être, ni être mis, de quelque manière que ce soit, au pouvoir; ni sous l'autorité du Roy Très-Chrétien, ni de quelque Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France.

X V.

Lesdits Seigneurs Etats Généraux remettront à sa Majesté Très-Chrétienne la Ville & Citadelle de Lille avec toute sa Châtellenie sans aucune exception, Orchies, le Pais de Laleu & le Bourg de la Gourgue, les Villes & Places d'Aire, Bethune & St. Venant avec le Fort François, leurs Bailliages, Gouvernances, appartenances, dépendances, enclavemens, & annexes, le tout ainsi qu'il a été possédé par le Roy Très-Chrétien avant la présente guerre; lesquelles Villes, Places & Forts seront évacuez immédiatement

près la paix, & au plûtart quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles se trouvent à présent, sans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documens, Archives, & particulièrement avec ceux de la Chambre des Comptes de Lille, & s'il y en avoit eu quelques-uns de détournés, on les rapportera de bonne foy; bien entendu que lesdits Seigneurs Etats Généraux ne feront point tenus à aucun dédommagement pour ce dont le Roy Très-Chrétien pourroit déjà être en possession desdits Païs, ni à faire reparer ce qui se trouvera avoir été détruit par la guerre. On est aussi convenu que le Prince d'Epinoÿ rentrera en possession des Terres de Cisoing & de Ronbaix, & autres biens situez dans lesdits Païs de Lille en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses droits ou prétensions sur lesdites Terres & biens devant des Juges competans.

### X V I.

Quant à la restitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre de part & d'autre, on est convenu que

que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Chateau de Namur, la Ville de Charleroy & celle de Nieuport, & généralement toutes Places, Forts, & Postes possédez par sa Majesté Très-Chrétienne, ou ses Alliez, les Electeurs de Cologne & de Baviere, seront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre qui y étoient au tems du décès du feu Roy Catholique Chrles II., suivant les inventaires qui en seront fournis; que la Ville & Citadelle de Lille, la Ville d'Aire, avec le Fort François, Bethune & St. Venant, seront rendues avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre, qui y ont esté au tems de la prise, suivant les inventaires qui en seront délivrez de part & d'autre; bien entendu, qu'à l'égard des pièces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les sieges, ont été transportées ailleurs pour les refondre, les Seigneurs Etats Généraux les feront remplacer par un pareil nombre de mesme calibre. Que la Ville d'Ypres sera remise avec cinquante pièces de Canon de fonte de toutes sortes de calibre & avec la moitié des Munitions de guerre qui s'y trouvent présentement, & finalement que la Ville de  
Fur.

Furnes sera remise avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre, qui s'y sont trouvez au commencement de l'année courante, suivant les inventaires qui en seront délivrez de la part de sa Majesté Très-Chrétienne.

### XVII.

Les Troupes de part & d'autre se retireront aussi-tôt après l'échange des ratifications du présent Traité, sur les Terres & Pais de leurs propres Souverains, & dans les Places & lieux qui leur doivent réciproquement demeurer & appartenir suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque prétexte que ce soit, dans le Pais de l'autre Souverain, ni dans les lieux qui lui doivent pareillement cy-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussi-tôt après la signature de ce même Traité, cessation d'armes & d'hostilitez, non pas seulement en tous endroits de la domination de sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, comme il est dit cy-dessus, mais aussi de part & d'autre dans les Pais-bas entre les Pais, Sujets & Troupes de quelque Puissance que ce soit.

### XVIII.

**XVIII.**

Il a été aussi accordé que la perception des aides, subsides, & autres droits, dont le Roy Très-Chrétien & les Seigneurs Etats sont en possession sur tous les Pais qui viennent d'être cedez de part & d'autre, sera continuée jusqu'au jour de l'échange des ratifications, & que ce qui en restera dû, lors du dit échange des ratifications, sera payé de bonne foy à celuy, ou ceux, qui y auront droit, comme aussi que dans le mesme tems les Propriétaires des Bois confisqués dans les dépendances des Places, qui doivent être remises de part & d'autre, rentreront en la possession de leurs biens, & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu: Bien entendu que du jour de la signature du présent Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

**XIX.**

Il y aura de part & d'autre un oubly & une amnistie perpetuelle de tous les torts, injures & offences, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque manière que ce soit, pendant le cours de la présente guerre, par les Sujets des Pais-bas Espagnols, & des Places & Pais cedez ou restituez par sa Majesté Très-Chrétienne,

ou par les Seigneurs Etats Généraux , sans qu'ils puissent être exposez à quelque recherche que ce soit , & l'on est convenu que tout le contenu en l'Article second du présent Traité, est rappelé pour être aussi executé entre les Sujets de sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Pais-bas Espagnols , & Pais cedez , ou restituez , de la manière qu'il le fera entre les dits Sujets de sa Majesté Très-Chrétienne & ceux des Seigneurs Etats Généraux.

X X.

Par le moyen de cette Paix les Sujets de sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Pais-bas Espagnols & des Places cedées par sadite Majesté Très Chrétienne, pourront, en gardant les Loix, usages & coûtures des Pais, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, négocier ensemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliener, & autrement disposer des biens, effets, meubles & immeubles, qu'ils ont, ou auront, situez respectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, sujet ou non sujet, sans que pour cette vente, ou achat, ils aient besoin de part ni d'autre de permission autre que le présent

sent Traité, il sera aussi permis aux Sujets des Places & Pais cedez ou restituiez par le Roy Très-Chrétien, & par les Seigneurs Etats Généraux, comme aussi à tous les Sujets des-dits Pais-bas Espagnols, de sortir desdites Places & Pais-bas Espagnols, pour aller demeurer où bon leur semblera dans l'espace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de disposer autrement de leurs effets, biens, meubles & immeubles avant & après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchez directement ou indirectement.

## XXI.

Les mêmes Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautés, Universitez & Colleges, seront retablis, tant en la jouissance des honneurs, dignitez & bénéfices, dont ils étoient pourvus avant la guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs droits, biens, meubles, & immeubles, rentes saisies, ou occupées à l'occasion de la présente guerre, ensemble leurs droits, actions & successions, a eux survenus, même depuis la guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander des fruits &

revenus perçus & échus pendant le cours de la présente guerre jusqu'au jour de la publication du présent Traité, lesquels rétablissements se feront réciproquement; nonobstant toutes donations, concessions, déclarations, confiscations, sentences données par contumace, les Parties non ouïes, qui seront nulles & de nul effet, avec une liberté entière auxdites parties de revenir dans les Pais d'où elles se sont retirées, pour & à cause de la guerre, pour jouir de leurs biens, & rentes, en Personne, ou par Procureur, conformément aux loix & coutumes des Pais & Etats. Dans lesquels rétablissements sont aussi compris ceux, qui dans la dernière guerre, ou à son occasion, auront suivy le party contraire; néanmoins les arrêts, & jugemens rendus dans les Parlements, Conseils & autres Cours supérieures ou inférieures, & auxquels il n'aura pas été expressement dérogé par le présent Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu desdits arrêts & jugemens se trouveront en possession de Terres, Seigneuries & autres Biens, y seront maintenus, sans préjudice toutefois aux parties, qui se croiront lésées par lesdits juge-



jugemens & arrêts , de se pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges competens.

## XXII.

A l'égard des rentes affectées sur la généralité de quelques Provinces des Pais-bas , dont une partie se trouvera possédée par sa Majesté Très-Chrétienne , & l'autre par lesdits Seigneurs Etats Généraux , ou par la Maison d'Autriche , à laquelle les Pais-bas Espagnols doivent appartenir ; il a été convenu & accordé que chacun payera sa quote part , & seront nommez des Commissaires pour régler la portion qui se paiera de part & d'autre.

## XXIII.

Dans lesdits Pais, Villes & Places cédées par le présent Traité , les bénéfices accordez & légitimement conférez à des Personnes capables , pendant le cours de la présente guerre, seront laissez à ceux qui les possèdent à présent , & généralement toutes choses , qui concernent la Religion Catholique Romaine & son exercice , y seront laissées & conservées de la part desdits Seigneurs Etats Généraux , & de la Maison d'Autriche , à laquelle les Pais-bas doivent appartenir , dans l'estat où el-

les sont, ou qu'elles étoient avant la présente guerre, cession, ou évacuation, tant à l'égard des Magistrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le passé, qu'à l'égard des Evêques, Chapîtres, Monastères, l'Ordre de Malte (pour les biens de cet Ordre situez dans les Pais-bas Espagnols, & dans les Pais cedez & restituez de part & d'autre par le présent traité) & autres, & généralement à l'égard de tout le Clergé, qui seront tous maintenus & restituez dans toutes leurs Eglises, libertez, franchises, immunitéz, droits, prérogatives & honneurs, ainsi qu'ils l'ont été sous les Souverains Catholiques Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvûs de quelques biens Ecclesiastiques, Commanderies, Canoncats, Personnats, Prevostez, & autres Bénéfices quelconques, y demeurent, sans en pouvoir être dépassez, & jouiront des biens & revenus en provenans, & les pourront administrer & percevoir, comme auparavant; comme aussi les Pensionnaires jouiront, comme par le passé, de leurs pensions assignées sur les bénéfices, soit qu'elles soient créées en Cour de Rome, ou par les Brevets de leurs Majestés

jestés Très-Chrétienne & Catholique avant le commencement de la présente guerre, sans qu'ils en puissent être frustrés pour quelque cause on prétexte que ce soit.

#### XXIV.

Quant à l'exercice de la Religion Protestante par les Troupes que les Etats Généraux auront dans les Places desdits Pais-bas Espagnols, & dans celles cedées par le Roi Très-Chrétien, il s'y fera conformément au règlement fait avec l'Electeur de Baviere, Gouverneur des Pais-bas Espagnols, sous le regne du Roi Charles II.

#### XXV.

On est de plus convenu que les Communantez & Habitans & toutes les Places, Villes & Pais, que sa Majesté Très-Chrétienne cede par le présent traité, seront conservez & maintenus dans la libre jouissance de tous leurs privilèges, prérogatives, coûtumes, exemptions, droits, octrois communs & particuliers charges & offices héréditaires avec les mêmes honneurs, rangs, gages, émolumens & exemptions, ainsi qu'ils en ont joui sous la Domination de sadite Majesté Très-Chrétien-

tinne, & tout ce qui est porté dans le présent Article aura aussi lieu pour les Villes & Places restituées à sa Majesté Très-Chrétienne par les Seigneurs Etats Généraux, pourvû qu'il ne s'y soit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

### XXVI.

On est convenu que les Garnisons, qui se trouvent ou se trouveront cy-après de la part des Seigneurs Etats dans la Ville, Château & Forts de Huy, comme aussi dans la Citadelle de Liège, y resteront aux dépens desdits Seigneurs Etats, & que sa Majesté fera en sorte que l'Electeur de Cologne en qualité d'Evesque & Prince de Liège y consente; Et sadite Majesté fera aussi en sorte que toutes les Fortifications de la Ville de Bone soyent rasées trois mois après le rétablissement dudit Electeur.

### XXVII.

Tous Prisonniers de guerre seront délivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve, sans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées ou faites de part & d'autre seront payées, celles des François de par sa Majesté Très-Chrétienne & celles de ceux de l'Etat de par les  
Seig-

Seigneurs Etats, respectivement, dans le terme de trois mois après l'échange desdites Ratifications, à quelle fin seront nommez, immédiatement après cet échange, des Commissaires de part & d'autre, qui feront la Liste de ces dettes, les liquideront & feront donner caution valable pour l'assurance du payement qui sera dû, & qu'il se fera dans ledit terme.

**XXVIII.**

La levée des Contributions demandées & accordées de part & d'autre sera continuée pour tout ce qui restera dû, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, & les arrérages, qui resteront dûs lors de l'échange des Ratifications seront payées dans l'espace de trois mois après le terme susdit; Et aucune execution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit tems, contre les Chastelenies, Bailliages, Communautés & autres redevables, pourvû qu'elles aient donné bonne & valable caution restante dans une Ville de la domination de sa Majesté Très-Chrétienne, ou des Seigneurs, Etats, à qui lesdites contributions seront dûes. La même stipulation aura lieu à l'égard des contributions demandées de la

part de sa Majesté Très-Chrétienne & accordées par les Pais-bas Espagnols.

**XXIX.**

Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plas convenu entre sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait par celuy cy, une Renonciation tant générale que particulière sur toutes sortes de prétensions tant du tems passé, que du présent, quelles qu'elles puissent être, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter, & faire parvenir à de nouvelles dissensions.

**XXX.**

Les voyes de la justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en fera libre réciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs droits, actions & prétensions suivant les loix & les statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres sans distinction, toute la satisfaction qui leur pourra légitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de représailles accordées de part ou d'autre, soit devant ou après la déclaration

tion de la dernière guerre, elles demeureront revoquées & annullées, sauf aux parties, en faveur desquelles elles auront été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

XXXI.

Puisque l'on convient qu'il est absolument nécessaire d'empêcher que les Couronnes de France & d'Espagne ne puissent jamais être unies sur la teste d'un même Roy, & de pourvoir par ce moyen à la seureté & la liberté de l'Europe; & que sur les instances très-fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du consentement, tant du Roy Très-Chrétien, que du Roy Catholique, ont été trouvé les moyens d'empêcher cette union pour toujours par des renonciations faites dans les termes les plus forts & passées à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la manière la plus solennelle & par la declaration des Cortes d'Espagne là dessus.

Et puisque par lesdites renonciations & declarations, qui doivent toujours avoir la force de loy pragmatique, fondamentale & inviolable, il y a été arrêté & pourvû, que ni le Roy Catholique luy même, ni aucun de ses descendants, puis-

se à l'avenir prétendre à la Couronne, mais encore monter sur le Trône de France.

Et d'autant que par des renonciations réciproques de la part de France & par des constitutions sur la succession héréditaire à la Couronne de France qui tendent au même but, les deux Couronnes de France & d'Espagne sont tellement séparées & désunies l'une d'avec l'autre, que (lesdites renonciations, transactions, & tout ce qui y a rapport demeurant dans leur vigueur & étant observées de bonne foy) lesdites deux Couronne ne pourront jamais être unies; C'est pourquoy le Roy Très-Chrétien & lesdits Seigneurs Etats se promettent & s'engagent mutuellement & de la manière la plus forte, qu'il ne sera jamais rien fait ni par sa Majesté Très-Chrétienne, ses Héritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert que d'autres fassent, que lesdites renonciations, transactions & tout ce qui y a rapport, ne sortent leur plein & entier effet; mais au contraire sa Majesté Très-Chrétienne & les Seigneurs Etats prendront toujours soin, & joindront leurs conseils & leurs forces, afin que



que lesdits fondemens du salut public demeurent toujours inébranlables & soyent observez inviolablement.

XXXII.

Le Roy Très-Chrétien consent aussi & promet qu'il ne prétendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour luy même, ni pour ses Sujets; dans le Commerce & la Navigation, soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celui dont on a jouï pendant le regne du feu Roy Charles II., où qui seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'aussi long-tems que les Roys d'Espagne n'accordent pas d'autres avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront précisément & en tout de la même manière qu'ils se faisoient sous le regne & jusques à la mort dudit Roy Catholique Charles II.

Sa Majesté Très-Chrétienne & lesdits Seigneurs Etats se promettent réciproquement que leurs Sujets seront assujettis, comme toutes les autres Nations, aux anciennes loix & réglemens faits par les Roys Pré-

décesseurs de sa Majesté Catholique au sujet dudit Commerce & de ladite Navigation.

### XXXIII.

Les Seigneurs Etats Généraux considérant que pour leur seureté il est nécessaire que rien ne puisse troubler la tranquillité de l'Empire, le Roy Très-Chrétien consentira que dans le traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de Religion soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de sa Majesté Très-Chrétienne n'est point & n'a point été qu'il y ait rien de changé auxdits traités tant à l'Ecclesiastique qu'au temporel.

### XXXIV.

Sa Majesté Très-Chrétienne consent aussi que dans le mesme traité avec l'Empire, la Forteresse de Rhinfels & la Ville de St. Goar, avec tout ce qui en dépend, demeurent au Landgrave de Hesse-Cassel, & à ses Successeurs, moyennant un équivalent raisonnable à payer aux Princes de Hesse Rhinfels; à condition que la Religion Catholique Romaine, de la manière qu'elles'ytrouve établie, y soit exercée sans aucune alteration.

### XXXV.

## XX X V.

Si par inadvertance ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvénient au présent traité de la part de sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance; mais on réparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers sujets, ils en feront seuls punis & chastiez.

## XX X V I.

Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, il a été accordé & convenu qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi  
de

de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

### XXXVII.

En ce présent Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roy Très-Chrétien tous ceux qui seront nommez avant l'échange des ratifications & dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

Et de la part des Seigneurs Etats Généraux la Reyne de la Grande-Bretagne & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'échange des ratifications, déclareront accepter la Paix, comme aussi les treize louïables Cantons des Ligues Suisses & leurs Alliez & conféderez; & particulièrement en la meilleure forme & manière, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurig, Berne, Glaris, Basle, Schafhouse, & Appenzel, avec tous leurs Alliez & conféderez, nommément la République de Geneve, la Ville & Comté de Neufchatel, les Villes de St. Gal. Milhausen,

house, & Bienne; item les Lignes Grises & dépendances; les Villes de Bremen & d'Embsen; & de plus tous Roys, Princes & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la réquisition, qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

**XXXVIII.**

Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris; comme aussi semblablement ledit traité sera publié, verifié & enregistré par les Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places là où l'on a accoustumé de faire les publications, verifications & enregistremens.

**XXXIX.**

Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roy & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la dite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons dans lesdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

Signé,

*L. S.) Huxelles (L. S.) J. v. Randwyck.*

*L. S.) Mesnager. (L. S.) Willem Buys.*

*(L. S.) B. v. Dussen.*

*(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.*

*(L. S.) F. A. Baron de Reede de Renswoude.*

*(L. S.) S. v. Goslinga.*

*(L. S.) Graef v. Kniphuysen.*

*s' Ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plénipotentiaires du Roy Très Chrétien.*

**L** OUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT. Comme nous n'avons rien oublié pour contribuer

tribuer de tout nôtre pouvoir au rétablissement d'une paix sincere & solide , & qu'il y a lieu d'esperer que les conférences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien-tôt un heureux succès, voulant encore apporter tous nos soins pour en avancer l'effet , & pour faire cesser au plûtôt la désolation de tant de Provinces, & arrêter l'effusion du sang Chrétien ; Nous confiant entièrement en la capacité, experience, zèle & fidelité pour nôtre service , de nôtre très cher & bien-ami Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France , Chevalier de nos Ordres , & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre très-cher & bien ami le Sr. Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député, & par ces présentes , signées de nôtre main, commençons, ordonnons & députons lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement spécial en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plénipotentiaires,

traires, de conférer, négocier, & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les États Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, revêtus de leurs pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires aviseront bon être. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & signer tels traitez de Paix, Articles & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix, que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos sujets; en sorte que nos dits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la négociation avec lefdits États Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous étions présens en Personne, encore qu'il y eut quelque chose qui requît un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir  
agrée-



agréable, & tenir ferme & stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles Mesnager, ou l'un d'entre eux dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du présent pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traitez à faire; car tel est nôtre plaisir. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre nôtre Sée à ces présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'an de grace mil sept cens treize, & de nôtre Regne le soixante dixième. Signé, LOUIS, & sur le reply. Par le Roy, COLBERT. Sellé du grand sceau de Cire Janne.

*s'Ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.*

**L**es Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes,

sentes verront, salut. Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences; Nous par ce même désir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenewaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkestein, &c.

Grand

Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Boug de Bruges dans nôtre ressort; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Mourkerken, &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga Grietman de Franekeradeel, Curateur de l'Université de Franeker; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Wreede-wold, &c. Députez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, se sont signalez en plusieurs emplois importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidélité, application & adresse au maniement des affaires, pour ces causes, & autres considérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonnés & députés lesdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Dussen, de Spanbroek, de Renswoude, de Goslinga & le Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, commettons, ordonnons & députons par ces présentes, & leur avons donné & donnons plein pouvoir

com-

commission & mandement spécial, d'aller à Utrecht, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la paix & d'y conférer avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-Chrétienne, munis de pouvoir suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens qui causent aujourd'hui la guerre, & pourront nos dits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'absence des autres par maladie ou autre empêchement, en convenir, & sans iceux conclure & signer une bonne & seure paix, & généralement faire, négocier, promettre et accorder, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour ledit effet de la paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous étions présens, quand même pour cela il seroit besoin de pouvoir & mandement plus spécial, non contenu dans ces dites présentes; promettant sincèrement & de bonne foy, d'avoir pour agtéable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quel-  
qu'un

qu'un d'entre eux en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom, de les fournir. Donné a la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Seau, le paraphe du Président de nôtre Assemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le septième d'Avril mille sept cens treize. Estoit paraphé, *Hendrik van Hoorn*, et., par ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux, Estoit signé, *F. Fagel*. Et sellé du grand Seau de cire rouge.

*Article séparé.*

**L**es Traités de Paix & de Commerce étant concluds ce jourd'hui onzième Avril mil sept cens treize, entre sa Majesté Très-Christienne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & sa Majesté voulant contribuer de plus au rétablissement de la paix générale, particulièrement aussi de celle entre le Roy d'Espagne & les Seigneurs Etats Généraux, promet & s'engage, pour & au nom de sa Majesté Catholique, que la paix se fe-

ra aussi entre Elle & les Seigneurs Etats Généraux, & que par le Traité de cette paix tous les avantages & utilités de Commerce & de Navigation & autres, portez par le Traité de Munster, leur seront accordez, & que l'extension s'en fera en forme de Traité aussi-tôt que les Ambassadeurs Plénipotentiaires du Roy d'Espagne seront arrivés dans cette Ville d'Utrecht.

Cet Article séparé aura la même force que ledit Traité de Paix & comme s'il y étoit inséré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy dequoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

signe.

(L.S.) *Huxelles.* (L.S.) *J. v. Randwyck.*

(L.S.) *Mesnager.* (L.S.) *Willem Buys.*

(L.S.) *B. v. Dussen.*

(L.S.) *C. v. Gheel van Spanbroek.*

(L.S.) *F. A. Baron de Reede de Renswoude.*

(L.S.) *S. van Gostlinga.*

(L.S.) *Graef van Kniphuysen.*

*Ar.*

*Article separé*

**C**omme les Pais-bas Espagnols, & les Villes & Places cedées par le Roy Très Chrétien par le Traité conclu ce jourd'huy entre sadite Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, doivent appartenir à la Maison d'Autriche, lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engagent & promettent que ladite Maison d'Autriche executera toutes les conditions stipulées dans ledit Traité par rapport aux Pais-bas Espagnols & Villes & Places cedées par le Roy Très Chrétien, après qu'Elle en aura été mise en possession.

Cet Article séparé aura la même force que s'il étoit inséré dans le Traité, & sera ratifié en mesme tems que ledit Traité.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

Signé.

C 2

(L.S.)

*L. S.) Huxelles (L. S.) J. v. Randwyck.*

*L. S.) Mesnager. (L. S.) Willem Buys.*

*(L. S.) B. v. Dussen.*

*(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.*

*(L. S.) F. A. Baron de Reede de Renswoude.*

*(L. S.) S. v. Goslinga.*

*(L. S.) Graef v. Kniphuysen.*

**N**ous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, promettons au nom des Seigneurs nos Maîtres, qu'ils ne remettront à la Maison d'Autriche les Pais-bas, communement appelez Esapgnols, qu'après qu'Elle aura fait un Acte de cession du Royaume de Sardaigne à l'Electeur de Baviere. Fait à Utrecht l'onzième d'Avril 1717.

Signé ,

*J. v. Randwyck.*

*Willem Buys.*

*B. vander Dussen. C. v. Gheel van Spanbroeck.*

*F. A. Baron de Rheede de Renswoude.*

*S. van Goslinga. Graef van Kniphuysen.*

Com-



**C**omme la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, sont convenus de faire une Assemblée de Commissaires de part & d'autre dans cette Ville d'Utrecht, pour & afin de regler les droits d'entrée & de sortie, & la manière de les faire lever dans les Pais-bas, communement appellés Espagnols, avec les Commissaires de la Maison d'Autriche, & que le Roy Très-Chrétien s'y trouve aussi intéressé par rapport au Commerce de ses Sujets; Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Province-Unies déclarons au nom desdits Seigneurs nos Maîtres, qu'il leur sera agréable, que sa Majesté Très-Chrétienne y envoie aussi des Commissaires de sa part, & qu'il seront contens que provisionnellement, & en attendant que lesdits Commissaires aient réglé les droits d'entrée & de sortie, qui se payeront dans lesdits Pais-bas Espagnols, les Sujets de sa Majesté Très-Chrétienne, aussi-bien que ceux de la Grande-Bretagne, & ceux des Seigneurs Etats, payeront les mêmes droits d'entrée & de

fortie, que chaque Nation payoit en l'année 1610., & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, ayant veu la présente déclaration, l'ont approuvée. Fait à Utrecht l'onzième d'Avril mille sept cents treize.

Signé,

*J. v. Randwyck.*

*Willem Buys.*

*B. vander Dussen. C. v. Gheel van Spanbroek.*

*F. A. Baron de Rheede de Renswoude.*

*S. van Goslinga*

*Graef van Kniphuysen.*

**N**ous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien, sur ce qui nous a été représenté par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, qu'il seroit bon pour la Navigation & le Commerce de part & d'autre, que les termes prescrits par l'Article troisième des Traitez de Paix & de Commerce signez dans cette Ville l'onzième du mois dernier pour la restitution des prises faites de part & d'autre, commençassent, non du jour de la publication à faire, comme il

a été stipulé dans ledit Art. troisième, mais du jour de la signature, comme cela a aussi été réglé de cette manière après la Paix de Ryswijck, nous avons consenti & accordé par ordre de sa Majesté que tous lesdits termes tant dans la Mer du Nord que dans les autres endroits, nommez dans ledit Article troisième, commenceront & seront comptez dudit jour de la signature, & réciproquement nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux avons consenti & accordé la même chose au nom de nos Supérieurs pour les sujets de sa Majesté Très-Chrétienne.

En foy de quoy nous avons signé le présent Acte & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes, Fait à Utrecht le douzième May mil sept cens treize.

Signé,

(L.S.) *Huxelles.* (L.S.) *Willem Buys.*

(L.S.) *Mesnager.* (L.S.) *B. v. Dussen.*

(L.S.) *F. A. Baron de Rhede de Renswoude.*

(L.S.) *S. v. Gossinga.*

(L.S.) *Graef van Kniphusen.*

*s' Ensuit la Ratification de sa Majesté  
Très-Chrétienne sur de Traité de  
Paix.*

**L**OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme Nôtre tres-cher & bien Amé Confin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres & Nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-ami le Sieur Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que Nous leur en avons donnés, auroient conclu, arresté & signé l'onzième du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schie-land

land, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emminkhuysen & Moerkerk en, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez dans leur Assemblée de la part des États de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, pareillement munis de Pleinpouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable le susdit Traité de paix en tous & chacun les points & Arti-

cles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun nos biens, présents & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. Entemoin dequoy Nous avons fait mettre Nôtre Sçel à ces présentes. Donné Versailles le dix-huitième Avril, l'an de grace, mil sept cens treize, & de Nôtre Règne le soixante dixième. Estoit signé Louis. Et plus bas, par le Roy.

Signé,

*Colbert.*

*3<sup>e</sup> Ensuit la Ratification des Seigneurs Etats  
Généraux des Provinces-Unies de  
Païs-bas, sur le Traité de Paix.*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies  
des Païs bas, à tous ceux qui ces pre-  
se-

sentés Lettres verront, salut. Ayant vû  
& examiné le Traité de Paix & d'amitié  
fait & conclu à Utrecht l'onzième jour  
du mois d'Avril de la présente année 1713,  
par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxel-  
les, Maréchal de France, Chevalier des  
Ordres de sa Majesté Très-Chrétienne,  
& son Lieutenant Général au Gouverne-  
ment de Bourgogne, & le Sieur Nico-  
las Mesnager, Chevalier de l'Ordre de  
St. Michel, Ambassadeurs Extraordinai-  
res & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-  
Chrétienne à l'Assemblée d'Utrecht, au  
nom & de la part de sa Majesté Très-Chré-  
tienne; & par les Sieurs Jacques de  
Randwyck, Seigneur de Rossum, Burg-  
grave de l'Empire, & Juge de la Ville  
de Nimegue; Guillaume Buys, Conseil-  
ler Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam,  
Bruno vander Dussen, ancien Bourgue-  
maître, Sénateur, & Conseiller Pension-  
naire de la Ville de Gouda, Assesseur au  
Conseil des Heemrades de Schieland,  
Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneil-  
le van Gheel, Seigneur de Spanbroek &  
Bulckestein, grand Baillif du Franc et  
de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des  
Fiefs relevans du Bourg de Bruges du res-

fort de nôtre Etat ; Frederic Adrien , Baron de Rheede , Seigneur de Renswoude , d'Emminckhuysen & Moerkerken , Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goslinga , Grietman de Franequeradeel , Curateur de l'Université de Franequer ; & Charles Ferdinand , Comte d'Inhuyfen & de Kniphuyfen , Seigneur de Vreedewold , Député en nôtre Assemblée de la part des États de Gueldre . de Hollande & Westfrise de Zelande , d'Utrecht , de Frise , & de Groningue & Ommelandes , Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht , en nôtre nom & de nôtre part , en vertu de leurs Pleins pouvoirs respectifs , duquel **Traité** la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Et d'autant que le contenu dudit **Traité** porte , que les **Lettres** de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & dûë forme , dans le terme de trois semaines , & plutôt si faire se peut , à compter du jour de la signature , Nous voulant bien donner des marques de nôtre  
fin



sincérité, & Nous acquiter de la parole, que nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement de le garder entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713. Estoit paraphé, *H. van Iffelmuden*, vt. Sur le plicq étoit écrit, par ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux. Estoit signé, *F. Fagel*. Et scellé du grand Seau ce cire rouge.

*s'Ensuit la Ratification de sa Majesté Très-  
Chrétienne sur l'Article séparé.*

**L** OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux  
C 7 qui

qui ces présentes Lettres verront, SALUT :  
Ayant veu & examiné l'Article séparé que  
Nôtre très-cher & bien-amié Cousin, le  
Marquis d'Huxelles, Marechal de France,  
Chevalier de Nos Ordres, & Nôtre Lieu-  
tenant Général au Gouvernement de  
Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amié  
le Sr. Mesnager, Chevalier de Nôtre Or-  
dre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Ex-  
traordinaires & Plénipotentiaires, en ver-  
tu des Pleinpouvoirs que Nous leur en a-  
vions donné, ont conclu, arrêté & signé  
l'onzième du présent mois d'Avril à U-  
trecht, avec les Sieurs Jacques de Rand-  
wijk, Seigneur de Rossem, &c. Burggra-  
ve de l'Empire & Juge de la Ville de Ni-  
megue; Guillaume Buys, Conseiller Pen-  
sionnaire de la Viile d'Amsterdam; Bruno  
vander Dussen, ancien Bourguemaître,  
Seneur & Conseiller Pensionnaire de la  
Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des  
Heemrades de Schieland & Dykgrave de  
Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel,  
Seigneur de Spänbrock & Bulkestein,  
Grand Bailif du Franc & de la Ville de  
l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans  
du Bourg de Bruges, du ressort de l'Etat;  
Frederik Adrien Baron de Rheede, Sei-  
gneur

gneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goflinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, pareillement munis de Pleinpouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant, agréable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons iceluy loué. approuvé & ratifié, & par ces présentes, signées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé  
di-

directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Scel à ces dites présentes. Donné à Versailles le dix-huitième jour d'Avril, l'an de grace mil sept cents treize, & de Nôtre regne le soixante-dixième. Estoi signé, Louis. Plus bas : Par le Roy.

Signé.

COLBERT.

*s'Ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, sur l'Article séparé.*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Comme ainsi soit, qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Utrecht l'onzième jour du mois d'Avril de la présente année 1713., il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de sa Majesté Très-Chrétienne,

tienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-Chrétienne; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, sur-Intendant des Tiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de nôtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Francquer; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredwold, Députés en nôtre  
Assen-

Assemblée de la part des Etats de Gueldre de Hollande & Westfrise , de Zelande d'Utrecht , de Frise , et de Groningue et Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires et Plenipotentiaires à la dite Assemblée d'Utrecht en nôtre nom et de nôtre part , en vertu de leurs Pleins pouvoirs respectifs , duquel Article separé l'eneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agréable le dit Article separé, l'avons approuvé et ratifié, l'approuvons et ratifions , par ces présentes promettant en bonne foy et sincerement de le garder, entretenir et observer inviolablement , sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy dequoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713. Estoit paraphé, *H. van Isselmunden*, ut. Sur plicq estoit écrit , Par ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux. Estoit signé *F. Fagel*, Et scellé du grand Seau en cire rouge.

*s' Ensuit la Ratification de sa Majesté  
Très-Chrétienne par l'autre Article  
séparé.*

**L** OUIS, par la grace de Dieu, Roy  
de France & de Navarre, à tous ceux  
qui ces présentes Lettres verront, salut.  
Ayant veu & examiné l'Article séparé que  
notre très-cher & bien-amié Cousin, le  
Marquis d'Huxelles, Maréchal de France,  
Chavalier de Nos Ordres, & notre Lieu-  
enant Général au Gouvernement de Bour-  
gogne, & notre-cher & bien-amié le Sr.  
Mesnager, Chevalier de notre Ordre de  
St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraor-  
dinaires & Plénipotentiaires, en vertu des  
Pleinpouvoirs que Nous leur en avons  
donnée, ont conclu, arrêté & signé l'on-  
zième du présent mois d'Avril à Utrecht,  
avec les Sieurs Jacques de Randwyk, Sei-  
gneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Em-  
pire & Juge de la Ville de Nimegue;  
Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire  
de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander  
Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur  
& Conseiller Pensionnaire de la Ville de  
Gouda, Assesseur au Conseil de Heemra-  
des

des de Schieland & Dykgrave de Crimpenerward; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Bailif du Franc & de la Ville de l'Ecluse Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkrecken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, & Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zelande d'Utrecht, de Frieze & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité, d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas pareillement munis de pleinpouvoirs, de quel Article separé la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable le susdit Article  
sepa



paré en tout sont contenu avons iceluy  
oué, approuvé & ratifié ; & par ces pré-  
sentes, signées de Nôtre main, louons,  
approuvons & ratifions. Promettant en  
oy & parole de Roy de l'accomplir, ob-  
server sincerement & de bonne foy, sans  
souffrir qu'il soit jamais allé directement  
ou indirectement au contraire, pour quel-  
que cause & occasion que ce puisse être.  
En temoin de quoy nous avons fait mettre  
Nôtre Scel à ces dites présentes. Donné  
Versailles le dix huitième jour d'Avril,  
an de grace mil sept cens treize, & de  
Nôtre regne le soixante dixième. Estoit  
signé, Louis. Plus bas, Par le Roy.

Signé,

*Colbert.*

*s' Ensuit la Ratification des Seigneurs  
Etats Généraux des Provinces-Unies  
des Pays-bas, sur l'autre Article  
séparé.*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies  
des Pais-bas, à tous ceux qui ces pré-  
sentes Lettres verront, salut. Comme  
ainsi soit, qu'outre le Traité de Paix &  
d'ami-

d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onzième jour du mois d'Avril de la présente année 1713, il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée d'Utrecht, au nom & de la part de sa Majesté Très-Chrétienne, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crim penerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulckestein, grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nôtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de

e Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkercken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslin-  
a, Grietman de Franequeradeel, Cura-  
ur de l'Université de Franequer; & Char-  
s Ferdinand Comte d'Inhuysen & de  
niphuysen, Seigneur de Vreedewold,  
députés en nôtre Assemblée de la part des  
tats de Gueldre, de Hollande & West-  
ise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise,  
de Groningue & Ommelandes, Nos  
mbassadeurs, Extraordinaires & Pléni-  
otentiaires à la dite Assemblée d'Utrecht,  
n nôtre nom & de nôtre part, en vertu  
e leurs Pleinpouvoirs respectifs, du quel  
rticle séparé la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agréable le dit Arti-  
le séparé, l'avons approuvé & ratifié,  
approuvons & ratifions, par ces présen-  
s; promettant en bonne foy & sincere-  
ment de le garder, entretenir & observer  
inviolablement, sans jamais aller ni venir  
au contraire, directement ni indirectement,  
en quelque sorte ou manière que ce soit.  
En foy de quoy Nous avons fait signer  
ces

ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713. Estoit paraphé, *H. van Isselmuden*, vt. Sur le plicq estoit écrit, Par ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux. Estoit signé, *F. Fagel*, Et scellé du grand Seau en cire rouge.

*s'Ensuit la Ratification des Seigneurs  
Etats Généraux sur la Déclaration*

**L**es Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Ayant vû & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onzième jour d'Avril de la présente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rotsum, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schiedland, Dyckgrave du Crimpenerwaerde  
Co

Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nostre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, Députez en nostre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, de Groëningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à l'Assemblée d'Utrecht, en nostre nom & de nostre part en vertu de leur Pleinpouvoir, de laquelle Déclaration a tenuer s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agréable la dite Déclaration l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement

de la garder, entretenir & observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nostre Assemblée, contre-signer par nostre Greffier & apposer nostre grand Seau. Fait à la Haye le vingtième d'Avril 1713. Estoit paraphé *H. van Isselmuden*, vt. Sur le plicq estoit écrit, Par ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux. Estoit signé *F. Fagel*. Et scellé du grand Seau de cire rouge.

*s'Ensuit la Ratification des Seigneurs  
Etats Généraux sur l'autre Déclaration.*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Ayant vu & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onzième jour d'Avril de la présente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rotsum, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys  
Con

Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schie-land, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck de Bulkestein, grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs, relevans du Bourg de Bruges du ressort de nostre Etat; Frederic-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkercken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sicco de Goslinga, Grietman de Franekeradeel, Curateur de l'Université de Franeker; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreede-wold, Député en nostre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à l'Assemblée d'Utrecht, en nostre nom & de nostre part en vertu de leur Pleinpouvoir, de la quelle Déclaration la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agréable la dite Déclaration, l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement de le garder, entretenir & observer inviolablement, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nostre Assemblée, contresigner par nostre Greffier, & apposer nostre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713. Estoit paraphé, *H. van Iffelmunden*, vt. Sur le plice estoit écrit, Par ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux. Estoit signé, *F. Fagel*, Et scellé du grand Seau de cir rouge.

[TRA I



## T R A I T É

*De Commerce, Navigation, & Marine, fait, conclu & arrêté à Utrecht l'onzième du mois d'Avril 1713. entre les Ambassadeurs & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-Chrestienne, d'une part; & les Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, de l'autre part.*

**L**E Traité de paix, qui a été conclu aujour d'huy entre le Roi Très-Chrétien & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient altéré pendant quelque tems l'affection que Sa Majesté a toujours eüe pour leur bien & leur prospérité, suivant l'exemple des Rois ses Prédecesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Généraux rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les obligations & les

avantages considérables, qu'ils ont cy-devant reçûs, Sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui peut l'affermir, & les dits Etats Généraux, ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé, qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assésuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs interets particuliers en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des loix & conventions les plus propres à prevenir tous les inconvéniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance; Sadite Majesté satisfaisant au désir desdits Etats Généraux, auroit ordonné le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; le Sieur Nicolas Menager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, se Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à l'assemblée de la négociation de la Paix; Et lesdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller  
Pen

Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam :  
Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dijckgraef de Crimpenerwaerd ; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkestein, & Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat ; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuisen & Mourkerken, & Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goslinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer ; Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuisen, Seigneur de Vreedewold &c, Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, & leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires au dit Congrès de Paix, de conférer & convenir en vertu de leurs pouvoirs respectivement produits, & dont copie est cy-dessous transcrite, d'un traité de commerce & navigation, en la manière qu'il s'ensuit.

## I.

**L**es sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies du Pais-bas ; jouiront réciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joui de tous tems devant cette guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

## II.

Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitéez ni de violences les uns contre les autres, tant sur la Terre, que dans les Rivières, Rades & Eaux douces sous quelque nom & prétexte que ce soit ; & aussi ne pourront les sujets de Sa Majesté prendre aucunes commissions pour des armemens particuliers ou Lettres de représailles des Princes & Etats, ennemis desdits Seigneurs Etats Généraux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de représailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiés comme Pirates ; ce qui sera pareillement observé par les sujets des Provinces-Unies à l'égard  
des

des sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les terres de l'obéissance de Sa Majesté & dans les Provinces-Unies, publiées & renouvelées défenses très-expresses & très-précises, de se servir en aucune manière de telles Commissions ou Lettres de représailles, sous la peine susmentionnée, qui sera exécutée severement contre les contrevenants; outre la restitution entière, à laquelle ils seront tenus envers ceux, auquel ils auront causé du dommage.

III.

Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertance, ou autrement, & principalement dans les lieux éloignés, il a été convenu & accordé, que si quelques prises se font de part ou d'autre, dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace

de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente; les dites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

## I V.

Toutes Lettres de marque, & de représailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourra être cy-après données par l'un de dits Alliés, au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste desny de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la requête de celuy, qui demande les dites représailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Estat contre les Sujets duquel elles doivent-être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui fera dû.

V.

Ne pourront aussi les particuliers Sujets de sa Majesté être mis en actions ou arrest en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux pour les debtes publiques desdits Etats.

VI.

Les Sujets Habitans des Païs de l'obéissance de sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Généraux vivront, converseront, & fréquenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance; & jouiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce & le transport n'est défendu généralement & universellement à tous tant Sujets qu'Estrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII.

Et pour cet effet, les Sujets de sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux pourront franchement & librement fréquenter avec leurs Marchandises &

Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée ou sortie, & transport, ne sera défendu à tous Sujets de sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Généraux, sans que cette liberté réciproque puisse être défendue, limitée ou restreinte, par aucun Privilège, Octroy ou aucune concession particulière; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs sujets des Immunités, Bénéfices, dons gratuits, ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre à leur préjudice, & sans que lesdits sujets de part & d'autre soyent tenus de payer plus grands ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

### VIII.

Les Sujets des Etats Généraux ne pourront



ront aussi être traitez autrement ou plus mal dans les Droits de contablie, d'ancréage, du Sol parisis, & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les sujets mêmes de sa Majesté Très-chrétienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, ou lesdits Droits se levent.

**I X.**

Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se leve à cette occasion, les Sujets des Etats Généraux des Provinces Unies jouiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roy Très-Chrétien, tellement, qu'il sera permis auxdits Sujets des Etats Généraux de porter des Marchandises du Levant à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas, lesdits Sujets des Etats Généraux ne seront assujettis audit vingt pour cent; si non dans les cas, où les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres

Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets desdits Etats Généraux.

X.

Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux d'apporter, faire entrer & débiter en France & dans les Pais conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au rempaquement, & ce nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrest du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des quinziesme Juillet, & quatorzième Septembre, mil six cens quatre vingt sept, portant défences d'apporter ni faire entrer dans les ports de France, ou places conquises du Harang autrement qu'en vracq & salé du sel de Broüage; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mer en vracq dans des Barils, dont les dix huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels arrests demeureront révoqués & annullés.

XI.

L'on dépêchera réciproquement à la Doüane ou aux bureaux, tant en France qu'aux Pais des Etats Généraux, également

ment & sans aucune distinctions les sujets de l'une & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puisse être.

## XII.

Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivières, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir être visités; à la charge néanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté séjour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

## XIII.

Les Navires de Guerre de sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux & ceux de leurs sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns  
au

autres, sans qu'aussi lesdits Navires ou lesdites prises entrant dans les Havres ou Ports de sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux, puissent être arrestés ou saisis, ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir : Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux; mais y étant entrés par nécessité de tempeste ou péril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

#### XIV.

Les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront point réputés Aubains en France, & ainsi seront exempts de la loi d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement : Et leurs Héritiers, Sujets desdits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recevoir leurs successions, même

mes *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité sans que l'effet de cette concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous prétexte de quelque Droit ou prérogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées; pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir aquerir aucun droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de sa Majesté en bonne forme; & seront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & naturels de sa Majesté, & particulièrement ne pourront être compris aux taxes, qui pourront être faites sur les Estrangers; & sera tout le contenu au présent Article observé au regard des Sujets du Roy dans le Pais de l'obéissance desdits Seigneurs Etats.

## XV.

Les Navires, chargés de l'un des Alliés, passans devant les costes de l'autre, & relâchans dans les Rades ou Ports, par  
tem-

tempeste ou autrement, ne seront contraints d'y décharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles; ni tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lorsqu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

### X V I.

Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandises, dont ils seront chargés, ne pourront-être saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous prétexte de la conservation, & défense de l'Etat; & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra & en payant les choses, qu'on désirer d'eux, en quoi toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests fait par ordre & autorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales dettes, Contrats ou autres causes légitimes pour raison desquelles il sera procédé par voye de droit, selon la forme de la Justice.

### X V I.

## X V I I.

Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute sûreté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les propriétaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même sûreté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les propriétaires d'icelles, des lieux, Ports & Rades de ceux qui sont ennemis de l'une & de l'autre desdites parties, ou de l'un des deux en particulier, sans contradiction ou détournement, de qui que ce soit, non-seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soyent sous des divers.

## XVIII.

## XVIII.

Ce transport & ce trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises à l'exception de celles de contrebande.

## XIX.

En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucises, Cercles-poisses, Affûts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mêche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Cheveaux, Selles de Cheval, Foyers de Pistolets, Baudriers & autres assortimens servans à l'usage de la guerre.

## XX.

Ne feront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande, les Froments, Bleds & autres Grains, Légumes, Huiles, Vins, - Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées, non compris en l'Article précédent, & en sera le transport permis, mêmes aux lieux en



ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiégées, bloqués ou investies.

XXI.

Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la manière suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, tant entrés en quelque Havre des dits Seigneurs Etats, & voulans de là passer à ceux des dits Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers des Havres des dits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la spécification de la charge de leurs Navires, attestés & marqués du sceel & sein ordinaires & reconnus des Officiers de l'Admirauté des lieux, d'où ils seront premièrement partis, avec la déclaration du lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront-être inquiétés ni recherchés, détenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

XXII.

Il en sera usé de même à l'égard des  
Nav

Navires & Barques Françoises, qui iron dans quelques Rades des Terres de l'obéissance des dits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaïson, qu'à cas qu'il y eut soubçon qu'ils portassent aux ennemis desdits Seigneurs Etats, des Marchandises de contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

### XXIII.

Et au dit cas de soubçon apparent, les dits Sujets seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus spécifiée.

### XXIV.

Que s'ils étoient dedans les Rades, ou estoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets lesdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout désordre, n'approcheront plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement.

nent, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron les Navires François en la manière ci-dessus spécifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entière foi & créance; & afin que l'on en connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune manière être falsifiées & contrefaites, seront donnés certaines marques & contreseings de sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXV.

Et en cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françaises, destinées vers les Havres des ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens susdits quelques  
Mar-

Marchandises & Denrées de celles, qui sont cy-dessus déclarées de contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces Unies ou autre competens, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandise & Denrées libres & permises, retrouvée au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

### XXVI.

Il a été en outre accordé & convenu, qu tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fut Marchandises de contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni réserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Très-Chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fut aux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se réglera selon ce qui a été disposé aux Articles précédents; & pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il e

accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre partie, & chargés dans les Navires de celuy qui est devenu ennemi de tous les deux, ou de l'une des parties, ne pourront être confisqués aucunement, à raison, ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire ennemi; & cela s'observera non-seulement quand lesdites denrées y auront été chargées devant la déclaration de la Guerre, mais mêmes, quand cela se fera fait après ladite déclaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à sçavoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terneuse en Noruegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & de là dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente: Tellement que les

Marchandises & biens des Sujets & Habitans, chargés en ces Navires ennemis, ne pourront être confisqués aucunement, durant les termes & dans les étendues susnommées à raison du Navire qui est ennemy; ains seront restitués aux Propriétaires sans aucun délai, si ce n'est qu'ils ayent été chargés après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports ennemis telles Marchandises de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire ennemi, quoy qu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé cy-dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à cet effet, que quoy qu'elles fussent ennemies de l'une & de l'autre des parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être tirées si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

## XXVII.

Tous les Sujets & Habitans desdites  
Pro

Provinces Unies jouiront réciproquement les mêmes droits, libertés & exemptions en leur Trafic & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de sadite Majesté: ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, & devant entendre que l'égalité sera réciproque en toute manière de part & d'autre; & même en cas que cy-après lescdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats qui devinssent ennemis de sadite Majesté, chacune des deux parties devant user réciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du présent Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXVIII.

Et pour assurer d'avantage les Sujets lescdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lescdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roy, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & biens des dommages & intérêts souf-

ferts, & à souffrir jusques à la dûe restitution & réparation.

## XXIX.

Et pour cette cause seront dorenavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bail-  
ler caution bonne & solvable par devant les Juges competens, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations, qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au présent Traité & aux Ordonnances & Edits de sa Majesté, qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy à peine de déchéance & nullité desdites commissions & congés; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux.

## XXX.

S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaine François fit prise d'un Vaisseau chargé de dites Marchandises de contrebande, comme dit est; ne pourront lesdits Capitaine faire ouvrir ni rompre les Coffres, Males Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre & échan-



échanger, ou autrement aliener, qu'elles n'ayent été descenduës en Terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron de Navire trouvât bon & agreât de livrer lesdites Marchandises de contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

### XXXI.

Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux soyent traités dans tout le Pais de son obéissance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les jugemens & arrests, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites en Mer, soient donnés avec toute Justice & équité, par Personnes non suspectes ni intéressées au fait, dont il sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les arrests, jugemens & ordres de Justice déjà données & à

donner, soyent promptement & dûement  
executés, selon leurs formes.

### XXXII.

Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions, contenues au présent Traité auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus & néanmoins avant le premier jugement ni après iceluy, pendant la revision, les biens & effets, qui seront réclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, ce n'est du consentement des parties intéressées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

### XXXIII.

Quand procès sera meu en première & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les intéressés en icelles, & que lesdits intéressés viendront à obtenir un jugement ou arrest favorable, le dit jugement ou arrest aura son ex-

cution sous caution, nonobstant l'appel d'iceluy, qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au présent Article & aux précédens, pout faire rendre bonne & briève justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites en Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de sa Majesté.

XXXIV.

Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout tems faire construire ou fréter dans le País l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité, à ce que lesdits marchés de Navires & achapts de Munitions se fassent de bonne foy & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner la même permission auxdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaquans ou aggresseurs.

## XXXV.

Arrivant que des Navires de guerre ou Marchands échouënt par tempeste ou autre accident aux costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Appareux Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant périssables ont été vendues, le tout étant réclamé par des Propriétaires ou autres ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procès, en payant seulement les fraix raisonnables, & ce qui sera réglé entre lesdits Alliés pour le droit de sauvement; & en cas de contravention au présent Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire chatier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanités, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

## XXXVI.

Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets recoivent dans nul des Pais de leur obéissance aucuns Pirates &  
For-

Forbans quels qu'ils puissent-êre; mais ils  
es feront poursuivre punir & chasser de  
eurs Ports; & les Navires dépredés, com-  
ne les biens pris par lesdits Pirates &  
Forbans, qui se troveront en êre, se-  
ont incontinent & sans forme de procès  
estitués franchement aux Propriétaires,  
qui les reclameront.

**XXXVII.**

Les Habitans & Sujets de costé & d'au-  
re pourront par tout dans les Terres de  
obéissance dudit Seigneur Roy & desdits  
seigneurs Etats Généraux, se faire servir  
de tels Advocats, Procureurs, Notaires  
& Solliciteurs, que bon leur semblera, à  
quoi aussi ils seront commis par les Juges  
ordinaires, quand il sera besoin, & que  
esdits Juges en seront requis; & sera per-  
mis audits Sujets & Habitans de part &  
d'autre, de tenir dans les lieux, où ils se-  
ront leur demeure, les Livres de leur  
Trafic & Correspondance, en la Lan-  
gue que bon leur semblera, sans que pour  
ce sujet ils puissent-êre inquietés ni ré-  
cherchés.

**XXXVIII.**

A l'avenir aucuns Consuls ne seront ad-  
mis de part & d'autre; & si l'on jugeoit

à propos d'envoyer des Résidens, Agens Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les lieux de la résidence ordinaire de la Cour.

**XXXIX.**

Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etat Généraux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'aucun Prince, République ou Ville que ce soit vienne faire aucune prise dans les Ports Havres ou aucunes Rivières, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux employeront leur autorité & leur force, pour en faire la restitution ou réparation raisonnablement.

**XL.**

S'il survenoit par inadvertance ou autrement, quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de la part de sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etat Généraux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la confédération, amitié & bonne correspondance, mais on réparera promptement

tement lefdites contraventions & fi elles procèdent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en feront feuls punis & châtiés.

### **XLI.**

Et pour mieux affeurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux defdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption l'amitié ou rupture entre la Courone de France & lefdits Seigneurs Etats defdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaife) il fera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour fe retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera; Ce qui leur fera permis de faire, comme auffi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, fans qu'on puiſſe leur donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit tems de neuf mois à aucunes ſaiſies de leurs effets, moins encore à l'arreſt de leurs Perſonnes.

### **XLII.**

L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il ſera poſſible, tout ce qui pour-

roit en aucune manière empêcher directement ou indirectement l'exécution du présent Traité, & spécialement de l'Article septième; & on s'oblige aux moindres plaintes qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment réparer.

### XLIII.

Le présent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt cinq ans, à commencer du jour de la signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire le peut.

### XLIV.

Et pour plus grande seureté de ce Traité de Commerce & de tous les points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité publié, vérifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres places, là où on a accoustumé de



de faire les publications, verifications & enrégistrement.

*Formulaire des Passeport & Lettres de Mer, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France aux Navires & Barques, qui en sortiront, suivant l'Article du présent Traité.*

**L**ouis Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut : Scavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du port de Tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Hare de de s'en aller à chargé de après que visitation aura été faite de son Navire, avant que partir, fera serment devant les Officiers, qui exercent la juridiction des causes maritimes, comme le-dit Vaisseau appartenant à un ou plusieurs des Sujets de sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des présentes ; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son

E 7

Equi-

Equipage les Ordonnances & Réglements de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle, signé & vérifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure de Hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le sçu & permission de Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent congé; & leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; & portera les Pavillons Armes & Enseignes du Roy, & les nôtre durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer nôtre Seing & le Sêel de nos Armes à ces présentes; & icelles fait contresigner par nôtre Sécetair de la Marine à

jour de

mil sept cen

Signé, Louis, Comte de Thoulouse, Et plus-bas, par

*Formulaire del' Acte contenant le serment.*

**N**ous  
de

de l'Amirauté  
certifions que

**Maître du Navire**

nom

nommé au Passeport ci-dessus, a prêté  
le serment mentionné en icelui. Fait

le jour de mil  
sept cens

*Autre Formulaire des Lettres, qui se  
doivent donner par les Villes & Ports  
de Mer des Provinces-Unies, aux  
Navires & Barques, qui en sortiront,  
suivant l'Article susdit.*

**A**ux Sérénissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables & Prudens Seigneurs, Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, seigneurs, Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Régens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront ou liront; nous Bourguemaîtres & Régens de la Ville de  
scavoir faisons  
que  
Maître du Navire  
comparant devant nous,  
a déclaré de serment solemnel que le Navire nommé  
grand envi-  
ron  
lastes, sur lequel main-  
te-

tenant il est le Maître, appartient aux habitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider ; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tous en général & en particulier, où l'usudit Maître avec son Navire & denrée arrivera, qu'il vous plaise de le recevoir benignement & traiter dûement, le souffrant sur les droits accoutumés des péages & fraix, dans, par & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, fréquenter, & négocier là où il trouvera à propos, ce que vous volontiers nous reconnoîtrons ; en témoin de quoi, nous y avons fait apposer le Sceau de notre Ville.

En foi de quoi nous Ambassadeurs susdits de sa Majesté & des Seigneurs Etat Généraux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelle fait apposer les Cachets de nos Armes, Utrecht l'onzième Avril 1713.

Signé,

(L. S.) *Huxelles.* (L. S.) *J. v. Randwyck.*

(L. S.) *Mesnager.* (L. S.) *Willem Buys.*

(L. S.)

(L. S.) *B. v. Dussen.*

(L. S.) *C. v. Gheel van Spanbroeck.*

(L. S.) *F. A. Baron de Reede de Renswoude.*

(L. S.) *S. v. Goslinga.*

(L. S.) *Graef van Kniphuysen.*

*Article séparé.*

**O**utre ce que a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ce jourd'hui onze Avril mil sept cens treize, il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu que il étoit inferé de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sols par Tonneau, établie en France sur les Navires des étrangers, cessera entièrement à l'avenir à l'égard des Navires des Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies, & ne pourra désormais être restituée, en sorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront déchargés de la dite taxe, soit que lesdits Na-

Navires aillent droit en France des Païses  
Terres desdits Seigneurs Etats Généraux  
ou de quelque autre endroit que ce puit  
être, soit chargés ou à vuide, soit au  
qu'ils soyent chargés pour décharger da  
une ou plusieurs Places de France, ou bi  
qu'étant destinés pour prendre charge au  
lieux où ils auroient dessein d'aller, & r  
en trouvant pas, ils aillent en d'autres po  
en avoir, soit aussi que lesdits Navires d  
Sujets des Seigneurs Etats Généraux sorte  
des Ports de France, pour s'en retourner  
chez eux, ou pour aller ailleurs, en que  
ques lieux que ce puisse être, chargés  
vuides, soit même qu'ils ayent pris leu  
charges dans une ou plusieurs Places, pui  
qu'il a été convenu, que ni dans lesd  
cas, ni dans aucun autre qui pourroit a  
river, les Navires des Sujets desdits Se  
gneurs Etats Généraux ne seront pas suje  
à la dite imposition, mais qu'ils en fero  
& demeureront exempts, tant en venant  
desdits Ports de France qu'en y allant  
excepté seulement au cas suivant, sçavoir  
quand lesdits Navires prendront des Ma  
chandises en France : & qu'ils les transpo  
teront d'un port de France en un autre Po  
de France, pour les y décharger, auqu

as seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront obligés de payer le dit droit comme les autres Eſtrangers. Le présent article ſeparé ſera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foi de quoi nous Ambaſſadeurs de ſadite Maieſté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos pouvoirs reſpectifs, avons éſdits noms ſigné cet Article ſeparé de nos Seings ordinaires & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes.  
A Utrecht l'onze Avril 1713.

Signé,

*(L. S.) Huxelles (L. S.) J. v. Randwyck.*

*(L. S.) Meſnager. (L. S.) Willem Buys.*

*(L. S.) B. v. Duffen.*

*(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.*

*(L. S.) F. A. Baron de Reede de Renſwoude.*

*(L. S.) S. v. Goſlinga.*

*(L. S.) Graef v. Kniphuysen.*

Nous

**N**ous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien, sur ce qui nous a été représenté par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, qui seroit bon pour la Navigation & le Commerce de part & d'autre que les termes prescrits par l'Article troisiéme des Traitez de Paix & de Commerce, signez dans cette Ville l'onziéme du mois dernier, pour la restitution des prises faites de part & d'autre, commençassent, non du jour de la publication à faire, comme il a été stipulé dans ledit Art. troisiéme, mais du jour de la signature, comme cela a aussi été réglé de cette manière après la Paix de Ryswik, nous avons consenti & accordé par ordre de sa Majesté que tous lesdits termes tant dans la Mer du Nord que dans tous les autres endroits, nommez dans le dit Article troisiéme, commenceront & seront comptez dudit jour de la signature, & réciproquement nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux avons consenti & accordé la même chose au nom



nos Superieus pour les sujets de la Ma-  
té Très-Chrétienne.

En foi de quoi nous avons signé le pré-  
t Acte & y avons fait apposer les Cachets  
nos Armes. Fait à Utrecht le douxième  
ai mil sept cens treize.

Signé.

(S.) Huxelles. (L.S.) Willem Buys.

(S.) Mesnager. (L.S.) B. v. Dussen.

(L.S.) F. A. Baron de  
Rhede de Renswoude.

(L.S.) S. v. Goslinga.

(L.S.) Graef van Kniphuy-  
sen.

*s'Ensuit la tenenr du Pouvoir des Am-  
bassadeurs & Plénipotentiaires du Roy  
Très-Chrétien.*

OUIS, par la grace de Dieu Roy de  
France & de Navarre, à tous ceux  
ui ces présentes Lettres verront, SALUT.  
omme nous n'avons rien oublié pour con-  
tribuer de tout nôtre pouvoir au rétablisse-  
ment d'une paix sincere & solide, & qu'il  
a lieu d'esperer que les conferences, qui

se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi-désirable, auront bien-tôt un heureux succès, voulant encore apporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour la rendre plus stable, Nous confiant entièrement en la capacité, expérience zèle & fidélité pour nôtre service, de nôtre très-cher & bien-ami Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Notre-cher & bien-ami le Sr. Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député, & par ces présentes, signées de nôtre main, commettons, ordonnons & députons lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Mesnager, & leurs avons donné & donnons Plein-pouvoir, commission & mandement spécial en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, de conférer, négocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, revêtus de leur

urs pouvoirs en bonne forme, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires aviseront bon être. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conclure, négocier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, qui conviendront si bien que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui gardera la Négociation avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas avec la même autorité que nous ferions pourrions faire, si nous étions présentement une Personne, encore qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable, & tenir ferme & stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'eux dans lesdits cas d'absence ou de

de maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du présent pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traitez à faire; car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Sçel à ces présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'an de grace mil sept cens treize, & de nôtre Règne le soixante dixième. Signé, LOUIS Et sur le reply, Par le Roi, COLBERT Sellé du grand Seau de Cire Jaune.

*s'Ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.*

**L**es Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment, que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrétinné est à présent affligée

& que la Ville d'Utrecht a été agréée, pour le lieu des Conférences; Nous par ce même désir d'arester, d'autant qu'il sera en nous, la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & expérience qu'ils ont des affaires publiques aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bonheur de nôtre Etat. Et comme les sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, &c. Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck de Bulkestein, &c. Grand Bailif du Franc & de la Ville de l'Escluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges dans nôtre ressort; Frédéric-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur

de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkercken, &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de Groningue & Ommelandes, se sont signalez en plusieurs emplois importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniement des affaires, & que pour ces causes, & autres considérations à ce nous mouvant, nous les avons commis, ordonné & député d'aller à Utrecht en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix, & d'y conférer avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-Chrétienne, munis de pouvoir suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens, qui causent aujourd'hui la guerre, souhaitant de plus qu'avec la conclusion de la Paix, il soit aussi réglé par un Traité de Commerce, d

Na

avigation & de Marine, tout ce qui sera  
opre à établir & fortifier la bonne Cor-  
pondance entre les Sujets de part &  
utre, & à prévenir tous les inconve-  
ens qui pourroient l'affoiblir; pour ces  
ons nous avons donné & donnons Plein-  
ouvoir, commissions & mandement  
cial auxdits Sieurs de Randwyck, Buys,  
der Dussen, de Spanbroek, de Renf-  
ude, de Goslinga, & Comte d'In-  
ysen & de Kniphuysen, de conférer aussi  
ec les Ambassadeurs Extraordinaires &  
énipotentiaires de sa Majesté Très-Chrê-  
ne munis de pouvoirs suffisans, sur les  
ditions d'un Traité de Commerce, Ma-  
e & Navigation, d'en traiter & convenir;  
pourront nosdits Ambassadeurs Extra-  
linaires & Plénipotentiaires tousensem-  
, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre  
en cas de d'absence des autres par  
ladie ou autre empêchement, conclure  
signer un tel Traité de Commerce, Na-  
gation & Marine, & généralement fai-  
négociier, promettre & accorder tout ce  
ils estimeront nécessaire pour le susdit  
et, & de faire généralement tout ce que  
us pourrions faire si nous étions présens,  
and même pour cela il seroit besoin de

pouvoir & Mandement plus spécial, nor contenu dans ces présentes; promettant sincèrement & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme & stable, tout ce que par les dits Sieurs nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement des autres, aura été stipulé promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de ratification, dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de leur fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Seau, le paraphé du Président de nôtre Assemblée & le Seing de nôtre Greffier, l'onzième d'Avril mille sept cens treize. Estoit paraphé, *Johan van Weede*, vt. Plus bas. Par ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux. Signé, *F. Fagel*. Et scellé du grand Seau de cire rouge.

*s'Ensuit la Ratification de sa Majesté  
Très-Chrétienne sur le Traité  
Commerce, Navigation & Mari-*

**L** OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux



es présentes Lettres verront, salut. Comme Nôtre très cher & bien-Amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres & Nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & Nôtre-cher & bien-aimé le Sieur Nicolas Menager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que Nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé l'onzième du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, &c. Burggrave del' Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schiedam, Dyckgrave du Crimpener waerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de

Renswoude, d'Emminckhuysen & Merkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Gossin Grietman de Franequeradeel, Curateur l'Université de Franequer; & Charles I. dinand, Comte de Inhuysen & de Kihuyfen, Seigneur de Vreedewold, Députés dans leur Assemblée de la part Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, Frise & de la Ville de Groeningue & Comelandes, en qualité d'Ambassadeurs extraordinaires & Plénipotentiaires de très-chers & grands Amis, les Etats Généraux des Provinces Unies des Pays-l pareillement munis de Pleinpouvoirs Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine tous & chacun les points & Articles qui sont contenus & déclarez, avons iceux pour nous que pour Nos Héritiers, Successeurs Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptés, approuvés

ratifiés & confirmés, & par ces présentes  
signées de Nôtre main, acceptons, ap-  
rouvons, ratifions & confirmons, & le  
tout promettons en foi & parole de Roy,  
sous l'obligation & hypotèque de tous &  
de chacun nos biens, présens & à venir,  
garder, observer inviolablement, sans ja-  
mais aller ny venir au contraire, directe-  
ment ou indirectement en quelque sorte &  
manière que ce soit. En temoin dequoy  
nous avons fait mettre Nôtre Sçel à ces  
présentes. Donné à Versailles le dix-hui-  
tième Avril, l'an de grace mil sept cens trei-  
ze, & de Nôtre regne le soixante dixième.  
Fait & signé, Louis. Et plus bas, Par le  
Roy                      Signé,                      Colbert.

3<sup>e</sup> *Ensuit la Ratification des Seigneurs Etats  
Généraux des Provinces-Unies des Pais-  
bas, sur le Traité de Commerce, Navi-  
gation & Marine.*

es Etats Généraux des Provinces U-  
nies des Pais-bas, à tous ceux qui  
es présentes Lettres verront, salut. Com-  
me ainsi soit, que l'onzième jour d'Avril  
de la présente année 1317., il a été fait  
et conclu à Utrecht un Traité de Com-

merce , Navigation & Marine, par le Sr. Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de sa Majesté Très Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée d'Utrecht, & par les Sieurs Jacques de Randwyk, Seigneur de Rossum, Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dykgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, grand Bailif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de notre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rhee-de, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Gossinga, Grietman de Franekwaredeed, Cu-

ateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, Délégués en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, de d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs pleinpouvoirs respectifs, duquel Traité la suite s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & dûë forme, dans le terme de trois semaines, à compter du jour de la signature, Nous voulant donner des marques de nôtre sincérité, & Nous acquiter de la parole, que nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons & ratifions, par ces présentes, promettant en bonne foi & sincèrement de le garder,

F s.

der, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, & quelque sorte ou maniere que ce soit. E  
 foi de quoi Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713. Estoit paraphé. *H. van Iffelmuden*, vt. Sur le pli étoit écrit, Par ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux. Estoit signé *F. Fagel*. Et scellé du grand Seau de cire rouge.

*s' Ensuit la Ratification de sa Majesté  
 Très-Chrétienne sur l' Article séparé.*

**L** OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux que ces présentes Lettres verront, salut. Ayant veu & examiné l'Article séparé que nôtre très-cher & bien-ami Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne & nôtre cher & bien-ami, le Sr. Messin  
 ge

ger, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous leur en avons donnés, ont conclu, arrêté & signé l'onzième du présent mois d'Avril, à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nieuwegein; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur du Conseil des Heemrades de Schieland, Dijckgraef du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Hulkestein, & Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Liefsrelevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Theede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Mourkerken, & Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Nicco de Goslinga Grietman de Franekeradeel, Curateur de l'Université de Franeker; Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur

de Wreedewold &c., Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, pareillement munis de Pleinpouvoirs, duquel Article séparé teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable le susdit Article séparé en tout son contenu avons icelui luï approuvé & ratifié, & par ces présentes signées de nôtre main, luïons, approuvons & ratifions. Promettant en foi & parole de Roi de l'accomplir, observer & de faire observer sincèrement & de bonne foi, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que puisse être. En témoin de quoi nous avons fait mettre Nôtre Scel à ces dites présentes. Donné à Versailles le dix-huitième jour d'Avril l'an de grace mil sept cens tre



ze, & de Nôtre regne le soixante dixième. Estoit signé, Louis. Plus-bas, par le Roi.

Signé,

*Colbert.*

*s'Ensuit la Ratification des Seigneurs  
Etats Généraux des Provinces-Unies  
des Pais-bas, sur l'Article séparé.*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme ainsi soit, qu'outre le Traité de Commerce, Navigation & Marine fait & conclu à Utrecht l'onzième jour du mois d'Avril de la presente année 1713. il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée  
F 7 d'U.

d'Utrecht; & par les Sieurs Jacques de Randwijck, Seigneur de Rossum, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno van der Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schielandt, Dyckgrave du Crimpenewaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Eluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges dans nôtre ressort; Fredric-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkercken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Gossinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyzen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedéwold &c. Députés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en

nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Pleinpouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agréable ledit Article separé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foi & sincèrement de le garder, entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y opposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713. Estoit paraphé, *H. van Isselmuden*, *vt.* Sur le plicq étoit écrit, Par ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux. Estoit signé, *F. Fagel*. Et scellé du grand Seau en cire rouge.

*Lettre des Seigneurs Plénipotentiaires de  
L. H. P. aux Etat Généraux après la  
signature de la paix.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS

**D**Ans ce moment, nous avons signé avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de France, les Traitez de Paix & de Commerce, lesquels nous aurons demain l'honneur d'envoyer à Vos Hautes-Puissances par l'un de nos Secrétaires. Cependant, nous avons jugé de notre devoir de vous en donner avis sans délai par cet Exprès, & d'en féliciter en même tems V. H. P. avec tout le respect possible: Priant le Tout-Puissant, qu'il lui plaise de rendre cette Paix stable, & de la faire servir à l'augmentation du lustre & de la prospérité de l'Etat. Nous finirons par ce souhait, après avoir assuré V. H. P. que nous sommes avec un entier respect & zèle &c.

Signé,

*J. v. Randwyck.*

*Willem Buyt.*

*B. vander Dussen. C. van Gheel van Spanbroek.*

*F. A. Baron de Rheede de Renswoude.*

*S. van Goslinga. Graef van Kniphuysen.*

OR

*Ordonnance du Roy de France, pour la  
liberté du Commerce tant par Terre que  
par Mer, Donnée à Marly le dix sept  
May 1713.*

**O**N FAIT A SCAVOIR à tous  
qu'il appartiendra, qu'une bonne,  
ferme, stable & solide Paix, avec une a-  
mitié & reconciliation entiere & sincere,  
été faite & accordée entre Très-Haut,  
Très-Excellent & Très-Puissant Prince,  
**LOUIS**, par la grace de Dieu Roy de  
France & de Navarre, nôtre Souverain  
seigneur; Très-Haute, Très-Excellente  
& Très-Puissante Princesse **ANNE**,  
Reine de la Grande-Bretagne; Très-Haut,  
Très-Excellent & Très-Puissant Prince  
**FREDERIC GUILLAUME** Roy de  
Prusse; Très-Haut, Très-Excellent &  
Très-Puissant Prince **VICTOR AME**,  
Duc de Savoye; Et les **SEIGNEURS**  
Estats Généraux des Provinces-Unies des  
Païsbas, leurs Vassaux, Sujets, Servi-  
eurs, en tous leurs Royaumes, Païs,  
Terres & Seigneuries de leur obéissance:  
Que ladite Paix est générale entre eux &  
leurs dits Vassaux & Sujets; & qu'au moyen  
d'icelle

d'icelle il leur est permis d'aller, venir retourner & séjourner en tous les lieux desdits Royaumes, Etats & Pais, négocier & faire Commerce de Marchandises entretenir correspondance, & avoir communication les uns avec les autres, & ce en toute liberté, franchise & sûreté, tant par Terre que par Mer, & sur les Rivières & autres Eaux, & tout ainsi qu'il a été & dû être fait en temps de bonne sincère & amiable Paix, telle que celle qu'il a plu à la divine Bonté d'établir entre ledit Seigneur Roy, ladite Dame Reine, le Seigneur Roy, Prince & Etats Généraux précédemment nommez, leurs Peuples & Sujets : Et pour les y maintenir il est expressément défendu à toutes Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entreprendre, attenter ou innover aucune chose au contraire, ni au préjudice d'icelle, sur peine d'être punis severement comme infraçteurs de Paix & perturbateurs du repos public. Et afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, ordonne Sa Majesté que la Présente sera lûë, publiée & affichée par tout où besoin sera. Fait à Marly le dix sept May, mil sept cens treize. Signé

LOUIS

LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX. Et scellé du Scel de Sa Majesté.

*De par le Prévôt des Marchands & Eschevins de la Ville de Paris.*

**A** TOUS ceux qui ces présentes Lettres verront, JEROME BIGNON, Chevalier Conseiller d'Etat ordinaire, Prévôt des Marchands ; & les Eschevins de la Ville de Paris, SALUT. Sçavoir faisons que sur ce qui Nous a été remontré par le Procureur du Roy & de la Ville, que Sa Majesté par sa Lettre de Cachet donnée à Marly le dix sept du présent mois de May, signée. LOUIS, & plus bas, PHELYPEAUX. Nous ayant adressé son Ordonnance du même jour pour faire publier la Paix conclue entre Sa Majesté, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roy de Prusse, le Duc de Savoye, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, & tenir la main à ce qu'il n'y soit contrevenu en aucune manière, il étoit nécessaire pour rendre plus notoire ladite Ordonnance qui a été lûe & publiée ce jourd'huy dans les lieux ordinaires de cet-

te Ville, de la faire afficher sur les Ports d'icelle & autres lieux de nôtre Jurisdiction, afin qu'elle soit exécutée selon forme & teneur. Pour quoy requero qu'il Nous plût y pouvoir. NOU ayant égard aux Remontrances & Requistes du Procureur du Roy & de la Ville, AVONS ORDONNÉ que ladite Ordonnance de Sa Majesté, donnée à Marly le dix-sept du présent mois, signée, LOUIS & plus bas, PHELYPEAUX. & scellée lûe & publiée ce jour d'huy dans tous les lieux ordinaires & acoûtumez de cette Ville, sera affichée sur les Ports d'icelle Ponts, Passages & autres lieux étans de nôtre Jurisdiction, à la diligence des Huissiers Commissaires de Police de l'Hôtel de cette Ville sur le Fait de la Marchandise de l'Eau & des Maîtres des Ponts à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, pour être exécutée selon sa forme & teneur. Fait au Bureau de la Ville, le vingt deuxième jour de Mai, mil sept cent treize.

Signé,

Taitbout.



*Publication de la Paix, faite à la Haye le 22.  
May 1713. &c.*

Es Etats Généraux des Provinces-  
Unies des Pais-bas, A tous ceux qui  
es Présentes verront ou entendront lire  
salut; sçavoir faisons: Qu'à la louange &  
gloire du Seigneur Dieu Tout-Puissant,  
& pour le bien & l'avantage de ces Provin-  
ces-Unies en général, & des bons Habi-  
tans d'icelles en particulier; il a été fait &  
conclu à Utrecht, le 11. Avril de la pré-  
sente année 1713, une bonne, ferme,  
stable & inviolable Paix, entre le Roi de  
France d'une part, & Nous d'autre part;  
dont les Ratifications ont été échangées  
de part & d'autre en forme convenable, à  
Utrecht le 12. du présent mois de May: Et  
que le même jour, on a passé un Acte pour  
abreger le terme dont il est fait mention  
dans le III. Article, tant du Traité de  
Paix que de celui de Commerce. Qu'en  
conséquence, tous actes d'hostilité cesser-  
ont, tant par Mer & Eaux douces, que  
par Terre, dans tous les Pais & Villes dé-  
pendantes du ressort de part & d'autre,  
sans distinction de Places, en quelques en-  
droits qu'elles soient situées, ensemble  
en

entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puissent-être ; & ce après l'expiration des termes respectifs exprimez ci-dessous, savoir après l'expiration de 4. semaines, à compter du 11. Avril 1713. qui est le jour de la signature des Traitez, & ainsi après le 9. du présent mois de mai, dans la Mer Baltique & celle du Nord, depuis Terneuse en Norwegue jusqu'au bout de la Manche ; après le terme de 6. semaines, & ainsi après le 23. dudit mois de Mai, depuis le bout de la Manche jusqu'au Cap St. Vincent ; après le terme de 10. semaines, & ainsi après le 20. Juin prochain, depuis le Cap St. Vincent jusques dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne ; & enfin après le terme de 8. mois, & ainsi après le 11. Décembre de cette année, au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du Monde.

C'est pourquoi Nous mandons & enjoignons expressément par ces Présentes à tous & un chacun, tant Sujets & Habitans des Provinces-Unies des Païs bas, que demeurans dans nôtre ressort & sous nôtre obéissance, d'observer inviolablement ladite Paix, conformément auxdits Traitez, sans

ns y contrevenir ; sous peine d'être pu-  
s comme Perturbateurs du repos public ,  
os aucune grace , faveur , suport ni dis-  
nulation. Ainsi fait & conclu en l'As-  
semblée des susdits Seigneurs Etats Géné-  
ux , à la Haye le 13. Mai 1713. Pa-  
phé, J. v. WELDEREN, VI. &c.

Signé,

F. FAGEL, &c.

*Mémoire présenté de la part de S. A. E.  
de Hanovre, concernant la restitution  
du huitième Electorat à l'Electeur de  
Bavière ou à ses Descendans,*

on Altesse Electorale de Brunswyck-  
Lunebourg, doit à la bienveillance de  
Reine de la Grande-Bretagne, les soins  
de sa Majesté a bien voulu prendre des  
interests touchant son Electorat, lorsque  
r les Demandes pour parvenir à la paix  
i'Elle a fait présenter à Utrecht le 5. de  
lars 1712. Elle a demandé de sa Ma-  
sté Très-Chrétienne à l'Article 12. de ses  
emandes : *Que la France reconnoisse la Di-  
ité Electorale de sadite Altesse avec tous les  
roits & prérogatives qui y sont attachés.*

Sa Majesté a bien voulu s'exprimer a-  
près

près cela Elle-même sur ce sujet dans l'Harangue faite à son Parlement le 17 Juin 1712. N. V. en ces termes: *La dignité Electorale est aussi reconnue dans la maison de Hanovre selon l'Article inseré au désir de ce Prince dans mes Demandes.*

En conséquence de quoi, Elle a encore fait connoître depuis peu dans les dernières propositions faites de sa part aux Etats Généraux par son Ambassadeur, le Comte de Strafford, lorsqu'il y est parlé de la restitution du dernier Electeur de Bavière dans la dignité Electorale & dans les Etats possédés par lui avant cette guerre, le haut Palatinat excepté: *Que l'Electorat que le Roi de France demande pour ce Prince sera le neuvième.*

On a été informé depuis la proposition susdite de Milord Strafford, que l'intention du Roi T. C. va à stipuler de plus par la paix prochaine en faveur de la maison de Bavière: Que l'Electorat dont Elle a été en possession depuis la paix de Westphalie & lequel est retourné à présent à la maison Palatine comme Elle en avoit été auparavant en possession, doit encore rentrer dans la maison de Bavière après l'extinction de la présente Branche Electorale.

Palatine; que pour consoler de cette perte les autres Branches de cette Maison, dont les plus proches de ladite Branche Electorale sont maintenant, celle de Suterbach, & de Deuxponts, de la dernière desquelles le Roy de Suede est le Chef; le 8. Electorat seroit en ce cas conferé au plus proche Héritier du dernier Décédant de la susdite Branche Electorale, selon l'ordre de la primo-geniture, & qu'ainsi le sang Electoral dont la maison Palatine jouit à présent, ne luy demeureroit que pendant que la Branche, qui en est aujourd'huy en possession, subsisteroit; & que les autres branches qui pourroient venir à succéder à celle cy, reprendroient le 8. Electorat institué par la paix de Westphalie, sauf seulement à ces branches de regagner l'ancien Electorat de la maison Palatine, en cas que la maison de Baviere vint à être teinte, lequel Electorat leur reviendrait alors, & rentreroit de nouveau, dans la maison Palatine comme pour la 3. fois.

Si on veut prendre la peine d'examiner après ces changemens supposés, on reconnoîtra aisément qu'ils ne sauroient se faire sans un grand préjudice, & même sans injustice pour la maison Electorale de

Brunswyk-Lunebourg, & qu'ils seroient contraires aux déclarations expresse de sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, parce que selon ces Déclarations, son Altesse Electorale doit être reconnuë par le Roy de France même pour huitième Electeur, comme Elle l'est en effet du consentement formel de l'Empereur & de tout l'Empire, ce qui seroit renversé en cas qu'on voulut donner le 8. Electorat à la maison Palatine, des que la Branche Electorale d'à présent de cette maison seroit éteinte. Il s'ensuivroit même de là qu'on ôteroit aussi à son Altesse Elect. de Brunswyck-Lunebourg l'office d'Archi-Trésorier de l'Empire, qui luy a été conféré par le même consentement susdit, & que cet Office attaché au 8. Electorat, passeroit avec le dit Electorat à la maison Palatine, de sorte pu'à l'extinction de ladite Branche Electorale Palatine, par un ordre tout à fait renversé, les autres Branches de cette Famille deviendroient Héritieres, non pas de l'Electorat de leur Branche aînée, mais de l'Electorat de la maison de Brunswijck-Lunebourg; quoyque cette maison ne fut pas encore éteinte, & celle cy deviendrait en ce cas là, Héritiere de l'Electorat de la

Maison de Bavière, c'est-à-dire d'un Electorat qui ne seroit que le 9. en rang, au lieu du 8. dont Elle auroit été en possession auparavant, sans avoir mérité d'être primée.

On ne sauroit croire que cela puisse être l'attention de sa Majesté T. C. & beaucoup moins que sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne voulut permettre qu'on fit un tort de cette nature à son Altesse Electorale de Brunswyck-Lunenbourg, ou sa Posterité, directement contraire à ses intentions & déclarations généreuses alléguées ci-dessus.

On n'entre ici dans la question de la restitution de la maison de Bavière, qu'autant que cette Restitution pourroit préjudicier à la maison Electorale de Brunswyck-Lunenbourg, par rapport à son 8. Electorat; laissant au reste à l'Empereur & à l'Empereur à décider, si & de quelle manière elle doit se faire; toujours est il certain que si la dignité Electorale doit être restituée à la maison de Bavière, ce rétablissement ne peut se faire que par la création d'un nouvel Electorat en sa faveur, comme cela s'est pratiqué à la Paix de Westphalie, lorsqu'on remit la dignité Electorale dans

la Maison Palatine, à laquelle on l'avoit ôtée par le Ban de l'Empire, comme la Maison de Bavière en a été privée de la même manière à l'occasion de cette guerre.

On ne sauroit objecter à cela, que le Ban de l'Electeur de Bavière n'est pas valide, car personne ne peut nier que l'Empereur & l'Empire [selon l'usage pratiqué dans les autres Etats] ne soyent en droit de mettre au Ban des Membres de l'Empire, quand ils jugent qu'il y a pour cela des raisons légitimes. Et si on alléguoit que le College des Princes s'est plaint de ce qu'on n'avoit pas demandé son consentement dans cette occasion, il y auroit à répondre, qu'alors selon les Capitulations Imperiales, l'Empereur du consentement des Electeurs, pouvoit prononcer le Ban; & ce n'est que pour l'avenir qu'il a été réglé par la nouvelle Capitulation Caroline, que le Ban ne pourroit être prononcé sans la concurrence du College de Princes & Etats, & par conséquent de tout l'Empire. Surquoi il est nécessaire de remarquer que le 8. Electorat & la dignité d'Archi-Trésorier de l'Empire ci-devant possédés par l'Electeur Palatin, ont été



ré conférés à son Altesse Electorale de Brunswyk-Lunenbourg par le consentement de tout l'Empire, de sorte qu'à cet égard on ne peut faire aucune objection à son Altesse Electorale. C'est là une preuve incontestable que le Ban contre Electeur de Bavière est approuvé par le College des Princes aussi bien que par ceux des Electeurs, & par conséquent par tout l'Empire, & qu'il ne sauroit être repoussé par personne comme illegal ou non valable. A Utrecht le 6. Février 1713.

*Deux Articles séparés du Traité de Paix conclu à Utrecht, entre les Ministres du Roy d'Espagne & ceux du Duc de Savoye.*

I. **Q**ue le Roy d'Espagne cède dans toutes les formes, la propriété du Royaume de Sicile au Duc de Savoye, à condition qu'il s'engagera le plus solennellement qu'il sera possible, de ne jamais opposer directement ni indirectement, aux rétentions que le susdit Roy d'Espagne a sur les Etats d'Italie dépendans de la Monarchie d'Espagne, jusqu'à la Paix générale; qu'il ne s'opposera pas non plus, si le

Roy d'Espagne se trouve forcé de les attacher lui-même ou en son nom, par l'observation du Traité de Neutralité, figle 14. Mars à *Utrecht* de la part de la Cour de Vienne, eu égard à l'Italie; & que Cession dudit Royaume dépendra tellement de cet Article, que ce doit en être une Condition *sine qua non*.

II. Que le Roy d'Espagne ne cede le Royaume au Duc de Savoye, qu'à condition qu'il y aura désormais une Alliance perpétuelle entre S. A. Royale & ses Successeurs, & le Roy d'Espagne & ses Successeurs; & qu'en vertu de cette Alliance qui devra être des plus étroites & des plus sincères, le Duc de Savoye ne s'engage pas seulement de n'entrer en aucun engagement préjudiciable ou désagréable au Roy d'Espagne, directement ou indirectement, mais promettra encore de l'aider contre tous ceux qui voudroient lui disputer ce que les Traitez de Paix conclus à *Utrecht*, lui ont cédé: Que le Duc de Savoye promettra encore de ne faire aucune Alliance avec quelque Puissance que ce soit, sans en avertir préalablement & sincèrement le Roy d'Espagne, & en attendre l'approbation: Que tous les Biens confisquez

le Roy d'Espagne en Sicile, de ceux qui ont suivi la Maison d'Autriche, resteront confisquez jusqu'à la Paix générale, au profit du Roy d'Espagne, Que ledit Roy d'Espagne aura en outre des Juges en Sicile, indépendans du Duc de Savoye & de sa Régence, pour y juger des différens qui pourroient naître entre les Sujets dudit Roy, sans que le Duc de Savoye ou son Ministère puisse en prendre connoissance: Que toutes les Aliénations qui se sont faites des Biens de la Couronne, soit par le Roy d'Espagne, soit par les Rois ses Prédécesseurs, resteront valides & bien faites, sans que le Duc de Savoye & ses Successeurs puissent en examiner les Titres de possession, soit par Don, Action ou Vente, pour les réunir à la Couronne, sous prétexte de contravention aux Loix du Royaume, ou sous prétexte de lésion. Si le Duc de Savoye ne ratifie pas cet Article, la cession dudit Royaume de Sicile, sera réputée pour nulle & pour non faite, de sorte que cet Article est encore une Condition *sine qua non*.

*Articulus separatus pro Serenissima Venetiarum Republica.*

„ **A** NNA Dei Gratia Magnæ Britan  
 „ niæ, Franciæ, & Hiberniæ Regi  
 „ na, Fidei Defensor &c. Omnibus ad quo  
 „ præsentem Literæ pervenerint salutem  
 „ Cum Articulo vigesimo Octavo Tracta  
 „ tûs Pacis, & Amicitiae Trajecti ad Rhe  
 „ num die Trigesimo primo Mensis <sup>Marit</sup> <sup>Aprilis</sup> <sup>Ann</sup>  
 „ undecimo  
 „ præsentis inter Nos & Serenissimum  
 „ ac Potentissimum Principem Ludovi  
 „ cum Decimum Quartum Regem Chri  
 „ stianissimum per Legatos utrinque Ex  
 „ traordinarios ac Plenipotentiaros conclu  
 „ si, cautum conventumque sit, ut sub Tra  
 „ ctatu prædicto comprehendentur illi  
 „ qui ante Rati habitionum permutatio  
 „ nem, vel intra sex Menses postea, a  
 „ unâ alterâ parte ex communi con  
 „ sensu nominati fuerint. Nos igitur qu  
 „ Amicitiae Nostræ, studiique singulari  
 „ erga Serenissimam Rempublicam Vene  
 „ tam ob Æqualitaris Fædera fideliter ser  
 „ vata, & ob plurima in Nos promerita  
 „ indicium daremus manifestum, Ean  
 „ , tan

,tanquam Communem Amicam in Instru-  
mento hoc speciali nominandam esse  
, censuimus; Et vi Articuli supramemo-  
,rati Eamdem omni meliori modo, & for-  
,mâ sub Antedicto Pacis, & Amicitiae  
, Tractatu comprehendimus ac pro reapse  
, comprehensâ habemus; Adeo ut dicta  
, Respublica eodem prorsus beneficio uta-  
,tur fruaturque, perinde ac si ipsimet  
, Tractatui nominatim inserta fuisset. In  
, quorum omnium Testimonium, & fi-  
,dem præsentes manu Nostriâ Regiâ  
, signatas, communi Nostro sigillo mu-  
,niri Jussimus. Dabantur in Palatio No-  
,stro apud Kensington decimo quinto Die  
, Mensis Junii Anno Domini Millesimo  
, septingentesimo decimo tertio, Regni-  
,que Nostri duodecimo.

L.S.)

ANNA REGINA.

BOLINGBROK

G 5

Sup-

*Supplex Representa-  
tio Pupillorum Se-  
renissimi Principis  
Auriaci & Nassovi-  
ci, Johannis Wil-  
helmi Frisonis Glor.  
Mem.*

*Répresentation aux  
Très-illustrés & Ho-  
norables Seigneurs,  
les Plénipotentiaires,  
au Traité de Paix à  
Utrecht, faite de la  
part des Enfans mi-  
neurs du feu Prince  
d'Orange & de Nas-  
sau, Jean Guillaume  
Erison de glorieuse  
mémoire.*

**N**otum est, ad  
hæreditatem  
Magna Britannia  
Regis Wilhelmi, glor.  
mem. cujus ex te-  
stamento fuit hæres  
ex assensu dictorum Pu-  
pillorum Pater, Sere-  
nissimus Princeps Au-  
riacus & Nassovicus,  
Joannes Wilhelmus  
Frifo, præter cætera  
bona quoque perti-  
nere Principatum

*An-*

**P**ersonne n'ignore  
que la Princi-  
pauté d'Orange, de  
même que d'autres  
biens, situés sous  
la domination de la  
France, ne soient  
comprise parmi les  
biens de la Succe-  
sion du Roy de la  
Grande-Bretagne  
Guillaume III. de  
glorieuse mémoire  
duquel Jean Gui-

*lat*

*Auriacum* aliâque  
*ib Galliae Imperio*  
*ta* ; quorum admi-  
 nistratio, bello post  
 bitum dictae Re-  
 iae Majestatis ex-  
 to, ab Hoste est  
 indicata. Et du-  
 titandum non esse  
 pponitur, quin,  
 iusa illa belli ces-  
 ante, restitutio e-  
 am eorum sit certa,  
 more solito cum  
 mni causa facienda.  
 Nec hoc videtur ul-  
 egere defensione.

Cui autem haec  
 stitutio sit facien-  
 , non minus cer-  
 im haberi oportet,  
 empe bello finito,  
 bona reverti de-  
 bere

laume Frison, Prin-  
 ce d'Orange & de  
 Nassau, Père des  
 Pupiles dont il s'a-  
 git, a été institué  
 Héritier universel ;  
 Et comme après la  
 mort de sadite Ma-  
 jesté, la guerre é-  
 tant survenue, l'En-  
 nemi s'est saisi des-  
 dits biens, on ne  
 doit point douter  
 que la guerre finis-  
 sant, la restitution,  
 comme c'est la cou-  
 tume, n'en doive  
 être faite, avec tous  
 les droits en dépen-  
 dans, la chose ne re-  
 cevant aucune diffi-  
 culté.

Mais il n'est pas  
 non plus moins cer-  
 tain à qui cette resti-  
 tution doit être fai-  
 re, lesdits biens ne  
 pouvant revenir ni  
 être

bere in dictam hæreditatem Regis Magnae Britanniae, unde ab Hoste occupata sunt. Et hoc non minus carere omni dubio, quam ipsa restitutio, sive spectetur ratio & aequitas, sive etiam jus & usus, quo omnia tali casu in pristinum statum reverti solent.

Attamen inexpectato suboluit, *Russiae Regem* dudum fuisse conatum, atque etiamnum assidue instare, ut per tractatum Pacis dicta bona non Hæreditati Regiae, uti oport-

être remis qu'à la dite succession du Roy de la Grande Bretagne, d'où ils ont été pris & occupés par l'Ennemi ce qui ne reçoit ni plus de doute ni de difficulté que la restitution même, scilicet qu'on ait égard à la raison & à l'équité soit qu'on confidère le droit & l'usage qui veulent qu'en tel cas les choses soient remises dans l'état où elles étoient auparavant.

Cependant on a appris avec un juste étonnement, que le Roy de Prusse a depuis long-tems, fait tous ses efforts, & fait encore aujourd'hui tout son possible pour que le



oportet, sed sibi  
addicerentur, sub  
specie nimirum,  
quod ea sibi compe-  
terent *jure fideicom-*  
*missi.*

le Traité de Paix,  
ces biens là ne re-  
tournent pas à la suc-  
cession du Roy Guil-  
laume III. comme  
cela se doit, mais  
qu'ils lui soient ajug-  
gez, sous prétexte  
qu'ils lui doivent re-  
venir *Jure Fideicom-*  
*missi*, par droit de  
Fidei commis.

Similis quidem  
petitio, videlicet  
*fideicomissaria*, sed  
ex causa plane di-  
versa, prætenditur  
etiam ad prædicta  
bona à Principe  
*Nassovico-Sigenensi.*  
*Wilhelmo Hyacinto.*  
Verum compertum  
non est, nec præ-  
sumi potest, hunc  
Principem unquam  
quid tale sibi machi-  
natum esse. Quare  
hic etiam de hoc  
Prin.

Guillaume Hya-  
cinthe, Prince de  
Nassau-Siegen, pré-  
tend bien, à la ve-  
rité, de former la  
même demande, en  
vertu aussi d'un Fi-  
dei-commis, quoi-  
que les raisons en  
soient entièrement  
différentes; mais  
comme il ne paroît  
pas, & qu'on ne peut  
pas présumer, que  
ce Prince se don-  
ne jamais aucun  
G 7 mou-

Principe porro erit  
silentium.

Rege autem Borussiae id annitente, duo adversus conatum illum hic sunt consideranda. Primum, quod Illustrissima haec Congregatio non sit Tribunal, nec constituat Forum, sive judicium, ubi est disceptandum, cognoscendum, vel judicandum de jure, utpote non publico, sed mere & plane privato, quod nomine Borussiae Regis ad praedicta bona obtenditur. Secundo, quod etiam eam ob causam nomine dictorum Pupillorum hic non consideretur, ut ipsis addicatur praedicta resti-

mouvement pour cela, on n'en parle point ici.

Le Roy de Prusse faisant donc, contre toute raison, les efforts mentionnez ci dessus, on doit, pour les rendre inutiles considérer ici deux choses.

Premièrement que cette illustre Assemblée n'est pas un Tribunal qui puisse juger ni connoître de ce droit prétendu du Roy de Prusse puis qu'il ne regarde point le public, mais que c'est un droit purement particulier. Secondement, qu'il c'est aussi par cette raison que lesdits pupilles ne demandent point ici la restitution des Biens don-

restit-

stitutio ( quam hoc ita fieret immo jure ) sed eodem modo , ut bel- cessante prædicta bona revertantur in hereditatem Re- am sub admini- atione Præpoten- m Procerum Ge- ralium , ut Exe- torum Testamen- Magnæ Britan- æ Regis , ibique permaneat , donec non via facti , sed iuris , coram iudice competente , & per legitimos tramites compertum fuerit , quem dominium eorum pertineat.

Si coram Illu-  
strissima hac Con-  
gre-

il s'agit , quoi qu'ils le pussent faire à bon droit ; mais ils de- mandent seulement qu'à la fin de la Guerre, lesdits biens soient rendus à la succession du Roy Guillaume III. , & soient remis à l'ad- ministration de L. H. P. les Etas Ge- néraux , comme Exécuteurs du Te- stament dudit Roy ; & qu'ils restent en- tre leurs mains , jus- qu'à ce que , non par la voye de fait , mais par celle de droit , & après que des Juges competens en auront connu, on voye à qui la posses- sion & propriété en appartient.

Si la prétension  
de Sa Majesté Prus-  
sien-

gregatione foret disputandum, uti non est, de prætenso Regis Borussiae jure, demonstratio haud esset difficilis, quod illud prætensum jus nullo nitatur fundamento. Verum ad impediendum, quod hic per Pacistractatum nomine Borussiae Regis intenditur, & obtinendum ex adverso, quod nomine dictorum Pupillorum justè desideratur, nimirum, ut bello finito bona illa revertantur in pristinum statum, sine præjudicio Partium, vix ullo examine est opus. Sed sufficit duntaxat id animadvertisse, quod exploratum est, vide-

licet

sienne devoit s'agiter devant cette illustreAssemblée, comme aussi bien, elle doit pas y être agitée, il ne seroit pas difficile de faire voir que son prétendu droit n'est nullement fondé. Cependant pour empêcher qu'on ne lui occorde par le Traité de Paix, ce qu'on demande injustement en son nom, qu'au contraire, les pupiles obtiennent ce qu'ils désirent avec justice; savoir que la Guerre finisse sans, les biens, sans préjudice du droit des Parties, rétrogradent dans leur état précédent, il suffit sans qu'il soit besoin d'aucun autre examen.

me

et bona illa à Re-  
 gni Magnæ Britan-  
 niæ fuisse possessa  
 que ad mortem  
 eius non solum  
 pervenire, sed etiam  
 transire, ut ab ipso  
 Prussici Rege pa-  
 ramagnoscitur; jus  
 item fideicom-  
 missi, quod à Rege  
 Prussici obtenditur,  
 sumi ex disposi-  
 tione non Magnæ  
 Britannici Regis,  
 sed aliorum.

men, de savoir, com-  
 me cela est incontestablement, qu'ils  
 ont été possédés par  
 le feu Roy de la  
 Grande-Bretagne,  
 jusqu'à sa mort,  
 non-seulement sans  
 trouble, mais même  
 avec droit, comme  
 le Roy de Prusse le  
 reconnoît ouverte-  
 ment; au lieu que  
 le prétendu droit de  
 Fidei-commis de sa-  
 dite Majesté Prus-  
 sienne se prend, non  
 d'une disposition  
 Testamentaire du  
 Feu Roy de la  
 Grande-Bretagne,  
 mais d'autres Testa-  
 teurs.

Ex eo enim fe-  
 citur per se &  
 constanter, bona illa  
 debere reverti, sal-  
 tem pro tempore,  
 &

Car il s'ensuit de  
 là nécessairement &  
 constamment que  
 ces biens doivent ré-  
 tourner, du moins  
 pour

& donec finiatur contentio, in dictam Hæreditatem, & Dominorum Procerum executariam potestatem, & per tractatum, Pacis dictis Pupillis jus suum detrahi, aut conditionem eorum reddi deteriorē non oportere, nec in favorem Borussæ Regis per Illustrissimam hanc Congregationem quicquam decerni, ne quidem provisionaliter, reservato quasi Pupillorum jure in causa principali; quia etiam in eo hæc Congregatio officio judicisungeretur, jus quoque Pupillorum maxime læderetur & ne-

pour un tems, jusques à fin de contestation, à ladite Succession, & des mains des Etats Généraux, comme Exécuteurs du Testament du Feu Roi, & qu'il ne faut point que par le Traité de Paix les pupilles soient dépouillés de leur droit, ni que leur condition soit rendue pire, ce que l'illustre Assemblée ne devant décider aucune chose concernant cette affaire en faveur de Sa Majesté Prussienne, ni pas même provisionnellement, en servant aux Pupilles leur droit au principal, parce qu'en cas qu'elle s'érigerait en Juge, & que

sedum commodum  
possessionis inique  
ransferretur ; sed  
nuper eo pacto e-  
iam dicti Pupilli  
pro reorum perpe-  
am redderentur  
ctores , Rex autem  
Borussiae contra lo-  
co actoris reus ; quod  
nagnae etiam est  
differentiae.

droit desdits Pupiles  
souffriroit beau-  
coup , en transmet-  
tant ainsi à un autre  
l'avantage de la pos-  
session ; outre que  
par ce moyen les Pu-  
piles qui ne sont que  
Défendeurs devien-  
droient Deman-  
deurs , & que le Roy  
de Prusse , qui est  
Demandeur , devien-  
droit Défendeur. En  
quoi il y a une gran-  
de difference.

Cæterum , quan-  
quam hic non est lo-  
cus disceptandi de  
jure , quod nomine  
Regis Borussiae ob-  
tenditur , utpote me-  
re privato , & cum  
publico nihil habente  
commune , nec quic-  
quam idcirco de eo  
hic intendi oportet ;  
sed , ut dictum , jam  
al-

Au reste , quoi-  
qu'il ne s'gisse pas de  
contester sur le droit  
prétendu du Roy de  
Prusse , comme é-  
tant un droit pure-  
ment particulier , &  
n'ayant rien de  
commun avec le  
droit public , que  
conséquemment on  
n'en doit rien juger  
du

allegata sufficiunt ad  
obtinendum, quod  
nomine Pupillorum  
intenditur. Attamen  
è re visum est, paucis  
ostendere, quam mi-  
nimo, quin etiam  
nullo, prætensum  
hoc Regis Borussiae  
jus nitatur funda-  
mento.

Non ut plene de  
eo constet, hoc  
enim ad judicialem  
opportunitatem re-  
servabitur, sed tan-  
tummodo summa-  
rie, & eatenus, ut  
Illustrissima hæc  
Congregatio sibi ha-  
beat persuasum, di-  
ctis Pupillis compe-  
tere saltem justam  
defensionis causam,  
quæ

du tout ici, & qu  
ce qu'on a déjà al-  
legué ci-dessus su-  
fit pour que les Pu-  
piles obtiennent ce  
qu'ils demandent  
néanmoins on  
trouvé à propos d  
faire voir en peu d  
mots, que la Préter-  
sion de Sa Majesté  
Prussienne n'est ap-  
puyée sur le moir-  
dre fondement d  
monde.

On ne préten-  
pas pourtant traite-  
la chose à fond, &  
mettre le droit d  
chacune des Partie  
dans tout son jour  
c'est ce qu'on réser-  
ve à faire en tems &  
lieu en Justice; ma-  
on traitera la chose  
sommairement, &  
autant qu'il le faut  
pour que cette illot



æ meretur, u a  
stitia examinetur,  
hic in tractatu  
cis relinquatur in-  
sta & illibata Pu-  
lis omnium com-  
seratione & pro-  
tione dignis.

tre Assemblée soit  
du moins convain-  
cuë, qu'on doit  
laisser aux Pupiles le  
moyen de se défen-  
dre comme ils le  
doivent, & à la Ju-  
stice l'entier examen  
de leur cause; &  
qu'étant, comme  
ils le sont, si dignes  
de compassion &  
d'apuy, on doit du  
moins par le Traité  
de Paix, laisser leur  
droit dans son entier,  
& n'y point préju-  
dicier.

Desideranti vero  
in in finem noti-  
m aliquam hujus  
æ tensi juris, in  
to se fundare cona-  
r Borussiae Rex,  
te sciendum est,  
æ reditatem Regis  
lagnæ Britanniae  
otinus post mor-  
tem

Si donc on désire  
d'avoir quelque idée  
de ce en quoi le Roy  
de Prusse fonde son  
prétendu droit, il  
faut savoir, avant  
toute chose, qu'aussi-  
tôt après la mort du  
Roi d'Angleterre, &  
même dans la suite,  
le

tem ipsius, & deinceps per continuationem, à Rege Borussix oppugnatam fuisse variis ex causis, variosque per modos : nimirum ratione Comitatus Meursæ, ex præten-  
sa causa feudalitatis & felonix ; ratione Comitatus Lingæ, ex præten-  
sa cessione actionis plane inanis Comitatus à Tecklen-  
burg ; ratione quorundam bonorum ex  
successione ab intestato alteri mater-  
teræ Principis ab Anhalt delata ; ratione  
vero reliquæ totius pene Hæreditatis, ex  
causa fideicommissorum, non unius  
Testatoris. Et quod attinet modos, per  
viam facti, ubique  
quo

le Roy de Prusse a tâché de s'emparer des biens de la suc-  
cession dudit Roy de la Grande Bretagne  
sous divers prétextes, & par divers  
moyens, savoir : à l'égard de la Comté  
de Meurs, sous pré-  
texte de féodalité & pour cause de fe-  
lonie ; à l'égard de la Comté de Lin-  
gen, en vertu d'une prétendue cession de  
droits & actions du Comte de Tecklen-  
bourg, qui sont très-  
mal fondez ; à l'égard de quelque  
autres biens, comme y devant succe-  
der *ab intestat*, cause d'une Prince-  
se d'Anhalt, sa Ten-  
te maternelle ; & à l'égard de presque  
tout

potuit; per viam  
is, ubi commo-  
m ipsi visum fue-  
rursus per inhibi-  
nem Justitiæ, ubi  
submittere noluit,  
viam præten-  
amicabilis com-  
itionis, ubi oc-  
ionem favorabi-  
nactus est, &  
oc per conatus  
atum Pacis re-  
cientes.

Ratione autem  
norum, de quibus  
agitur, non alia  
enditur causa,  
sola fideicom-  
ti, partim ex  
tamento Princi-  
*Renati de Chalon,*  
con-

tout le reste de la  
succession, en vertu  
des Fideicommis de  
plus d'un Testateur:  
Et quant aux mo-  
yens, ça éte par  
voye de fait toutes  
les fois qu'il lui a été  
possible; par la voye  
de Justice, quand il  
l'a trouvé le plus  
commode, & tan-  
tôt par inhibition de  
Justice, lorsqu'il ne  
s'y est pas voulu sou-  
mettre, & enfin à  
présent, c'est par les  
efforts qu'il fait à  
l'occasion de ce  
Traité de Paix.

Pour ce qui con-  
cerne les biens dont  
il s'agit ici, il ne  
fonde son droit que  
sur un Fideïcommis,  
en partie en vertu  
d'un Testament du  
Prince René de  
Châ-

condito anno 1544. partim ex testamento Principis *Wilhelmi primi*, condito anno 1544. & partim etiam ex testamento Principis *Frederici Henrici*, condito anno 1644.

Quod attinet fideicommissum ex testamento Principis *Renati*, duo sunt obiter tantum attingenda, quæ singula illud prorsus refellunt. Primum, non contineri in dicto testamento tale fideicommissum, uti à Rege Borussiae prætenditur. Secundum, omnem controversiam de eo penitus esse sublatam per notam transactionem anni

1609.

Châlons, fait en l'An 1544., en partie en conséquence du'n autre du Prince Guillaume premier, fait en 1554. & en partie en vertu d'un autre du Prince Frederic Henri, fait en 1644.

Quant à ce qui regarde le Fideicommissum résultant du Testament du Prince René, il y a deux choses qu'on touchera ici en passant, chacune desquelles le refute entièrement. La première, c'est que dans le Testament, il ne se trouve point de fideicommissum tel que le Roi de Prusse prétend: Et la seconde, que toute dispute à cet égard

1609. admodum somniter & religioſe itam inter tres incipies Fratres, torum unus fuit ſe Princes Fredericus Henricus, quo Boruffiæ ex omne ſuum inatum jus deducere nititur, & cujus ſtum proinde præſere tenetur.

ſe trouve. entièrement terminée par la Tranſaction aſſez connue de l'An 1609., faite ſolemnellement, & obſervée religieusement entre les trois Princes Freres, dont l'un étoit le Prince Frederic Henri, de qui le Roi de Pruſſe s'efforce de titer tout ſon prétendu droit, & des faits duquel il eſt tenu.

Primum continuo paret perſpicuè, immo attendi in dicto teſtamento Principis Reni, quod poſt primam institutionem, ſuorum, & filiis ſufficientibus ſecundum, filiarum, quæ obæ, quoniam inceptis Teſtator

La première de ces deux conſidérations ſaute d'abord aux yeux, pour peu qu'on faſſe attention au Teſtament du Prince René; en ce qu'après la première institution de ſes fils, & la ſeconde, de ſes filles au défaut de fils, lesquelles deux

improles decesserit, irritæ fuerunt, tercio loco ibi fit institutio hæres universalis Patru sui Wilhelmi Filius senior, cui nomen etiam erat Wilhelmus, posteaque vocatus est primus, cum onere quidem fideicommissi, verum non alio, quam unico, & conditionali, *si sine liberis decederet*. Quæ conditio notorie defecit, cum Princeps ille institutus decesserit non sine liberis, sed pluribus relictis. Et ex defectu cujus conditionis notorie etiam defecit ipsum illud fideicommissum, quod non nisi sub ea conditione derelictum fuit. Liberos autem ibi dun-

ta-

institutions furent inutiles, parce que le Prince Testateur mourut sans enfans, en troisiém lieu il y institua pour son héritier universel le fils aîné de Guillaume, son Oncle Paternel, qui s'appelloit aussi Guillaume, & qui dans la suite fut appelé Guillaume premier, & ce, avec la charge d'un fideïcommis à la vérité, mais non autrement qu'uniquement conditionnel; savoir s'il mourroit sans enfans *si sine liberis decederet*; Laquelle condition n'eût point de lieu, puisque le Prince ainsi institué héritier ne mourut pas sans enfans, mais

q

erat in conditione  
positos, non fuisse  
catos, præsertim  
linea transversali,  
is est explorati ju-  
Quæ etiam  
it opinio ac defen-  
ipſius Principis  
ederici Henrici in  
ntrahendi dicta  
nsactione anni  
90. Et recenter  
quoque est confir-  
ata à permultis  
tropæ Universita-  
us, quæ ex facto  
nsultæ ita respon-  
runt, uti videre  
ex libello publicè  
ito à Principe  
offovico - Sige-  
nſi, cujus est ti-  
lus, *vis non jus.*

qu'il en laissa plu-  
sieurs: au défaut  
donc de cette condi-  
tion, ou pour mieux  
dire, cette condi-  
tion n'ayant point  
eu de lieu, le Fidei-  
commis n'a notoire-  
ment point eu de  
lieu non plus, ne  
pouvant avoir d'ef-  
fet que sous cette  
condition. Or, que  
des enfans qui n'ont  
là été mis ou insti-  
tuez que condition-  
nellement, n'ayent  
pas été appelez, sur  
tout en Ligne Col-  
laterale, cela parle  
assez de soi-même;  
ce qui aussi fut le  
sentiment & la dé-  
fense dont se servit  
le même Prince Fre-  
deric Henri, lors  
qu'il fit la Transac-  
tion de l'An 1609;

& cela a aussi été ainsi décidé récemment dans plusieurs Universitez de l'Europe, qui ayant été consultées sur le fait ont répondu conformément à cela, comme on le peut voir dans un petit écrit mis au jour par le Prince de Nassau Siegen, dont le titre est *Vis non Jus*.

Secundum non minus perspicue apparet, inspectis tantummodo verbis prædictæ solennis transactionis. Quippe ex quibus patet, inter tres filios Principis Wilhelmi primi, qui ipsi erant positi in conditione, transactum esse post obitum Parentis ex certa & plena scientia,

La seconde considération ne paraît pas moins claire; l'on fait attention aux termes de ladite Transaction solennelle; car il est évident par là que les trois fils du Prince Guillaume premièrement qui étoient eux-mêmes compris dans la condition, transigerent, après

mo



ia, sub eorum fide  
c. honore, de om-  
nibus discrepantiis  
hereditatem Pater-  
nam respicientibus,  
& specialiter etiam  
le prædicto fidei-  
commissio Principis  
Renati, inter alia  
etiam hisce verbis:  
*ut unus quisque eorum*  
*de bonis, sibi per divi-*  
*sionem ibi adsignatis*  
*libere posset disponere,*  
*& ordinare quoquo*  
*modo vellent, & nemo*  
*bonis alterius aliquo*  
*modo se immisceret,*  
*nec super ea jus ullum*  
*sibi vindicaret.* Qua  
transactione illud fi-  
deicommissum Prin-  
cipis Renati eviden-  
ter penitus est re-  
jectum.

mort de leur Pere.  
& ce, de certaine &  
pleine science, &  
sur leur foi & hon-  
neur, de tous les  
différens qui concer-  
noient la succession  
Paternelle, & spé-  
cialement aussi du  
sûsdit Fideïcommiss  
du Prince René, &  
entre autres dans ces  
termes, que chacun  
d'eux pourroit disposer  
& ordonner à sa vo-  
lonté des biens qui leur  
étoient assignez par  
ce partage, & qu'au-  
cun n'auroit à semé-  
ler dans les biens  
des autres, & ne  
pourroit s'y attribuer  
aucun droit. Par  
laquelle Transac-  
tion, ce Fideïcom-  
mis du Prince René  
est évidemment  
tout-à-fait annullé.

Quod H 3 Quant

Quod attinet secundo fideicommissum ex testamento Principis *Wilhelmi primi*, vix est credibile, Borussiae Regem palam de eo amplius memoraturum. Et, si fieret, ad refellendum illud tria breviter notanda forent, & utique singula etiam ad hoc sufficerent. Primo, tale fideicommissum quoque neutiquam ibi reperiri. Secundo, totum illud præensum Testamentum fuisse plane nullum & invalidum, tum quia fuit apertum ab ipso Testatore diu ante ejus obitum, & nunquam rursus obsignatum, tum etiam, quia fuit ruptum per postea.

Quant à ce qui regarde, en deuxième lieu, le Fideicommiss porté par Testament du Prince *Guillaume premier*, il n'est pas à croire que le Roi de Prusse s'avise d'en parler d'avantage publiquement; Et si cela arrivoit, il n'y auroit, pour le réfuter, qu'à remarquer trois choses, de l'une seule en particulier peut même suffire. Premierement, qu'un tel Fideicommiss ne s'y trouve en aucune manière. Secondement, que ce Testament, dans toutes ses parties, n'est rendu entièrement nul & non valable tant par ce qu'il est ouvert par le Testateur.

terius Testamen-  
um. Et tertio,  
quia etiam per præ-  
dictam solennem  
Transactionem anni  
1609. specialiter a-  
ctum est de Patris  
dispositione, ac  
proinde omnis dis-  
putatio super ea, æ-  
que perspicue, ac  
super fideicommisso  
Principis Renati,  
prorsus est subla-

teur même, long-  
tems avant sa mort,  
& qu'il ne fut de-  
puis, jamais reca-  
cheté; que parce  
aussi qu'il fut cassé  
par un autre poste-  
rieur; Et en troisié-  
me lieu, parce que  
par la susdite Trans-  
action solennelle de  
1609, cette dispo-  
sition Paternelle a  
été spécialement  
débatuë & annullée,  
& que par consé-  
quent toute la dispu-  
te à cet égard, aussi-  
bien qu'à l'égard du  
Fidei-commis du  
Prince René, se  
trouve terminée.

Et quod attinet  
tertio fideicommis-  
sum ex testamento  
Principis *Frederici*  
*Henrici*, animadver-  
tendum est, præ-  
dicta

Et pour ce qui  
concerne en troisié-  
me lieu, le Fidei-  
commis du Testa-  
ment du *Prince Fre-*  
*deric Henri*; il est à  
H 4 ré.

dicta bona, de quibus hic agitur, inter tres filios Principis Wilhelmi primi per sæpius memoratam Transactionem assignata fuisse non huic Principi Frederico Henrico natu ultimo, sed Principi Philippo Wilhelmo natu primo; à quo sine prole defuncto obvenirent Principi Mauritio, natu secundo, & ab eo quoque sine prole defuncto, tum demum Principi Frederico Henrico, natu minimo.

Causa autem successionis, ex qua dicta bona à Principe Philippo Wilhelmo Prin-

remarquer que lesdits biens, dont s'agit ici, furent par la Transactionc dessus mentionnée faite entré les trois fils du Prince Guillaume premier, assignez, non à ce Prince Frederic Henri, qui étoit le plus jeune, mais à ce Prince Philipp Guillaume, fils aîné, de qui, le étant mort sans enfans, ils sont venus au Prince Maurice le puis-né, & de lui qui mourut aussi sans enfans, enfin à ce Prince Frederic Henri, le plus jeune de tous.

Pour ce qui est de la cause touchant la Succession, d'où lesdits biens sont venus

incipi. Mauritio  
bvenierunt, puta  
estati vel intestati,  
inter Principem  
Nassovicum Sige-  
ensem & Comitem  
de Solre, adhucest  
controverfa, uno  
causam testati, al-  
tero è contrario cau-  
sam intestati adfe-  
rente. Cæterum à  
fratribus Defuncti,  
Principibus Mauri-  
tio & Frederico  
Henrico causa te-  
tati amplexa est,  
aque semper inter  
eos obtinuit. Ex  
causa testati, quam  
ipse Princeps Fre-  
dericus non minus,  
quam Princeps Mau-  
ritius agnovit, om-  
nino est certum, &  
exploratum, præ-  
dicta bona à Princi-  
pe Philippo Wil-  
hel-

nus du Prince Phi-  
lippe Guillaume au  
Prince Maurice, sa-  
voir par Testament  
ou *ab intestat*, elle  
est encore agitée &  
en dispute entre le  
Prince de Nassau-  
Siegen & le Comte  
de Solre; l'un sou-  
tenant son droit en  
vertu d'un Testa-  
ment, & l'autre au  
contraire le sien *ab  
intestat*. Au reste  
le droit fondé sur  
le Testament, a  
toujours été recon-  
nu & soutenu par les  
Princes Maurice &  
Frederic Henri, Fre-  
res du défunt & a  
conservé sa force à  
leur égard. En ver-  
tu de ce Testament,  
que le Prince Fre-  
deric Henri n'a pas  
moins reconnu que

helmo prius ad Principem Mauritium, & deinceps ab eo ad Principem Fredericum Henricum esse devoluta, non nisi cum onere fideicommissi mere masculini, ex quo nullum omnino jus sibi vindicare potest Borussiae Rex, quia non est ex familia Nassovica, sed Brandenburgica, uti quoque nunquam ab eo est tentatum; jus autem Magnae Britanniae Regis ex eo fuit manifestum.

le Prince Maurice il est très certain & assuré que lesdits biens ne sont parvenus, premièrement du Prince Philippe Guillaume au Prince Maurice, & ensuite, de lui, au Prince Frederic Henri qu'avec la charge d'un Fideicommissi purement Masculin d'où le Roi de Prusse ne peut tirer s'attribuer aucun droit, n'étant point descendu de la famille de Nassau mais bien de celle de Brandebourg; aussi n'a-t-il jamais tenté de faire valoir son droit par là; lieu que celui du Roi de la Grande-Bretagne en vient à manifestement.

Ex

Ex causa vero in-  
estati, si, ut præ-  
mi nequit, Rex  
orussiae eam contra  
gnitionem ipsius  
incipis Frederici  
lenrici urgere vel-  
t, prædicta bona  
idem sine ullo  
nere delata & ac-  
quisita fuissent Prin-  
pi Mauritio, ac  
inc rursus ea sine  
bio obnoxia essent  
usdem Principis  
auritii fideicom-  
isso & que, ac Phi-  
opi Wilhelmi, me-  
masculino, &  
orussiae Regem  
nquam extraneum  
cludenti: imo quo  
deicommissio pos-  
bitum Principis  
ederici non modo  
ex Magnæ Bri-  
nniae, sed post  
bitum ejus etiam  
iple

Al'égard du droit  
fondé sur l'*abintestat*,  
si, comme on ne  
peut pas le présu-  
mer, Sa Majesté  
Prussienne, contre  
la reconnoissance du  
même Prince Fre-  
deric Henri, vou-  
loit le soutenir, les-  
dits biens, à la vé-  
rité, auroient été  
devolus & acquis au  
Prince Maurice,  
sans aucune charge;  
mais alors aussi, ils  
seroient assujettis au  
Fideïcommis du  
Prince Maurice,  
aussi-bien qu'à celui  
de Philippe Guil-  
laume, qui est pu-  
rement Masculin, &  
qui exclud le Roi de  
Prusse comme étran-  
ger; c'est aussi par  
ce Fideïcommis,  
qu'après la mort du  
H 6 Prince

ipse Pupillorum Pa-  
ter Princeps Joannes  
Wilhelmus Friso, ut  
indubitatus Nassov-  
icus, & ex Comite  
Ernesto Casimiro  
descendens, diserte  
est vocatus.

Hoc posito, prout  
revera est, nimirum  
Principem Frederi-  
cum Henricum non  
acquisivisse prædicta  
bona, nec possedis-  
se, nisi cum onere  
fideicommissi, sive  
ex testamento Prin-  
cipis Philippi Wil-  
helmi, sive ex te-  
stamento Princi-  
pis Mauriti, inde  
profluit per se &  
ma-

Prince Frederic  
Henri, non-seule-  
ment le Roi de la  
Grande-Bretagne  
mais aussi après la  
mort de ce dernier  
le Prince Jean Gui-  
laume Frison, Père  
des Pupilles, son  
expressément appe-  
lés, comme celui  
ci, étant de la Fa-  
mille de Nassau,  
descendu du Comte  
Ernest Casimir.

Cela posé, com-  
me c'est la vérité  
que le Prince Fred-  
ric Henri n'a ac-  
quis ces biens, &  
les a possédés qu'  
avec la charge de  
fideïcommis, soit  
vertu du Testame-  
nt du Prince Philip-  
pe Guillaume, soit  
vertu de celui  
Prince Maurice,  
s'e



manifestum est, s'ensuit de là nécessairement & il est manifeste, que le propre Fideïcommis du Prince Frederic, sur lequel Sa Majesté de Prusse se fonde, ne peut s'étendre à ces biens là, en aucune manière, & que ni son fils le Prince Guillaume second, ni après lui qui mourut sans faire de Testament, son petit fils le Roi de la Grande-Bretagne, en vertu de ce Fideïcommis du Pere & de l'Ayeul, qui fut, sans contredit, universel, n'ont nullement été assujettis ni obligés à l'égard des biens qui leur sont venus, non par sentence, ou par disposition Testa-

ad-

H 7

sta-

adstrictus fuit. Quod  
clare dictat nedum  
jus, sed etiam natu-  
ralis ratio.

Huic sententiæ si  
objiceretur, regu-  
lariter quidem hoc  
ita esse verum, at si  
voluntas testatoris  
fatis aperte sit aliter  
expressa, eaque ab  
hærede per aditio-  
nem agnita, tunc  
dispositionem Te-  
statoris se posse ex-  
tendere etiam ad  
bona, hæredi ex  
fideicommissio alte-  
rius debita, duo, ut  
id solvatur, sunt at-  
ten-

stamentaire du Pere  
& del'Ayeul, mai-  
en vertu de Fidei-  
commis d'autres  
aux quels Fideicom-  
mis les Pere &  
Grand-Pere ont été  
assujettis. Ce qui  
non seulement le  
droit dicté claire-  
ment, mais aussi  
la raison naturelle.

Sil'on objectoit  
ce sentiment, qu'il  
prendre la chose se-  
lon les règles, cela  
est vrai; mais que si  
la volonté du Testa-  
teur est assez mani-  
festement exprimée  
d'une autre manie-  
re, & que l'héritier  
l'a ainsi reconnu, en  
prenant possession  
des biens de la suc-  
cession, la disposi-  
tion du Testateur  
se pouvoit alors é-  
ten-

ndenda Primum,  
in Testamento  
rincipis Frederici  
lenrici fit talis a-  
erta voluntas, per  
nam contra dictata  
ris ac rationis, nec  
on plane indecen-  
er voluisset Prin-  
eps testator illude-  
, & subvertere  
fideicommissa fra-  
um condita de re-  
us suis, & modo  
rincipibus non in-  
ligno. Et secun-  
o, posito, at mi-  
ime tamen conces-  
o, quod hoc vo-  
uisset Princeps Te-  
tator, an eo casu ad  
hoc ipsi fuisset pote-  
stas. Atque ita hic  
discutienda esset du-  
plex questio, una,  
voluntatis, & altera,  
potestatis. Alterutra  
modo deficiente,  
puta

tendre aussi aux  
biens qui étoient dûs  
à l'héritier, en vertu  
du Fideïcommis  
d'un autre.

Afin de résoudre  
cette objection, il  
faut examiner deux  
choses; Première-  
ment, si dans le Te-  
stament du Prince  
Frederic Henri, il  
paroît que, contre  
ce que dicte le droit  
& la raison, & mê-  
me contre la bien-  
séance, la volonté  
du Prince Testateur  
auroit été de rendre  
illusoires & d'anéan-  
tir les Fideïcommis  
que ses Frères a-  
voient faits de leurs  
biens & d'une ma-  
nière digne de tels  
Princes. Et en se-  
cond lieu, que po-  
sé, sans qu'on en  
tombe

puta vel voluntate  
vel potestate, præ-  
dictum effugium  
Borussicum plane  
evanescere certum  
est.

tombe d'accord e  
nulle manière, qu  
ç'eût été la volont  
du Prince Testateu  
si en ce cas cela au  
roit été en son pou  
voir : Il y auroit  
ce sujet deux que  
stions à discuter  
l'une de volonté  
l'autre de faculté  
Si l'une ou l'autre  
manque, savoir  
volonté ou le pou  
voir, il est certa  
que le faux fuyai  
du Roy de Prusse  
s'évanouit.

Examen autem  
istius duplicis quæ-  
stionis, utpote non  
spectans ad hanc il-  
lustrissimam Con-  
gregationem, hic  
etiam non suscipie-  
tur, quoniam hoc  
plane frustra, &  
Congregationi huic

Mais l'examen de  
cette double quæ-  
stion ne regardant  
pas cette illustre As-  
semblée, on ne l'en-  
treprendra point ici  
parce que cela seroit  
non-seulement inu-  
tile, mais ennuyeux.  
Il suffira donc d'allé-  
guer

on nisi tædiosum  
molestum foret.

Unum modo ad-  
versus prætenfam  
*voluntatem* hic alle-  
asse sufficiet, ni-  
mirum, præter-  
quam quod minime  
ea constet ex to-  
tius Principis testa-  
mento, & specia-  
lité ex toto ejus fi-  
deïcommisso ad hoc  
accipue & singula-  
ter inspiciendo,  
non illic de fidei-  
commissis Principis  
Vilhelmi & Mau-  
ritii nulla reperiatur  
verbo vel mentio,  
sed potius appareat  
non satis aperte de  
*voluntate* plane con-  
traria, uti latius  
ostendetur de hinc  
et tempore & loco;  
neutiquam etiam  
osse de Principe  
Te-

guer seulement con-  
tre la prétendue vo-  
lonté, qu'outre qu'el-  
le ne paroît en aucu-  
ne manière dans tout  
le Testament du  
Prince, & spécia-  
lement dans tout  
son Fideïcommis  
qu'il ne faut que lire  
principalement pour  
cela, il n'y est pas dit  
un mot, ni fait au-  
cune mention des  
Fideïcommis des  
Princes Philippe  
Guillaume & Mau-  
rice; mais qu'au con-  
traire, il paroît assez  
ouvertement une  
volonté à cela tout  
opposée, comme en  
tous & lieu on pour-  
ra le faire voir. Aussi  
ne peut-on nulle-  
ment présumer que  
le Prince Testateur  
ait eu cette préten-  
due

Testatore præsumi  
 talem prætensam  
 voluntatem, multas  
 ob causas dehinc  
 etiam latius demon-  
 strandas, inter cæ-  
 teras autem, quia  
 hoc pacto Princeps  
 Testator præsume-  
 retur voluisse admo-  
 dum indecenter illu-  
 dere, contravenire  
 & violare præ-  
 dictam Transactio-  
 nem, solenniter ini-  
 ram sub Principum  
 fide ac honore, &  
 uti dictum, conti-  
 nentem in specie,  
*quod unusquisque*  
*transigentium de re-*  
*bus suis libere posset*  
*disponere, & nemo*  
*alio modo se bonis al-*  
*terius immisceret, nec*  
*super iis jus ullum sibi*  
*assumeret. Uti Prin-*  
 cepts Testator pro-  
 fecto

duë volonté, &  
 pour plusieurs r  
 sons, qui seront  
 duites ci-après p  
 amplement; & en  
 autres, parce que  
 un tel pacte, le Pr  
 ce Testateur ser  
 présumé avoir vo  
 rendre illusoire, co  
 trevenir & vio  
 d'une manière p  
 séante, la Transacti  
 susdite, qui fut fa  
 solennellement fe  
 la foi & honneur  
 Princes, & qu  
 comme il a été d  
 porte en prop  
 termes, que cha  
 des transigéans po  
 roît disposer librem  
 de ses bien, & qu'ils  
 se mêleroient point  
 biens les uns des aut  
 ni ne s'y attribueroi  
 aucun droit: ce q  
 le Prince Testate

Et fecisset, si fra-  
um fideicommissa  
bvertere voluisset.  
ualis vero illusio  
ontraventio & vio-  
tio nedum Pacti,  
d etiam Principis  
dei ac honoris, non  
quidem potest at-  
tribui Principi Te-  
statori, nec quoque  
e eo præsumi, sine  
inexcusabili læsione  
lius. illustrissimi  
Nominis & memo-  
ria.

certainement auroit  
fait, s'il avoit voulu  
rendre vains les Fi-  
deicommiss de ses  
Freres; laquelle con-  
travention & viola-  
tion, non d'un Ac-  
cord, mais de la  
foi & de l'honneur  
d'un Prince, ne peut  
pas être imputée  
au Prince Testateur,  
& l'on ne peut pré-  
sumer telle chose de  
lui, sans faire un  
tort inexcusable à  
son illustre nom & à  
sa mémoire.

Sic etiam adver-  
sus prætensam pote-  
statem hic duntaxat  
illegasse sufficiet,  
quod licet unusquis-  
que disponere possit  
etiam de re hæredis,  
& hæres adeundo  
hereditatem, ex eo  
facto dispositionem  
de-

De même, il  
suffira aussi d'alle-  
guer, contre la  
prétendue faculté,  
que quoi qu'il soit  
libre à un chacun de  
disposer des biens  
d'un héritier, & que  
l'héritier en prenant  
possession de l'héri-  
ta-

defuncti præstare teneatur, tamen hoc non procedere in infinitum, nec usque adeo, ut hæres posset a Testatore rogari, *plus alicui restituere, quam ipse ex testamento ceperit*, contrarium enim in jure expresse est constitutum, nimirum quod hæres ita gravari nequeat, *sed quod excedit acceptum, inutiliter relinqui, ne damnum sentiat ultra quod ad eum ex hereditate pervenerit.*

Hoc autem in proposito contigisset in immensum, si Princeps Testator disponere potuisset de bonis, quæ ipse non nisi cum onere fidei commissi a Fratribus fuit adeptus ac pos-

tage, soit obligé par cela même, d'accomplir la disposition du défunct; néanmoins cela n'a lieu à l'infini, jusques à ce point que l'héritier puisse être chargé par le Testateur de remettre à un autre plus qu'il n'aura reçu lui-même par le Testament: car le droit est établi expressement le contraire, à savoir qu'un héritier peut point être obligé; *Sed quod excedit acceptum inutiliter relinqui, ne damnum sentiat ultra quod eum ex hereditate pervenerit.* Or, suivie cette proposition, cela auroit excédé le Prince Testateur dût disposer bien



ſedit, præſertim  
n hic non agatur  
n creditoribus, &  
damno vitando,  
cum prætenſis  
eicommiſſariis, &  
idem de lucro ca-  
ando.

biens, que lui-même  
n'a pû poſſeder ni  
recevoir de ſes Fré-  
res qu'avec la charge  
de Fideïcommis, ſur  
tout, puis qu'on  
n'agit pas ici contre  
des Créanciers, qui  
tâchent de ſ'exem-  
pter de dommage,  
mais contre de pré-  
tendus Fideïcom-  
miſſaires, qui ne di-  
ſputent que pour le  
profit.

operatur itaque no-  
ine dictorum Pu-  
llorum, ex brevi-  
r allegatis ſatis li-  
uere, quod Boruſ-  
æ Regis præten-  
um jus fideicom-  
miſſi ad prædicta  
ona ſit deſtitutum  
mni fundamento,  
& quidem eatenus,  
ut aperte pateat, ad-  
verſus illud dictis  
Pu-

On ſ'affûre donc,  
pour les Pupiles  
qu'il paroît aſſez clai-  
rement, par tout ce  
qui a été ici allegué,  
que le prétendu droit  
de Fideïcommis de  
Sa Majeſté Pruſſien-  
ne ſur les biens dont  
il s'agit, eſt deſtitué  
de tout fondement ;  
ou du moins, on en  
a aſſez dit pour faire  
voir

Pupillis competere defensionem, quæ meretur, ut a competenti Judice cognoscatur, & ab hac Illustrissima Congregatione intacta & salva relinquatur, in eumque finem prædicta bona revertantur sub executoria potestate & administrationem Præpotentum Procerum Generalium, ibique permaneant, donec Judex competens inter Partes decreverit, utrius causa sit potior. Hic est justissimus hujus Libelli Scopus, hunc expetunt, eumque sperant confidenter se ab Illustrissima hac Congregatione assecuturos, Pupilli Patre & Principe orbi

voir manifestement que les Pupiles sont fondés à le contester, & qu'il mérit bien que des Juges competens en connaissent, sans que cette Illustre Assemblée s'en mêle, étant tant convenable qu'elle laisse les choses en leur entier afin que les biens dont il s'agit retournent sous la Puissance & l'administration des Seigneurs Etats Généraux, comme Exécuteurs Testamentaires, & restent dans cet état jusques à ce qu'il soit jugé, par qui appartient, laquelle des deux Parties a le droit le mieux fondé. C'est aussi le très-juste but de ce

miserrimo modo.

cet Ecrit, & ce qu'esperent, en toute confiance, de cette Illustre Assemblée, des Pupiles qui ont perdu leur Père par un accident si funeste, & qui les rend si dignes de compassion.

Appendix Repraesentationis nomine Pupillorum Serenissimi Principis Auriaci & Nassovici, Joannis Willem Frisonis, Glor. Mem.

Suite de la Représentation faite aux très-illustres & très-vénérables Seigneurs, les Plénipotentiaires au Traité de Paix à Utrecht, de la part des Enfans mineurs du feu Prince d'Orange & de Nassau, Jean Guillaume Frison de glorieuse mémoire.

Ex prædicta Repraesentatione, vis perspicue appa-  
ren-

On a vû assez clairement par la Représentation sus-

rente jure & æquitate, quod bona ad hæreditatem Magnæ Britanniae Regis, glor. mem. pertinentia, quæ sub Imperio vel Potestate Regis Galliae reperiuntur, per Tractatum Pacis indictam hæreditatem, & Præpotentum Procerum Generalium executionem, ad opus jus habentis reverti debeant; nil aliud restat agendum, quam solummodo designare illa bona, & quid eo nomine a Galliae Rege restituendum sit.

*Primo* autem, competit restitutio Principatus Auriaci, cum

susdite, que le dro & l'équité veuler que les biens qui appartiennent à la succession du Roi d'Angleterre de glorieuse mémoire, & qui se trouvent sous domination & pouvoir du Roi de France, retournent ladite succession, soient remis à l'administration des très-Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, & il n'y a plus à faire que de désigner quels biens sont ceux qui, en conséquence, doivent être restitués par le Roi de France.

Premièrement, doit restituer Principauté d'Oran

in omnibus quæ  
pertinent, uti  
ex Magnæ Brit-  
anniæ, cum obiit,  
incipitum illum  
possedit.

Secundo, restitui-  
Baroniarum in  
Dauphinat, sive Gal-  
liæ Narbonensi, ni-  
rum, Orpiere,  
Fesleux, Montbri-  
son, Noveysan &c.  
in omnibus earum  
illis, uti etiam a  
Magnæ Britannia  
ge possessæ sunt.

Tertio, restitutio  
in omnibus Baroniarum  
Dynastiæ, quas  
Magnæ Britannia  
ex possedit in Co-  
mîtatu Burgundia,  
æ numero sunt  
is triginta, ut pu-  
tatur Noseroy, Arlay  
&c. etiam una cum  
Tom. III. om-

ge avec toutes les  
apartenances, & de  
la manière que le Roi  
de la Grande-Breta-  
gne la possédoit au  
jour de son décès.

Secondement, les  
Baronies situées dans  
le Dauphiné ou  
Gaule Narbonoise,  
savoir Orpiere Fré-  
seleur, Montbrison,  
Noveysan &c. avec  
tous leurs droits, &  
ainsi que le Roy de  
la Grande-Bretagne  
les a aussi posse-  
dées.

En troisiémelieu,  
les Baronies & Sei-  
gneuries que le Roi  
de la Grande-Breta-  
gne a possédées dans  
le Comté de Bour-  
gogne, qui sont au  
nombre de plus de  
trente; savoir No-  
seroy, Arlay &c. aussi  
avec

omnibus, quæ eo avec toutes leurs appartenances & dépendances.

*Quarto, restitutio Baroniarum, ac Dynastiarum in Ducatu Luxemburgi; videlicet, Vyanden, St. Vith, Daesburgh, Butgenbach; similiter cum omnibus annexis, quemadmodum fuerunt in possessione Magnæ Britanniae Regis.* En quatrième lieu les Baronies & Seigneuries du Duché de Luxembourg savoir Vyanden, St. Vith, Daesburgh, Butgenbach; semblablement avec toutes leurs annexes, comme le Roy de Grande - Bretagne les a possédées.

*Quinto, restitutio omnium fructuum, qui de prædictis bonis tempore hujus belli nomine Regis Galliae sunt percepti, vel percipi poterunt, qui annuatim magnam in summam excreverunt; nempe, ratione Principatus Auriaci, & Baroniarum in Del-* En cinquième lieu, tous les fruits & revenus qui, depuis la présente Guerre, ont été perçus, ou ont pû être perçus au nom du Roy de France, & qui annuellement se sont montés à de grosses sommes; savoir l'égard de la Principauté d'Orange

lphinatu, 46000.  
enorum; ratione  
orum in Comi-  
Burgundiæ  
000. florenorum;  
one vero bono-  
in Ducatu Lu-  
mburgi quantitas  
um non adeo est  
a.

Sexto, restitutio  
uum bonorum in  
hantia & Flan-  
z, quæ initio  
etiam sub po-  
ate Hostis fue-  
t; postea quidem  
executoriam po-  
atem & admini-  
strationem Præpo-  
itum Ordinum  
neralium armis  
et redacta, cæte-  
ra quorum etiam  
fru-

des Baronnies si-  
tuées dans le Dau-  
phiné, à la somme de  
46000. flor., à l'é-  
gard des biens situez  
dans le Comité de  
Bourgogne 28000.  
flor., & à l'égard des  
revenus des biens  
qui sont dans le Du-  
ché de Luxem-  
bourg, la quantité  
n'est pas tout-à fait  
certaine.

En sixième lieu,  
les revenus des biens  
situez dans le Bra-  
bant & la Flandres,  
qui au commence-  
ment de la Guerre  
ont été aussi occu-  
pez par l'Ennemi,  
& qui depuis sont  
retournez par les Ar-  
mes sous l'admini-  
stration des Execu-  
teurs Testamentai-  
res; mais dont les

fructus, priori tempore percepti, adhuc penes Hostem manserunt; ac proinde etiam æque, ac cæterorum, sunt restituendi.

*Septimo, vindictio, & reparatio omnis damni, prædictis bonis, dum ab Hoste occupata fuerunt, quoquo modo obventi.*

Præterea adhuc competit ex Conventione diei 28. Julii anni 1699. tertia & ultima pensio, sive triens, summa 700000 florenorum, pro restitutione fructuum Principatus Auriaci, ab anno 1684. usque ad initium belli præteriti; nec

revenus perçus auparavant, & qui se restez entre les mains de l'Ennemi, doivent être restitués de même que les autres.

En septième lieu la réparation de tous les dommages causés auxdits biens quelque manière que soit, pendant qu'ils ont été entre les mains de l'Ennemi.

Outre cela, il vient encore, avant la Convention du 28. Juillet de l'année 1699. le troisième & dernier paiement ou le tiers de la somme de 700000 florins, pour la restitution des fruits & revenus de la Principauté d'Orange depuis



re non pro repara-  
tione damni, tam  
pro Principatui,  
tam cæteris bonis  
Delphinatur, &  
Burgundia, a Gal-  
lie Rege illati, cum  
illis a tempore  
prioræ, nempe...  
l'An 1701.

Quamvis vero hæc  
omnia evidenter  
impetant, & sum-  
mo jure peti potuis-  
sent, dictis Pupillis,  
pote per Patris  
successionem hære-  
bus Magnæ Brit-  
anniæ Regis indu-  
ctis; & hoc præ-  
supposée constetatione  
memoratae pensio-  
is, articulo 8. com-  
pre-

depuis l'An 1684.  
jusques au commen-  
cement de la Guerre  
passée, & pour re-  
paration du domma-  
ge causé par la Fran-  
ce, tant à ladite  
Principauté, qu'aux  
autres biens du Dau-  
phiné & de Bourgo-  
gne, avec les inte-  
rêts depuis le tems  
qu'on a cessé de pa-  
yer, savoir . . . .  
de l'An 1701.

Quoi que toutes  
ces choses appartièn-  
nent de plein droit  
aux dits Pupiles,  
comme héritiers in-  
dubitables du Roi  
de la Grande Breta-  
gne, du Chef de  
leur Père, & qu'ils  
auroient pû les de-  
mander, sur tout à  
l'égard du payement  
mentionné au 8. Ar-

prehensæ; attamen  
Pupillorum Tutores  
desiderium suum hic  
non usque adeo ex-  
tendunt; sed tan-  
tummodo poscunt,  
ut indiscriminatim  
omnia perveniant  
sub executoriam po-  
testatem Præpoten-  
tium Procerum Ge-  
neralium ad opus  
jus habentis.

ticle ci dessus; pendant les Tuteurs desdits Pupiles tendent pas leurs mandes jusques mais ils souhaitent seulement que tout retourne à la ministration des Seigneurs Etats Generaux, comme y est fondez en cette ordonnance.

*Secunda, & altera  
Repræsentatio, no-  
mine Pupillorum  
Serenissimi Princi-  
pis Auriaci & Nass-  
sowici, Johannis  
Wilhelmi Frisonis,  
Glor. Mem.*

*Seconde Représen-  
tation des Enfants  
nourris de Sérénissi-  
me Prince d'Orange  
de Nassau, &  
Guillaume Frison  
de glorieuse mé-  
moire, faite aux très-  
illustres & très-ve-  
rables Seigneurs  
Plénipotentiaires  
du Traité de Paix  
d'Utrecht.*

Pri-

**P**rima Repræsentatione continentur, quæ dictis Pupillis, ut indubitatè per successionem Patris hæreditibus ex asse Magnæ Britanniae Regis, glor. mem. a Galliae Rege debentur; & quæ tendunt, ut præstatio eorum fiat, non dictis Pupillis, quanquam hoc fieret summo jure, sed Præpotentibus Ordinibus Generalibus, ut testamenti Magnæ Britanniae Regis Executoribus. Hac autem secunda proponetur, quid dictis Pupillis per eandem successionem competit ab Hispaniae Rege.

Hæc

**L**a première représentation contient ce que le Roi de France doit aux Pupiles, comme héritiers universels, du chef de leur Père, du Roi de la Grande-Bretagne de glor. mem., & tend à ce que la restitution s'en fasse, non auxdits Pupiles, quoi que cela se pût faire à bon droit, mais aux Seigneurs Etats Généraux, comme Exécuteurs du Testament dudit feu Roi de la Grande-Bretagne: mais cette seconde proposition concerne ce que leur doit le Roi d'Espagne en vertu de ladite Succession.

I 4

Or

Hæc autem Propositio præsentem publicam Pacis conventionem tractantibus necessaria est habita, non tantum ad consequendum, quod eo nomine debetur, sed etiam, ut nemo Paciscentium, cujus interest, sit ejus ignarus; quatenus in publica hac incunda conventionem etiam de Monarchia Hispanica, vel ejus parte, & Regionibus quibusdam, procul dubio sit agendum.

Sit igitur notum, die 25. Decembris anni 1687. inter Regem Hispaniæ ab una, & Magnæ Britanniæ Regem ab altera parte, per  
mu-

Or cette Proposition est réputée nécessaire à ceux qui traitent de présente Paix générale, non-seulement pour que les Pupilles obtiennent, ce qui leur est dû à cet égard; mais aussi afin qu'en traitant de celle qui concerne la Monarchie d'Espagne ou d'une partie, & de quelques Provinces, aucune des parties Contractantes, & qui y sont intéressées, n'en prétende cause d'ignorance.

Qu'il soit donc notoire que le 20. Décembre de l'Année 1687. par une Convention & Transaction, faite entre le Roi d'Espagne d'un

mutuose eorum Man-  
 titarios initam esse  
 causis ibi expres-  
 s, conventionem  
 transactionem,  
 ia primo Hispaniæ  
 ex nedum agno-  
 t, se ex conven-  
 one anteriori Ma-  
 niæ Britannici Re-  
 s, ejusque hære-  
 bus, debere an-  
 numreditum 80000.  
 renorum, sed etiam  
 omisit & asseve-  
 vit, se pro securi-  
 te istius annui re-  
 tus Magnæ Brit-  
 nniæ Regi & hæ-  
 dibus ejus oppig-  
 raturum liquidifi-  
 na sua bona in  
 ermania inferiori,  
 speciatim *vestiga-*  
*sua Mosæ fluvii,*  
 si ea non suffice-  
 nt, etiam *in substi-*  
*um,* quæ recipiun-  
 tur

ne part, & le Roi  
 de la Grande-Breta-  
 gne; d'autre, par  
 leurs Commissaires,  
 & pour les raisons y  
 exprimées, le Roi  
 d'Espagne à recon-  
 nu devoir au Roi de  
 la Grande-Bretagne  
 & à ses héritiers, en  
 vertu d'une Conven-  
 tion précédente, une  
 rente annuelle de  
 80000 florins; Et  
 que pour sureté de  
 ladite rente, à payer  
 audit Roi de la  
 Grande-Bretagne &  
 à ses héritiers, il a  
 promis engagé &  
 hypothéqué ses  
 biens les plus liqui-  
 des situez dans l'Al-  
 lemagne inférieure,  
 & spécialement ses  
 péages de la Meuse,  
 & s'ils ne suffisoient  
 pas, qu'il engage-  
 roit

tur Antuerpiæ, sive  
*de fluvio Scalde*; uti  
 etiam posteriori in-  
 strumento 29. Julii  
 1688. pignus illud,  
 ita promissum, rea-  
 liter & perquam so-  
 lemniter ab Hispani-  
 æ Rege constitu-  
 tum est.

*Secundo*, dicta  
 conventionē & tran-  
 sactionē diei 26. De-  
 cembris anni 1687.  
 Hispaniæ Rex præ-  
 terea, & noviter  
 promisit, se consti-  
 turum, quemad-  
 modum etiam con-  
 stituit ibidem, alium  
*annuum redditum*  
 20000. *florenorum*,  
 etiam hæreditarium  
 ac perpetuum, &  
 vicies tanto redimi-  
 bilem; nec non pro-

roit pour y suppléer,  
 ce qu'il recevoit de  
 ceux d'Anvers ou  
 de l'Escaut, com-  
 me de fait le gage de  
 sureté ci dessus ain-  
 si promis, fut solem-  
 nellement constitué  
 par le Roi d'Espa-  
 gne, par un Act  
 Postérieur du 29  
 Juillet 1688.

Secondement, par  
 la Convention &  
 Transaction ci-de-  
 sus du 26. Décem-  
 bre 1687, le Ro-  
 i d'Espagne a promi-  
 outre cela, depuis  
 de constituer, com-  
 me il a, en effe-  
 constitué un aut-  
 revenu annuel  
 20000 florins, au-  
 héréditaire & pé-  
 petuel, & non re-  
 chetable que par  
 payement de vin-

reditu se etiam  
dem Vectagalia op-  
gneraturum : uti  
quoque ab His-  
niæ Rege realiter  
solemniter est  
æstitum posteriori  
separato instru-  
mento, una cum  
tero, sive eodem  
e, confecto.

*Tertio*, eadem  
nventione & tran-  
ctione adhuc His-  
niæ Rex promi-  
, se constitu-  
m annuum reditum  
000. florenorum,  
cipiendum ex aliis  
gni Hispaniæ bonis,  
lex Indiis.

*Quarto*, eadem  
nventione & tran-  
ctione Hispaniæ  
lex insuper promi-  
sit,

fois la somme, &  
d'hypotequer le  
mêmes péages pour  
ladite rente; com-  
me aussi cela fut fai-  
par le Roi d'Espa-  
gne réellement &  
solemnellement, par  
un Acte postérieur  
& séparé, fait le  
même jour avec  
l'autre.

En troisiéme lieu,  
ledit Roi d'Espagne,  
a encore promis par  
la même Conven-  
tion & Transaction  
de constituer une  
autre rente annuelle  
de 50000. florins,  
à prendre sur les  
autres biens du  
Royaume d'Espa-  
gne & des Indes.

En quatriéme  
lieu, par la mê-  
me Convention &  
Transaction, ledit  
Roi

fit, se Magnæ Britanniae Regi soluturum Madritii, Seville, vel Gadibus, semel *summam* 120000 *nummorum*, vulgo dictorum, *patacons*, post mensem a ratihabitione dictæ conventionis.

Prædicti annui reditus 80000. & 20000. florenorum, pro quibus vectigalia Mosæ, & in subsidium etiam Scaldis, solemniter sunt pignori data, non nisi *usque ad annum* 1696. soluti sunt, ab eoque tempore sequentes debentur.

Reditus vero annuus

Roi d'Espagne à promis de payer audit Roi de la Grande-Bretagne à Madrid, à Seville ou à Cadix une somme de 120000 écus, ordinairement appeliez patacons, un mois après la ratification de ladite Convention.

Lesdites rentes annuelles de 80000 & de 20000 florins pour lesquelles les péages de la Meuse & pour supplément ceux de l'Escaut avoient été hypothéquez solennellement, n'ont été payées que jusque en l'Année 1696. & les autres échue depuis ce temps là sont encore deuës.

Les rentes annuelles



us 50000. florenorum, ex aliis Re-  
ni Hispaniæ bo-  
is, vel Indiis, re-  
piendus, necdum  
atenus solutus est:  
d super annis 1694.  
695. & 1696. ad-  
uc solvenda restat  
omma 37492. flo-  
enorum; & de in-  
eps ratione sequen-  
um annorum debe-  
ar etiam in totum.

De debito au-  
m 120000. num-  
orum patacons,  
Madritii, Seville, &  
el Gadibus, semel  
olvendo, hætenus  
ihil omnino solu-  
um est.

Quare ex causa  
ardæ solutionis e-  
iam debentur usuræ  
mnium a tempore  
noræ.

nuelles de 50000.  
florins, à recevoir  
du Royaume d'Es-  
pagne & des Indes,  
n'ont pas été toutes  
payées non plus, &  
sur les années 1694,  
1695. & 1696, il  
reste encore à payer  
la somme de 37492.  
florins, & pour les  
années suivantes, el-  
les sont encore tou-  
tes dues.

De la dette de  
120000. écus ou pa-  
tacons à payer à Ma-  
drid, Seville ou Ca-  
dix; jusques ici, il  
n'en a été rien payé  
du tout.

C'est pourquoi,  
pour raison du retar-  
dement, & depuis  
ce jour-là, les ren-  
tes en doivent être  
payées.

Et

I 7

Et

Et licet hæc omnia quoque dictis Pupilis, uti Magnæ Britanniae Regis per successionem Patris hæredibus exasse indubitatis, manifeste debeantur; tamen Tutores eorum nil aliud hic intendunt, quam conservationem eorum, & ut perveniant in Præpotentium Procerum Generalium executoriam potestatem.

Et quoi que toutes ces choses soient dues auxdits Pupiles, comme héritiers universels, de chef de leur Père du Roi de la Grande-Bretagne; Cependant leurs Tutours ne demandent autre chose, si non qu'elles leurs soient conservées, & remises aux États Généraux, comme Exécuteurs Testamentaires.

présentation Et Refutation Abre-  
gées de la prétension formée au nom  
de Sa Majesté le Roi de Prusse,  
sur la Principauté d'Orange, &  
autres Biens qui sont sous la Do-  
mination de France, & qui ont  
apartenu à Sa Majesté le Feu Roi  
de la Grande-Bretagne de glo-  
rieuse mémoire.

a prétension formée de la part Représen-  
de Sa Majesté le Roi de Prus- tation  
, sur la Principauté d'Orange & de la pré-  
tres Biens situez sous la Domi- tention de  
tion de France, & qui aparte- Sa Maje-  
tient à Sa Majesté le Roi de la sté.  
rande Bretagne de glorieuse mé-  
moire, est purement *sideicommissai-*  
, & se tire premièrement d'un  
testament du Prince *René de Châ-*  
*las*; en second lieu, d'un pré-  
tendu Testament du Prince *Guil-*  
*lume Premier*; & en troisiéme lieu,  
un autre Testament du Prince  
*Federic Henri*, qui furent en leur  
ms, possesseurs desdits Biens.

Sa Majesté Prussienne a bien  
aussi

aussi fait mention d'un Testament de Dame *Anne d'Egmond*, première femme du susdite Prince *Guillaume Premier*; mais nul Testament de ladite Dame *d'Egmond* ne peut être d'aucune considération, par rapport à la susdite Principauté d'Orange, ni aux autres Biens situés sous la Domination du Roi de France, vû que ladite Dame n'a jamais eu le moindre Droit auxdits Biens; & par conséquent n'est que sur les Testaments de dits trois Princes, *René de Châlons*, *Guillaume Premier* & *Frederic Henri*, que, par rapport auxdits Biens le Roi de Prusse puisse alléguer la susdite prétension *fideicommissaire*.

*Remarque Préliminaire.*

Dès qu'on fait réflexion que la prétension de Sa Majesté Prussienne, à l'égard de ladite Principauté & des autres Biens susdits, n'est que purement *fideicommissaire*; & doit avant tout remarquer deux choses qui sont toutes deux manifestes & hors de contradiction sçavoir en premier lieu, que ladite

pr

rétenſion étant purement fidei-  
miſſaire, elle eſt auſſi de ſa na-  
ture purement Juridique, & par  
conſéquent un objet qui regarde  
conſteſtablement la Juſtice; &  
condement, que puis que la pré-  
ſenſion de Sa Majeſté eſt de telle  
nature, la perſonne de Sa Majeſté  
nonobſtant ſa qualité de Roy, y  
doit être ſujette, vû que tout Sou-  
verain, pour cauſe de Teſtament,  
contracſts, ou ſemblable Acte eſt  
juſticiaire & obligé d'agir en Ju-  
ſtice, fût-ce même par rapport à  
ſes propres Sujets, ce qui a lieu par  
conſéquent bien-plûtôt par rap-  
port à d'autres, qui ne le ſont pas,  
principalement lors que le *forum*  
*competens* n'eſt pas de ſa dépendan-  
ce, comme cela ſe rencontre ici:  
la raiſon en eſt que lors qu'il ſ'a-  
git d'un Teſtament, d'un Con-  
ſeil &c. un Souverain eſt réputé  
être une perſonne privée  
non, imo extra Imperium plane pri-  
vatus, ce qui ſ'obſerve auſſi par  
luy, & c'eſt même ce qui a été  
appliqué à l'égard de Sa Majeſté la  
Rei-

*DD. ad  
lunic. C.  
nequis in  
ſua cauſ.  
vel ſibi.*

*Arg. l. 3.  
ff. de offic.  
Præſ.  
Grot: de  
jure bell.  
& pac.  
lib. 3. cap.  
2. n. 2.*

*Reine de la Grande Bretagne*, lo-  
 que pensant avoir droit aux Jo-  
 aux de la Succession du feu Ro-  
 Elle intenta son action contre la  
 te Succession par devant la Co-  
 de Hollande; & cela s'observa  
 même ainsi en *Allemagne*, la che-  
 doit, sans aucune contradiction  
 s'observer ici pareillement;  
 tout, si l'on considère que la M-  
 jesté Prussienne, à l'égard des p-  
 tensions semblables sur d'aut-  
 Biens de ladite Succession, a  
 tamé des procédures en Justice  
 & en intente encore par tout où  
 Majesté le trouve à propos, co-  
 me par devant la *Chambre de W-*  
*zler*, à la Cour de *Gueldres*, tant  
*Arnhem* qu'à *Ruremonde*, & au-  
 à *Bruxelles* par devant la Cour fu-  
 dale de *Brabant*, où lesdits Pu-  
 les, comme Héritiers d'Hériti-  
 de Sa Majesté le Roi de la Gran-  
*Bretagne*, agissent contre Sa M-  
 jesté Prussienne en reconventio-  
 & entre autres même au sujet d-  
 Principauté d'*Orange*, & au-  
 Biens situez sous la Domination

*Brun-*  
*nem. ad.*  
*d. l. un.*  
*Myns.*  
*cent. 5.*  
*obs. 1.*  
*Gail. lib.*  
*2. ob. 55.*  
*n. 7 & in*  
*tract. de*  
*arrest.*  
*cap. 6. n.*  
*14.*  
*seqq.*

de France, & où la Justice de la-  
dite Cour féodale de Bruxelles est  
par ladite Reconvention devenue  
compétente; en sorte que lesdits  
Biens sont, par même moyen,  
dépendans du Jugement qui y doit  
intervenir, puis qu'il est manifeste  
& hors de controverse, que *forum*  
*ab ipso Actore electum, ratione etiam*  
*reconventionis fit competens, non tan-*  
*um ex eadem, sed ex quacunque*  
*causa, licet si plane diversa & sepa-*  
*rata.*

Ce que sous le nom de conside-  
rations, on a produit de la part  
de Sa Majesté le Roi de Prusse,  
contre cette compétence de Justi-  
ce, *ratione reconventionis*, & que  
son Ministre a donné à Leurs Hau-  
tes Puissances par un Mémoire du  
3. Juillet 1712., sera très-facile-  
ment réfuté, en cas que sadite  
Majesté Prussienne trouvât bon,  
sur ce prétendu fondement, de  
proposer une exception d'incom-  
pétence par devant ladite Cour  
féodale de Brabant.

Mais réservant à agiter cela en  
tems

tems & lieu, on se contentera de remarquer ici, sur ce qui a été dit ci-dessus, combien la manière d'agir de Sa Majesté le Roi de Prusse, à l'égard desdits Biens paroît manifestement & sans contredit étrange & injuste, lors qu'une affaire qui est purement Juridique, & qui est effectivement pendante par devant des Juges que Sa Majesté est obligée de reconnaître, si Elle croit avoir quelque

*L. 13. ff. quodmet-  
eaus.* demande ou quelque action à former, Elle s'avise de décliner & de faire tous les devoirs & toutes les instances possibles auprès d'autres Puissances, à ce que lesdits Biens, dont Elle n'a jamais eu Seigneurie ni la possession, lui soient donnez par la conclusion d'un Traité de Paix, à l'exclusion desdits Pupiles, & ce par des personnes, qui notoirement n'ont aucun Droit d'en disposer, & de plus dans une Assemblée de Plénipotentiaires, où il ne se rencontre ni Juge ni Partie, ce qui est tout à fait inouï.

Apr



Après donc cette Remarque  
réliminaire, & passant présente-  
ment à l'examen du poids que  
eut avoir la prétension de Sa Ma  
esté, & pour laquelle on fait de  
part tant de devoirs & d'instan-  
ces illégitimes, on trouvera que  
ette prétension même, aussi-bien  
ue la manière d'agir, est tout-à-  
it injuste, & déstituée de tout  
ndement.

*Refuta-  
tion de la  
preten-  
sion du  
Roi de  
Prusse.*

Car pour ce qui regarde en pre-  
mier lieu le Testament du Prince  
*René de Châlons*, qui est daté du  
5. Juin 1544., il s'y rencontre  
ois vaines dispositions du Prince  
estateur, & dans lesquelles ledit  
estament consiste, sçavoir pre-  
mièrement une disposition à l'é-  
gard de ses propres Enfans légit-  
imes, s'il venoit à en laisser, ce qui  
est point arrivé, secondement  
ne disposition en faveur de ses Pa-  
rens collatéraux paternels, s'il ar-  
voit qu'il ne laissât pas d'Enfans,  
u qu'ils vinssent à deceder sans  
loirs; & en troisième lieu aussi,  
cas susdit, une disposition en  
fa-

*Al'égard  
du Testa-  
ment du  
Prince  
René de  
Châlons.*

faveur de ses Parens collatéraux maternels.

Et quoi que de ces trois dispositions, le cas de la première n'ait point existé, non plus que celui de la troisième, il sera néanmoins nécessaire de remarquer en quoi consistoit le contenu de toutes trois. Le contenu de la première étoit comme s'ensuit: *Nous voulons & ordonnons premièrement, que nous laissons un Héritier mâle légitime, il soit notre seul Héritier universel; & si nous en avons plusieurs, ce sera l'aîné qui sera notre Héritier universel, à la charge néanmoins, de donner à ses autres Frères, un ou plusieurs, en héritage, une Somme annuelle de quinze mille livres de rente, en Terres ou Seigneuries, ou autres bonnes rentes, de la manière que les Exécuteurs de notre Testament le jugeront le plus à propos. Desquelles quinze mille livres le second aura dix mille livres, & le troisième cinq mille; & s'il n'y a pas plus de deux Fils, le second aura lesdits quinze mille livres entières: & si nous*  
*lai*

*ssons que des Filles, l'aînée sera  
re Heritiere universelle, à la char-  
de donner, comme dessus, à ses  
urs, une ou plusieurs, pareille som-  
de quinze mille livres annuelle-  
nt, de la manière que ci-dessus ;  
si que nôtre Fils aîné sera sembla-  
ment obligé de le faire, en cas qu'il  
le Fils unique & eût quelques  
urs, ou qu'il eût deux Fils, & que le  
ième enfant fût une Fille. C'est  
si que finit cette disposition, à  
gard des propres enfans du Te-  
eur, sans que rien de plus ou au-  
chose suive que le second Mem-  
de disposition, qui commence  
cette sorte. Et s'il arrivoit que  
s vinssions à mourir, sans laisser  
enfans légitimes, nez, ou vrai-  
blablement à naître, ou que les-  
enfans vinssent à mourir sans lais-  
des enfans procréés en légitime  
ariage, nous avons en ce cas insti-  
& ordonné, instituons & ordon-  
s pour nôtre Héritier universel, ou  
stituons à nosdits Enfans le Fils  
é de nôtre bon Seigneur & Oncle  
ernel, le Seigneur Guillanme de  
Nas-*

Nassau, s'il est en vie au tems de nôtre  
 décès, sans enfans légitimes; & si ledit  
 Fils aîné, après qu'il sera parvenu  
 nôtre Héritage & Succession, déce-  
 sans laisser d'enfant ou d'enfans légi-  
 times, le second Fils de mon susd  
 Oncle, le Seigneur Guillaume lui suc-  
 cèdera, ou à ce défaut, un autre Hér-  
 itier mâle plus prochain, ou à défaut  
 d'Héritiers mâles, la plus proche Hé-  
 ritière issue de mandit Seigneur,  
 Comte Guillaume; Et finissant par  
 la susdite Disposition Testamen-  
 taire, à l'égard des parens collat-  
 raux paternels, le troisième Mem-  
 bre de disposition s'ensuit ainsi.  
 au défaut de la Ligne masculine  
 féminine du susdit Seigneur, Com-  
 Guillaume, nous voulons & ordonnons  
 que tous nos susdits Biens, Prin-  
 cipauté, Fiefs, Terres, Seigneurie,  
 Droits, Credits & Actions, quelque  
 Terre ou Seigneurie que ce soit,  
 en quelque Province qu'elles soient  
 tuées, viendront par succession au  
 plus proche Héritier mâle qui sera al-  
 issu du feu Comte Jean de Nassau,  
 de Dame Elisabeth Comtesse de H

touchant la Paix Utrecht. 217  
nos Grand Pere & Grand'-Mere,  
côté maternel.

Cette disposition ayant été con-  
firmée par la mort du Prince Te-  
stateur, le cas posé, s'il mourait  
sans Enfans, comme il a été dit,  
est arrivé, en conséquence de  
quoi, l'institution du Fils aîné du  
dit Oncle paternel a eu lieu, com-  
me aussi celle des Enfans que ledit  
Fils aîné laissa, puis qu'il est no-  
tifié que ledit Fils aîné institué a  
été le Prince Guillaume, qu'on a  
nommé depuis le Prince Guil-  
laume Premier, & que ledit Prince  
Guillaume a eu de diverses fem-  
mes divers enfans qu'il a laissez  
après son décès, & entre autres  
trois fils si connus, sçavoir Phi-  
lippe Guillaume, Maurice, & Fre-  
deric Henri.

Si l'on a égard à la disposition  
du Prince Testateur seulement par  
rapport au cas arrivé, & comme il  
est contenu au commencement du  
second Membre susdit, qui en ef-  
fet doit seul être ici considéré, on  
prouve qu'il consiste simplement

en ceci, ſçavoir que le Prince  
 Teſtateur, au défaut d'Enſans pro-  
 pres, a inſtitué le Fils aîné de  
 ſon ſusdit Oncle paternel ; & qu'  
 ſi le ſusdit Fils aîné venoit à mou-  
 rir, ſans enfant ou enfans légi-  
 times, qu'alors ceux-là lui ſucce-  
 deroient qui ſont nommez dans  
 ledit cas ; & tout ainſi que cet-  
 te diſpoſition eſt claire & natu-  
 relle, auſſi le Droit qui en reſu-  
 te ſe trouve ſemblablement clair &  
 naturel ; ſçavoir que par la ſu-  
 dite inſtitution de ce Fils aîné  
 qui a été, comme on a dit,  
 Prince *Guillaume Premier*, il ſe  
 trouve une ſubſtitution jointe, ſç-  
 voir une ſubſtitution fidei-com-  
 miſſaire ; mais il n'y en point  
 d'autre que conditionnelle en me-  
 me tems, ſçavoir *ſi ſine Liberis*, ſi  
 décédoit ſans enfans ; & par con-  
 ſéquent que ſi ledit Prince *Guilla-  
 me Premier* n'eſt pas venu à mor-  
 rir ſans enfans, mais qu'il en a  
 laiſſé, ſçavoir entre autres les ſu-  
 dits trois Fils, la ſuſdite condition  
 notoirement n'a point eu de lieu

L. 114. §.  
 13. ff. de  
 leg. 2. l. 1.  
 §. 4. ff. ad.  
 Trevel.

sorte que par le défaut de cette  
 condition, la susdite substitution  
 est aussi évannouïe, puis qu'elle  
 a été ordonnée que sous ladite  
 condition, & que ce n'est que d'el-  
 le conséquemment qu'elle a dû  
 pendre, & tirer son être. Aucun  
 n'a donc pû être tiré de là,  
 ni en faveur des substituez respec-  
 tifs, comme il est absolument  
 contestable, soit même pour les  
 enfans susdits du Prince Guillaume  
 Premier, n'ayant été mis là que  
 conditionnellement, *positi in con-*  
*ditione*, puis qu'en Droit c'est une  
 doctrine constante & requë *quod*  
*heri simpliciter in conditione positi*  
*non censentur vocati*; Que les En-  
 fens substituez sous une condition ne  
 peuvent être réputés appelés; sur tout  
 que cesdits enfans ne sont  
 point des descendans en ligne droi-  
 t du Testateur, mais collatéraux;  
 et pourquoy les susdits enfans du  
 Prince Guillaume Premier n'étant  
 point Descendans du Testateur,  
 ils ne sont en aucune manière, char-

*Pereg. in fideic. ars. 28. n. 5. & seqq. Grot. in leyd. 2. boek, 20. d. el §. wan neer. Cur. Holl. decis. 22. Radel. Cur. Traject. decis. 8. Sand lib. 4. tit. 6. def. 5. Chri. vol. 1 dec. 307. vol. 4. dec. 36. Fab. in. Coa. de fideic. defn. 1. 2. & 43.*

rer aucune preuve contraire de la disposition du Testateur. Or il est manifeste que les susdits enfans du Prince *Guillaume Premier* n'ont descendu point en droite ligne du Testateur, & qu'il n'y a rien dans son Testament qui soit à leur charge, ni qui puisse pouver en aucune manière le contraire.

Outre qu'on peut encore ajouter à cela que quand même les enfans posés dans la condition, puissent être entendus avoir été appelés, ce qui n'est nullement, même appellez au cas dont ils agissent, ce qui ne paroît non plus en aucune manière par toutes les susdites circonstances, il ne resulteroit néanmoins, en tout cas, d'une prétendue vocation autre chose qu'un fidei-commis unique & simple seulement en faveur de ces enfans, & nullement un fidei-commis à leur charge; on ne parle pas d'un fidei-commis perpétuel, sur tout puis qu'il n'en est pas dit le moindre mot dans la disposition, aucun Auteur ou J



isconsulte, ni même ceux qui sem-  
blent vouloir contester la susdite  
doctrinereçûë & constante, n'ont  
jamais soutenu ou enseigné, que  
es enfans *simpliciter positi in condi-*  
*one, uti hic*, mis simplement con-  
ditionnellement comme ici, se-  
roient non-seulement appelez ;  
mais en vertu de cela même gre-  
ez, & même non-seulement eux,  
mais aussi leurs Descendans après  
eux, *gravati fideicommisso gradua-*  
*ac perpetuo* ; comme d'une ma-  
nière inouïe on le dit dans cette  
encontre de la part de Sa Majesté  
russienne.

Contre cette nuë & simple clar-  
é, tant de ladite disposition du  
Prince Testateur, que du Droit,  
on avancera peut-être de la part de  
la Majesté le Roi de Prusse, que  
pour juger droitement de ladite  
constitution du Prince *Guillaume*  
*premier*, & de la condition de sub-  
stitution y jointe, *si sine liberis*, on  
doit pas seulement considérer  
cette condition simple & en de-  
meurer là ; mais que pour infe-

rer de ladite institution & substitution, le fidei-commis graduel perpétuel soutenu de la part de Majesté Prussienne, il faudroit passer & examiner les susdites trois dispositions du Prince Testateur en leur entier, c'est-à-dire ce qui a été ordonné tant à l'égard de ses propres enfans, au cas qu'il fût venu à en laisser, comme au défaut de cela, la disposition qui regarde les Parens paternels collatéraux enfin aussi au défaut de ceux ceux du côté maternel.

Mais la susdite disposition étroitement ainsi considérée en son entier, ne trouvera que bien loin de rien tirer de là qui fasse en faveur du dit fidei-commis graduel & perpétuel qui devroit être & résider dans ladite condition, *si sine liberis*, contraire il en paroît même tout plus en toute manière que Sa Majesté Prussienne n'est entièrement mal-fondée dans ce qu'elle soutient à cet égard. Auxquelles fins on a aussi inséré ici tout le contenu desdites trois dispositions.

Car, premièrement, il paroît évidemment de la susdite disposition du Prince Testateur, ordonnée à l'égard de ses propres enfans qu'il auroit pû laisser, qu'il n'y est point contenu ni fait mention, au profit même de ses propres enfans *d'un fidei commiss perpetuel de Famille, perpetuum fidei commissum Fami-* lie, comme on prétend du côté du Roi de Prusse; qu'il y auroit été ordonné, au défaut d'enfans propres, sous le nom & au profit des Descendans du Fils aîné de son Oncle paternel qu'il y a en ce cas institué, & qui ne lui touchoient qu'en Ligne collaterale. Et même il paroît clairement du susdit premier Membre de disposition, qu'on n'y peut trouver aucun fidei commiss perpetuel au profit des propres enfans du Testateur, mais que toute la substitution renfermée dans le susdit premier Membre de la disposition, parle clairement, non au profit des propres enfans, mais, au défaut de propres enfans, au profit de quelqu'un

des Parens paternels ou maternels collatéraux du Testateur. Et au cas qu'on voulût dire que cette substitution auroit été ordonnée au profit de quelqu'un des Parens paternels ou maternels, non-seulement au cas que le Testateur n'eût laissé pas d'enfans propres, mais aussi s'il arrivoit que les enfans qu'il laisseroit mourussent sans Hoirs légitimes, & ensuite que les Héritiers légitimes des enfans qu'il laisseroit, ainsi posés conditionnellement par cela même auroient aussi été appelez, on répondroit à cela comme il a été déjà dit, non-seulement *quod contraria opinio, nempe liberos in conditione positos non censeri vocatos, sit magis communis & receptior, plurimumque Tribunalium sententiis confirmata.* Que l'opinion contraire, sçavoir que les enfans mis conditionnellement ne sont point censés appelez, est plus communément reçue & confirmée par des sentences de plusieurs Tribunaux; mais même qu'en core que cesdits Héritiers légitimes des enfans du Testateur, mis

con.

onditionnellement, pussent être entendus avoir aussi été appelez, parce qu'ils auroient été les propres Descendans du Testateur, on ne pourroit pas même jamais en ce cas citer aucun argument qu'une telle vocation produiroit un fidei-commis perpetuel, mais seulement un fidei-commis simple & unique; car où évidemment aucuns autres héritiers légitimes de ses enfans auroient été appelez, que ceux seulement qui auroient été mis dans la condition; & par cela même que ceux seulement qui auroient été les enfans de ses enfans au premier degré: puisque notoirement, n'y en avoit point d'autres de posez dans la condition. C'est pourquoy ce seroit encore une constante verité que dans ce premier membre de disposition même auroit des propres enfans & descendans du Prince Testateur, il ne paroîtroit aucun fidei-commis perpetuel ou graduel; les héritiers légitimes là posez dans la condition étant manifestement chargez du

moindre fidei-commis, & qu'on ne peut en trouver la moindre Lettre ou expression dans toute la dite disposition. Et comme il est & demeure pour constant & véritable, sçavoir que le Prince Testateur n'a parmi ses propres enfans & descendans voulu ordonner un fidei-commis perpétuel, cette même vérité produit une très-certaine conjecture & présomption, que le Prince Testateur auroit été fort éloigné de vouloir faire à l'égard de ses Parens qui l'étoient que collatéralement, qu'un fidei-commis graduel perpétuel ne peut avoir été ordonné dans d'autre vûë que pour conserver les Biens dans la Famille; qu'un tel but se forme notoirement, & peut avoir bien moins lieu à l'égard des Collatéraux qu'à l'égard des propres Descendans.

Et passant de ce susdit premier Membre de disposition, & de ce qu'on y a trouvé, à l'examen du second Membre entier, qui contient le cas d'institution du Prince

Guillaume Premier, il paroît que  
 e la part de Sa Majesté Prussien-  
 e, on s'efforce de persuader que  
 substitution, jointe à l'institu-  
 on du Prince Guillaume Premier,  
 us la susdite condition, *si sine li-*  
*ris, s'il mourroit sans enfans,* n'est  
 is une simple & unique substitu-  
 on, seulement du second Fils du  
 sdit Oncle paternel du Testateur;  
 ais une substitution graduelle,  
 ri au défaut du second Fils au-  
 it compris un autre prochain  
 éritier mâle, & au défaut d'Hé-  
 ier mâle, la plus prochaine Hé-  
 iere issuë du susdit Oncle pater-  
 el; & à ce défaut encore le plus  
 ochain Héritier issu des Grand-  
 ere & Grand'-Mere du côté ma-  
 rnel. Mais on répond à cela,  
 omme on l'a déjà avancé ci-des-  
 s, que cette totale substitution,  
 core que graduelle, n'a pour-  
 nt point été ordonnée autrement  
 'expressément sous ladite con-  
 tion, *si le Prince Guillaume Pre-*  
*ier venoit à mourir sans enfans,* &  
 dépendu entièrement de cette

condition, & au défaut de l'accomplissement de cette condition ladite substitution est par conséquent venue à s'évanouir, quoique graduelle, elle n'a été qu'une pure substitution vulgaire à l'égard des substitués successifs & particuliers: étant notoire qu'une substitution vulgaire peut être ordonnée graduellement aussi long qu'il plaît au Testateur, sans néanmoins qu'elle soit autre que vulgaire; puis qu'outre cela, il est généralement connu en Droit

*Princ. Instit. de vulg. subst. Grot. in leyd. 2. boeck, 19. deel §. met meerder le- den.*

*quod omnis substitutio etiam fidei commissoria, quæ non stat per se, dependet ab alia, ista inserviat, cum illa stet & vivat, itemque cecidit & expirat, nec latius principali pateat, quantumvis amplissima verbis concepta; c'est à-dire que toute substitution, quoi qu'elle soit fidei-commissaire qui ne subsiste par elle-même, mais dépend d'une autre, lui sert & subsiste avec elle, & qu'elle devient caduque & expire hors d'elle, quoi qu'elle soit conçue en termes très amples:*

*Sand. de probib. rer. alien. c. 5. n. 16.*



omme, (cè qui doit être appli-  
ué ici indisputablement) la pre-  
mière substitution, qui appelle le  
second Fils du susdit Oncle pater-  
nel, n'a été qu'une substitution  
conditionnelle, *si sine liberis*, de  
même toutes les autres substitu-  
tions, subordonnées à cette pre-  
mière, à son défaut, ont évidem-  
ment dépendu de cette même con-  
dition, lesquelles substitutions, au  
défaut de la même condition, ont  
expiré avec la première; & com-  
me la seconde substitution, par  
raport à la première, n'a été que  
purement vulgaire, les autres aus-  
si, par le raport qu'elles ont entre  
elles, n'ont pû être d'une seu-  
le & même nature. Et c'est à cela  
qu'est aussi conforme une autre Ju-  
risprudence connuë, qui dit qu'u-  
ne première substitution étant de-  
venue défectueuse, faute d'accom-  
plissement de la condition, les  
autres subsequentes le sont aussi  
devenueës, à moins qu'elles ne  
soient conçûës sous une autre con-  
dition; *quod caducata prima substa-*

*Peregr. d.  
tract. art.  
15. n. 29.*

*tutione ob defectum conditionis, on  
nes alia sequentes quoque expiren  
nisi sub alia conditione concepta sin*  
Conséquemment il est notoir  
qu'il s'en faut beaucoup que le  
deïcommis graduel de cette susci  
te substitution produisit un fidei  
commis perpetuel.

Mais outre cela, & en seco  
lieu, la susdite substitution vi  
gaire, fut-elle graduelle, ne fi  
non seulement rien à l'affaire ;  
contraire, si l'on considère mên  
de plus près cette substitution gr  
duelle en elle même, & qu'on r  
flechisse sur chacun de ces dégr  
en particulier, on ne découvri  
pas en aucun de tous ces degrés  
moindre fidei commis subseque  
sans parler d'un fidei commis pe  
petuel. Et l'examen qu'on fe  
en cela ne servira qu'à confirm  
cette verité qu'on ne peut nul  
part découvrir un tel fidei con  
mis ; car pour ce qui concerne  
premier degré de cette substitu  
tion conditionnelle, par laquel  
on appelle le second Fils, si le Prii

Guillaume Premier venoit à mourir sans enfans, on laisse à penser si en cas que le cas susdit fût au à exister, & que le second fût ainsi devenu Héritier, ce second Fils eut été chargé d'un fidei-commis perpetuel; cela ne put tomber dans l'imagination d'une personne, puisque la substitution suivante, au défaut du même second Fils, n'avoit à son égard été que purement vulgaire, comme il a été dit: & si à cause de l'embaras, où sans doute on se devoit trouver par là, on ne vouloit point reconnoître la substitution suivante pour vulgaire, & que contre toute évidence on voulût la contester; on donne encore à penser, si en cas que le susdit second Fils substitué fût devenu héritier, & eût laissé des enfans, en faveur de qui on auroit pû prétendre un fidei-commis perpetuel; sçavoir au profit de tels enfans propres délaissés, ou au profit des substituez suivans, c'est à dire d'un autre proche Héritier mâle du susdit Oncle

Oncle paternel. Ce n'eût pas notoirement au profit de tels fans propres, parce que manifestement ils ne sont point apellez; mis même non plus dans la condition; & ce n'eût pas été non plus au profit de quelque autre proche Héritier mâle, avec exclusion des propres enfans; parce que cela pugneroit, non-seulement à toute équité, mais aussi à tout ordre de succession fidei commissaire, spécialement aussi à l'ordre exprimé par le Testateur à l'égard du Fils aîné, par la condition, de décedoit sans enfans; en sorte que dans le cas, si le second Fils étoit devenu Héritier, & avoit laissé des enfans, il n'y auroit point eu de fidei-commis, & l'aîné n'en auroit pû prétendre. La même chose auroit aussi eu lieu de la substitution suivante d'un autre proche Héritier mâle; au cas que faute d'un second Fils, un autre proche Héritier mâle eût succédé au Prince Guillaume Premier, & eût laissé des enfans.

si de même, dans la substitution suivante d'une proche Héritière qui auroit pû laisser des en-

Après qu'on a vû ce qui regarde le susdit précédent premier membre de disposition, concernant les propres Enfans & Descendans du Prince Testateur qu'il se venoit à laisser, aussi bien que le susdit second Membre, qui concerne, au défaut d'enfans propres, les Parens collatéraux paternels; & continuant l'institution du Prince Guillaume Premier, à la conditionnelle substitution jointe, s'il mourroit sans enfans, c'est ce dont il s'agit présentement ici, on examinera à présent le susdit subseqüent troisième membre de disposition, concernant les Parens collatéraux maternels, & qui auroit eu lieu, au défaut de propres enfans & de Parens collatéraux paternels; ou, au cas que le Prince Guillaume Premier fût venu à mourir sans enfans & sans autres Parens paternels, & par le  
moyen

moyen de quoi, en ce cas auroit aussitôt & immédiatement épellez les proches Héritiers nés descendus des Grand-Père Grand'-Mère du Testateur, du côté maternel, *sans plus*, & pareillement sans addition d'aucune substitution, soit absolue ou conditionnelle, *si sine liberis*; & ce sorte que si le troisième Meur de disposition étoit venu à son effect, il n'y auroit notamment eu entre les Parens maternels aucune ombre de fideï commissaire on ne parle pas de perpetuel; conséquent aussi on n'y voit non plus que dans aucun des précédens Membres de disposition de volonté ni d'intention du Prince Testateur d'ordonner un fideï commissaire de Famille perpetuelle loin d'y apercevoir un tel fideï commissaire non seulement, mais même qui en approche; on y a une convaincante & incontestable vérité du contraire.

Et puis qu'il paroît si clairement que le Prince Testateur n'a

*touchant la Paix d'Utrecht.* 235  
vlu ordonner de fidei-commis  
perpetuel, non-seulement contre  
Enfans & Descendans du Prin-  
ce Guillaume Premier, qui ont  
entièrement été mis dans la con-  
dition; mais qu'il ne l'a pas non  
plus voulu faire même entre ses  
Enfans & Descendans propres, ni  
avec aucun de tous les degrés de ses  
autres Parens paternels qu'il a vou-  
lu substituer au Prince Guillaume  
Premier, s'il mourroit sans enfans,  
non plus qu'entre ses Parens colla-  
teraux maternels, & que l'on ne  
peut apercevoir dans aucun des  
dits Membres de disposition le  
moindre langage, la moindre mar-  
que, ni la moindre apparence d'un  
fidei-commis perpetuel de Famil-  
le; il en résulte encore plus sur-  
abondamment, que non-seulement  
ce n'est pas vrai, mais qu'il n'y a  
pas même la moindre ombre de  
vérité, que le Prince Testateur ait  
voulu ordonner un fidei-commis  
perpetuel privativement & seule-  
ment entre les Descendans du Prin-  
ce Guillaume Premier, qui no-  
toire-

toirement n'étoit qu'un de ses  
rens collatéraux paternels, &  
ce n'est point une chose à sout  
ici, puisque le Testateur n'a  
fait que d'instituer ce Prince G  
laume Premier, avec une subst  
tion conditionnelle y ajoûtée,  
voir s'il mourroit sans enfans,  
rien plus.

Etant donc ainsi démontré  
dans le Testament du Prince R  
de Châlons, il ne reside en au  
endroit, aucun fidei-commis p  
petuel, & spécialement à l'ég  
des Descendans du Prince Guill  
me Premier, dont les enfans I  
lement, qui ont été mis dan  
condition, n'ont point été ch  
gez en aucune manière; il ne  
par conséquent pas besoin de fa  
ici mention d'un côté des limi  
tions qu'ont les fidei-commis r  
me, tant dans le Droit Comm  
de ne pouvoir passer le quatriè  
dégré, que dans les Edits d'  
leans & de Moulins assez connu  
qui n'admettent que deux sub  
stitutions fidei-commissaires; ni d'  
au



re côté les dévolutions de fix  
es par où lesdits Biens, ont,  
mais ledit René de Chalons, pas-  
Sa Majesté de la Grande-Bre-  
ne; autrement il y auroit plu-  
r réflexions à faire sur lesdites  
itations.

Mais, au lieu de cela, on ne  
it, nanmoins s'empêcher de *Application*  
porter ici, par surabondance de *du Traité de*  
oit, le Traité de Partage si con- *Partage de*  
de l'An 1609, fait après la *an 1609.*  
ort du Prince Guillaume Pre-  
er, de la manière la plus solem-  
le, entre ses trois Fils *Philippe*  
*Guillaume, Maurice, & Frederic*  
*Henri*; il est dit spécialement dans  
Prémises de ce Traité, que le  
ince Philippe Guillaume, com-  
el aîné, prétendoit qu'il lui a-  
rtenoit de grandes Prérogatives,  
entre autres spécialement le fi-  
i-commis contenu, comme il  
vançoit, dans ledit Testament  
Prince René de Chalons de  
An 1544; mais que les deux au-  
es Frères, sçavoir le Prince Mau-  
ce & le Prince Frederic Henri  
le

le contestoient, soutenant que dit fidei-commis étoit fini en personne de leur défunt Seigneur Pere, & qu'il auroit fallu s'en nir au Testament Paternel, qu qu'il y eût des défauts de solennité; & dans lesquelles Prémiffes voit de plus que cette question les autres différens d'entre les trois Princes susdits, n'ont point agitez & accommodez d'une manière vague & précipitée; mais avec la dernière exactitude, & après beaucoup de tems, & en avoir mûrement délibéré avec leurs conseils respectifs, tenus à cet effet & examiné ledit Testament, autres Documens: Et ce avec secours de leurs Parens & Amis & par l'intervention de Médiateurs considérables, & de plus des Ambassadeurs des deux Couronnes France & d'Angleterre, par lequel Traité conclu, les susdits trois Princes transigèrent d'une manière solennelle de tous leurs différens, & partagerent à l'amiable Succession Paternelle, comme ce

y e

chant la Paix d'Utrecht. 239  
distinctement exprimé, &  
ne avec stipulation spéciale &  
essé, qu'ils pourroient en toute li-  
disposer & ordonner des Biens  
à eux en partage, & ainsi  
le jugeroient à propos, annul-  
toute action qu'ils pourroient  
les uns contre les autres, &  
cela encore, avec promesse  
nnelle, sur leur foi & hon-  
, qu'ils entretiendroient &  
rveroient inviolablement le  
it Contract, comme il l'a en-  
toujours été saintement entre  
ts trois Frères, sans qu'au-  
d'eux ait jamais violé en au-  
e manière sa foi & honneur à  
égard.

En sorte que quand présente-  
it aucun prétendu fidei-com-  
perpetuel, tel que le prétend  
Roi de Prusse, pourroit tom-  
dans l'esprit, ce qui, pour les  
onsusdites, ne se peut nulle-  
at, ledit solennel Traité de  
tage feroit tout évanouir, sur-  
et, puisque le Prince Frederic  
hri a été un des transigeans,  
&

& qu'il a lui-même contesté fidei-commis que prétendoit Prince Phillippe Guillaume, vertu de ses prétendues prérogatives, & a soutenu qu'il avoit fin en la personne de son défunt Père, conformément à quoi le dit prétendu fidei-commis n'a point eu d'effect, puisque cela a été terminé par cette expresse stipulation, *que chacun pourroit, à son plaisir, & en toute liberté, disposer & ordonner du sien.* Et c'est le Traité de Partage & propre transaction du Prince Frederic Henri, qui doit présentement obliger Sa Majesté Prussienne, comme Représentant & Héritier universel *ex fidei-commisso*, du même Prince Frederic Henri, Sa Majesté étant tenue indispensablement de ses faits, comme Héritier.

Suivant cela, il paroît clairement, que la prétension de Sa Majesté, pour autant qu'elle est fondée sur le prétendu imaginaire fidei-commis perpétuel, qu'il

ouchant la Paix d'Utrecht. 341  
che de tirer du Testament du  
Prince René de Chalons, est  
constituée de tout fondement; &  
qu'on réfléchisse sur le même  
Testament, ou particulièrement  
le susdit Traité de Parta-  
de l'An 1609., il ne se peut  
on ne soit surpris de voir qu'il  
pût venir en pensée à Sa dite  
Majesté Prussienne de prétendre  
tel fidei-commis qui n'a ja-  
is eu son être, & qui quand  
auroit subsisté, auroit été  
éanti & amorti par la tran-  
sition solennelle, indisputa-  
ment obligatoire pour Sadi-  
Majesté le Roy de Prus-

Etant donc certain, comme il  
est incontestablement, sçavoir  
pour les deux raisons susmen-  
nées, dont chacune est &  
principale & peremptoire, on ne  
peut du Testament du Prince Re-  
né de Chalons tirer aucun fidei-  
commis en faveur du Roi de Prus-  
& l'ordre demandant que l'on  
se à présent au prétendu Testa-  
ment.

*Refutation  
de la préten-  
sion de Sa  
Majesté  
Prussienne, à  
l'égard du  
prétendu Te-  
stament du  
Prince Guil-  
laume Pre-  
mier.*

m. III.

L

ment

ment du Prince Gullaume Premier, en datte du 11. Août 1557 & qu'on voye s'il s'y peut trouver un tel fidei-commis que celui le quel Sa Majesté Prussienne fo de sa susdite prétension, il faut encore, outre ce qui, à cet égard a été remarqué du Partage solennel susdit de l'An 1609. faire mention que l'Ecrit qu'on veut faire passer pour un Testament susdit Prince, en contient un c ledit Princee auroit passé dans dite Année 1554., & par conséquent environ trente ans avant la mort du Prince, mais qui en l'année 1557. fût par lui ouvert, & mais depuis rendu solennel; par conséquent il fut dès lors entièrement annullé, sans jamais être revenu depuis en vigueur, ce se justifie par ledit Ecrit même que de plus ledit Prince a non-seulement vécu plusieurs années puis, mais que pendant tout ce tems, il est arrivé à son âge beaucoup de changemens, sçavoir qu'en ladite année 1554. ayant

*Seuſm Bra-*  
*ſant decif.*

13.

ma

*ouchant la Paix d'Utrecht.* 243  
arié à la susdite Dame Anne  
Egmont, il n'eut d'abord point  
autres enfans d'elle qu'une seule  
le; mais que depuis il eut en-  
core d'elle son susdit Fils aîné le  
Prince Guillaume Premier, &  
après la mort d'elle Dame Anne  
Egmond, ayant eu successive-  
ment trois autres femmes, & d'el-  
plusieurs autres enfans, il eut  
elles ses deux autres Fils, dont  
l'un fut le Prince Maurice, &  
l'autre le Prince Frederic Henri,  
que même pendant le susdit laps  
de tems, & les changemens arri-  
vés de son vivant, ledit Prince fut  
à la verité, porté à prépa-  
rer une toute autre disposition  
testamentaire, qui étant entière-  
ment prête, auroit effectivement  
passée sans l'assassinat inopiné  
qui arriva de sa personne: & com-  
me il y a des preuves légales de  
cette verité, on pourroit les mon-  
trer présentement; en sorte que  
si étant considéré, on doit d'au-  
tant moins reputer pour Testa-  
ment valide la susdite prétendue

disposition qui avoit été passé trente ans auparavant, que peu de tems après, elle fut renduë invalide par le Prince Testateur même car encore que cette disposition postérieure, ainsi préparée, soit à cause de ce triste accident, restée imparfaite, faute de solennité, en paroît néanmoins abondamment, qu'il s'en faut beaucoup que le susdit Prince auroit voulu confirmer par sa mort ce Testament, qui si long-tems auparavant avoit été annullé.

Outre qu'il faut ajoûter à cela que dans le contenu du prétendu premier Testament du Prince Guillaume Premier, il n'y est rien d'autre chose, sinon seulement, que le Prince Testateur y instituë pour son Héritier son Fils aîné qui pourroit venir à laisser, laissant ses plus jeunes enfans Fils & Filles un ou plusieurs, seulement cent mille livres de rente annuelle; s'il ne venoit à laisser que des Filles que sa Fille aînée seroit de la même manière héritière; & ne laissant

po



*tuchant la Paix d'Utrecht* 245  
oint d'Héritiers légitimes, qu'a-  
rs son Frere, Fils aîné de son  
ère Guillaume, seroit Héritier  
iversel ; sans qu'il y soit fait men-  
on d'aucun fideï-commis , à la  
arge de son Fils, de sa Fille, ou  
ère ; par le moyen de quoi aussi  
n'en peut tirer aucune indu-  
on pour quelque fideï-commis  
e ce soit.

Et de plus, quand on pourroit  
jecter quelque chose contre ce  
dit anéantissement, aussi bien  
à l'égard du contenu du pré-  
ndu Testament de l'An 1554.,  
e non, le tout seroit rendu vain  
moyen du Traité de Partage &  
ansfaction de l'An 1609. dont on  
ait ici mention, puisque lesdits  
ois Fils de ce Prince se sont ac-  
rdez, & ont transigé en la ma-  
ère susdite de tous leurs diffé-  
ns sur la foi & honneur de Prin-  
s, tant au sujet de la succession de  
ur Père, que de celle de René  
Châlons, avec spécification &  
ention expresse de ladite impar-  
ite disposition postérieure, à la-

L 3                      quelle

quelle le Prince Maurice & Prince Frederic Henri soutenoit qu'il falloit plutôt se tenir, qu'elle manquât de solemnité qu'au prétendu fidei-commis René de Châlons, qui étoit été avec la personne de leur Père; n de laquelle imparfaite disposition paternelle, on a là évidemment desisté.

*Réfutation  
de la prétention de Sa  
Majesté, par  
rapport au  
Testament  
de Frederic  
Henri.*

Et passant enfin au Testament du Prince Frederic Henri, en date du 30. Janvier 1664., & au fidei-commis que Sa Majesté Piétiennne en prétend tirer, on ne contestera pas la validité de ce Testament, non plus que le fidei-commis graduel & perpetuel qui y est contenu; mais on dira pour défense peremptoire, que la Principauté d'Orange & les autres Biens ruez sous la Domination de France, ne regardent & ne touchent pas le Testament & la disposition fidei-commissaire du Prince; & que quand lesdits Biens auroient dépendu de la disposition Testamentaire de ce Prince,

on , cela n'auroit néanmoins point de lieu à cet égard.

Pour faire voir que lesdits Biens étoient pas tous à la disposition ; dépendans du susdit Prince Frédéric Henri, il faut faire attention à ce qui est dit clairement dans le dit Traité de Partage de l'An 1609 , sçavoir que ces Biens ne sont pas échus audit Prince Frédéric Henri, qui étoit le plus jeune des trois Frères , mais au Prince Philippe Guillaume , comme l'a été. Qu'à l'égard de la succession audit Prince Philippe Guillaume, qui a été incontestablement le légitime possesseur & propriétaire desdits Biens, en vertu dudit Traité de Partage , & qui ainsi les a possédés en pleine liberté, elle peut être représentée ou comme pour cause de Testament , ou comme ab intestat , ainsi que l'un se prétend par le Prince de Nassau Siegen , & l'autre par le Comte de Solre ; qui suivant le contenu de ce , sur quoi le Prince de Nassau-Siegen fonde sa Cause , en vertu

d'un Testament, lesdits Biens auroient été assujettis par ledit Prince Philippe Guillaume à un fidei-commis graduel, & en vertu de ce fidei-commis le Prince Frederic Henri, non plus que le Prince Maurice son aîné, n'ont point eu moindre Droit de disposer desdits Biens; mais que par le moyen de ce fidei-commis les susdits Biens après la mort de Frederic Henri auroient dû échoir à son Fils, Prince Guillaume Second, & lui au Prince Guillaume III. Roi de la Grande-Bretagne, & qu'alloi-  
 suivant les Edits d'Orléans & de Moulins, lesdits Biens auroient été déchargés & exempts en la personne de Sa dite Majesté, de tout fidei-commis; en sorte que le Roi de Prusse ne peut point s'imaginer avoir aucun Droit à ces Biens, & en vertu du Testament du Prince Philippe Guillaume, comme on en est en effet bien convaincu: que par l'ab intestat dudit Prince Philippe Guillaume, sur lequel le Comte de Solre se fonde, l'au-  
 fu

sdits Biens seroient echeus au Prince Maurice; comme son Frère né, de même qu'ils étoient echeus auparavant du Prince Guillaume Premier, suivant le susdit Traité de Partage de l'An 1609. Le Prince Philippe Guillaume, comme Fils aîné; & par la mort du Prince Maurice, ils seroient venus au Prince Frederic Henri, mais non autrement que chargez du fidei-commis ordonné sur lesdits Biens par le même Prince Maurice, & en vertu de quoi ledit Prince Frederic Henri n'a non plus eu le Droit ni la faculté d'en disposer, qu'en vertu du susdit fidei-commis du Prince Philippe Guillaume, si l'on suppose la raison du Testament par rapport à ce Prince: Et lequel fidei-commis du Prince Maurice se seroit étendu suivant les termes mêmes, qui sont très-clairs, & même suivant les Edits ci-dessus alleguez, non seulement à feu Sa Majesté Britannique, mais même, après sa mort, au Prince Jean Guillaume Frison,

L 5      com-

comme le seul Descendant mâle du Comte Ernest Casimir; en sorte qu'en tout cas, & de quelque manière que cette succession du Prince Philippe Guillaume prenne, soit à testat ou ab intestat, il est en tout sens constant & sûr que lesdits Biens ne dépendent d'aucun Testament ou disposition fidei-commissaire du susdit Prince Frederic Henri; la chose étant claire en Droit, que personne n'a le droit de disposer de Biens, qu'il possède lui-même qu'avec la charge de Fidei-commis.

*Pereg. de  
fideic. att. 6.  
n. 7. &  
seqq. alii.  
que ibi ci-  
tati.*

Ce qu'allegue le Roi de Prusse contre cela, & pour soutenir le susdit Fidei-commis du Prince Frederic Henri à l'égard desdits Biens, consiste en ceci; Que néanmoins ledit Prince auroit disposé aussi desdits Biens par son Testament, & que l'ayant effectivement fait, son Héritier & ensuite les Héritiers de cet Héritier seroient par la prise de possession de l'Héritage, obligés de le respecter, de s'y soumettre.

Pour solution de quoi l'on dira  
 peu de mots, premièrement,  
 le manifestement ledit Prince  
 a pas disposé nommément & ex-  
 pressément desdits Biens; & que  
 l'on veu dire qu'il l'auroit fait du  
 moins implicitement, sous le nom  
 vague & général de Biens, on ré-  
 pondra qu'on ne peut pas, selon le  
 droit, rien présumer de la volon-  
 té d'un Testateur, à moins qu'il  
 se soit exprimé clairement, pas-  
 même généralement ou dans la  
 teneur, & encore moins particulié-  
 ment dans cette rencontre, pour  
 plusieurs raisons qui y repugnent,  
 & qui étant déjà ici alleguées,  
 ont pas besoin d'être ici repe-  
 tes: Et en second lieu, que quand  
 même ledit Prince en auroit eu la  
 volonté, & l'auroit exprimé clai-  
 rement; ice qui n'est pas, il n'en  
 auroit, selon le Droit, pas eu la  
 faculté ni le pouvoir, c'est-à-dire,  
 de préjudicier à cet égard à son  
 Héritier; & de l'obliger même en  
 prenant possession de l'Héritage;  
 ainsi que cela a été confirmé autre-

*Mant. de  
 conj. ult. vol.  
 lib. 4. tit 4.  
 n. 13. & ass.  
 ibi alleg.*

*§. 1. Instit.  
 de sing. reb.  
 per sed. vel.  
 l. 114. §. 3.  
 de leg. 1. l.  
 1. l. 70. §.  
 2. de leg. 2.  
 l. 1. §. 17.  
 ff. ad Tre-  
 bell.*

fois par plusieurs autoritez & raisons Juridiques, qu'il n'est pas besoin de repeter ici.

Outre cela, quand on fait réflexion à ce qui auroit eu lieu, même quand les susdits Biens auroient été contenus dans le Testament & disposition fidei-commisnaire du Prince Frederic Henri, que nous ne trouvera encore que lesdits Papiers seroient incontestablement fondez à prétendre de la succession dudit Prince Frederic Henri, premièrement la restitution des immenses dettes que ce Prince laissa sa charge, & qui ont été remboursées & payées par Sa Majesté Britannique, ou par le Prince Guillaume Second son Père; En second lieu, la restitution de tous les frais funéraires dudit Prince Frederic Henri, qui étoient aussi très-considérables; En troisième lieu, la légitime & Trebellianique Portion du Prince Guillaume Second qui étoit le Fils unique du susdit Prince Frederic Henri, & Père de Sa Majesté Britannique, & à ra-



En de ce, la juste moitié de tout  
que le Prince Testateur a dé-  
légué ; En quatrième lieu , la re-  
stitution de l'autre moitié des Legs  
faits par le Prince Testateur à ses  
quatre Filles , montante à la Som-  
me de sept cens mille livres , &  
payées comme dessus ; En cinquié-  
me lieu , la restitution des Dotes  
dont lesdites Filles ont joui , qui se  
montent aussi à des Sommes ex-  
cessives ; En sixième lieu , la re-  
stitution de ce qui a été payé à la  
Princesse Amelie , pour son Dou-  
aire , qui se montoit annuellement  
à la somme de trente-neuf mille  
livres , depuis l'année 1647. jus-  
qu'en l'année 1674. , qui font 27.  
ans ; Et en septième lieu , la re-  
stitution de très-importantes dé-  
penses pour l'amélioration des  
terres , & autres semblables ser-  
vices.

Etant par celà même incontes-  
table , que quand même les sus-  
dits Biens auroient été compris  
dans le Testament du susdit Prince  
Ferdinand Henri , & qu'en vertu

d'icelui, le Roi de Prusse auro quelque Droit de fidei commis que non, pour les raisons ci-dessus par la distraction de ladite légitime Trebellianique Portion, la prétension de Sa Majesté ne pour regarder qu'une moiitié, mais qu de plus certe moiitié de Sa Majesté autoit incontestablement été e

*L. 36. ff. ad  
Trebell. Pe.  
regr. d.  
tract. art.  
50. n. 55.*

core sujette au Droit de *retentio*, profit des susdits Pupiles, jusqu'à ce qu'à raison de toutes les dettes & charges immenses payées acquittées, la restitution & le dommage leur en eût fait.

Ainsi on a fait voir brièvement que la prétension fidei-commissaire de Sa Majesté, qu'on tâche tirer, à l'égard du Testament Prince-Frédéric-Henri, est au destituée de fondement, que autres qu'on s'efforce de fonder le Testament du Prince René Châlons & du Prince Guillaume Premier.

De sorte que puis qu'on peut voir présentement combien se

égitimes & incompatibles avec  
quité & la justice, les manières  
le procédé dont on use de la part  
Sa Majesté le Roi de Prusse, à  
gard des Biens dont il est que-  
on, pour, s'il étoit possible,  
obtenir par un Traité de Paix,  
mme on l'a plus précisément  
t remarquer; mais que de plus  
ute prétension de Sa Majesté,  
ur laquelle on se donne tant d'il-  
gitimes & irreguliers mouve-  
ens, n'a pas même la moindre  
mbre de fondement, on ne peut  
tendre autre chose de toute les  
uissances qui sont intéressées dans  
dit Traité de Paix, & des Pléni-  
otentiaires qui y sont députez,  
non qu'ils seront persuadez &  
onvaincus de l'injustice notoire  
e Sa Majesté Prussienne désire  
on commette en cela, & par  
on conséquent que bien loin d'incli-  
er à seconder les injustes desirs de  
adite Majesté, ils seront au con-  
aire tout-à fait portez, suivant  
équité & la justice; que comme  
suits Biens, dont feu Sa Majesté  
Bri-

Britannique a été le possesseur  
gitime , lui sont retournez ci-  
vant en pareilles occasions , co-  
me celle-ci , tant par la Paix  
Nimegue , que par celle de R-  
wick , & qu'Elle en a ensuite jo-  
paifiblement , ils les feront au-  
retourner à la Succession de Sa  
Majesté Britannique , sans pré-  
dice de toutes actions & préter-  
ons que Sa Majesté Prussienne  
autres pourroient penser d'av-  
sur lesdits Biens, ou partie d'ice-  
puisque c'est le moyen de preve-  
toute injustice , de laisser des  
piles , si dignes de commiserati-  
dans leur Droit , aussi-bien que  
Majesté Prussienne , ou quelq-  
autres que ce puisse être , dans  
lui qu'ils penseroient avoir , &  
ne donner aucun sujet ou raison  
plainte à personne.

*Mémoire pour Monsieur le Marquis de Mailly & de Nesle, sur la Principauté d'Orange, & les autres biens de la Maison de Châlon.*

I Monsieur le Marquis de Mailly & de Nesle pouvoit se promettre, que Messieurs les Plénipotentiaires assemblez au Congrès d'Utrecht, voulussent bien se donner la peine d'examiner les droits des prétendans à la Principauté d'Orange, & aux autres biens de la Maison de Châlon ; luy seroit très-facile de prouver que personne n'a un droit mieux établi, & plus contestable que le sien sur la dite Principauté & les autres biens ; puisqu'il est le seul Héritier de cette Maison, comme il est prouvé dans l'instance qui est encore pendante au conseil du Roy, entre les Héritiers de feu S. A. S. Monsieur le Prince de Conti & ledit Sr. Marquis de Nesle, & l'affaire avoit été portée par Guillaume Premier de Nassau ; mais comme par les Traitez de Paix qui ont été faits, depuis la mort de René de Nassau, tué au siege de saint Dizier sans postérité, il paroît qu'on n'y a jamais entendu les parties intéressées, Mr. le Marquis de Mailly se contente

tente dans celui-cy de demander la continuation des procédures commencées Guillaume de Nassau en 1559, en qualité d'Héritier de René de Nassau. S. A. de Brandenbourg, & tous autres prétendants à la succession de Guillaume III. dernier Roi d'Angleterre, ne peuvent s'empêcher de suivre cette procédure, ou de renoncer à la qualité d'Héritiers de la maison de Nassau. La seule exposition du fait, décide la Question de Droit; & établit incontestablement les biens de la maison de Châlon dans les descendans de cette Maison, à l'exclusion des étrangers.

En 1530. Philbert de Châlon fût tué au siège de Florence, sans postérité. Comme il étoit le dernier de la branche Masculine, Claude de Châlon épouse d'Henri de Nassau, fût substituée à tous les biens de la Maison de Châlon, suivant la disposition du Testament de Marie Desbaux, qui appela les Filles au défaut des mâles perpétuellement, & graduellement.

René de Nassau a joui de la Principauté d'Orange jusqu'à sa mort, qui arriva au siège de S. Dizier, où il fût tué sans postérité. Il avoit fait, peu de temps auparavant, un Testament en faveur de son

1 Guillaume de Nassau étranger à la Maison de Châlon, & c'est ce Testament qui fait Titre primordial des Héritiers de Guillaume III. dernier Roi d'Angleterre.

La première occasion, où Guillaume de Nassau, a fait usage de son Testament, est le Traité de Château Cambresis, où se trouvant second Plénipotentiaire de Philippe II. Roi d'Espagne, il fit inserer, sans autre appellation, & par son credit, un Article dans le dit Traité, qui porte que la Principauté d'Orange luy seroit restituée en vertu du Testament de René de Nassau, Héritier de la Maison de Châlon, pour en jouir ainsi qu'il faisoit & pouvoit faire avant l'ouverture des guerres.

Cette piece ne luy parut pas suffisante pour de plein droit, se mettre en possession de la Principauté d'Orange. Pour autoriser son prétendu Titre, il eût recours à François II. Roi de France, à qui il demanda que les Procès commencés, en différens Tribunaux pour raison des biens de la Maison de Châlon, fussent évoqués à la Personne de sa Majesté & cependant qu'il fût envoyé en possession suivant le dit Traité de Château Cambresis.

François II, luy accorda des lettres patentes.

tentes, conformes à sa demande, à con-  
tion, néantmoins, qu'il feroit juger, de  
six semaines, toutes les contestations: Gu-  
illaume de Nassau fit signifier ces lettres  
Louis de Sainte Maure, qu'il reconnut par  
seul Héritier de la Maison de Châlon, par  
qu'elles ne furent signifiées qu'à luy. Mais  
le Marquis de Mailly & de Nesle est à  
droits de Louis de Sainte Maure, comme  
il la prouvé au procès par sa Généalogie  
Les autres Traitez qui ont été faits depuis  
ce temps là, contiennent un semblable Ar-  
ticle; mais celui de Ryswick explique plus  
clairement la chose, dans le Treizième,  
l'on convient du rétablissement du Roy  
de la Grande-Bretagne dans la Principauté  
d'Orange, de la même manière & aux mê-  
mes conditions qu'il en jouissoit avant que  
les guerres l'en eussent dépossédé & pour  
Juger si la possession étoit juste ou non  
l'Article finit par ces mots, & pour d'a-  
vant plus prévenir & terminer sans retour  
toutes les difficultés, troubles, prétentions  
& procès, ne & à Naître à l'occasion de  
dits biens, lesdits Seigneurs Rois, savoir  
Louis XIV. & Guillaume III, nommeront  
des commissaires de part & d'autre, qui  
leur donneront pouvoir de décider & ar-  
cor



commoder entièrement, lesdits differents.  
Article du Traité de Ryswick en  
1713, quoi que clair & précis, n'a pas été  
exécuté que les précédens, par ce  
la guerre a recommencé, dans le mê-  
temps que Guillaume III. est mort.

En quelque qualité que se présente au  
Congrès d'Utrecht, S. A. E. de Branden-  
bourg & tous autres prétendans aux biens  
de la Maison de Châlon, ils ne le peuvent  
prouver, qu'en deux manières, où comme  
descendans de ladite Maison de Châlon, ou  
comme subrogez Héritiers.

Comme descendans de la Maison de  
Châlon, ils ne le peuvent prouver, & ce n'est  
que la qualité qu'ils prennent; ce n'est donc  
que comme subrogez Héritiers.

En cette Qualité ils sont tenus à deux  
choses; la première de poursuivre les proce-  
des commencées, au conseil du Roi, par  
Guillaume de Nassau premier du Nom,  
dont Guillaume III. se disoit Héritier &  
conséquent tenu de ses faits.

La 2. d'exécuter le Traité de Ryswick  
comme se disant Héritiers de Guillaume  
III. avec lequel cet Article a été con-  
venu.

Mr. le Marquis de Mailly & de Nesle  
ne

ne se présente aujourd d'huy au Congr d'Utrecht que pour demander la continuation des procédures commencées par Guillaume de Nassau en 1559 au conseil du Roi ou l'exécution du Traité de Ryswick se reservant à faire connoître que, de quelque manière, que l'on considère la Principauté d'Orange, soit comme une Souveraineté, soit comme un bien substitué, elle n'a pû sortir de la Maison de Châlon.

Comme Souveraineté elle ne peut ny être vendûë, ny être donnée.

Comme un bien substitué, elle n'a pû sortir de la Maison de Châlon, puisque le Testament de Marie Desbaux du 22. Mai 1416. établit une substitution perpetuelle & graduelle dans la Maison de Châlon tant dans la branche masculine que dans la branche féminine & par conséquent René de Nassau & tous autres n'ont pû changer la disposition du Testament de Marie Desbaux; qui a eû son exécution jusqu'à René de Nassau qui de son autorité a transporté les biens de la Maison de Châlon dans une Maison étrangère.

Le fait est incontestable & il en résulte que Mr. le Marquis de Nesle est le seul qui ait droit aux biens de la Maison de Châlon

qu'il en est le seul Héritier comme descendant de Marie Desbaux & il espere de justice de leurs Excellences assemblées au Congrès d'Utrecht, ou qu'Elles nommeront des Commissaires, comme il est réglé par le Traité de Ryswick, ou qu'Elles délaisseront les parties à continuer au conseil du Roy les procédures commencées par Guillaume de Nassau premier duc d'Orange en 1559.

*Mémoire concernant les demandes de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince d'Orange & de Nassau Siegen, présentées à leurs Excellences les Seigneurs Ambassadeurs Plénipotentiaires des Puissances Alliées, de France, & Princes Neutres assemblés au Congrès d'Utrecht pour une Paix Générale.*

Comme il s'agit présentement, de prendre la paix à l'Europe, en restaurant l'Union entre les Puissances qui sont en guerre, & que les Conférences se renouvellent, pour conduire ce grand ouvrage à une fin désirée, & restituer un chacun dans ses biens.

Son Altesse Sérénissime étant indispen-  
sa-

fablement obligée à soutenir les intérêts de la Maison de Nassau, & les siens en particulier comme premier substitué chef, Aîné de la Maison sur le fondement incontestable des traités de Paix, & des particuliers faits dans sa Maison.

Le soussigné Conseiller intime & Délégué de Son Altesse Sérénissime ensuite son plein pouvoir demande en premier lieu en son nom, que la France restitue à Son Altesse Sérénissime par le traité de Paix futur, la principauté & Ville d'Orange avec tous ses droits, appartenances, prerogatives, prééminences & supériorités avec les fruits & revenus perçus depuis sa saisie en fait par Sa Majesté le Roi Très-Chrétien à cause de la présente guerre en qualité de Successeur légitime de la Maison de Chalon-Orange incorporée dans celle de Nassau, & que par conséquent Son Altesse Sérénissime soit reconnue pour Prince Souverain, naturel, & légitime de la Ville & Principauté d'Orange, ôtant toutes main-mises & empêchemens, cessant & annullant toutes procédures, exploits de justice & arrêts donnés au contraire sur le pied des précédens traités de Paix ci-joints.

En second lieu Son Altesse Sérénissime mande d'être restitué en vertu des mêmes droits successifs confirmés par les traités de Paix dans la Maison de Nassau, en tous les biens, terres, & Seigneuries situés en France, Franche-Comté, Dauphiné, & autres pays dépendans de la domination de la France, & aussi dans tous droits, noms, & actions, privilèges, honneurs, & prérogatives au même état, en la même manière, dont les Prédécesseurs Princes d'Orange de la Maison de Nassau & de Nassau en ont toujours joui, dû jouir, auxquels Princes Son Altesse Sérénissime succede, avec tous les fruits, revenus perçus depuis le saisissement à cause de la présente guerre, le tout sur le pied des précédens traités de Paix depuis celui de Madrid de l'An 1525. jusques au dernier conclu à Ryswick en l'An 1697. & selon la déclaration de Sa Majesté Très-Chrétienne du 30. de May 1698. par lesquels traités de Paix la Principauté d'Orange & tous les autres biens, noms, droits, & Actions ont été rendus à la Maison de Nassau, comme à Elle appartenans, & confirmés & réservés au plus proche représentant mâle de la ligne aînée.

*Tom. III.* M *ma-*

masculine, comme il a été observé jusqu'au dernier possesseur le Roi de la Grande-Bretagne de Glorieuse Mémoire, duquel Son Altesse Sérénissime est le plus proche Agnat, & qui n'avoit succédé aussi bien que ses prédécesseurs, qu'en vertu des mêmes Testaments.

Son Altesse Sérénissime demande en troisième lieu la Principauté de Neufchâtel & Comté de Valengin avec tous les droits appartenances, & dépendances, comme étant des biens Fiefs de la Maison de Châlon, incorporée dans celle de Nassau, d'autant plus, que c'est sur le pied d'un bien de Châlon, que les Etats du pais par une déclaration erronée, ont donné leur prétendue déclaration; sur quoi l'on a solennellement protesté.

Ces demandes ne peuvent être plus authentiques, ni mieux convenir aux termes & dispositions expresses de tant de traités de Paix si solennels, afin que Son Altesse Sérénissime comme chef & Prince Agnat de la Maison de Nassau & premier substitué, & le plus proche Agnat du Roi Guillaume troisième de Glorieuse Mémoire, réintégré, & laissé dans l'entière & paisible jouissance de la Principauté & d'Oran

Orange, & de tous ses autres biens, qui  
sont sous la domination de la France, &  
lui appartiennent, c'est ce qu'on a lieu  
d'espérer dans un tems, où il s'agit (sans  
autre reflexion) de rendre à un chacun ce  
qui lui appartient.

**DN. FR. DE YSENDOREN.**

---

dispositions suffisantes pour la Maison de Nas-  
sau au sujet de la Principauté & Souve-  
raineté d'Orange, à sçavoir les Traités  
de Paix.

*Traité du Traité de Paix fait en la Ville de  
Madrid le 14. Janvier 1525. entre Charles  
V. Empereur & François I. Roi de France.*

*Article. 37.*

Item, que Messire Philibert de Châlon  
Prince d'Orange outre sa Liberation,  
dont dessus est fait mention, soit restitué  
réintégré en faveur & contemplation de  
l'Empereur, en sa Principauté d'Orange,  
et en jouir en telle autorité, & pré-  
sence, en tels droits, & tout ainsi,  
qu'il lui même en a joui & possédé depuis  
le décès de feu Monsieur le Prince d'Oran-

ge son Père jusques à l'empêchement y n  
par ledit Seigneur Roi Très-Chrétie  
avant que ledit Seigneur Prince vint  
service de l'Empereur: aussi seront re  
duës & restituées audit Seigneur Prince,  
Terres & Seigneuries de Dompierre, T  
clus, Montbrisson, & la Perrière de N  
bosan situées en Dauphiné, ainsi qu'il  
tenoit & possédoit avant la guerre.

quant aux Terres & Revenus de Succ  
& Touffon situées & assises en la Duc  
de Bretagne, il en sera remis en tel ét  
qu'il étoit au commencement de ce  
guerre, & lui soient réservées & restit  
toutes ses actions & droits, & même  
cinquante mille Ecus, qu'il prétend  
lesdites Terres & Lettres, qu'il dit  
avoir à son profit, pour poursuivre  
dits droits & actions en justice, laqu  
lui sera faite & administrée sommairem  
& de plain, les titres & droits veus  
lui soit encore restitué ce qu'il te  
avant la guerre, de la Comté Ponthie  
à sçavoir Lambale, Moncontour,  
Ports & Havres de Crenon & Encren  
& autres Terres & Droits en dépend  
ainsi qu'il les possédoit avant la gue  
& pareillement que ledit Seigneur



se payer audit Seigneur Prince tout ce qu'il montre être dû à feu Monsieur le Prince son Père, & successivement à lui, tant par les Lettres dudit feu Roi Louis XII. que par la feuë Reine Anne de Bretagne sa Compagne.

*Extrait du Traité de Paix entre Charles V. Empereur, & François I. Roi de France, fait à Cambrai le 3. Août. 1529.*

*Article 38.*

Item que ledit Seigneur Roi Très-Chrétien a levé & leve par ce dit Traité main-mise & tout autre empêchement de sa part, fait & mis aux Principauté d'Orange, & Souveraineté d'icelle, au profit de Messire Philibert de Châlon Prince de ladite Principauté, Viceroy de Naples, pour en jouir & user ensemble des prééminences, supériorité & Souveraineté par lui prétendues, ainsi qu'il faisoit auparavant lesdites main-mises & empêchements, nonobstant iceux & quelconques sentences & autres exploicts & actes de justice faits à ce contraires, lesquels demeurent nuls & de nulle valeur, & tels se déclarent par ce présent Traité, & n'en-

tend toutefois ledit Seigneur Roi par moyen d'icelui article attribuer au Prince d'Orange autre droit, que celui qu'il avoit au tems de ladite main-mise faite en ladite *Souveraineté*, auquel dit ledit Prince demeure, & quant aux autres affaires dudit Messire Philibert de Châlon dont mention est faite audit Traité de Madrid, ils seront dressés, fournis & accomplis selon qu'audit Traité est dit & déclaré.

*Extrait du Traité entre Charles V. Empereur  
& François I. Roi de France, fait à Crespi  
le 18. Septembre. 1544.*

*Article. 253.*

**C**ONcernant le Prince & la Principauté d'Orange arrêté entre Charles Empereur, & François I. Roi de France audit Traité de Crespi. Premièrement le Roi Très Chrétien a levé par ce dit Traité la main mise & tout autre empêchement fait & mis aux Principauté d'Orange, Souveraineté d'icelle au profit de l'héritier universel institué par le Testament de Messire René de Châlon Prince d'Orange, héritier immédiat de feu Prince Philibert, pour en jouir & user ensembles.

éminences, superiorités & Souveraineté par lui prétendues, ainsi que ledit Prince Philibert faisoit auparavant lesdites main-mises & empêchemens, nonobstant ceux & quelconques Sentences & autres exploits, & actes de Justice faits au contraire, lesquels demeurent nuls & de nul valeur, & tels se déclarent par le présent Traité, & n'entend toutefois ledit Roi par moyen d'icelui Article attribuer audit Héritier autre droit, que celui que ledit Sieur Philibert avoit au temps de ladite main-mise faite en ladite Souveraineté, auquel droit ledit Héritier demeurera: & quant aux autres affaires dudit Héritier, concernant les prétensions de la Maison de Châlon, seront dressés, formés & accomplis selon & en suivant les Traitez susdits passez entre lesdites Majestés ainsi que dessus.

*Extrait du Traité particulier ensuite du Traité général entre le Roi Henri II. Roi de France, & Philippe II. Roi d'Espagne. A Chateau Cambresis le. 3. d'Avril. 1559.*

**P**remièrement que Messire Guillaume de Nassau Prince d'Orange &c. Héritier

tier universel institué par le Testament  
feu Messire René de Châlon en son viva  
Prince d'Orange &c. Héritier imméd  
de feu Philibert de Châlon sera rem  
restitué & réintégré en la réelle & co  
porelle possession & jouissance de lad  
Principauté d'Orange, Souveraineté & dern  
ressort d'icelle, ses Membres & Dépe  
dances, Fruits, Revenus, Profits, Em  
lumens & Appartenances quelconque  
pour d'iceux jouir user pleinement & pa  
blement, tout ainsi qu'il faisoit ou pouvo  
faire devant l'ouverture des dernieres gue  
res commencées l'an 1551., tant en ve  
tu des précédens Traités, que des Lettre  
de main levée & réintegrantes à lui octro  
yées par le feu Roi François, de bon  
mémoire, le 21. de Février 1546. po  
l'exécution desquelles, en ce qui reste  
executer, & pour lever & ôter tout aut  
empêchement, fait & donné audit Sie  
Prince en la jouissance de ladite Souvera  
neté, & choses susdites lui seront promp  
tement octroyées par le Roi Très-Chri  
tien, Lettres de main-levée & Réinte  
grantes conformément aux susdites Lettre  
de Réintegrante du 21. de Février 1546.  
& toutes autres Provisions requises & né  
cel

affaires, ôtant toutes main-mises & empêchemens, cassant & annullant toutes procédures, exploits de Justice, & Arrêts donnés depuis l'ouverture desdites dernières, qu'autres précédentes guerres au préjudice dudit Seigneur Prince, ou ses prédécesseurs, & sera fait défense à la Cour & Parlement de Grenoble, & toutes Cours & Juges de ne rien attenter au préjudice desdits droits de Souveraineté comme dit est, & ce que ja auroit été lésé, sera réparé, & remis en son premier état.

Item, sera ledit Prince d'Orange remis, restitué, & réintégré en la jouissance paisible des Terres & Seigneuries d'Orpiere, Perclus, Montbrisson, Curnier, la Perce, Novesan, & autres Lieux appartenants au Pais de Dauphiné : Cuiseaux, Varennes, Beaurepair, Affisses & Vicomtés d'Auvers, ressort de St. Laurens, maison, vignes, & chevance de Dijon, leurs appartenances & dépendances, pour d'iceux jouir pleinement & paisiblement tout ainsi qu'il faisoit, ou ses prédécesseurs faisoient, auparavant lesdites guerres, le tout nonobstant les saisies & occupations faites es choses susdites à son préjudice, & non-

obstant les Procédures, Sentences, & Arrêts donnés au contraire durant les dernières & précédentes guerres, lesquels son & demeureront cassés, révoqués & annulés, & lui remis en tel état qu'il étoit au paravant.

Sera pareillement remis en tous les autres droits, noms, raisons, actions &c. qu'il avoit devant ladite guerre, tant pour le regard des Sommes des deniers, que de la Maison d'Estampes & autres choses par lui prétendues, sur lesquelles lui sera fait & administré la meilleure & plus briève raison & justice, que faire se pourra sommairement & de plein.

Et touchant les actions, que ledit Seigneur Prince a contre autres particuliers de l'obéissance dudit Seigneur Roi Très Chrétien, Sa Majesté ordonnera à tous Juges de son Royaume, d'administrer audit Seigneur Prince aussi prompte & bonne justice, qu'à ses propres Sujets, & singulièrement touchant le Procès de la Comté de Tonnerre, la Comté Charny, & d'icelui qui pend au Parlement de Grenoble des quatre Baronnies, mis en état passé longtems, & aura au demeurant icelui Sieur Prince en tous ses Procès & affaires bon

& briève distribution & expedition de justice, & telle qu'il aura juste occasion de contentement.

*Extrait du Traité des particuliers à Versailles le 2. de Mai 1598. conclu entre Henry Roi de France, & Phillippe II. Roi d'Espagne.*

*Article 3.*

Le Prince d'Orange sera remis en la possession & Souveraineté de la Principauté d'Orange, & toutes autres Terres, tant lui & les siens jouissoient au Royaume de France auparavant la guerre, & dont il avoit été dépossédé à l'occasion d'icelle. & pareillement sera remis en tous les autres droits, noms, raisons & actions, qui lui appartenoint auparavant ladite guerre, pour raison desquels lui sera faite une & briève justice.

*Extrait du Traité de Paix entre Philippe le Roi d'Espagne, & les Provinces-Unies des Pays-Bas. Fait à Munster le 30. Janvier. 1648.*

*Article. 24.*

Eux sur lesquels les biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de la guerre.

guerre, ou leurs héritiers, ou en ayant cause, jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à justice, nonobstant toutes incorporations au Fisque &c.

*Article 25.*

Ce qui aura aussi lieu au profit des Héritiers du feu Seigneur Prince Guillaume d'Orange, même pour les droits, qu'ils ont es Salines du Comté de Bourgogne qui leur seront remises & délaissées avec les bois qui en dépendent, au regard de ceux qui ne se trouveroit avoir été achetés & payés de la part de Sa dite Majesté.

*Article 26.*

En quoi aussi l'on entend être compris les autres biens & droits assis es Comtez de Bourgogne & Charolois, & ce qui ensuivant le Traité du 9. Avril 1609, & 7 Janvier 1610. respectivement n'a pas encore été restitué, sera au plutôt par tout restitué en bonne foi aux propriétaires, leurs héritiers, ou en ayant cause, des deux Comtez.

*Article 27.*

Comme aussi l'on entend en ce être compris



is les bien & droits, qui après l'expiration de la Trêve de douze Ans par Sentence du grand Conseil de Malines en pré-dice du Fisque ont été adjugez au feu Comte Jean de Naussau, ou en quelque autre manière que lui Comte en ait acquis la possession en quelques lieux, places, ou seigneuries, que lesdits biens & droits puissent être possédez, laquelle Sentence en vertu du présent Traité est & sera tenue pour non donnée, & toute autre acquisition de possession susdite est & sera annullée.

*Article. 28.*

Et quant au procès de Chastelbelin intenté du vivant du feu Seigneur Prince d'Orange par devant le Grand Conseil de Malines contre le Procureur Général dudit Seigneur Roi, puisque ledit procès n'a été jugé dans un an après la poursuite, qui n'a été faite, comme il étoit promis au 24. article de la Trêve de douze Ans, est accordé, qu'incontinent après la conclusion & ratification du présent Traité le Fisque au nom de Sa Majesté, ou au nom de qui que l'on pourroit être, délaissera effectivement tous, & chacun biens demandez audit procès, & par qui & par quel droits ils pourroient être possédez, & renoncera au nom,

& de par ceux que dessus à toutes actions & prétensions que ledit Fisque pourroit avoir, ou prétendre en aucune façon sur iceux biens, pour être occupés réellement & de fait, & pris en libre & pleine possession par ledit Seigneur Prince d'Orange d'à présent, ses hoirs & successeurs, & aians cause incontinent après conclusion & ratification de ce Traité, en vertu d'icelui & sans recours à la justice, condition, que les fruits reçus & profités avec les charges d'iceux jusqu'à la conclusion dudit présent Traité demeureront au profit du Fisque.

*Déclaration des Plénipotentiaires au Traité de Munster.*

**L**Es souffignez Plénipotentiaires déclarent, qu'en l'Article 46. du Traité de Paix entre Sa dite Majesté & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies de Pais Bas, où il est parlé des rentes & charges écheuës & arriérées sur les biens, dont les parties ont joui durant le tems de confiscation, ils ont entendu, que le payement desdites rentes ou charges arriérées ne devoit être qu'à proportion de la jouissance

nce, en sorte que lesdites charges ne puissent excéder le revenu.

Et sur l'Article 26. du même Traité, s'ils n'ont point entendu comprendre les biens levez & reçûs pendant la guerre des biens restituables, dont il est parlé au dit article; ni semblablement préjudicier aux droits de succession ou substitution, qui en vertu des Testaments de ceux de la Maison de Nassau pourroient competer au Seigneur Comte Nassau sur lesdits biens.

Lesquelles déclarations ont été faites par lesdits Plénipotentiaires de Sa Majesté, tant au Traité de la Paix générale, qu'en celui avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas à l'instance & acquisition de la Dame Veuve du feu Seigneur Comte Jean de Nassau, pour lui servir tant que besoin à la conservation des droits du Seigneur Comte son Fils, en ce qu'il n'a point été entendu être compris de la part desdits Plénipotentiaires és Articles ci-dessus rapportez, ni aucune mention faite pareillement de la part des autres Contraintes. Fait à Munster le 2. du mois de Juin de l'an 1648. Etoit signé

(L. S.) *El Comte de Pennaranda*

(L. L.) *A. Brun.*

*Ex-*

*Extrait du Traité de Paix entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & les Seigneurs Et Généraux des Provinces-Unies, fait à Nimègue le 10. du mois d'Août 1678.*

*Article 16.*

**T**Ouchant les prétensions & intérêts qui concernent Monfr. le Prince d'Orange, dont il a été traité & convenu parement par Acte signé ce jourd'hui, dit Ecrit & tout le contenu d'icelui forera effet, & sera confirmé, accompli executé selon sa forme & teneur, ni plus ni moins, que si tous lesdits points en général, ou chacun d'eux en particulier, étoient de mot a mot inferez dans ce présent Traité.

*Article séparé touchant Monfr. le Prince d'Orange par Acte signé le 12 Août 1678.*

**C**omme ensuite de la guerre, qui depuis quelques Années est survenue entre le Roi Très-Chrétien, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais Bas, Sa Majesté a fait saisir tous les biens appartenans à Monfr. le Prince d'Orange, tant ladite Principauté, que le

Se.

seigneuries & Terres situées en France, en a donné les revenus à Monfr. le Comte d'Auvergne, qui en jouit encore présentement, & que par la grace de Dieu la Paix a été retablie par le Traité conclu jourd'hui, & qu'ainsi tous les facheux effets de la guerre doivent cesser, Sa Majesté a promis audit Seigneur Prince, & promet par cet Acte séparé, qu'immédiatement après les Ratifications échangées le fera lever ladite saisie, & fera remettre ledit Seigneur Prince dans la possession ladite Principauté & des Terres qui lui partiennent en France, Franche-Comté, Charolois, Flandre, & autres Pais dépendans de la Domination de Sa Majesté, & dans tous ses Droits, Actions, Privilèges, franchises & Prérogatives, au même état, & de la même manière, dont il en jouissoit avant qu'il en eût été dépossédé à l'occasion de la présente guerre. Fait à Nimegue le 10. jour du mois d'Août 1678.

Etoit signé,

(L. S.) *Le Maréchal d'Estrades.*

(L. S.) *Colbert.*

(L. S.) *De Mesmes.*

(L. S.) *H. van Bevering.*

(L. S.) *W. de Nassau.*

(L. S.) *W. van Haren*

*Ex-*

*Extrait du Traité de Paix conclu le  
de Septembre de l'Année 1697. au Châ-  
de Ryswick dans la Province de Hollande,  
tre Guillaume III. Roi de la Grande-Breta-  
& Louis XIV. Roi de France.*

**Q**uant à la Principauté d'Orange, autres Terres & Seigneuries, qui partiennent au Seigneur Roi de la Grande-Bretagne, l'Article séparé du Traité Nimegue conclu le 10. du mois d'A. 1678. entre Sa Majesté Très-Chrétien & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, sera entièrement exécuté selon sa forme & teneur, & en conséquence toutes innovations & changemens qui se trouveront y avoir été faits depuis & au préjudice dudit Traité, de quelque espèce qu'ils soient, seront reparez sans aucune exception, & tous les Articles Edits, ou autres Actes postérieurs, pourroient y être contraires de quelque manière que ce soit, demeureront nuls & de nul effet, sans qu'à l'avenir il se puisse rien faire de semblable à cet égard, sorte que l'on rendra au Seigneur Roi de la Grande-Bretagne tous lesdits biens & même

ême état, & en la manière, en la quel-  
il les possédoit pendant la guerre, qui-  
été terminée par la paix de Nimegue,  
qu'il devoit les posséder & en jouir aux  
mes & en vertu dudit Traité, & pour  
autant plus prévenir & terminer sans re-  
ur toutes les difficultez, troubles, pré-  
ensions & procès nez & à naître à l'occa-  
on desdits biens, lesdits Seigneurs Rois  
ommeront des Commissaires de part &  
autre, & leur donneront pouvoir de  
cider ou accorder entierement tous les-  
ts differens, comme aussi de regler &  
quider suivant les déclarations qui leur en  
ront remises, la restitution, que Sa Ma-  
esté Très-Chrétienne convient de faire a-  
c tous les intérêts, qui seront légitime-  
ment dûs à Sa Majesté Britannique, des  
venus, profits, droits & avantages, tant  
de la Principauté d'Orange, que des au-  
es biens, Terres, & Seigneuries apar-  
nantes à Sa Majesté Britannique dans les  
aïs de la Domination de Sa Majesté Très-  
chrétienne, jusques à concurrence de ce,  
ont on justifiera, que les ordres & l'autorité  
de Sa Majesté Très-Chrétienne aura  
mpêché Sa Majesté Britannique, d'en  
quoir depuis la conclusion du Traité de  
Nime-

Nimegue jusques à la déclaration de présente guerre.

*Acte Confirmatoire des Articles du Traité de Nimegue, & de celui de Ryswick ci-dessus rapportés, fait & donné à Versailles le 3 jour de May. 1698.*

**C**omme par l'Article 13. du Traité de Nimegue, & de celui de Rywick entre Sa Majesté & le Roi d'Angleterre, il est expressement porté, que quant à la *Principauté d'Orange* & autres Terres & Seigneuries, qui appartiennent audit Roi, l'Article séparé du Traité de Nimegue conclue le dixième du mois d'Août 1678. entre Sa dite Majesté & les Etats Généraux des Provinces-Unies sera entièrement exécuté selon sa forme & teneur, & qu'en conséquence toutes innovations & changements qui se trouveront y avoir été faits depuis & au préjudice dudit Traité, de quelque espèce qu'ils soient, seront reparez sans aucune exception, & tous les Arrêts, Jugemens, & autres Actes posterieurs, & qui pourroient y être contraires, de quelque maniere que ce soit, demeureront nuls & de nul effet, sans qu'à l'avenir il se puisse



en faire de semblable à cet égard, en sorte que l'on rendra audit Roi d'Angleterre tous lesdits biens au même état, & en la même manière, en laquelle il les possédoit avant qu'il ait été dépossédé pendant la guerre, qui a été terminée par la Paix de Nimegue, & qu'il devoit les posséder & en jouir aux mêmes termes, & en vertu dudit Traité: que pour d'autant plus prévenir & terminer sans retour toutes les difficultés, troubles, prétensions, & procédez nez & à naître à l'occasion desdits biens, Sa Majesté & ledit Roi d'Angleterre nommeront des commissaires de part & d'autre, & leur donneront pouvoir de décider ou accommoder entièrement tous les differents, & de faire exécuter la Majesté en execution dudit Article 13. veut & entend, que le Roi d'Angleterre soit remis en possession de tous lesdits biens au même état, & en la même manière, en laquelle il les possédoit & en jouissoit avant qu'il ait été dépossédé pendant la guerre qui a été terminée par la Paix de Nimegue, ou qu'il devoit les posséder & en jouir aux mêmes termes & en vertu dudit Traité, bien entendu, que pour la parfaite execution dudit Article, & pour prévenir & terminer sans retour toutes les difficultez, troubles, prétensions

fior s

sions & procès nez & à naître à l'occasion desdits biens, il sera nommé par Sa Majesté d'une part, & d'autre par le Roi d'Angleterre des Commissaires, qui auront pouvoir de décider ou accommoder entièrement tous les differens. Fait à Versailles le 30. jour de May 1698.

Signé LOUIS, & plus bas, par le R<sup>e</sup> Colbert, & scellé à côté du Scel seel du Roi.

Plus bas étoit,  
Collationné à l'original par nous Conseillers, Secrétaire du Roi, Maison Couronne de France, & de ses Finances. Signé Adam avec paraphes.

*Décisions suffisantes dans la Maison de Nassau. Transaction & Traité de Partage entre les trois Prince Phillippe Guillaume, Prince d'Orange, Prince Maurice, & Prince Frederic Henri &c. fait à la Haye le 27. jour de Juin 1609.*

Comme ainsi soit, que hauts & puissants Princes, Messire Philippe Guillaume par la grace de Dieu, Prince d'Orange, Comte de Nassau & de Bueren &c. Messire Maurice Comte de Nassau &c.  
Meurs

eurs, Marquis de la Vere, Fleffingues  
 Messire Henry Comte de Nassau,  
 zennellenbogen. &c. Frères, ayent dé-  
 dès long-tems de faire partage entre  
 par voye amiable des biens délaisséz par  
 décès de feu Monfr. le Prince d'Oran-  
 de loüable mémoire, leur Pere. Ce  
 toutefois ils n'ont peu faire jusques  
 résent à cause de plusieurs difficultez,  
 s'y sont rencontrées, lesquelles ont te-  
 en grande contention, & diversité  
 pinions leurs Conseils & aucuns de leurs  
 ens & amis qui se sont entremis à leur  
 ere pour les accorder; prétendant ledit  
 Prince d'Orange le bien entier de la suc-  
 tion lui appartenir en vertu du Fideïcommis  
 tenu au Testament de feu Messire René de  
 assau, dit de Chalon, fait par lui à Char-  
 mont en l'an 1544. du moins avoir sur ice-  
 bien de grandes precipuïtez & avantages,  
 à cause du droit d'aïnesse, que par les  
 costumes des lieux où les biens sont assis, &  
 Traité de mariage de Dame Anne d'Egmout  
 Mere, à quoi les deux Freres contredi-  
 ent, ensemblement soubstenans ledit Fi-  
 dècominis être éteint en la personne du dit  
 Sieur Prince d'Orange, & qu'il étoit  
 raisonnable de s'arrester au Testament  
 d'ice-

d'icelui Sr. leur Pere, parfaict quant à volonté, quoi qu'il y eut quelques défauts en la solemnité, qu'à tout autre droit : en particulier ledit. Sr. Prince Maurice qu'il se vouloit arrester au Traité de mariage de Dame Anne de Saxe sa Mere suivant lequel il devoit prendre sur tous biens de la dite succession de 60. a 7000 livres de rente & revenu annuel en Terres & Seigneuries, entre lesquelles le Comte de Vianden étoit nommé & compris avec promesse de la faire ériger en Marquisat, & outre ce repeter la dote de dite Dame sa mere, toutes lesquelles prétentions qui les eût voulu faire juger contentieusement, & par la voye de justice eussent tenu lesdits Srs. Freres en procès par un bien long-temps, & pouvoient être cause de mettre de l'inimitié entre eux au lieu qu'ils ont toujours été désireux de vivre en une fraternelle, vraye & sincere amitié, pour rendre par ce moyen toutes sortes de devoirs les uns aux autres, mieux conserver l'honneur, grandeur & dignité de leur Maison. Or est-il, qu'ils se sont si souvent assemblez à diverses fois avec Messire Guillaume Louis Comte de Nassau, leur Beaufrere & Cousin germain.

M

Messire Walraven S. de Brederode, Vinnen &c. & Messire Johan d'Oldenbarnevelt Chevalier, Sr. de Tempel &c. qu'ils voient choisis pour amiables Compositeurs, & avoir aussi délibéré meurement de cette affaire avec leurs Conseils, auxquels ils ont fait voir les dits Testaments, Traités de Mariages, ensemble les Titres & enseignements nécessaires pour connaître la valeur, revenu, & charges qui sont sur les biens de ladite succession. En ce jour d'hui le 27. jour de Juin 1609. lesdits Srs. Prince d'Orange, Prince Maurice, & Prince Henri établis en leurs Personnes par l'avis desdits Srs. ci-dessus nommés, & avec l'intervention de Messire Pierre Jeannin, Chevalier, Conseiller du Roi Très-Chrétien en son Conseil d'Etat, Messire Elie de la Place, aussi Chevalier & Conseiller audit Conseil, Ambassadeurs du Roi Très-Chrétien près de Messieurs les Etats; Messire Richard Spencer, Chevalier, Gentilhomme ordinaire de la Chambre privée du Roi de la Grande-Bretagne, & Messire Rodolphe Winwood Chevalier, Ambassadeurs aussi dudit Sr. Roi de la Grande-Bretagne, lesquels à la prière desdits Srs. Princes se sont très volon-

tiers employez pour aider en ce bon œuvre; ont traité, accordé, & transigé de tous les differens, qui pouvoient survenir entre eux à cause desdits partages, ainsi qu'il s'ensuit.

A sçavoir que ledit Sieur Prince d'Orange aura pour son partage & tout le droit qu'il peut prétendre és dits biens à quel titre que ce soit, la Principauté d'Orange, les quatre Baronnies, Terres-  
Seigneuries sises en Dauphiné, avec les noms, droits & actions qui en dépendent comme aussi tous les droits & actions qui appartiennent à leur Maison dans le Royaume de France contre qui que ce soit toutes les Terres & Seigneuries qui sont situées au Comté de Bourgogne, y compris aussi les Salines, l'action pour le recouvrement de la Seigneurie de Châtellin & autres Terres qui en dépendent & généralement tout ce qui pouvoit appartenir au Comté de Bourgogne à Messire René de Châlon, la Vicomté de Besançon, les Baronnies & Seigneuries de Breda, Steenberg, Grimbergen, Diepenbeke, Zichem, la Vicomté d'Anvers, les Seigneuries de Herstal, Ruthem, Zeelhem & Warneston, & généralement tous les biens

ens fizez au Duché de Brabant & Com-  
de Flandres, avec les noms & actions  
n'en dépendent; jouira encore ledit Sieur  
ince d'Orange, par forme d'usufruit sa-  
naturelle durant, du Comté de Vian-  
n, Seigneuries de S. Vith, Rutgen-  
ch, de tous droits, prééminences, au-  
oritez, profits, & revenus qui en dé-  
ndent, sans que ledit Sieur Prince Mau-  
e, au partage duquel la propriété d'ice-  
Comté, Terres & Seigneuries doit é-  
oir, comme il sera dit ci après, s'y puis-  
aucunement entremettre, ni y prétendre  
cune chose du vivant dudit Sieur Prince  
Orange, sinon ladite propriété nue &  
nple, pour la conservation de laquelle il  
urra néanmoins faire ce qu'il jugera être  
quis par droit & coûtume. Sera tenu  
dit Sieur Prince d'Orange à cause dudit  
usufruit de payer les arrerages qui sont é-  
ûs, & écherront pendant le tems de sa  
puissance des rentes constituées, & spé-  
lement assignées sur ledit Comté, Ter-  
& Seigneuries. Prendra encore sa part  
sur un tiers en la somme promise & ac-  
ordée par les Archiducs, à Messieurs les  
ats au profit des trois Frères, le même  
ur que la Trêve fut conclüe, & arrêtée,

sur lequel partage sera aussi tenu de contenter Madame la Comtesse de Hohenlo Sœur aînée.

Et quant audit Sr. Prince Maurice, aura pour son partage, & à cause des dro par lui prétendus, les Terres & Seigneuri qui ensuivent, avec les biens droits, noi & actions qui en dépendent: à sçavoir *Marquisat de la Vere & Flexingues ensemble Seigneuries de Dombourgh, avec les autres biens situez en l'Isle de Walcheren, se qu'il en jouit de présent; la Seigneurie Nievaert, la Seigneurie & Ville de G ve avec le Pais de Cuycq, la Seigneu de la Lecque & Polanen, ensemble propriété du Comté de Vianen & aut Terres, & Seigneuries sîzes au Pais de L xembourg, dont l'usufruit a ci devant compris au partage dudit Sieur Prince d' range, après le décès duquel ledit u fruit sera réüni & consolidé à la propriété au profit dudit Sieur Prince Maurice, est lors vivant, sinon de ses héritiers, qui auront droit, & cause de lui, dem rera encore au partage dudit Sieur Prince M rice l'action entiere, & pour le tout, du Pa Baronnie & Seigneurie de Linguen, Clopp penbourg, & autres appartenances, qui en*



ndent, comme aussi le tiers de ce qui doit  
venir du Traité fait par Messieurs les  
Estats avec les Archiducs en faveur desdits  
leurs Frères : moyennant quoi sera à sa  
charge de contenter Madame la Princesse  
Portugal de la rente de deux mille flo-  
rins chacun an rachetable au denier vingt,  
elle délaissée par la dernière disposition du  
feu Sieur Prince d'Orange, comme  
est de payer à Monsieur le Comte Guil-  
lume pareille rente de deux mille florins  
pendant sa vie à cause de feuë Dame de  
Assau sa femme, & à ce moyen la suc-  
cession d'icelle Dame demeurera & appar-  
tiendra pour le tout audit Sieur Prince  
Maurice, & à ladite Dame Princesse de  
Portugal sa Sœur.

Et ledit Sieur Prince Henri, troisième  
fils, aura pareillement pour son partage  
biens, Terres & Seigneuries qui en-  
viennent, avec les noms, droits & actions  
qui en dépendent, la Seigneurie & Ville  
Geertruydenbergue, la maison & mou-  
lins qui sont tant au dedans que hors d'i-  
celle Ville, la Seigneurie de la haute &  
basse Swaluwe, celle de Drimmelen &  
Vaspicq, la Seigneurie de Stanthafen,  
Ammonde, Dubelmonde, de Twintighoe-

ven, avec les pêcheries qui sont près Saint Geertruydenbergue, pour jouir après desdites Terres & Seigneuries à charge du Douaire de Madame la Princesse d'Orange sa Mere, & sans qu'il puisse rien prétendre des fruits percûs passé. Aura encor ledit Sieur Prince Henri un tiers en la somme accordée par Archiducs, dont mention a été faite dessus.

*Jouiront lesdits Sieurs Frères des droits biens, terres & Seigneuries échêues à l'partage, comme de leur propre, & en pourront disposer & ordonner en toute liberté, & si que bon leur semblera; & s'ils avoient quelques actions l'un en l'encontre de l'autre pour les biens paternels que maternels, & pour quelque autre cause que ce soit, elles demeureront confuses, & éteintes moyemant le présent partage.*

S'il avient aussi que ledit Sieur Prince d'Orange par les actions qu'il a intentées pourroit intenter ci-après, fasse déclarer en justice quelques engagements, ventes ou autres aliénations faites par le défunt Sieur Prince d'Orange leur Pere, nul comme le profit en doit demeurer à lui seul, aussi est il convenu & accordé, si

conquerereurs qui auront été évincez des choses par eux acquises prétendoient avoir quelque recours contre lesdits Sieurs Princes Maurice & Henri, que ledit Sieur Prince d'Orange leur Frère sera tenu d'entrer en cause pour eux, & les en acquiter, & édommager.

Encore que par la nature du partage qu'ils ont à présent, ils soient respectivement tenu de garantir l'un à l'autre ce qui est cheu à leurs partages, ils ont néanmoins accordé afin d'éviter qu'ils n'entrent ci-près en nouvelles disputes & procès qui pourroient être cause d'interrompre, & troubler leur amitié, que chacun jouïra de son partage à ses perils & fortunes, & supportera seul les charges réelles qui sont dessus, comme aussi les rentes constituées à pris d'argent assignées spécialement sur les biens advenus à son partage, encore que ladite assignation spéciale n'ait été faite par œuvre de Loi, mais par la seule déclaration dudit feu Sieur Prince d'Orange faite par contract, ou bien de son ordonnance, ou de celle de son Conseil, pourvû qu'en vertu desdites Ordonnances les paiements aient été faits & continuez à moins cinq années avant, ou après son décès; & pour

ce qu'il a des hypotheques spéciales d'une même rente sur diverses Terres & Seigneuries qui peuvent être écheuës au partage : deux d'iceux, ou des trois ensemble, l'acquiescement d'icelles rentes tant en principal qu'arrérages, sera pris sur la Terre & revenu de laquelle arrérages ont été payés du passé : & si aucuns payemens n'en avoient été faits, ils seront tenus supporter ensemblement, & par égale portion la dite charge, & à la garantie l'un de l'autre pour ce regard, encore que les Terres subiectes auxdites assignations, ne fussent de même valeur.

Et quant aux Créanciers & autres, qui peuvent prétendre droit sur les biens de dite succession par actions personnelle ou en vertu des hypotheques générale qui n'ont aucune assignation spéciale, payement en la forme contenuë ci dessus, encore que les trois Frères y soyent obligés chacun pour un tiers, néanmoins lesdits Sieurs Frères Prince d'Orange, & Maurice consentent pour gratifier & décharger d'autant ledit Sieur Prince Henri leur Frère, de les prendre à leur charge, & acquiescer par moitié jusques à la somme de cent cinquante mille florins, si tant lesdites de

es & actions peuvent monter ; mais s'ils excèdent ladite somme , ce qui sera de plus, sera supporté par eux trois ensemble chacun pour un tiers. N'entendent toutefois lesdits trois Frères s'obliger par ce que dessus au payement des debtes contractées pour le fait de la guerre, mais supplient ensemblement Messieurs les Etats de les vouloir prendre à leur charge.

Les Titres & Enseignemens concernans les biens advenus au partage de chacun d'eux, leur seront délivrez de bonne foi. Et quant aux Titres communs & qui peuvent servir à l'un & à l'autre, demeureront és mains dudit Sieur Prince d'Orange pour en faire la garde, & communiquer les originaux quand il en sera prié & requis, & de permettre qu'extraicts en soient faicts pour s'en servir au besoin.

Pour le regard des Dames Princesses leurs Sœurs, elles sont priées de se vouloir contenter ; à savoir Madame la Princesse de Portugal, de la rente de trois mille cinq cens florins, rachetable au denier vingt, qu'il a plû à Messieurs les Etats lui accorder à la décharge desdits Sieurs ses Frères ; & les Dames Princesses issues de

Madame Charlotte de Bourbon, de la rente de six mille florins chacun an, aussi rachetable au denier vingt, que lesdits Srs Estats ont consenti leur donner pour même considération, en y joignant les terres qui sont au Duché de Bourgogne, lesquelles on délaisse à icelles Dames sortie du mariage de ladite Dame Charlotte de Bourbon: estimans lesdits Srs. Frères cause des grandes charges, rentes & dettes, qui sont sur la succession & leurs partages les choses susdites devoir suffire pour les droits qu'elles y pourroient prétendre. Et à cette occasion s'il advient ci-après qu'elles poursuivent pour obtenir plus grand partage, les trois Frères seront tenus de prendre la deffence contre elles, & par ainsi l'événement du procès demeure en commun sur eux.

*Promettent lesdits Srs. Frères sur leur f & honneur, de garder & observer inviolablement le contenu au présent Traité, sans jamais aller au contraire, & sans s'entremettre en quelque sorte que ce soit au bien ou au partage l'un de l'autre, ny s'attribuer aucune autorité sur les droits & prééminences qui en dépendent; à l'effect de quoi, & pour l'accomplissement de tout ce que dessus ils obligent*

ge

ont respectivement tout & un chacun leur<sup>s</sup>  
ens. Ainsi fait, conclu & arresté à l'  
aye lesan & jour que dessus, & en pré-  
nce des Seigneurs y mentionnez, hors  
dit Seigneur de Brederode, qui n'estoit  
ésent. Et ont lesdits Seigneurs Frères  
tesmoing de verité signé les présentes  
leurs mains. Ce qu'ont fait aussi lesdits  
seigneurs à leur requisions, & en outre  
sdits Seigneurs Frères y ont fait apposer  
s féelz de leurs armes. Et étoit signé Phi-  
ppe Guillaume de Nassau, Maurice de  
assau, Frederic Henry de Nassau, Jean-  
in, Elie de la Place, R. Spencer, Ru-  
olphe Winwood, Guillaume Louïs Com-  
de Nassau, Johan van Oldenbarnevelt,  
avoit trois grands Sceaux en cire rou-  
e, pendant à doubles queuës de parche-  
in.

*Extrait du Testament du Prince d'Orange  
Philippe Guillaume, en date 20. Février  
1618.*

**E**T si en cas nous n'en avons point, &  
les aiant, vinssent à faillir sans laisser  
nors légitimes Femmes ou Femelles, en  
el cas nous avons nommé & institué,  
N 6 nom.

nommons & instituons nôtre héritier universel en tous nos biens & chacun ne Principautez, Comtez, Baronnies, Terres, & Seigneuries & autres biens que conques tant paternels que maternels droits, noms, & actions de quelle nature ou conditions qu'ils soient, & en quel lieu & endroit qu'ils soient situez (reservant néanmoins meubles comme n'en ayant eu aucun en héritage de feu mon Père ni de la Maison Nôtre très-cher Monsieur Frère & Prince *Maurice de Nassau* & après lui ses enfans mâles procrées en légitime mariage, leurs hoirs & descendants d'eux, préférant toujours le plus prochain mâle unique universel successeur, substituant au défaut de lui pour l'être l'ensuivant : & en cas qu'il mourût mondit Frère & ses Fils allaissent de vie trépass sans délaissier Enfans mâles procrées de leurs corps en loyal mariage, instituons à nôtre héritier pour le tout & en la forme susdite nôtre très-aimé Frère le Prince *Henri de Nassau*, & au défaut de lui ses hoirs mâles procrées en légitime mariage & descendants d'eux successivement, préférant toujours l'aîné & le plus prochain pour représentation, & substituant les ensuivants selon l'ordre que dit est : &



un ou l'autre de nos dits Frères décedans  
 sans Enfans mâles légitimes, ou qu'i-  
 eux Enfans ou descendans d'eux après  
 tre venus en nôtre hoire, allaissent de vie  
 trespas, sans hoirs mâles legitimes pro-  
 céez de leurs corps, nous ordonnons &  
 instituons audit cas nôtre héritier univer-  
 el le *Fils aîné* de nôtre Oncle Paternel,  
 Monsieur le Comte Jean de Nassau, & après  
 en défaut de lui le plus prochain de ses  
 hoirs mâles, selon le même ordre que  
 dessus: & avenant que semblablement le  
 dit Fils aîné vint à mourir sans délaissier  
 fils, petit Fils, ou descendans d'eux,  
 nous délaissions tous nosdits biens au second  
 fils de nôtre Oncle, à ses Enfans mâles  
 & descendans d'eux, à sçavoir toujours le  
 premier Fils, & à leur défaut au *troisième*  
 fils & descendans & au *quatrième*, & en  
 suivans pour succeder successivement se-  
 lon l'ordre & la suite que dessus, enten-  
 dâns nommément d'instituer tous les héri-  
 tiers ou descendans ci-dessus nommez &  
 mentionnez, ores que ne fut que conditio-  
 nellement. Ordonnons que tous lesdits  
 biens sans aliénation, charge, ou dimi-  
 nution, ou détraction d'aucune *quarte* ou  
*rebellianique* soient successivement délaissiez

& rendus au plus prochain de nosdits hoir  
& successeurs procréez en loyal mariage  
portant le nom & armes de Nassau, la re  
presentation ayant lieu.

*Extrait des Clauses concernant des Pactes de  
Famille des Comtes de Nassau de la Ligne  
de Catzenellebogen, Guillaume Louis  
Jean, George, Erneste Casimir, & Jean  
Louis Frères. Fait à Siegen le 27. d' Août  
en 1618. traduit de l'Allemand en Fran  
çois.*

„ **S**oit notoire, que comme l'Illustriss  
„ me Comte, & Seigneur Jean dit  
„ Vieux Comte de Nassau, Catzenellebo  
„ gen, Vianden, & Dietz, Seigneur de  
„ Beilstein nôtre très cher Seigneur d'heu  
„ reuse mémoire a ordonné entre autres  
„ points dans son Testament, qu'en cas  
„ que quelqu'un de ses fils & héritiers in  
„ stituez viendront à défaillir sans enfans  
„ mâles légitimes, celui qui le suivroit  
„ immédiatement, avanceroit à la portion  
„ que le défunt a héritée, & laisseroit après  
„ lui, & abandonneroit, & cederait en  
„ échange au frère, qui seroit après lui  
„ la portion, qu'il a héritée, ou bien r  
„ tier

tiendroit sa portion, & permettroit au père après lui cet avancement, le tout selon la teneur du Testament paternel mentionné, & des Pactes de Famille de Nassau faits en conséquence, & y fondez, auxquels pour l'amour de la brièveté ont veu s'en rapporter.

### CLAUSE CONCERNANTE.

**E**N second lieu le Seigneur Comte Jean a aussi proposé, comme quoile Sérénissime, & Illustrissime Prince, & Seigneur Philippe-Guillaume, Prince d'Orange Comte de Nassau, Catzenellenbogen &c. d'heureuse mémoire avoit fait toute sorte de substitutions en son Testament, & ordonné entre autres choses que s'il arrivoit, que les frères de lui Testateur vinssent à deceder sans enfans mâles légitimes, en tel cas le fils aîné, qui seroit existant issu du cher frère défunt du feu Seigneur Père dudit Prince auroit héréditairement toutes les Terres, & sujets, ou en cas qu'icelui, & sa Ligne ne seroit plus en vie, alors le fils aîné du plus prochain, ou ses héritiers mâles légitimes hériteroient les terres, „ qu'on

„ qu'on vient de dire , & icelles deme  
„ reroient dorenavant à l'aîné , & à ses h  
„ ritiers mâles légitimes , & consecutiv  
„ ment au fils aîné mâle , & succederoie  
„ ainsi par degré de la Ligne aînée à l'aut  
„ le tout selon la teneur dudit Testamen  
„ lequel pendant cette négociation a  
„ produit en copie , ledit Seigneur Com  
„ Jean s'est déclaré là-dessus , qu'il voulo  
„ expressément , que cette succession ,  
„ cas écheant lui fut réservée par préferen  
„ à lui , & sa Ligne.

„ Puis que donc de la part des frères  
„ Seigneur Comte Jean le Testament ,  
„ disposition dudit Seigneur Prince  
„ peut être changé , & qu'aussi on ne so  
„ haite pas de le faire , mais qu'on jug  
„ que cette réservation étoit en elle-mêm  
„ équitable , & juste , les Seigneurs frèr  
„ en conséquence se sont tenus de tout  
„ parts entièrement à cette disposition ,  
„ pour éclaircir la cause davantage , se so  
„ déclarez , qu'en tout tems , que tel c  
„ viendrait à échoir , en vertu du Test  
„ ment mentionné de ce Prince , cette su  
„ ccession n'appartiendrait à personne d'au  
„ tre , qu'à la seule Ligne aînée , qui se  
„ existante après le décès du Seigneur  
„ Com

Comte Guillaume Loüis de Nassau par tout même où elle auroit choisi son Domicile, & celle-ci défailante tomberoit par degré à la Ligne aînée la plus prochaine.

„ En foi de quoi tous les Seigneurs frères, & au nom des absens frères, les Comtes Guillaume-Loüis, & Erneste Casimir, leurs Conseillers Députes vers ici, & instruits de pleinpouvoir, ont signé de leurs propres mains cette transaction, qui a été expédiée *in quintuple*, & de laquelle à chacun des Seigneurs frères il a été délivré un exemplaire original, & en outres, ces Médiateurs présens ont été requis, & priés qu'ils voulussent, aussi bien que les Seigneurs Comtes la signer de leurs propres mains, & cacheter de leurs armes, ce que nous confessons d'avoir fait à la requisition susdite, ce qui a été ainsi fait à Siegen le 27. d'Août 1618.

*Etoit signé,*

(L. S.) Jean Comte de Nassau.

(L. S.) George Comte de Nassau.

(L. S.) Jean-Loüis de Nassau.

(L. S.) Loüis Henri Comte de Nassau.

(L. S.) Loüis-George Comte de Solberg.

(L. S.)

(L. S.) Guillaume Comte de Solm

(L. S.) Christophe Comte de Leiningen.

(L. S.) Philippe de Langenbach.

(L. S.) De la part de l'Illustrissime Comte & nôtre très-cher Seigneur Guillaume Louis de Nassau. Berth Schorei D. Phillippe-Henri Hoen.

(L. S.) Pour mon clement Seigneur, Comte Ernest Casimir de Nauffau. Martin Naurath. D.

*Extrait du Pacte, fait après la mort Seigneur Guillaume-Louis Comte de Nassau Catzenellenbogen, entre les Seigneurs freres dudit défunt, Jean, George, Erneste Casimir, & Jean Louis Comtes de Nassau de la ligne de Catzenellenbogen le 22. d' Août 1678 à Dillenbourg & traduit de l'Allemand François.*

**S**Oit notoire, qu'après la mort de l'Illustrissime Seigneur Guillaume Louis Comte de Nassau, Catzenellenbogen, Landen, & Dietz, Seigneur de Beilstein nôtre très-cher Seigneur, & frère d'heureuse mémoire, les Illustrissimes Seigneurs, aussi nos très-chers Seigneurs Comte Je

moyen, Comte George, Comte Erneste Casimir, & Comte Jean-Louïstous éres Comtes de Nassau Catzenellenbogen, Lianden, & Dietz, Seigneur de Beilstein ont député vers ici le 8. de Maileurs Con-  
seillers, & Officiers tant pour faire d'avance les comptes, partages, & compensations des revenus annuels selon la teneur du Testament paternel fait suivant ledit Testament en 1697. que pour conférer sur d'autres points, selon qu'il est dit dans un mémoire fait l'année passée le 5. d'Octobre, & pour en suite rapporter ce qui a été délibéré, mais là dessus ayant été trouvé bon par nos très-chers Seigneurs, & frères de s'assembler en propres personnes, & de transiger eux mêmes fraternellement, & à l'amiable de chose, & d'autre, à cet effet on a mandé au susdit nôtre très cher Seigneur, & frère Comte Erneste Casimir demeurant aux Pais-Bas, & on l'a prié de vouloir, s'il est possible, se trouver en propre personne en ce lieu, & se rendre à cette conférence, & composition, mais s'étant excusé sur les dangereuses conjonctures du tems, & de la Guerre, la Treve étant finie, & ayant muni d'un plein-pouvoir le Sieur Martin Naurath son Pré-  
voft

voft à Dietz, tous nofdits Seigneurs, & frères ont assigné le 14. de ce mois d'Août le jour de leur convention personnelle, aux les fufdits nos très-chers Seigneurs Comte Jean, Comte George, Comte Jean Louis, Comtes de Nassau Catzenellenbogen, & le Sieur Martin Naurath Mandataire d'Ernefte Casimir font convenus ici le 14. d'Août de cette année pour conserver une union fraternelle & pour éloigner de leurs Descendans toute sorte de discordes, & après une Conference pacifique ont transgé, conclû, & ratifié ce qui s'enfuit.

### CLAUSE CONCERNANTE.

„ **E**N quinzième lieu, nous avons trou  
 „ vé bon de repeter ici ce qu'en viguel  
 „ du Pacte fait à Siegen en 1618. le 2.  
 „ d'Août a été conclu, & arrêté, tant pou  
 „ ce qui regarde le directoire féodal de  
 „ la Maison de Nassau Catzenellenbogen  
 „ & à qui il compte, & de quelle maniér  
 „ il se doit diriger, qu'aussi le Testament  
 „ le fideïcommis du Prince d'Orange  
 „ pour que nos Descendans se puissent re  
 „ gler la-dessus, ainsi nous confirmons, &  
 „ corroborons de nouveau par ces présen  
 „ tes, ce que dans ledit Pacte, & dan  
 „ la



AD 1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

1910

## TABULA GENEALOGICA.

Engelbertus Comes Nassov. mort. anno 1442. uxor Johanna de Polanen  
Johannis de Polanen Baronis de Leect. & Breda filia aheres.

Johannes Comes Nassov. & Baro Bredæ † 1475. ux. Maria Johannis  
Comitis de Loon & Heinsberg filia.

Engelbertus ux. Limburg Caroli Mar-  
chion. de Baden fil. ille † sine liberis. Johannes Comes Nassov. & Baro † ann. 1516.  
ux. Elisabetha Henrici Hassia Landgravii filia.

Henricus Comes Nassov. & Baro Bredæ, ux.  
Claudia de Châlon Johannis Principis  
Auriaci filia, & soror Philiberti.

Wilhelmus Comes Nassov. ux.  
Juliana Com. de Stolberg.

Renatus Princeps Auriacus &  
Comes Nassov. heres Avunculi  
sui Philiberti de Châlon Principis  
Auriaci, ux. Anna Antonii Duc-  
Lotharing. fil. ille † sine liberis  
legitimis an. 1544. ætatis suæ 26.  
& heredem instituit Wilhelmum  
patrualem.

Wilhelmus Princeps  
Auriacus & Comes  
Nassov. ac heres.  
Renati

Johannes Comes Nassov. dictus Senior  
uxor 1. Elisabetha Landgravia de Luchtenb.  
2. Johanna Comes de Wigenstein.

Ludovicus Adolphus Henricus  
† sine liber. † sine liber. † absque  
liberis

Wilhelmus  
Ludovicus  
† sine liber.

Johannes di-  
ctus Medius  
in Dellenburg. † sine lib. in Dietz.  
ux. Amalia  
ux. Madale-  
na Comes  
Waldeck.  
Nassau Sarbruck.

Philippus. Ernestus Casimirus Johannes Ludovici.  
† sine lib. in Dietz. ux. Sophia Hedwig. Princeps Nassov.  
Ducitula Brunsuic. ux. Ursula Com. de  
Lippe.

Philippus Wilhelmus  
Princ. Auriacus, Comes  
Nassov. Buræ ac Leerdam-  
mæ & Baro Bredæ &c.  
&c. ux. Eleonora Burbo-  
nia Henrici Principis de  
Condé filia, ille † sine  
liberis 1618.

Maria  
ux. Philippi  
Comitis ab  
Hohenloe.

Mauritius  
† sine liber.

Fridericus Henri-  
cus Pr. Auriacus,  
ux. Amalia  
de Solms.

Johannes dictus  
Junior, ux. Ir-  
nestina Princeps  
de Ligne.

Henricus ux.  
Maria Elisa-  
betha Comes  
de Lumburg  
Stirun.

Ludovicus  
Henricus  
Princeps  
Nassov. ux.  
Catharina  
Com. de  
Sain.

Henricus  
Casimirus  
† sine lib.

Wilhelmus  
Fridericus  
Princeps  
Nassov. ux.  
Albertina.  
Agneta. Frid.  
Henrici Pr.  
Aur. fil.

Mauritius Henricus  
ux. Maria Leopoldi-  
na, Joh. Francisci De-  
siderati Princ. Nassov.  
vio-Sigenii filia.

Wilhelmus  
Princ. Auriacus,  
ux. Maria Caroli  
Reg. Angl. filia.

Luisa ux.  
Frid. Wilhel-  
mi Electoris  
Brand.

Albertina Agneta  
ux. Wilhelmi Fri-  
derici Principis  
Nass. in Dietz.

Henrietta Catharina  
ux. Joh. Georgii Prin-  
cipis Anhalt.

Maria ux. Ludovici Henrici Mauriti  
Francisci Comitis Palatino-Simme-  
rensis. † sine liber. 1688.

Elisabetha Amalia  
ux. Henrici  
Duc. Sax.

Maria Eleo-  
nora ux.  
Georgi  
Principis  
Radzevilli

Henrica Leopoldi  
Agneta  
Johanna  
Charlotta  
ux. Phil-  
lipi Wil-  
helmi

Wilhelmus  
ux. Maria ux. Ernesti  
Eleonora Herm.  
na Charlott-  
Fortun. March. de ta  
Baden fil.

Wilhelmus  
ux. Maria ux. Ernesti  
Eleonora Herm.  
na Charlott-  
Fortun. March. de ta  
Baden fil.

Georgius Lu-  
dovicus, ux.  
Anna Augusta  
Henrici Julii  
Ducis Brun-  
suic. fil.

Henricus ux.  
Dorothea E-  
lisabetha Geor-  
gii Duc. Li-  
gnic. fil.

Henricus Cas-  
simirus, ux.  
Amalia Joh-  
an. Georg.  
Princ. An-  
halt fil.

Franciscus Alexan-  
der, ux. Elisabetha  
Catharina Felicitas  
Wilhelmi Landgra-  
vii Hass. filia.

Josephus Hugo.

Wilhelmus  
Princeps Auriac.  
& Rex Angl. ux. & Elector.  
Maria Jacobi Reg. Brandenb.  
Angl. fil. ille †  
1702 sine liberis.

Fridericus  
Rex in Pruss.  
& Elector.  
Maria Jacobi Reg. Brandenb.  
Angl. fil. ille †  
1702 sine liberis.

Henricus Casimirus ux. Amalia  
Princ. Anhalt.  
Johannes Wilhelmus Friso.

Albertina ux. Henrici  
ux. Henrici Casim. Pr.  
Duc. Sax.

Elisabetha Amalia  
ux. Henrici  
Duc. Sax.

Maria Eleo-  
nora ux.  
Georgi  
Principis  
Radzevilli

Henrica Leopoldi  
Agneta  
Johanna  
Charlotta  
ux. Phil-  
lipi Wil-  
helmi

Wilhelmus  
ux. Maria ux. Ernesti  
Eleonora Herm.  
na Charlott-  
Fortun. March. de ta  
Baden fil.

Wilhelmus  
ux. Maria ux. Ernesti  
Eleonora Herm.  
na Charlott-  
Fortun. March. de ta  
Baden fil.

Georgius Lu-  
dovicus, ux.  
Anna Augusta  
Henrici Julii  
Ducis Brun-  
suic. fil.

Henricus ux.  
Dorothea E-  
lisabetha Geor-  
gii Duc. Li-  
gnic. fil.

Henricus Cas-  
simirus, ux.  
Amalia Joh-  
an. Georg.  
Princ. An-  
halt fil.

Franciscus Alexan-  
der, ux. Elisabetha  
Catharina Felicitas  
Wilhelmi Landgra-  
vii Hass. filia.

Josephus Hugo.

Wilhelmus, ux. Dorothea  
Francis. Josephus, Johanna Aug-  
ustuli Duc. Holfat. filia.

Henricus  
Wilhelmus  
Augustus.

ladite convention, touchant lesdits points  
a été conclû, en foi de quoi, & pour  
plus grand témoignage de la vérité, &  
afin qu'il conste, que ce qui a été dit ci-  
dessus, soit l'entiere volonté, & inten-  
tion très-expresse de tous nos clemens  
Seigneurs, & frètes que leurs Dilections  
s'obligent eux, leurs hoirs, & leurs  
Descendans à l'observation de ce dit  
Pacte, pour cela cette présente conven-  
tion étant expédiée inquaduplo a été  
signée des mains propres par les présens  
nos très-chers Seigneurs, & frères, &  
au nom, & en l'absence de nôtre très-  
cher Seigneur Ernest Casimir de Nas-  
sau par son Mandataire D. Naurath &  
a été munie de leurs armes, & cachets,  
ce qui a été fait à Dillembourg le 22.  
du mois d'Août l'an de nôtre Seigneur  
mille six cents, vingt & un.

(L. S.) Jean Comte de Nassau.

(L. S.) George Comte de Nassau.

(L. S.) Au nom de l'Illustre & clement  
Seigneur Erneste Casimir Com-  
te de Nassau.

Martin Naurath.

(L. S.) Jean Louïs Comte de Nassau.

For-

Formula Juramenti quod Principes N  
 fovici ad corroboranda Pacta Famil  
 præstant.

**V**Os debetis Deo Omnipotenti jurare  
 promittere quod hæc Pacta Familia  
 vobis modo prælecta sunt, ipsimet quoque  
 gistis & intellexistis, in omnibus suis punctis  
 clausulis, tenoribus & intentionibus, assiste  
 Divino auxilio, sanctè, firmiter, & inv  
 labiliter adimplere, nec contra hæc ipsimet  
 que per alium quidquam facere, neque fi  
 curare, sed omnibus illis exceptionibus &  
 neficiis Jurium, ut illa etiam nomina habeat  
 & vobis aliquo modo contra hæc servire p  
 sent, renunciare, & ab illis desistere, nec u  
 umquam tempore illa in judicio neque extra  
 lud allegare, aut aliquo modo illis uti veli  
 Quam vere vos Deus adjuvet.

Formulam hanc Juramenti è Germani  
 idiomate in Latinum translata esse  
 quoad sensum per omnia concordat  
 Originali Germanico attestor ego.

Joannes Nederdorf, Authoritate C  
 sarea Notarius Publicus & jurat  
 manu propria & corroboracione Sigi  
 consueti. Sigena 9 Aug. 1702.

TR.

## TRADUCTION.

vous devez promettre & jurer à Dieu Tout-Puissant que ces Pactes de Fa-  
qui vous sont présentement prelûs,  
ne vous-mêmes avez lû & entendu,  
les accomplirez saintement, ferme-  
& inviolablement avec l'assistance  
ne, dans tous leurs points, clauses,  
urs, & intentions, & de ne rien faire  
contraire par vous-mêmes ou par un  
e, ni de faire faire, mais de renoncer  
toutes les exceptions & bénéfices des  
ts quel nom qu'ils puissent avoir, &  
pourroient en quelque manière servir  
re ces Pactes, & d'en désister, & que  
aucun tems vous ne les alleguez en  
ement, ou dehors, & que vous ne  
lez en aucune façon vous en servir  
prévaloir. Ainsi vraiment Dieu vous

IN-

*Information de la part de son Alt. Sérén.  
Prince d'Orange & de Nassau Siegen,  
sujet de la Principauté d'Orange &  
autres biens & droits de la maison de Châ  
incorporée dans celle de Nassau.*

**S**I l'Histoire & les Documents public  
verifioient pas l'indépendance &  
Souveraineté de la Principauté d'Oran  
les traités de Paix consecutifs, depuis  
lui de Madrid de l'An 1525, jusque  
dernier conclu à Ryswick en 1698. fe  
niroient des preuves indubitables, d  
on ne pourroit disconvenir, ni aussi de  
que par les mêmes traités la successio  
été reconnuë dans la maison de Nassau  
confirmée par les justes titres, & une p  
session immémoriale & paisible de prés  
de deux Siecles, *possiones enim ita tem  
firmantur (dit Grotius) ut revelli nequean*

Cependant il ne sera pas inutile, de  
reconnoître à cette Illustre Assemblée  
Couronnes & Puissances, pour rendre,  
le prochain traité de Paix, à un chacun  
qui lui appartient, combien les deman  
de son Altesse Sérén. sont légitimes &  
ites, & le peu de fondement dont ce

es Competiteurs & de quelques Prétens  
ns & Sujets de sa Majesté Très-Chrêt.,  
nt appuiées, & leur fausse prévention de  
uloir rendre douteuse ou litigieuse l'in-  
pendance & Souveraineté d'Orange si  
emnellement reconnuë.

On n'ignore pas que cette Principauté  
ec les autres biens, droits, noms, &  
ions, de la maison de Châlön incorpo-  
dans celle de Nassau, en suite du Te-  
ment & Codicille du Prince Philibert  
Châlön, est dévoluë incontestablement  
'aîné, par le fidei-commis graduel &  
petuel, introduit dans le Testament du  
ince Philippe Guillaume d'Orange, ou-  
t à présent par la mort du Roi d'Angle-  
re sans postérité, en faveur de son Al-  
se Seren., c'est ce que l'on établit par  
utres mémoires sur des titres indubita-  
s; à présent on touchera & on produira,  
voie d'information, quelques éclaircis-  
mens qui concernent l'indépendance ab-  
ië de la Principauté, pour détromper  
ux qui seroient dans le sentiment erroné  
elle seroit soumise à quelque perquisition  
lécision des tribunaux.

C'est une maxime constante & univer-  
ement recüe par tous ceux qui possèdent

& connoissent les prééminences d'une Souveraineté, que le plus beau fleuron, la Jurisdiction supreme & éminente d'une indépendance absolüe, & qui ne peut ne doit reconnoître personne qui en puisse décider, c'est la prérogative & l'attribut inséparable des Souverainetés de quelque étendue, grande, ou petite, qu'elles puissent être.

L'évidence de la Souveraineté d'Orange paroît certaine par les preuves tirées des archives, des documens & actes publics & aussi de l'histoire composée par les auteurs les plus celebres de la France, comme aussi on établit cette vérité par les Confirmations & Déclarations reiterées des Rois de France, par celles des Souverains Pontifes, & des Empereurs, & par les traités consecutifs de Paix.

Sans qu'il soit donc besoin de raporter ici en détail l'ancienneté reculée de plusieurs Siecles, n'est il pas vrai que le Comte de Mont repartit, en l'An 1388, la qualité de Prince d'Orange par la grace de Dieu, (Guillaume au Cornet avoit pris le premier en marque de Souverain) & qu'en présence des Officiers du Comte de Provence il protesta dans toutes les formes pour



conservation de ses droits, dont des  
ats lui accorderent acte sans aucune  
position.

On produiroit aussi des actes qui prou-  
ent, que René Comte de Provence, a  
connu la Principauté d'Orange, comme  
dépendante ; mais il seroit inutile d'as-  
sembler ici des preuves pour une vérité qui  
est soumise à aucune obscurité.

On trouve de plus, tant dans l'histoire,  
que dans plusieurs actes authentiques &  
anciens, des preuves suffisantes qui veri-  
fient le Domaine supreme & indépendant,  
qui détruisent absolument la supposition  
ce que les Comtes de Provence auroient  
dans ce tems là, la haute Souveraineté  
la Principauté d'Orange.

On peut remarquer par les annales hi-  
storiques que les Princes d'Orange ont  
commencé à paroître le huitième Siecle,  
qu'il n'y a gueres plus de 690 ans que  
Provence a eu des Comtes, & l'on en  
sçait de plus pour certain que les Prin-  
ces d'Orange & les Comtes de Provence  
ont toujours été indépendans les uns des  
autres ; les limites & partages anciens des  
uns & des autres en font foi, ce qui se  
voit de même au raport des historiens

par les Bulles des Papes , & par l'énonciation des terres Bauxiennes.

Cette indépendance se verifie encore ce que les Empereurs Frederic premier second , déclarent & disent dans leurs privilèges respectifs, que Guillaume II. III. ont tenu la Principauté d'Orange comme Acephale: C'est aussi ce que de la suite du tems les autres Empereurs ont reconnu de même, aiant soutenus les droits des Princes d'Orange contre les prétensions de la France, lors des traitées avec cette Couronne des années 1529. 1547. & 1559. Parmi des motifs si authentiques qui pourra douter avec raison ou disculper avec quelque probabilité de cette indépendance & Souveraineté?

Jean second de Châlon, fils de Guillaume VIII. Prince d'Orange, mourut le 9 Avril 1502, laissant de Philiberte de Luxembourg sa femme, Comtesse de Charolais, Philibert, & Claude de Châlon qui fut mariée à Henri, Comte de Nassau.

Philibert de Châlon, Prince d'Orange & de Melphe se déclara pour l'Empereur Charles, V. contre le Roi de France François I, lequel se saisit de ses biens & de sa personne, & ne sortit de Bourges, o

si arrêté, que par le Traité de Madrid, n't été par le même réintégré en tout; ut ensuite tué au Siege de Florence l'an 30, sans avoir été marié.

On pourroit ici justifier, s'il étoit be- n que tous les biens incorporés dans te Illustre maison de Châlon ont été itimement acquis à ce Prince, & à n II. de Châlon Père, en toute li- té & propriété: Philibert laissa tous biens & les autres par Testament du May 1520, & Codicille du 8 Avril 1521. René de Nassau, fils de Henri de Nas- , & de Claude de Châlon sa sœur, à ndition qu'il porteroit & prendroit le n & les armes de Châlon, ce qui fut ompli.

C'est aussi en René de Nassau-Châlon e commença la quatrième race des Prin- d'Orange, Jean I. de Châlon aiant la troisième, Raimond V. & Marie sa e aiant été les derniers en qui la race Beaux (qui étoit la seconde) a pris fin. Nous voici aux prétensions qui furent ncées en France après la mort du Prin- Philibert d'Orange: Son Testament combattu par le Duc de Longueville, cendu d'Alix de Châlon fille de Jean I.

& de Marie de Beaux, alleguant une substitution contenuë dans le Testament de dite Marie, fait en 1416.

Le Comte de la Chambre en fit même, comme descendu de Jeanne Chalon fille de Louïs Prince d'Orange alleguant aussi une substitution qu'il croit se trouver dans le Testament de Louïs, l'an 1466.

Sur quoi le Duc de Longueville, & Comte de la Chambre firent donner plusieurs arrêts contre les Princes d'Orange qui furent condamnés sans être ouïs, sans autorité competente (puisque Principauté étoit indépendante de toute Jurisdiction superieure, pendant que France occupoit ladite Principauté, & qu'elle s'étoit emparée à cause que les Princes étoient dans les interêts de l'Empereur, & aussi ce que l'histoire remarque, disant que les guerres du commencement du seizième siecle, furent cause que les Princes furent troublés par diverses chicannes.

Tous ces arrêts devinrent nuls par les Traités de Paix de Madrid, de Cressy de Nice, & de Cambresis, & les deux Traités de Paix de 1544. & 1559. annullerent très-expressement l'arrêt

arlement de Provence de l'an 1543. qui  
ortoît confiscation de la Principauté  
Orange.

De plus les clauses comprises dans ces  
traités se trouvent confirmées par diverses  
déclarations des Rois de France, depuis  
François I. jusques à Henri IV, & par  
les arrêts de leur Conseil, qui s'est avoué  
incompétant de connoître des affaires de la  
Principauté; tout ceci est si évident que  
les preuves tirées des archives & actes pu-  
blics seroient superflues & inutiles pour  
établir une vérité si connue.

Revenons aux prétensions susdites; le  
contrat de mariage de Jean I. & de Marie  
de Beaux, en vertu duquel la Principauté  
d'Orange venoit libre à Louïs de Châlon  
son fils, rend tout à fait invalide la substi-  
tution prétendue du Duc de Longue-  
ville.

Et il en est de même des prétensions du  
Comte de la Chambre, attendu qu'il n'est  
pas descendu de Jeanne de Châlon, qui fut  
mariée à Louïs Comte de la Chambre;  
autre que la substitution comprise dans le  
Testament de Louïs en faveur de Jeanne,  
est devenuë nulle, parceque les descen-  
dants mâles de Louïs, ont survécu aux

descendans de Jeanne, ce qui est conforme à toutes les maximes constantes de droit.

Ces prétensions & oppositions recherchées contre le Testament de Philibert de Châlon, restèrent sans aucune reflexion de la part de la Cour de France & par les Traités de Paix de l'an 1544, & le particulier ensuite du général, comme aussi par celui de 1559, l'on n'a pas seulement reconnu & confirmé la disposition testamentaire de Philibert, en faveur de René de Nassau Prince d'Orange, son héritier universel mais aussi celle de René en faveur de Guillaume premier, Prince d'Orange; ainsi été ensuite desdits Traités déclarés & reconnus Princes Souverains d'Orange réintégrés dans la réelle & corporelle possession, comme aussi dans la jouissance de autres biens dépendans; on n'a qu'à lire les articles concernans desdits Traités & des suivans, pour n'en plus douter.

Parmi des titres si légitimes tout droit fut acquis & confirmé indubitablement à la maison de Nassau; & par une possession continuelle elle a eu la jouissance de Principauté & des autres biens de la maison de Châlon; de manière, qu'il paroît su

rétenant de voir à présent un Mémoire de  
part de Monsieur le Marquis de Mail-  
& de Nesle par lequel il prétend former  
une prétension (qui n'est aucunement fon-  
dée) sur la Principauté d'Orange & les  
autres biens de la maison de Châlon : Et  
quoique les Traités de Paix sont des mo-  
dèles suffisans pour éluder un dessein pure-  
ment imaginaire, & qu'un silence con-  
tinuel depuis près de deux siècles, four-  
nit un argument invincible contre cette  
prétension, on ne peut se dispenser de pro-  
duire quelques remarques par voie d'infor-  
mation seulement, puisqu'on se tient à ce  
qui a été réglé & confirmé par tant de  
Traités de Paix consécutifs pour la mai-  
son de Nassau en suite des Testamens qui  
en font le titre.

On ne convient pas que le Prince d'O-  
range Guillaume I., dit le Belique, au-  
rait commencé aucunes procédures au Con-  
seil du Roi de France, touchant la Prin-  
cipauté d'Orange, puisque comme une  
Souveraineté indépendante, il sçavoit bien  
que *ex sua natura* elle ne pouvoit être sou-  
mise à aucune Jurisdiction, d'où l'on doit  
inférer que s'il avoit entamé quelques pro-  
cédures, elles n'ont pû concerner que des

biens dépendans de la maison de Châlons qu'on lui disputoit, ou retenoit mal propos, malgré sa qualité & titre d'Héritier Universel du Prince René de Nassau Châlons; qui avoit hérité de tous les biens de Philibert son oncle, par son Testament & Codicilles qui font le titre primordial de ceux de la maison de Nassau c'est ce qu'on passe fort adroitement son silence dans ledit Mémoire; dans le dessein de persuader que René de Nassau Châlons auroit introduit une nouveauté à laquelle il n'auroit été qualifié.

Mais outre que l'on ne peut contester que le Prince Philibert n'auroit pas l'entière & libre disposition (quoique l'Auteur dudit Mémoire avoué sans y réfléchir que le Prince René d'Orange a joui de Principauté jusques à sa mort qui arriva au siège de St. Dizier), on demande à quel titre il avoit possédé ladite Principauté les autres biens qui avoient appartenus au Prince Philibert son oncle, c'est infailliblement à titre de son Héritier Universel *ex testamento*, & avec la même faculté de disposer en toute liberté par acte de dernière volonté, puisqu'on ne trouve aucune clause dans le Testament qui porte inhibi-



ion de disposer desdits biens, d'où s'ensuit  
qu'il pouvoit les délaïffer (comme il fit)  
par acte de dernière volonté au Prince d'Orange  
Guillaume I; sans que la qualité  
d'étranger y auroit pû porter quelque ob-  
stacle ni à la liberté qu'il avoit d'en or-  
donner à sa volonté & que de plus aiant  
été en possession de la Principauté d'Orange  
(comme il conste par le traité de Tre-  
ves conclu à Nize le 18 Juin 1535) &  
les autres biens de la maison de Châlon,  
en disposa en faveur du fils aîné de son  
oncle paternel qui n'étoit pas étranger.

Et d'ailleurs les exemples sont fréquens  
dans les illustres maisons que par les Allian-  
ces & Testamens les biens d'une maison  
incorporent & passent à une autre quoi-  
qu'elle soit étrangère, ne voit-on pas la quatri-  
ème Race des Princes d'Orange, depuis  
Guillaume au Cornet, comment est ce  
que ladite Principauté & autres biens que  
posséda la maison de Beaux, sont en-  
trés & acquis légitimement à la maison  
de Châlon, n'est ce pas de la même ma-  
nière que ceux de Châlon ont été incor-  
porés dans celle de Nassau: On ne trouve  
pas que la qualité d'étranger ait formé  
quelque obstacle à ces transmutations &

incorporations dans des familles & maisons différentes.

L'on remarque aussi dans le Mémoire susdit la supposition erronée que la première occasion où Guillaume Premier, Prince d'Orange auroit fait usage de son Testament, est le Traité de Paix de Chateau Cambresis, du 3 Avril 1559, apparemment que l'Auteur ne se souvient point de celui fait à Crespy le 18 Septembre 1544 entre Charles V. Empereur & François Roi de France, il y auroit vû que le Roi Très-Chrétien a levé par ledit Traité tout main-mise & empêchement fait & fait aux Principauté d'Orange & Souveraineté d'icelle, au profit de l'héritier universel institué par le Testament de René de Chalon Prince d'Orange héritier immédiat feu Prince Philibert, parmi quoi les dispositions testamentaires de René, & Philibert dont on prouve certainement libre disposition se trouvent soutenues entièrement confirmées.

Il y avoit donc déjà quinze ans passé que l'on avoit fait usage dans le Traité de Crespy du Testament de René de Nassau Châlon, ensuite duquel le Prince Guillaume d'Orange fut restitué & réintégré

la corporelle & réelle possession & jouissance de la Principauté d'Orange, & de tout ce qui lui appartenoit & avoit été déclaré lui appartenir, comme héritier universel institué par le Prince René.

L'on peut donc bien juger quelle réflexion doit mériter ce que l'Autheur dudit mémoire allégué, à sçavoir que le Prince d'Orange Guillaume premier comme second Plénipotentiaire de Philippe II. Roi d'Espagne auroit fait inserer dans le traité susdit un article en sa faveur, sans parole appelée, & par son credit : Cet argument est assurément peu solide, & donne une atteinte désavantageuse à l'équité & à la conduite irréprochable des Têtes Couronnées, puisqu'il n'est pas à présumer qu'un Plénipotentiaire auroit un credit si élevé pour inserer dans un Traité de Paix des articles qui n'auroient été précédés de la requête, & justification nécessaire, comme si dans les traités si solennels & appuyés de l'autorité Royale on auroit souscrit aveuglement & sans aucun discernement de la vérité, au bon plaisir ou à la convenance d'un Plénipotentiaire ou à la prévention des Couronnes & Puissances pacificantes.

Et supposant même que son credit auroit eu un si grand ascendant sur l'esprit du Roi d'Espagne, quelle autorité avoit-il ailleurs ? Et s'ensuit-il que les Ambassadeurs du Roi de France auroient dû y acquiescer, & le respecter ; cette complaisance auroit été bien grande, & c'est assurément accuser la conduite de ces Ministres, & celle de leur Roi même, & étoit probable qu'ils auroient été si éclairés ou si fort prevenus que d'abandonner si légèrement dans un Traité de Paix les intérêts des sujets ; & c'est accuser les Rois de faire des présents du bien d'autrui sans aucune réflexion ni à la vérité ni à la conscience, ce qui n'est aucunement présumer ; c'est taxer d'injustice ou d'ignorance les Couronnes & Puissances Paissantes.

Il est inouï que pendant les Négotiations pour une Paix on appelleroit à la conclusion du traité des parties prétendantes, lorsqu'il s'agit de quelque article qu'on y voudroit inserer en faveur d'un autre ; ceci n'est pas d'usage dans les traités publics, ceux qui ont des droits à soutenir & des demandes à faire à la Paix, les produisent & présentent aux Ambassadeurs

est à un chacun à y advigiler, & avoir  
de ses intérêts, ce n'est que devant  
tribunaux qui ont la puissance de la Ju-  
riction contentieuse, pour ce qui est  
leur ressort, que l'on doit employer des  
actions & des formalités pareilles.

Le Prince Guillaume d'Orange se trou-  
vait suffisamment autorisé & qualifié par le  
Traité de Paix précédent qui confirmoit  
justes titres, pour se mettre & être réin-  
tgré de plein droit en la possession de sa  
Principauté d'Orange, ce qui fut réitéré  
positivement par l'article du Traité de Cha-  
teau Cambresis.

La demande faite au Roi de France  
pour que les procès commencés en diffé-  
rens tribunaux fussent évoqués à la Per-  
sonne de sa Majesté, ne pouvoit concer-  
ner que les biens dépendans de la maison  
de Châlon, que l'on lui contestoit mal à  
propos en différens tribunaux, par une  
multiplicité de procès pour embarrasser &  
retarder l'accomplissement de ce qui avoit  
été promis & déclaré par lesdits Traités de  
Paix en faveur du Prince Guillaume d'O-  
range, la preuve en est évidente, selon  
sens clairement exprimé par lesdits Ar-  
cles qui distinguent la Réintégration &  
resti-

restitution de la Principauté d'Orange avec la demande des biens dépendans, de plus cette distinction est certaine la demande même du Prince Guillaume d'être réintégré premièrement dans sa possession d'Orange suivant lesdits traités. sorte que les lettres patentes accordées le Roi de France, ne concernoient que les contestations pour les biens dépendans le mot de *juger* qui n'a aucune relation avec des Souverainetés, inferé dans lesdites lettres le verifie entierement.

D'ailleurs les déclarations du Parlement & des Rois de France prouvent l'indépendance, & l'incompétence d'en Juger c'est ce que le Prince d'Orange Guillaume I. n'ignoroit pas, & c'est aussi ce qui fait connoître que sa demande ne concernoit que les biens dépendans de la main de Châlon, aux droits de laquelle il étoit & par cette même raison il exigea d'être premièrement restitué dans sa dite Principauté, faisant lever & cesser toute mainmise & empêchement ensuite desdits Traités de Crespy & de Chateau Cambresis.

D'où résulte évidemment la solution & l'illation que l'on prétend tirer très-abusivement, de ce que par le Traité de Ry

se seroit dit que leurs Majestez les Rois  
France & d'Angleterre nommeroient  
Commissaires de part & d'autre, cela  
concerne que les differens & questions  
quelques biens dépendans, & aussi pour  
miner & régler toutes les difficultés qui  
soient sur les innovations dommages &  
doubles faits par la France à cause des  
guerres, & pour l'accomplissement de ce  
qu'avoit été promis de la part de la Fran-  
ce par le Traité de Nimegue & précé-  
dens & non accomplis jusqu'alors; & pour  
autres prétensions qu'avoit le Roi d'An-  
gleterre au sujet desdits biens dépendans,  
entre autres la restitution des Salines.

On ne doit que lire les articles desdits  
traités de Nimegue & de Ryswick pour  
connoître l'erreur d'une illation pareille,  
autant plus que par lesdits traités ensui-  
vants des précédens, on voit qu'au sujet de  
la Principauté & Souveraineté d'Orange la  
réintégration a toujours été faite préféra-  
blement & sans difficulté: Et d'ailleurs  
dans la supposition même que l'exprimé  
dans ledit article de Ryswick pourroit  
être pris dans le sens que l'on prétend très-  
fautiveusement, le Roy d'Angleterre qui  
étoit que possesseur & héritier fiduciaire

re de la Principauté d'Orange comp  
dans la portion du Prince d'Orange F  
lippe Guillaume, vinculée d'un grade  
perpetuel fideïcommis, n'étoit aucu  
ment en droit d'y porter quelque inno  
tion contre la disposition testamenta  
ni en pouvoir de consentir à aucune  
minution aux prérogatives, superiori  
& Souveraineté de la Principauté d'Ora  
contre la nature & prééminence des S  
verainetés.

La qualité de descendant de la ma  
de Châlon que l'on fait valoir de la  
de Monsieur le Marquis de Mailly, r  
d'aucune reflexion dans le cas prése  
il suffit qu'il conste indubitablement  
la Principauté d'Orange avec les au  
droits, noms, & actions qui ont appa  
nus à la maison de Chalon, incorp  
dans celle de Nassau lui aient été lég  
mement transmis & délaissés par les  
taments respectifs, & confirmés par  
de Traités de Paix consecutifs en la m  
son de Nassau.

La qualité d'héritier subrogé n'emp  
te autre chose que l'engagement à  
poursuite des instances ou procès qui  
roient commencés & contestés pour



ens dépendans, le Prince d'Orange Guillaume I. n'a jamais reconnu aucun Tribunal ou Juge au sujet de la Principauté d'Orange, qui comme toute autre Souveraineté est exemte de toute Jurisdiction perieure.

On voit donc que les prétensions imaginaires des sujets de la France que l'on auroit faire revivre après l'écoulement de près de deux siècles & une possession continue, munie de titres si justes & confirmée par tant de Traités de Paix consecutifs, sont entierement destituées de tout fondement & raison, sans qu'il y ait eu la moindre protestation publique, pour conserver les droits que les Prétendans de France pourroient avoir eu pour les transmettre à leurs Successeurs & les faire valoir dans la suite du tems, étant une démarche très usitée & essentielle dans les Traités de Paix.

Mais à quoi bon s'amuser à établir une vérité si incontestable, comme est celle du droit de Souveraineté & indépendance de la Principauté d'Orange, acquise avec les autres biens à la maison de Nassau; peut-on en douter à la vuë de tant de Traités de Paix? Peut-on en avoir un

un témoignage plus authentique que celui de l'An 1606. lorsque le Prince Philippe Guillaume épousa la Dame Eleonore de Bourbon, sœur de Henry Prince de Condé, première Princesse du sang de France, ensuite du contract de mariage (dans lequel il se qualifioit à juste titre de *Prince Souverain d'Orange par la grace de Dieu*) dont les articles furent lus au Roi de France Henry IV., approuvé & signé de sa propre main à VillersCotterets le 22. Juillet 1606., & qui confirma & garantit la jouissance entière dans le droit Souveraineté en la Principauté d'Orange que les Princes de la maison de Nassau avoient acquis & possédés légitimement avec les autres biens, droits, noms, actions de la maison de Châlon, incorporée dans celle de Nassau.

Entre toutes les conventions des hommes il n'y en a point qui aient plus de poids, plus de solidité, ni plus d'autorité, & qui étraignent plus fortement la société civile, que les contracts de mariage, c'est là que l'on établit les loix d'une famille qui doivent demeurer à la postérité, fixes, stables, perpetuelles, & immuables, sans qu'il soit au pouvoir d'aucun

ceux

ix qui les ont consenti & entrevenu, déroger.

Que ne doit-on donc pas dire de leur bilité immuable, lorsqu'ils sont revê-, & qu'ils participent de l'approbation, intervention, & autorité Royale? On peut ici opposer avec raison que ce se-  
*res inter alios acta*, c'étoit un consen-  
ment & une déclaration de la possessi-  
& propriété ancienne, & légitimement  
nsmise & héritée, sans que l'on puis-  
ni doive présumer que les Rois qui  
norent de leur autorité des actes pa-  
ls, se détermineroient sans connoissance  
cause, en préjudice d'un tiers, contre  
verité & l'équité.

Le Prince Phillippe Guillaume est re-  
nnu dans ledit contract de mariage, pour  
ince Souverain d'Orange; n'est-ce pas  
ne loix de famille qui doit demeurer fixe  
perpetuelle? Et le consentement Royal  
e fait-il pas en ce cas un argument & te-  
oignage immuable? On n'en peut dis-  
onvenir avec raison.

En suite dequoi le Prince se retira d'a-  
ord à Orange ou toutes les Communau-  
s, les Corps, & Ordres de l'Etat lui  
ndirent, comme à leur Prince Souve-  
rain,

rain ; les honneurs & devoirs de subjecti-  
naturelle ; les autres villes lui temoigner  
aussi les respects & sommissions que les  
jets doivent à leur Prince , & ainsi ap-  
tant de traverses & de difficultés il  
meura maître de son Etat.

On n'entend pas que pour lors les Pr  
tendans de France se soient donnés qu  
ques mouvemens ; on n'acquiesce pas si-  
cilement à des actes préjudiciels , l  
qu'on se croît munis de quelque dro  
tout est cependant resté dans un profo  
silence, & dans les termes d'une presc  
ption légale fondée sur un juste titre  
droit acquis légitimement. Comment  
ce donc que leurs représentans ou aie  
cause, pourroient présumer de reve  
( contre les déclarations reiterées des Tr  
tés de Paix antérieurs ) d'un témoigna  
authentique du Roy de France Henri I  
par lequel il reconnoissoit ( comme avoie  
fait les Rois ses prédécesseurs à l'égard  
autres Princes de la maison de Nassau )  
Prince Philippe Guillaume pour Prin  
Souverain d'Orange, avec toutes les sup  
riorités & prérogatives dont avoient to  
jours joui ses prédécesseurs, sur le pieé de  
dits Traités de Paix antérieurs, com

titiers mediats & immediats du Prince  
libert de Chalon Orange.

On trouve encore une autre preuve ju-  
rative de la possession & propriété du  
Prince Philippe Guillaume de sa Princi-  
auté d'Orange, & des autres biens &  
biens de la maison de Chalon situés en  
Languedoc, Bourgogne Comté, & ail-  
leurs sous la domination de la France,  
dans le traité de Partage & de Tran-  
saction fait avec ses deux freres, les Prin-  
ces Maurice, & Frederic Henry, le 27.  
Jan. 1609. à l'intervention des Ambassa-  
deurs d'Angleterre, & de France : Des Mi-  
nistres d'un caractère pareil ne s'entremê-  
tent pas dans des conventions & actes pu-  
blics, sans agrément & ordres particu-  
liers de la Cour, principalement lorsqu'il  
agit par des adveux publics de recon-  
naître & d'attribuer des titres, des cara-  
ctères, ou des droits, quel'on peut tirer  
conséquence & causer du préjudice à  
tiers.

Par les Traités de paix depuis celui de  
Madrid jusques au dernier conclu à Rys-  
wick, & par les déclarations y comprises,  
auxquelles on se tient, & qui sont autant  
de titres d'une acquisition légitime, &  
d'une

d'une possession continuelle ; il est sans difficulté & aisé de connoître que la Principauté d'Orange, & les autres biens, droïts, & actions de la maison de Clon, incorporée dans celle de Nassau, ont été comme par autant de Décisions particulières & suffisantes confirmés pour la maison de Nassau, ce qui exclut tout ce qui n'est pas Nassau ; par les Traités particuliers qui sont autant de Décisions suffisantes dans la maison de Nassau, & donnent l'exclusion à tout autre qui n'est pas l'aîné & régulent la succession à la Principauté d'Orange & aux autres biens de la portion du Prince Philippe Guillaume pour celui qui en est l'aîné & le chef de la suite du perpetuel, réel, & graduel fidèlement commis compris dans la disposition testamentaire du 20 Fevrier 1618.

Ces traités ou décisions dans la maison de Nassau sont le Partage & transaction de l'an 1609. le Testament du Prince Guillaume, confirmé par l'addition formelle des héritiers, par des pactes de famille réitérés, onéreux & reciproques, la Genealogie qui fait voir qui est l'aîné, & enfin l'ordre établi, & réglé par ledit Testament, pour la succession, le cas de la substitution arrivant.

Ensuite de ces titres le Roi d'Angleterre comme ses prédécesseurs, a hérité possédé la Principauté d'Orange & les uns de la portion de Philippe Guillaume, aux mêmes engagements que les autres Princes.

D'où l'on voit l'évidence des droits de son Alt. Seren. & que les prétensions de sa Majesté le Roi de Prusse qui n'est ni d'Oranien ni Nassau, ne sont aucunement admissibles, & que celles que l'on avance de la part du Prince Nassau Dierz cadet de la maison, sont téméraires, contre l'ordre établi, & contre les faits & engagements de ses ancêtres, auxquels il est étroitement & inséparablement engagé, comme héritier mediat & immédiat.

Ce qui doit suffire pour lever entièrement tout préjugé tant en faveur des prétendants de France que de tous autres, de prévention, passion, ou d'inclination contraire aux droits incontestables de son Alt. Seren. & pour faire de même concevoir sans peine combien sont destitués de tout fondement & probabilité ceux qui s'érigent en compétiteurs (que l'on ne reconnoît pas) sous les auspices de la conjonction, du crédit, de la puissance, & des

Alliances; & quoique ces circonstances emportent souvent la balance, faisant laiguir la verité & la raison, elles n'attibuent cependant jamais plus de droit, pourqualifier des demandes qui en sont éleignées & qui n'ont que la convenance l'avidité du bien d'autrui pour objet; l'crifiant la verité & tout ce qui est juste la raison d'Etat.

On espere toute autre chose de cet Illustre Assemblée dans un tems où il s'agit de rendre à un chacun ce qui lui appartient, & de soutenir les droits & commandes des plus foibles, aussi-bien que des plus forts & acredités: C'est aussi de cette juste confiance qu'on se promet que les demandes appuyées des Traités de Paix & des titres & traités particuliers, produites dans le Mémoire présenté de la part de son Alt. Seren. à cette Illustre Assemblée des Couronnes & Puissances, pour la reintegration & restitution de la Principauté d'Orange & des autres biens de la portion du Prince Phillippe Guillaume, seront suivies de l'effet que l'équité & la conscience exigent, sans qu'il soit question, après une verité si connue, pour une Principauté Souveraine d'aucun sequestre,  
mois



moins encore d'aucun arbitrage ni com-  
romis à quoi on ne consentira jamais;  
rôtestant bien expressement contre toute  
résolution contraire en préjudice de l'évi-  
dence des droits de son Alt. Seren. puis-  
s'elle seroit directement opposée à l'au-  
torité publique de la foy inviolable des  
traités de Paix, qui doit être invincible,  
immuable; aussi on ne doute pas que  
Majesté Très-Chrét. continuera à main-  
nir pour la maison de Nassau, ce que les  
rois ses prédécesseurs ont fait & promis  
& ce qu'Elle même a si solennellement  
déclaré) par tous les Traités de Paix con-  
cutifs depuis celui de l'an 1525. jusques  
celui de l'an 1697. & en même tems  
il a lieu d'espérer que ce que les Empe-  
urs & autres Couronnes & Puissances  
ont dans ce tems là soutenu & maintenu  
dans lesdits traités de Paix, sera de même  
conservé inviolable à présent par ceux qui  
occupent si glorieusement leurs thrones &  
qu'ils ne permettront pas que la foy publi-  
que des traités *quam tanto magis prestare de-*  
*bet summi hominum rectores quanto ceteris*  
*pacellunt*, souffre aucune atteinte dans cer-  
tains occasions, aiant en vûë ce que dit Gro-  
tius, *quo magis regum est religiose hanc cole-*

*re primum conscientia, deinde & fama causa, qua stat regni auctoritas :* On se persuade donc que cette Illustre Assemblée tiendra la main au maintien desdits Traités de Paix qui sont des Décisions suffisantes qui appuient le droit acquis à la maison de Nassau, & au Prince aîné en vertu des Testamens & de tout ce qui a été si solennellement établi & confirmé par les pactes de famille réitérés entre eux & réciproques, & dont sa Majesté Imperiale est guarand.

Il n'y a pas ici autres choses à examiner si non dans quelle famille se trouve la possession de la Principauté d'Orange & qui est l'aîné & premier substitué, autrement ce seroit faire tourner une véritable possession en simple prétension, & mettre un droit acquis en but, & en paralelle avec des prétensions de pure convenance ou de force, & si les traités de Paix ne donnent point un juste titre, quelle puissance pourra conserver dans ce qu'elle possède, ou acquiert de nouveau ?

*Memoriale Commendarum & Bonorum Illustrissimo Ordini Equestri Sti. Joannis Hierosolymitani in Belgio Fœderato recuperandorum, Illustrissimis & Excellëntissimis ad Tractatus Pacis in Civitate Ultrajectinâ cum summâ Potestate Ablegatis, ex parte Eminentissimi ac Celsissimi Domini D. Raymundi de Perellos de Rocafull, D. G. Equestris Ordinis Melitensis Magni Magistri ac Principis Melitæ & Gozzi, nec non Totius Equestris Ordinis Sti. Joannis Hierosolymitani, Exhibitum per Illustrem Dominum Liberum Baronem de Merveldt, fatis Equestris Melitensium Ordinis Magnum per Germaniam Bajulivium.*

## S. I.

**O**Rdo Militaris Sti. Joannis Baptistæ Hierosolymitani, sub nomine Ordinis Melitensis hoc tempore magis cognitus, et tot sæcula institutus, ex variis omnium re Europæ populorum Illustribus Familiis collectus, liberæ ad instar Reipublicæ gubernacula, & arma unicè adversus Infideles Christiani nominis hostes gerens, Christianorum inter sese dissidentium bellis sese inquam, etsi, ut ex sequentibus appare-

bit, quandoque non mediocriter laceffitu immiscuit, imò potius omnibus Monachis, Regibus, & aliis Christiani nominis Principibus, ac Rebuspublicis, omnem hosce pro suis defensoribus, Deum vel pro capite agnoscens, semper familiare se exhibuit & officiosum, neutrique plura adhærens parti, nullum præterquam Christiani, ejusque sequarium Ofores, ex primo vo sui instituto armis persecutus est.

§. 2. Et inde quidem inclitus hic Orator prærogativâ quâdam speciali sibi concedendum fore confidit, ut quamvis bello, cuius sopiendi causâ nunc conventum fuisse nullatenus implicitus fuerit, occasione tamen Pacis Principes inter Christianos mundo redintegrandæ, eosdem pro restitutione Commendarum, & Bonorum in Belgio Fœderato sibi in commune Christianitati detrimentum in hodiernum usque diem vix facti detentorum promovenda, & ex hoc insuper etiam capite interpellare ausit, quod fidei Christiani Principes, & partes Negotium hoc restitutionis, eidem auctoritatem suam impertiendo, jam dudum fecerint suum.

§. 3. Et sane Augustissimos Imperatores cum toto sacro Romano Imperio re-  
ha

anc a se non alienam arbitratos fuisse, testatur Rescriptum Imperatoris Ferdinandi II. ad Serenissimum Ducem Neoburgium utpote Circuli Principem & Directorem, 26. Novemb. Annî 1653. desuper manatum; testantur hoc literæ à S. R. Imperii Electoribus, Principibus ac Status 5. Decembris ejusdem Anni 1653. ad Unitarum Provinciarum Belgii Fœderati Delfos ac præpotentes DD. Ordines Generales exaratae; testatur hoc Cæsarei quoniam Ablegati Extraordinarii Domini Frieuet 25. Novemb. 1661. apud modo dictos DD. Ordines Generales facta instantia; testantur demum & idem Capitulationes Imperatoriae recentiores, & has inter recentissima modernæ Sacrae Cæsareæ Majestatis Gloriosissimæ Regnantis, cujus Art. 10. Eadem Sacra Cæsarea Majestas restitutionem hanc bonorum, inclyto Ordini blatorum, remediis amicabilibus se promoturam pollicetur.

§. 4. Hæc autem amicabilia officia nusquam commodius, nullibi opportunius & alubrius implorari & sperari poterunt, quam eo tempore & loco, quibus de Pace Generali stabiliendâ modò agitur.

§. 5. Regia Majestas Christianissima,

prout incrementum commodumque Ordinis, pro re Christianâ tam indefessi, Regio Cordi habere hætenus abundè monstravit, per suos ad D. D. Ordines Generaliblegatos Ministros negotium hoc restitutionis, rei Christianæ vel maximè expediente & necessarium, protectione & remonstratione suâ Regiâ jam olim honorare & secundare dignata est; id quoque ex Memoriali Domini d'Estampes 20. Augusti 1638. Celac præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus, ex repræsentatione & instantia Domini Comitis d'Estades de Anno 1663. & respectivè 15. Octob. 1669. luculenter apparuit.

§. 6. Quæ demum Regiarum Hispaniæ Magnæ Britaniæ Majestatum recentiorum hac in re fuerunt desideria, quis non novit.

§. 7. Tantæ tantorum Monarcharum & Regum non tam intercessionibus & commendationibus, quàm potius ad reparandam illam, quæ contra jus Gentium Ordini, nullatenus subdito sed æque libero, pessimo exemplo illata fuerat, violentiam, pro eo, quo in Christianâ Republicâ loco positi sunt eminentiori, monita, & postulati uti seria, ita omninò competentia, ab effectu debito & adæquato ulterius non fruerentur, ac spernentur, Gentium omnium  
Chi

Christianarum securitati, & hinc ipsorum-  
et quoque Monarcharum & Regum, re-  
quorumque Principum Christianorum vel  
maximè interest, ut restitutio hæc quæ-  
onis ulterius non differatur.

§. 8. Quâ enim curâ, quâ Militari pro-  
dentiâ, Generosi hujus Ordinis Milites  
fidelium Turcarum Barbariem in Mari  
Mediterraneo hucusque averterint, illic  
navigantium Mercatorum, maximè, uni-  
um Provinciarum Civium ac inhabi-  
tatum testimonio præ cæteris sat probari  
terit; probant etiam novissimè illæ hunc  
finem recentissimis Annis à prædicto  
Questri Melitensium Ordine sumptibus  
mensis ædificatæ Naves Bellicæ, tan-  
n Christianis in Mari Mediterraneo, Par-  
usque Orientalibus Commerciis Gerenti-  
bus securitatem adferentes, quantam ante  
hæc adhuc nunquam habuere. De Meritis  
Martyri hujus Ordinis, qui in hodiernum  
que diem per tot jam sæcula in commu-  
ni reî Christianæ & Commerciorum se-  
curitatem, spiritus rerum, vitæ, sangui-  
nisque dispendiis, immanium Christiani  
Dominis hostium ferociam indefesso labore  
erimere satagit, tot elogiis unanimi totius  
Christianitatis calculo eidem attributis,

aliquid amplius aliàs hic super addere actum agere, atque Soli lucenti lucernam accendere foret; hoc tamen pro substratâ materiâ hic commemorari sive potius ex anterioribus breviter repetere adhuc licebit.

§. 9. Unitarum Provinciarum Belgæ Fœderati Celsi ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Illustris Ordinis Melitenſis amicitiam benevolentiamque effectu ipsi sæpiùs expertos fuisse, utpote quorum Civibus ac Subditis in Mari Mediterraneo & partibus Orientalibus Commercia gerentibus, non modo liberrimus ad Portum Insulamque Melitenſem patet accessus, verum etiam omnia ad victum, & Negotiationis maritimæ usum necessaria ab eodem administrantur, quorum infirmi in Hospitalibus recipiuntur, ac aluntur, & quorum inhabitantes denique non rarò Barbarorum servituti & manibus erepti cum summi Equitum sanguinis ac vitæ discrimine pristinam libertatem Batavis tam precipuam asseruntur.

§. 10. Quæ sane Celsis ac Præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus Unitatis Belgii, eorumque inhabitantibus per testiferè innumeros innotuere, ac res inclyti Ordinis in Belgio sitas semper incolume  
fer



imper salvas, semper intactas servare debant; est contrario satis eventu, à quibus clytus Ordo Antidota sperare poterat, difficultatem expertus est.

§, II. Omnes namque inclyti Ordinis Juliviæ, Commendæ, Domus & Bona, in Geldria scilicet Commenda Novio-agenfis cum omnibus Ap & Dependens; Commenda de Ingen in Batavia in Pa- Ingen sita; Commenda St. Heerenloe l Vallis Sti. Joannis dicta, sita prope civitatem Harderovicum in Velavia; in elandia in Civitate Middelburgensi, una ommenda; Item prope Middelburgum iæ Commendæ Kerckwerf, & Weme- ngen nominatæ; in Frisia Commenda neeck sita prope Civitatem Sneeck; in rovinciâ Ultrajectinâ Balliviatus Sanctæ atharinæ in Civitate Ultrajectina situs, um appartenentibus membris & Commen- is, uti in Ingen supradicto, Bueren, Montfort, Oudewaeter, Hermelin, & Vaerder prope Boedengraef; in Provin- a Groeningana tres Commendæ dictæ Verffum, Wytweert & Ooster Wierom) ib D. D. Ordinum Generalium Territorio onstituta & ad magnum Germaniæ Prio- utum spectantia, quorum annuus redditus

ad quinquaginta mille Imperialium fac  
excurrit, annis 1602, 1607, & 162  
eo nimirum ævo. quo locorum illori  
Commendatores Reipublicæ Christian  
causâ absentes, ac ejus propagationi  
commodo insudantes Melitæ aut mari  
gebant, indeque tardius redibant, a q  
busdam Civitatibus, Nobilibus & Mer  
toribus privatis propriâ authoritate occu  
ta fuere, solo odiosissimo illo prætextu R  
ligionis, a Catholicâ, cujus profession  
Ordo immutabiliter in hunc usque diem  
tinet, diversæ.

§. 12. Paci ac concordix non solum C  
forum ac Præpotentium D. D. Ordinum C  
neralium verum & omnium Gentium Ch  
stianarum pessimè consultum foret, si ge  
cuique ob diversum in puncto Religio  
ab alterâ opinionem, alterius Gentis  
Reipublicæ et si æquè Christianæ, sibi n  
latenus subditæ res & facultates pene  
existentes publicâ etiam authoritate ned  
pro privati cujuscunque concupiscentiâ  
ambitione, aut invidiâ auferre liceret.

§. 13. Celsi ac Præpotentes D. D. C  
dines Generales & Socii Foederati mal  
hoc principium sibi met ipsis fatale per  
mæque consequentiæ fore judicantes,

em in Pacificatione Gandavenſi anno 1576. initâ artic: ejusdem jamdudum ob-  
am ire ac cavere voluerunt, non ſolum  
nnes Sæculares, verum etiam Prælatos,  
eterosque NB. Eccleſiaſticos, qui qui-  
em Abbatias, Fundationes, Reſidentias  
tra Provinciam memoratas in iis tamen  
ona haberent, ad eorundem poſſeſſionem,  
oprietatem, uſum, fructuumque perce-  
ionem NB. Sæcularium ad inſtar admit-  
ndos eſſe, & eis uti antehac potiri de-  
ere.

§. 14. Fuiſſe autem Ordinis Melitenſis  
ona etſi in Provinciis Belgii Fœderati ſita  
b hoc Pacificationis articulo nihilominus  
omprehenſa, Celſi ac Præpotentes D. D.  
rdines Generales Hollandiæ & Zeelandiæ,  
artim Decreto 9 Auguſti anni mox infe-  
uentis 1577. emiſſo, partim Litteris occa-  
one jamtum temporis tentatæ uſurpationis  
ad Bonorum detentores datis, prodide-  
unt, conceſſâ nimirum Domino Commen-  
tari Domûs Melitenſis Harlemii ſitæ,  
oteſtate, ut omnia ſua bona, tam mo-  
ilia, quàm immobilia, terras, agrosque  
nnes, ubicunque tandem eſſent, Ordinis  
omine iterum teneret, uteretur, fruere-  
ur, ejusdem verò ætatis poſſeſſores illis

penitùs abstinerent, prout in specie Civitas Amstelodamensis laudabiliter semper votis habuit, & idem Dominus Commendator etiam pro tunc actualiter restituit fuit.

§. 15. Insuper vi Unionis inter Ordinem Ducatûs Geldriæ & Comitatus Zutphanicum Hollandis & Zeelandis, item in Civitate Ultrajectinâ circumjacentibusq; Frisiæ partibus anno 1579. initæ, ejusdemque articuli XIV, per modum Contractus Fæderisque perpetui, post magnæ rei deliberationem id, quod in Pacificatione Gandavenfi, & mox allegatis Ordinum Mandatis, ac Placitis de restitutio Bonorum Ordini Melitenfi faciendâ statutum erat, denuò confirmatum, ac inviolabile redditum fuit, additis artic. XXII prægnantibus clausulis Unitarum Provinciarum Ordines sanctè promississe, se omnes articulos & capitula dictâ Pacificatione Unionis comprehensa plenissimè observaturos, & executuros, nec aliquid in contrarium molituros, aut ut ab aliis, sive rectè, sive indirectè, quâcunque tandem viâ modoque tentetur, jussuros permissove; si quid vero secus accidar, aut a machinentur, illud omne nunc ex tunc

nunc ex nunc nullum, irritum, & inef-  
ficax esse oportere, idque sub firmâ sua-  
rum Provinciarum, Regionum, Urbium,  
Orditorum, Personarum Bonorumque  
obligatione, ita quidem, ut illa citra  
omnem contradictionem in cujusvis Ter-  
ritorio deprehensa, arrestari, detinerique  
possint, & debeant, renunciatione qua-  
viscunque exceptionum, Privilegiorum  
beneficiorum.

§. 16. Eâdem Unione Ultrajectina Art.  
1. definitum, & concessum fuit, Fœde-  
ris summo studio adnitendum esse, ne  
ceteris Principibus, Nationibus, Provin-  
ciis aut Civitatibus ullam offensæ aut  
ultionis ansam præbeant; huicque malo  
præcavendo, tam Forensibus, quàm Ci-  
vibus æquâ & æquali lance jus dicendum,  
inque illorum, quàm horum Legitima  
iura conjunctâ æquitate tuenda fore.

§. 17. Et in effectu, ipso vigore dictæ  
Constitutionis Gandavensis de Anno 1576.  
& Unionis Ultrajectinæ de Anno 1597.  
Illusterrimus Princeps ac Dominus Do-  
minus Magnus Ordinis Magister in Insula  
Cypri Urbe Melitensi fixam sedem tenens, ac  
S. D. Belgii Fœderati Ordinibus ex hoc,  
quod Dominia & Bona in Urbibus præci-  
pue

pue Harlemiensi & Ultrajectinâ iisq  
Unitarum Provinciarum locis sita hab  
neutiquam subditus, sed Regiis honorib  
in Aulis Imperatorum ac Regum æq  
potitus, eadem bona potiori ex parte quic  
retinuit, possessione in longius tempu  
quàm ad præscriptionem insuper neces  
rium foret, denuò continuatâ.

§. 18. Anno quiden 1581. a Celsis  
Præpotentibus Dominis Ordinibus Gen  
ralibus concessa fuit Provinciis potestas  
bonis Ecclesiasticis in suo Territorio i  
ventis disponendi, ac eâdem concessio  
invasionem bonorum Ordinis justific  
posse quibusdam visum est.

§. 19. Quidquid demum inter inhal  
tantes respectu bonorum Ecclesiasticoru  
hac de re statuendi, Celsis ac Præpoten  
bus D.D. Ordinibus Generalibus integru  
fuerit, hoc tamen fundamento Ordin  
Melitensis ac ejusdem Magni Magistri b  
na in aliâ prorsus consideratione habend  
quàm Ecclesiastica aut subditis sibi Rel  
giosis propria, invadi non poterant;  
hinc est, quod permissione præactâ null  
tenus obstante, firmum ratumque steter  
hujusmodi Commendas Equestris Ordin  
absolutè proprias esse, ac a Celsis ac Pra  
po

entibus Dominis Ordinibus Generali-  
sub 5. Febr. 1596. Ordinibus Provin-  
Groeningensis, ad instantiam Monia-  
Commendæ Melitenfis in Warffum  
criptum fuerit, ut descriptione seu in-  
tatione bonorum, ad nominatam Com-  
ndam pertinentium, penitus abstine-  
t, eorumque bonorum usum ac ad-  
ministrationem liberum Monialibus per-  
terent.

20. Licet sub eodem prætextu con-  
æ Anno 1581. de bonis Ecclesiasticis  
ponendi potestatis, Anno 1593. Civitates  
enacum & Noviomagum Ordinis bona  
uo Territorio reperta usurpare tentave-  
attamen Mense Februarii Anno 1597.  
D. Statuum Ducatûs Geldriæ & Co-  
atûs Zutphanix Deputatis declaratum  
bona prædicta Arenaci & Noviomagi  
proprietas jure ad Ordinem Meliten-  
spectare, ideoque, à præclusionem seu  
Aresto liberata Vigore Recessus Comi-  
rum de Anno 1581. Ordini denuò re-  
tuenda & tradenda esse, prout & inse-  
a per Cancellarium & Consiliarios Du-  
cus Geldriæ & Zutphanix decreti hujus  
rificatione dicta bona Ordini actualiter  
um cessa ac tradita fuere, ut vel hinc  
abun-

abundè pateat D. D. Ordinum men  
nunquam fuisse sub dictâ concessione  
vinciis Anno 1581. datâ Commendas  
appertinentias Ordinis Melitensis com  
hendere, sed eadem bona inclyto Or  
nihilominus illibata manere debuisse.

§. 21. Attamen in sequenti Anno 1604  
post obitum Domini Bernadi de Gol  
Commendatoris Commendæ Novio  
gensis per Magistratum Noviomagen  
illius etiam Commendæ ibidem app  
nentia fuere invasæ, litterariæ & ex  
torum præcipuè Nummorum Docum  
Originalia direpta, & dispersa om  
Baro de Merode Commendator in Si  
furt, & sui Ordinis per Germaniam Re  
tor Generalis, dum bona Vacantia, de  
per Magnum Magistrum de iis dispor  
tur in Ordinis usum suscipere, & respi  
vellet, dictæ Commendæ Domo vi ex  
sus, in Diversorium recedere coactus, i  
tisque injuriis indignis affectus fuit.

§. 22. Nec Magistratui Noviomag  
Bona in suæ Civitatis Territorio & Sc  
natu sita ad se traxisse sat erat, prædi  
Commendæ prædiâ in Betavia, ultra  
vium extra Territorium, imo & ea,  
in Ducatu Clivenfi, adeoque notorie



perio sita, invaserunt, & horrendo sane  
spectaculo pecora, frumenta, & mobilia,  
reperiebantur, omnia, asportarunt;  
Eclesiam saltem Antiquissimam dictæ  
Commendæ in Noviomago annexam fun-  
dis evertere non dubitarunt.

§. 23. Rem hanc immanem D. D. Or-  
des Generales, quibus & Christianissimi  
Regis Legatus, ac ipsemet Dominus de  
prode ejus in justitiam Luculentissimis  
argumentis 20. Octobris 1638. ob oculos  
puerant, nullo modo probare potuere,  
non maturâ deliberatione habitâ nullam  
in super bona Ordinis, utpote exterius  
incorporata, esse prætensionem denuò de-  
raverunt, ac à Dominis Consiliariis Du-  
chus Geldriæ & Comitatus Zutphaniæ sub  
d. 21. Aug. 1638. amicè, ac vi officii  
agitarunt, ut in clyto Melitenfium Ordini  
possessionem bonorum ad eundem perti-  
nentium, & in Circulis Arenacensi & No-  
vomagensi existentium restituant, atque  
effectum consequendæ actualiter resti-  
tutionis Ordini, ut mala ac damna aliàs  
imminentia præcaverentur, forti manu as-  
stant.

§. 24. In hunc quoque finem dirige-  
batur Illustrissimi Principis Auriaci po-  
stula-

stulata Dominis Consiliariis nominis Curiae Provincialis 12. Jan. 1639. scripta.

§. 25. Iidem Domini Consilarii of suo non defuerunt, abrogando, quo non alienandis sine Consensu Curiae Camerae Bonorum Melitensium redditus 13. Junii 1638. dederant Mandatum ac Provinciarum Praefectis & Officialibus 21. Januarii 1639, injungendo, ut census redditus, & emolumenta ex Melitensibus bonis sub eorum Praefecturis enascerentur nemini praeterquam Domino de Merode Equiti & Receptori, vel ejusdem matris aut Administratoribus deinceps cederent.

§. 26. Cujus abrogationis, ac justitiam mandati intuitu nonnulli detentores bonorum Ordinis in jus Vocati, & non contenti Civitatis Noviomagensis interventione, exceptionibusque interpositis, ad causas pecuniarios de Annis 1635. 36. 37. 38. Domini de Merode Procuratoris favore sententiâ 22. Octob. 1639. lata inque decreto comitali de Anno 1638. confirmatâ condemnati fuere.

§. 27. Cum Magistratu Arenacensi tandem transacta fuit, ita tamen ut ex b

dictæ Commendæ ad sustentationem  
Ministorum, sive Prædicantium hæc-  
concurri debuerit, quamvis autem Do-  
mus Liber Baro de Merveldt Magnus per  
maniam Bajulivius, & pro tempore  
æ Commendæ Arenacensis Commen-  
r, non exiguam pro exsolvendis hujus  
commendæ Oneribus pecuniæ summam  
propriis impenderit, nihilominus dicta  
commenda Arenacensis per defensionem  
dorum propter Fortificationem Arena-  
oviter & ultimò factam, partim anni-  
orum, partim deterioratorum, ex qui-  
omnibus tributa etiam adhuc præten-  
tur, in talem statum redacta, ejusque  
tus Annui tam notoriè imminuti sint, ut  
antum illud Magistratui Arenacensi ex  
tribus dictæ Commendæ Annuè exsol-  
dum rebus sic stantibus in totum solvi  
possit.

28. Magistratus vero Noviomagen-  
in morâ & infractibus causæ injectæ  
fidium quærens, in Comitibus Anno 1640.  
Anaci Celebratis apud Circulum Novio-  
genssem decretum quidem aliquod 29.  
idem Anni subreptitiè & inauditâ parte  
itâ eo impetravit, quod Dominus de Mero-  
Ordinis Melitenfis in Provinciis Belgicis  
Re-

Receptor ob petitam bonorum Ordinis cuperationem ad inferiora judicia Provincialia ac Municipalia remittendus sit.

§. 29. Quia vero ab ipsomet Circu Noviomagensi; ut & Zutphanienſi Comitibus Anno 1638. habitis libellus Don de Merode ad deſuper Curia Provincie reſpondendum Civitati Noviomagi communicatus, ac Civitas ipſa deſuper tem coram eadem Curia Provinciali teſtata fuerit, nullitatem decreti ſubreptii quis non videt?

§. 30. Maximè cum ea, quæ unanimi Dominorum Ordinum & Trium Circulorum Decreto ſemel ſtatuta fuerunt, ju Receſſum Provinciale 28. Aprilis 15 Arenaci factum non aliter, quàm viſim unanimibus votis tolli poſſint ac beant.

§. 31. Hinc Circulus Zutphanienſis ut & Arenacenſis, non attentâ Circu Noviomagenſis ſequitori opinione, inſiſmet Comitibus Arenacenſibus 29. Aug. 1640. concluſerant, a Curia ſuprema Hypotheſi juſ dicendum eſſe.

§. 32. Prout & eadem Civitas Novomagenſis in ſua Proteſtatione Domino Provinciali decreto de Anno 1639. oppoſi

is Privilegiatas citra tranquilli status  
incipiæ turbationem avocari, & Uni-  
orum Circulorum decreta concordan-  
aliâ ratione quàm votis Circulorum  
im unanimiter contrariis mutari mini-  
posse passim inculcat, sed malè ap-  
t.

33. Anno 1641. frustra per D. D.  
lores Curiae Geldriensis tentatâ rei  
positione, Magistratus Noviomagen-  
quidem per Ministros seu prædican-  
religionis suæ impetrare molita fuit, ut  
ætensâ possessione Domûs Sti. Joannis  
iomagi sitæ defenderetur, quasi verò  
quod post impertitam etiâ Provinciiis  
bus Ecclesiasticis in suis Territoriis si-  
atuendi facultatem respectu Bonorum  
iati Illustris Ordinis, eorumque Oc-  
ptione statuere Anno 1597. iniquum  
et, Anno demum 1641. manente etsi  
m juris ratione Noviomagensibus  
um fieri potuisset.

34. Sed nil aliud præterquam Circu-  
m Geldrientium discordantes senten-  
teste Recessu Comitiorum Anno 1641.  
unii Zutphaniae finitorum reporta-  
tis, quamvis enim Circulus Noviomag-  
is errori priori inhærens, teste mox  
alle-

allegato Recessu Zutphanienſi, nec aucto D. de Merode Magiſtratus petitionem juſtam, ac eidem domum & bona Commendæ Noviomagenſis Melitenſium Ordinis adjudicandam voluerit, Circulis tantum Comitatus Zutphaniae & Veluvienſi id perſuadere non potuit, primo quidem Zutphanienſi nimirum Comitiorum placuit inhaerente, Veluvienſi verò, quod reſultavit legitimo & incorrupto Provinciali decida relinqui debere autumante.

§. 35. Domini verò Magiſtratus Noviomagenſis injuriam injuriâ cumulantes. 1541. die quodam Dominico & 12. Febr. 1642. vi armatâ denuò magnam frumentum ex ſpicis excuſſi, tum nondum tractati quantitatem, ut & equorum acumentorum Numerum non exiguum aedibus ſub juriſdictione Betavienſi Noviomagum abduci fecerunt.

§. 36. Iteratam hanc turbationem, Collegiarum Regis nomine, Dominus la Thuillierie 26. Martii 1642. Dominis Conſilia Ducatus Geldriae & Comitatus Zutphaniae ſcriptotenus objecit increpando, quod tum illae ſincerationi Regiae Majestati 1638. datae repugnet, ac petendo, hujusmodi defectus remediis opportuni

isfactionem Christianissimæ Majestatis  
corrigantur & emendentur.

§. 37. Illustrissimus insuper Princeps  
uricus cognitâ hac turbatione à prædi-  
is Dominis Assessoribus 23. Martii 1642.  
in justâ hac Ordinis querelâ expedi-  
onis celeritatem, quam ii ipsi justam &  
quam arbitrarentur postulavit, & ideo vel  
aximè, quod inter inclytum Ordinem  
lelitensem, & Unitas Belgii Provincias  
agna semper vigerit amicitia, ac ejus  
tuitu Ordinis Equestris Bona hæctenus  
dem conservata fuerint.

§. 38. Imo hoc Noviomagensium fac-  
m sanè odiosissimum suprema Geldriæ  
ria 9. Novemb. 1643. non solum ini-  
cum, verum etiam adscitis Provinciæ  
Geldriæ & Comitatus Zutphanie Adjun-  
ts 26. Decemb. 1646. condemnavit, ut  
omnia bona inclyto Jonnitarum Ordini  
tracta, & in Ducatu Geldriæ consti-  
ta unâ cum fructibus, damno, & interesse  
pendentis ac 3315. fl. 5. Doctori de  
Jock extortis solverent.

§. 39. Cujus justissimæ sententiæ defi-  
nivæ executio in Comitibus Anno 1648.  
Noviomagi Celebratis à Circulo Velaviensi  
9 Augusti quidem decreta hæctenus tamen

nondum, nec reliquorum etiam bonorum sub Jurisdictione Civitatis Noviomagensis fitorum & repertorum, uti ob decretum Comitiale de Anno 1597., de quo supra §. 20. mentio facta, fieri debuisset restitutio obtineri potuit.

§. 40. Hæc demùm Tergiversatio cum D.D. Noviomagensibus rem deduxit ut Dominus Liber Baro de Merveldt per tempore Commendator dictæ Commendæ Anno 1700. die 18. Maii, sub Clausulâ Ratificationis summi Pontificis, Magni Ordinis Sti. Joannis Hierosolymitani Magistri, totiusque inclyti Ordinis prefati, cum Civitate Noviomagensi Conventionem iniverit, hancque Magni Magistri totiusque Ordinis Equestris Ratificatione Noviomagi de facto modò protulerit, in verò summi Pontificis (quæ tum Litterarum aliis possibilibus mediis quæsitæ & summo Pontifice petita fuit) cum Obtineri hucùsqne non potuerit, Conventionis impletionem in hodiernum usque diem Civitas Noviomagensis recusat.

§. 41. Inclytus etiam Equestris reliquorum quoque Commendarum ablatarum Restitutionem sæpè sæpius petiit, exavit etiam hunc in finem restitutâ Pace u



ersali Eminentissimus Magnus Ordinis  
agister binas ad Celsos ac Præpotentes  
ominos Ordines Generales litteras sub  
tis 3 Junii & 15. Decembris 1650, ad  
tas tamen & alias instantias restitutio ulla  
secuta non est.

§. 42. Sed cum unica in mora nec ten-  
ipfis subesse videretur salus, hoc re-  
edii proditum est, ut nimirum negotium  
Restitutionis coram Ordinibus Parti-  
laribus ventilandum remitteretur, non  
s re judicantes fore, ut divisâ sic rei con-  
nentiâ Restitutionis periculo abundè ob-  
utum sit.

§. 43. Illustris verò Ordo in Pacifica-  
one Gandavenfi & Unione Ultrajectinâ,  
continentiâ causæ præsidium quærens  
dem Celsorum ac Præpotentium D. D.  
Ordinum Generalium officio Restitutio-  
m sibi procurari posse & debere credidit,  
eo iidem Domini Ordines Generales,  
Ordinibus Provinciæ Groningensis, ut jam  
ora. §. 19. indicatum fuit, anno 1596.  
ævo usurpatorum Restitutionem Pro-  
vinciæ Groningensis injungere censue-  
unt.

§. 44. Post diuturnam demum & inter-  
ptam Eminentissimi Cardinalis Hassiæ

Landgravii, tanquam Supremi per Germaniam Magistri, instantiam illud solummodò effectum est, quod Prænobiles ac Potestates D. D. Ordines Hollandiæ & Westfrisi ratione Commendæ in Civitate Harlemiensi sitæ omni populo, præcipuè verò alii Unitarum Provinciarum Membris gloriosum præbere exemplum, & Christianorum Monarcharum efflagitationibus suâ parte aliquallyter satisfacere volentes pactu solenne Transactionis 5. Decembris 1566 iniverint, ut pro desistentiâ, renunciatione & cessione prædictæ Commendæ Harlemiensis & accessionibus illico post Contractus ratificationem Amstelrodami annumerarentur 60. millia Talerorum Imperialium valoris Hollandici, id quod resolutione fuit adimplerum, simul ac prædicti Contractus ratificatio à parte Illustrissimi Ordinis Melitensis extradebatur.

§. 45. Quandoquidem verò vigore hujus Transactionis D. D. Ordines Hollandiæ & Westfrisiæ bona sua officia contribuere, & quantum in ipsis est efficere teneantur ut in conformitatem Unionum sententiæ hætenus in Curiis Justitiarum obtentæ obtinendæ debitæ executioni mittantur.

§. 46. Ac in super etiam Celsi ac Præ-

oteutes D. D. Ordines Fœderati Belgii  
Generales non semel tantum sui muneris  
se crediderint, ut Illustri Equestri Ordini  
Melitensi contra Leges etiam fundamenta-  
les Belgii Fœderati, per semetipsos, qui  
us cura Reipublicæ illius primario in-  
umbit, succurratur, nec sollicitudo hæc  
um maximo inclyti Ordinis Equestris in-  
ommodo Ordinibus Particularibus com-  
ittatur.

§. 47. Illustri tamen huic Ordini in  
unc usque diem reliquæ extra Harlemien-  
m Bajuliviæ & Commendæ, hisque  
nexa Bona, usufructus, juraque omnia  
prædictum Ordinem Equestrem spec-  
ntia, obfistentibus Legibus naturalibus,  
ivinis & Gentium, contra Unionem ac  
ificationem dictarum, etsi recentissimè  
no adhuc 1651. noviter icto fœdere con-  
matarum intentionem, contra res ante-  
c judicatas, & exinde decisioni Restitu-  
onis modernæ nata præjudicia & normas,  
respectu Noviomagensium actualiter de-  
etam executionem, reclamantibus Cel-  
sum ac Præpotentium D. D. Ordinum  
Generalium multifariis Resolutionibus,  
pugnantibus supremæ Curiae Ducatus  
eldriæ & Comitatus Zutphanæ Recessi-

bus Comitibus, non attentis tot & tantis Orbi Christiano, specialiter verò Unitis Provinciis, & earum Subditis, Mercatoribus & Negotiatoribus à præfato Equestri Ordine Melitensi ejusque Illustrissimis Equitibus exhibitis Beneficiis, cum eximio Equestris Ordinis, reique Christianæ detrimento, cum nervo rerum gerendarum hisce Usurpationibus notabiliter imminuendis, quibus par foret viribus immani Barbarorum ferociæ diutius resistere vix possent nisi promptâ sibi viâ facti ablatorum contentorumque Restitutione subveniatur restauretur.

§. 48. Hinc toties rememoratus incensus Equestris Ordo Melitensis coram Illustrissimâ hac sperandæ Pacis Congregatione, ac in conspectu totius Orbis Christiani de cunctatione hujus Restitutionis andictæ, quam sine remedio in hodiernum usque diem patitur palmari ac palpabili publicè querelam movere, ac eidem oculos ponere cogitus, maximâ, quâ pietate intensione & observantiâ, orans efflagitans, ut spectabilissimus hic Convenerit negotium hoc Restitutionis Commendandum, quod eorum Altissimi D. D. Principales posterioribus suis jam dudum fecerunt

luu

rum, in partem curarum suarum admit-  
tere, & pro clementissimâ Majestatum  
narum recommendatione, propensione,  
& autoritate nunc eo dirigere & effice-  
re non graventur, ut (1) omnia & sin-  
gula Prioratûs Germaniæ in Fœderatis  
Provinciis Geldriæ, Zelandiæ, Frisiæ,  
Ultrajecti & Groningii sita Melitensis Or-  
dinis Equestris supra §. 11. memorata Bo-  
na, Domos & Prædia, eorumque apper-  
tinentias, & dependentias, cum omni cau-  
sa, Archiviis, Documentis, fructibus, à  
ille invasionis perceptis & percipiendis,  
sumptibusque ac damnis perpeffis omnibus  
prædicto inclyto Ordini Equestri absque  
remorâ, ambagibus, divisioneque conti-  
nentiæ causæ per remissiones ad Curia  
iustitias sine morâ restituantur, specialiter  
verò (2) aut sententia prædicta contra Ma-  
gistratum Civitatis Noviomagensis anno  
1646. à Curia Provinciali Ducatus  
Geldriæ & Comitatus Zutphaniæ cum octo  
adjunctis Deputatis, adeoque præviâ cau-  
sæ cognitione lata, aut Conventio supra-  
memorata §. 40. à Domino Libero Ba-  
rone de Merveld anno 1700. die 18. Maji  
cum Magistratu Noviomagensi ex post  
posita sine ultetiori morâ actuali executione

mandetur, & à die conventionis firma sit & effectum suum habeat, Ratificationeque Eminentissimi Ordinis Equestris S<sup>ti</sup> Joannis Hierosolymitani Magni Magistr<sup>i</sup> totiusque Prædicti Ordinis Melitensis se contentare Civitas Noviomagensis non gravetur, ac demum (3) ex ratione, quod ex fundis Commendæ Arenacensis propter Fortificationem Arenaci noviter partim annihilatis partim deterioratis nihil percipiatur, tributa horum Fundorum sistant & illud quantum pro competentia Ministrorum Civitatis Arenacensis annuè exsolvendum ad interim à die damni perpetæ aequitati conformiter saltem diminuatur, super indubitata executione horum omnium talis fiat Provisio, per quam Cel<sup>es</sup>tes & Præpotentes D.D. Ordines Generales a præstandam absque ulteriori morâ de his omnibus omnimodam Equestri Ordini inclyto Melitensi Satisfactionem permoveantur.

Ordo inclytus Equestris, quomodo hunc favorem, opem ac benevolentiam de Monarchis, Defensoribus, & Principibus Christianis, totaque Christianitate restauratis sibi per Restitutionem hanc quam ipsis mediantibus & interpositione suo

orum bonorum officiorum & adhorta-  
um sperat, aliquatenus viribus fortius  
mereri possit inter præcipuas semper  
bebit curas ac ejus Nomine spondet.

*Excellentiarum suarum, Excellentiarum  
suarum.*

*L. B. de Merveldt, M. P. G. B.*

---

## C O P I E.

Nous Président, Grands Croix, Com-  
mandeurs & Chevaliers de l'Ordre  
St. Jean de Malthe, assemblez en grand  
Capitre à Wesel, aiant eu rapport que  
Monsieur le Baron de Mervelt, Grand  
Eilli d'Allemagne, Député au Congrez  
d'Utrecht, aiant fait toutes les diligences  
pour procurer au Très-Illustre Ordre de  
Malthe, la restitution des Biens à lui ap-  
partenans sit uez dans les Provinces de  
Lurs Hautes-Puissances & mentionnez  
dans un Ecrit dressé en Latin à cet effet  
imprimé à la Haye 1712. & n'ayant pas  
trouvé de moyent ni d'appui capable de

faire valoir Leurs justes & légitimes prétentions, pour faire remettre les biens jusques ici détenus contre tout droit, dont même de la part de Messieurs les Plénipotentiaires des Etats on ne disconvient pas, & que ceux qui les détiennent actuellement, les détiennent sans aucun fondement de Droit & de justice, & que n'ayant plus rien faire plus, afin de faire valoir & conserver les Droits de l'Illustre Ordre de Malthe, que d'en informer les Principaux Ministres des Parties Belligerantes Assemblée au Congrez d'Utrecht & publier & circuler dans le lieu même de l'Assemblée le susdit Ecrit contenant les raisons & moyens sur lesquels les Droits du dit Ordre sont fondez: Il n'avoit pas néanmoins pû procurer audit Ordre le rétablissement & la possession desdits Biens ni rien effectuer pas les fortes remontrances faites pour cela. Nous susdit Président, Grands Croix, Commandeurs, & Chevaliers, en vertu de ces Présentes Protestations contre tout ce qui pourroit être traité, Disposé & conclu au préjudice de nos Droits, prétentions, & intérêts de Biens susdits par devant tous ceux qui y appartient, & par devant Messieurs le  
Dé



députez des Etats Généraux: Déclarons  
que nous n'y acquiesçons en aucune maniè-  
re, mais que Nous en appelons à tout Droit  
en lieu convenable pour conservation, &  
fin que les Droits du Très-Illustre Ordre  
de Malthe ne soyent ni ne puissent être  
reputez moins légitimes. En conséquen-  
ce de quoi Nous prions & Donnons par  
les présentes pouvoir à Monsieur le Che-  
valier de Rossi, Marquis de Montvibian  
vieux, Conseiller du Roi Très Chiè-  
ren de déposer & pour plus grande No-  
torité faire inserer en Original cette nô-  
tre Protestation, ainsi que le susdit Ecrit,  
contenant les raisons & moyens sur lesquels  
les Droits du Très Illustre Ordre de Mal-  
the sont fondez, dans le Protocolle d'un  
Notaire Public au défaut d'un Médi-  
ateur & de requérir un acte suffisant dudit  
Déposit, ainsi que des susdites Protesta-  
tions. Fait à Wesel ce dixseptième du  
mois de Mai mil sept cens treize.

Etoit signé sur l'Original

(L. S.) *Sr. Johan Ksminsecre*

avec paraphe.

Q 6

Au-

Aujourd'hui ce vingt septième du mois de Juin mil sept cens treize a comparu par devant moi Mr. Gerard Matheus Notaire Public de la Cour Provinciale d'Utrecht, demeurant dans ladite Ville, agré & reconnu pour tel par les Vénérable Magistrats & Régence, en présence des témoins ci-bas nommez, Monsieur Léandre Rossi, Chevalier de St. Jean de Jerusalem, Marquis de Montvibian le vieux, Conseiller de sa Majesté Très-Christienne & Agent de ses affaires en Cour de Rome, lequel Nous a exhibé l'Acte de procuration â côté, & déclaré renouveler la Protestation contenuë dans ledit Acte, demandant que le susdit Acte & sa Protestation fut inseré dans mon Protocole, & qu'il lui en fut donné Acte, lequel est celui-ci fait à Utrecht les jour & an ci-dessus en présence des nommez Joseph Morton & Mathieu Codeglia, témoins requis pour cela, qui ont signé l'Original des présentes.

Etoit signé.

*Léandre Rossi, Chevalier de St. Jean  
de Jerusalem,*

Et

Et plus-bas Sr. Morton Matteo  
Codeglia.

Signé  
MATTHEUS,  
Notaire.

*Collationné avec son Original & trouvé  
conforme par moi,*

MATTHEUS.  
Notaire.

---

*Demandes Spécifiques des Etats de Brabant,  
Hainaut, & de la Capitale de Flandres,  
Sujet de l'Inauguration de Sa Majesté Impe-  
riale & Catholique, Charles III. comme Duc  
de Lothiers, de Brabant & de Limbourg, Mar-  
quis du St. Empire, & Comte de Flandres &  
Hainaut.*

*Leurs Excellences, Milord JEAN par la  
Permission de Dieu. Evêque de Bristol,  
Doyen de Windsor, & de Woolverham-  
pton, Teneur de Registre du très-noble Or-  
dre de la Jarretiere, Conseiller Intime &*

*Garde du Sceau Privé de Sa Majesté Britannique la Reine Anne, & Son Premier Plénipotentiaire au Congrès de la Paix Générale à Utrecht, &c. &c. &c.*

*Milord THOMAS Comte de Strafford Vicomte Wentwort de Wentwort, Woodhouse, & de Stainboroug, & Baron de Raby de Neumarsch, & d'Overfley, &c. Conseiller de Sad. Maje Britannique dans son Conseil Privé, Lieutenant Général de ses Armées, Colonel son Regiment Royal de Dragons, & Ambassadeur & Plénipotentiaire aux Etats Généraux des Provinces Unies des Pays Bas, & son second Plénipotentiaire au Congrès de la Paix Générale à Utrecht, &c. &c.*

### MY LORDS,

**L**Es souffignez Députez Extraordinaires de la Province de *Brabant*, de *Hainaut* & de la Chef & Capitale de *Flandres* trouvent chargés en vertu de leurs lettres de Créance, de représenter à Vos EXCELLENCES que les Provinces de *Brabant*, *Hainaut*, de *Flandres* & de *Malines* aiant heureusement réunies & soumises sous glorieuse & douce Domination de l'Empe-

iste Maison d'*Autriche*, les Etats de  
 s. Provinces depuis ce tems n'ont rien  
 plus tendrement à cœur que de voir  
 Majesté Imperiale & Catholique  
 ns la réelle & paisible possession de  
*Pais-Bas Espagnols*, son légitime Pa-  
 moine héréditaire. Car quoique le gou-  
 rnement que les deux Puissances Mari-  
 nes, la Reine de la *Grande-Bretagne* &  
 Seigneurs Etats Généraux des *Provinces-*  
*ies* y ont établi pour Sa Majesté Catho-  
 que, n'y ait été créé & exercé qu'au nom  
 la même Majesté, après que le Prince &  
 uc de Marlboroug, & Messieurs les Dépu-  
 s à l'Armée desd. Etats Généraux avoient  
 claré par Lettre du 26. Mai 1706. écrite  
 x trois Etats de ces Pais, ci jointe par Copie  
 Que Sa Majesté la Reine & leurs H. H.  
 P. ne doutoient aucunement qu'étant  
 nvaincus de la Souveraineté légitime de  
 Majesté Catholique, ils n'embrassassent  
 ec plaisir l'occasion de se soumettre à son  
 oëissance, comme des fidelles sujets, &  
 à cet effet (après la défaite de l'Ar-  
 ée de *France*) ils étoient entré dans ces  
*Pais-Bas Espagnols*, qu'ils reconnoissoient  
 appartenir de droit au Roi Charles III. pro-  
 ettant par la susd. Lettre que Sa Maje-  
 sté

Sté Catholique fera renouveler la *Foyne*se entrée de *Brabant*, telle qu'elle a été donnée par son Prédécesseur le Roi Charles II.

C'a été dans cette confiance, & sur cette promesse que les Etats se sont soumis & ont embrassé ces assurances avec joye, le trouvant conformes aux anciennes Coutumes, Loix, Libertez, & Constitutions Fondamentales de tous ces Païs, qui demandent unanimement que leur Prince Souverain à son avènement & inauguration fasse aux Etats & à tous ses Vassaux, sujets, & bonnes gens, le serment de leur être bon Prince, bon Administrateur de la Justice, de les regir, gouverner, & traiter en toutes affaires, selon droit & par sentence, suivant le premier article de la *Foyne* Entrée.

Lefd. Etats ayant vû avec patience écouter le terme de trois années sans avoir l'effet des susd. promesses & assurances, ont jugé être de leur devoir, tant pour le bien que pour la consolation du peuple, d'envoyer l'An. 1709. une Députation formelle de leurs Corps à la *Haye*, pour représenter au Prince & Duc de Marlboroug comme Ambassadeur & Plénipotentiaire de S. M. le *Reine* de la *Grande-Bretagne*, aussi bien qu'

à leurs H. H. P. P. les Etats Généraux  
 es Provinces-Unies , que par la Lettre que  
 Prince au nom de S. M. & les Seigneurs  
 députés de leurs H. H. P. P. leur avoit fait  
 honneur de leur écrire le 26. de Mai 1706.  
 leur avoit été promis religieusement &  
 terme bien précis, que S. M. C. les  
 maintiendrait dans l'entière jouissance de  
 us leurs anciens droits & Privilèges tant  
 ecclésiastiques que seculiers, & qu'Elle fe-  
 it renouveler la *Joyeuse Entrée* de Bra-  
 nt, telle qu'Elle avoit été donnée ci-de-  
 nt par son Prédécesseur Charles II.

Qu'ensuite ils supplioient très-humble-  
 ment Sa Majesté Britannique & leurs H.  
 P. P. de leur faire avoir l'accomplisse-  
 ment de cette promesse, si importante, &  
 ecessaire pour ces Païs, par l'Inaugura-  
 on solennelle de S. M. C. comme Duc  
 Lochiers, de Brabant, de Limbourg, &  
 Marquis du St. Empire.

Sur quoi le Prince & Duc de Marlboroug  
 ûra pour lors les Députés d'employer à  
 sujet ses bons offices envers S. M. la Rei-  
 , de même que leurs H. H. P. P. qui  
 clarerent par leurs Résolutions du 30.  
 ovebmre 1709. qu'Elles observeroient  
 ncèrement tout ce qui avoit été promis de  
 leur

leur part par lad. Lettre, & qu'au reg des Instances faites pour l'Inauguration Elles concerteroient avec S. M. la Reine de la *Grande-Bretagne*.

Cette Résolution après une attente de deux années donna dans la suite un juste jet aux Etats de *Brabant*, de redoubler les mêmes instances, lors qu'au mois de avril de la présente Année 1712. ayant demandé un secours Extraordinaire de cent tre cent mille Florins pour leur contingent dans une somme de onse cent douze mille florins pour la subsistance des Troupes Impériales, que S. M. I. & C. avoit voulu envoyer en ces *Pais-Bas* pour le service de la cause Commune, ils prirent le parti de déclarer ouvertement qu'ils ne donneroient leur consentement à ce secours Extraordinaire que sous conditions expresse qu'avant toutes demandes ultérieures, ordinaires soit extraordinaires, ils auroient l'honneur & la consolation de voir S. M. I. & C. dans l'exercice actuel de sa Souveraineté en ces *Pais-Bas Espagnols*, & célébrer l'Inauguration promise & demandée.

Et nonobstant lesd. promesses qui jusqu'à présent n'ont eu aucun effet, il est p



nt qu'on vient leur demander des nouveaux subsides ordinaires, & extraordinaires pour la solde & l'entretien des Remens assignés sur lesd. Provinces, que pour la subsistance des Troupes Imperiales.

Raison pour quoi lesd. Etats prévoyant les grandes difficultés à parvenir au consentement des subsides susd. ont jugé nécessaire de rendre des nouveaux devoirs pour obtenir enfin lad. Inauguration de S. M. conformément aux Coûtumes, Privilegés, Loix, Libertés, & Constitutions, ci-dessus mentionnées; lesquelles étant dans ce point capital, les mêmes & communes pour les Etats & tous les sujets des Provinces susd. ont résolu en réunissant toutes les forces de leur zèle, attachement, & fidélité pour leur Auguste & Légitime Souverain, de s'adresser d'un commun accord à S. M. la Reine de la *Grande Bretagne* & leurs H. H. P. P. les Etats Généraux des *Provinces Unies*, demandant très respectueusement & avec toutes les instances possibles, que S. M. I. & C. sans plus de délai ni retardement soit Inaugurée solennellement, Prince Souverain de ces *Pais Bas Espagnols*, pour les posséder, régir &

& gouverner avec le même pouvoir & avec les Mêmes droits, Hauteur, Indépendance, Souveraineté, & autres que mêmes Païs, suivant leurs anciennes Libertés, Prérogatives, Loix, Constitutions Droits, & Privilegés ont été possédés par feu S. M. Charles II. (de glorieuse mémoire) & de ses Augustes Prédecesseurs.

Ce qui ne servira pas seulement à la consolation des Peuples, mais à réunir les esprits divisés, dont l'union est si nécessaire pour le service de S. M., de la cause commune, & l'avantage de son Gouvernement qui se trouve dans la dernière confusion.

Etoit signé à *Utrecht* le 12 de Novembre 1712.

*Le Baron de Pallant, Abbé de Ste. Getrue.*

*Le Comte de Maldeghem.*

*Le Vicomte & Bourguemaître de Louvain vande Ven.*

*Le Comte de Grand Breucq.*

*Mr. de Masnuy.*

*Le Marquis de Rodes, Baron de Berleghe.*

*Le Baron de Renesse.*

C O P I E.

MESSIERS,

E bon Dieu ayant beni les Armes des  
Hauts-Alliés, en faveur de Sa Majesté  
Roi Charles troisiéme, & la retrai-  
de l'Armée de France, nous ayant  
onné lieu d'approcher de vôtre Capi-  
e, Je viens vous assûrer des intentions de  
Reine ma Maitresse, comme font Mes-  
sieurs les Députés de la part des Etats Gé-  
raux leurs Maîtres, & en premier lieu  
us dire, que Sa Majesté & Leurs Hautes-  
ssances nous ont envoyés pour soutenir  
justes Interêts de Sadite Majesté Ca-  
holique Charles III. aux Royaumes des  
agnes, & à tout ce qui en dépend; &  
e Sa Majesté la Reine & Leurs Hautes-  
ssances ne doutent aucunement qu'étant  
convaincus de même de la légitime Sou-  
veraineté de Sadite Majesté, vous voudrés  
avec plaisir embrasser cette occasion de vous  
mettre à son obéissance comme de fide-  
les Sujets. Nous pouvons vous assûrer,  
Messieurs, en même tems de la part de la  
Reine & de Messieurs les Etats, que Sa  
Majesté Catholique vous maintiendra dans  
entière Jouissance de tous vos anciens  
Droits

Droits & Privilèges, tant Ecclesiastique que Séculiers, qu'on fera bien loin de faire la moindre Innovation en ce qui regard Religion, & que Sa Majesté Catholique fera renouveler la *Foyeuse Entrée* de Brabant, telle qu'elle a été donnée par son Père décesseur le Roi Charles II. (de glorieuse mémoire.) En nos particuliers, Messieurs nous vous assûrons que l'Armée sera employée par tout pour vôtre protection d'une manière que vous le souhaiterez, & nous chercherons par tout avec empressement les occasions de vous témoigner le respect & l'estime très-sincere avec lequel nous avons l'honneur d'être.

MESSIEURS,

Vos très-humbles & très-obéïssans Seigneurs. Etoit signé,

*Le Prince & Duc de Marlborough  
Ferd van Collen.*

*Baron de Reede de Renswoude  
Goslinga.*

*Au Camp de Beaulieu, le 26 de Mai 1707*

La Suscription étoit,

*A Messieurs, Messieurs les trois Etats  
du Pais & Duché de Brabant.*

Pour Copie de l'Original

H. VAN DEN BROECK

A

Son Altesse le Prince & Duc de Marl-  
borough.

es soussignez Députez Extraordinaires  
des trois Etats du Pais & Duché de  
Brabant, se trouvent chargez, en vertu de  
leurs Lettres de Créance, de remonter en  
respect, que V<sup>otre</sup> Altesse, comme  
nipotentiaire de Sa Majesté la Reine de  
Grande-Bretagne, conjointement avec les  
seigneurs Députez de Leurs Hautes Puissances,  
a été servie de promettre aux susdits  
trois Etats du Pais & Duché de Brabant,  
par la Lettre du 26. de May 1706. que  
Sa Majesté le Roi Charles III. renou-  
velera la Joyeuse Entrée de Brabant, de même  
qu'elle a été faite par son Prédécesseur  
le Roi Charles II. de glorieuse mémoire.

Qu'ensuite les Etats susdits se trouvant  
ensemblement unis sous la douce Domination  
de Sadite Majesté par les principales  
Provinces des Pais Bas Espagnols, sçavoir  
Brabant avec Limbourg, la Flandre avec  
Gynant, jugent de leur devoir indispen-  
sable de supplier très-instamment, comme  
Députez Extraordinaires supplient par  
cette,

cette, de leur accorder l'effet de la susdite Promesse, pour la conservation des anciens Droits, Loix fondamentales, & Privileges du susdit Païs & Duché de *Brabant* selon lesquels, les Souverains Ducs & Princesses du susdit Païs, non-seulement, promettent & jurent, d'entretenir & bien dellement faire entretenir leur *Foyeuse* trée; mais encore au de là promettent & jurent d'être bons Administrateurs de Justice, bons & fideles Princes du Duché de *Brabant* & des Habitans d'iceux, qui sont à présent, & de ceux qui y seront l'avenir, & qu'ils ne leur feront aucune violence, ni force, & ne souffriront aucunement que cela leur soit fait, & qu'ils les gouverneront que selon le Droit & Justice, mais en toute chose, les tous, un chacun des Sujets des Villes, Francises, Villages, & tous les autres Sujets du Païs de *Brabant* gouverneront, & traiteront en corps, & en biens, par Droit & Sentence, comme il conviendra selon les Statuts, Droits du Païs, & Coûtumes, & qu'ils conserveront les Prelats, Convens, Maisons de Dieu, Barons, Chevaliers, Nobles, Villages, Franchises, & tous autres Sujets du susdit Païs de *Brabant* en général, & en particulier;

iculier, tous leurs Droits, Privilèges, immunités, Traitez, Ordonnances, Coutumes, & Observances.

Et qu'après les Etats du Pais ont reçu le serment de leur Prince Souverain, ils promettent, assûrent & jurent réciproquement, d'être en tout bons & obéissans Sujets, tels qu'ils doivent être à leur véritable légitime Prince.

Lesdits Etats ayant de leur côté donné toutes les marques imaginables, de leur fidélité, zèle & affection pour le service de Sa Majesté & de la Cause commune, croyent de leur devoir de remonter & supplier Votre Altesse, comme ils font par cette, afin que de Sa Majesté Charles III. par Procuration, en telle forme & manière, qu'il a été fait l'an 1666. de la part de Charles II. de glorieuse mémoire, lesdits Serments soient prêtés, & que l'Inauguration de la part de Sa Majesté soit faite comme Duc de Lothiers, de Brabant, & de Limbourg, & Marquis du St Empire.

Laquelle Inauguration ne produira pas seulement la consolation & contentement des Etats, & de tous les Sujets dudit Pais; mais aussi du grand bien à la Cause commune.

C'est pourquoi ils supplient très-ardemment V<sup>otre</sup> Altesse de leur accorder & faire suivre l'accomplissement des Promesses contenues dans ladite Lettre, & que cette Inauguration aussi chere aux Etats, qu'utile au Peuple, puisse être faite dans les formes.

Les Souffignez Députez Extraordinaires ont tant de confiance dans la Justice, Equité & haute Renommée de V<sup>otre</sup> Altesse qu'ils esperent, qu'Elle voudroit bien de part de Sa Majesté Britannique, conjointement avec Leurs Hautes-Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies, résoudre & concourir à cette salutaire fin. Donn<sup>é</sup> à la Haye ce 16. de Novembre 1709. Etoit signé,

*F. Gregorius*, Abbé de Tongerlo.  
*Le Comte Dursel.*

*J. van de Ven*, Bourguemaître  
Louvain.



ici les mêmes mémoires présentés par lesd. Députés, de Brabant, de Haynaut & de Flandre, à Leurs Hautes-Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais Bas.

*Hauts & Puissants Seigneurs.*

Es soussignez Députés Extraordinaires de la Province de Brabant, de Haynaut & de la Capitale de Flandres, se trouvant chargés, en vertu de leurs lettres de réancc, de représenter à Vos Hautes-Puissances que les Provinces de Brabant, Haynaut, & de Malines, ayant été heureusement réunies & soumises, sous la glorieuse & douce Domination de l'Auguste Maison d'Autriche.

Les Etats de ces Provinces, depuis ce temps, n'ont rien eu plus à cœur, que de voir Sa Majesté Imperiale & Catholique dans la réelle & paisible possession de ses Pais-Bas Espagnols, son légitime Patrimoine héréditaire. Car quoique le Gouvernement, que les deux Puissances Maritimes, la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies y ont établi pour Sa Majesté Catholique, n'y ait été créé & exercé qu'au

nom de la même Majesté, ce fût après qu le Prince & Duc de Marlboroug, & Messieurs les Députez à l'Armée desdits Etats Généraux avoient déclaré par Lettre du 2 de Mai 1706. ci-jointe par Copie.

*Que Sa Majesté la Reine & Leurs H. H. P. ne doutoient aucunement, qu'étant convaincus de la Souveraineté légitime de Sa Majesté Catholique, ils n'embrassassent avec plaisir l'occasion de se soumettre à son obéissance comme de leurs Sujets, & qu'à cet effet (après la défaite de l'Armée de France) ils étoient entrez dans ces Pais Bas Espagnols, qu'ils reconnoissoient appartenir de Droit au Roi Charles III. Permettant par la susdite Lettre, que Sa Majesté Catholique fera renouveler la Joye Entrée de Brabant, telle qu'elle a été donnée par son Prédécesseur Charles II.*

Dans cette confiance & sur cette promesse, les Etats se sont soumis & embrassé ces assurances avec joye, trouvant conformes aux anciennes Coutumes, Loix, Libertez, & Constitutions fondamentales de tous ces Pais, qui commandent unanimement que leur Prince Souverain à son avènement & Inauguration, fasse aux Etats & à tous ses Vassaux, Sujets & bonnes gens, le serment de leur être

Prince, bon Administrateur de la Justice, de  
s Regir, Gouverner, & Traiter, en toutes  
fares, selon Droit, & par Sentence, sui-  
vant l'Article premier de la Joyeuse Entrée.

Lesdits Etats aiant vû avec patience  
couler le terme de trois années sans avoir  
effet des susdites promesses & assûrances,  
ont jugé être de leur devoir, tant pour  
bien que pour la consolation du Peuple,  
envoyer l'An 1709. une Députation for-  
melle de leurs Corps à la Haye, pour  
présenter au Prince & Duc de Marlbo-  
ugh, comme Ambassadeur Plénipoten-  
tiaire de Sa Majesté, la Reine de la Grande-  
Bretagne, aussi-bien qu'à Leurs H. H. P.  
les États Généraux des Provinces-Unies,  
et par la Lettre que ce Prince au nom de Sa  
Majesté, & les Seigneurs Députez de leurs  
H. H. P. P. leur avoient fait l'honneur de  
leur écrire le 26. de Mai 1606., il leur  
avoit été promis Religieusement & en ter-  
mes bien précis, que Sa Majesté Catholique  
maintiendrait dans l'entière jouissance de  
leurs anciens Droits & Privileges, tant  
Ecclesiastiques que Seculiers, & qu'Elle feroit  
renouveler la Joyeuse Entrée de Brabant, telle  
elle avoit été donnée ci-devant par son Pré-  
decesseur le Roi Charles II.

R 3

Qu'en-

Qu'ensuite ils supplioient très-humbement Sa Majesté Britannique & Leurs H. H. P. P. de leur faire avoir l'accomplissement de cette promesse, si importante nécessaire pour ces Pais, par l'Inauguration de Sa Majesté Catholique, com Duc de Lothiers, de Brabant, de Libourg, & Marquis du St. Empire.

Sur quoi le Prince & Duc de Marlroug assûra pour lors les Députez, d'employer à ce sujet ses bons offices envers Sa Majesté la Reine. De même Leurs H. H. P. P. qui déclarerent par la Résolution du 30. de Novembre 1711 qu'Elles observeroient sincèrement tout ce qui avoit été promis de leur part par ladite Lettre & qu'au regard des instances faites pour l'Inauguration, Elles concerteroient avec Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

Cette Résolution, après une attente de deux Années, donna dans la suite un sujet aux Etats de Brabant, de redoubler les mêmes instances, lors qu'au mois d'Avril de la présente Année 1712. ayant été demandé un secours extraordinaire de quatre cens mille florins pour le contingent, dans une somme de six cens douze mille florins pour la su

lance des Troupes Imperiales, que Sa Majesté Imperiale & Catholique avoit bien voulu envoyer en ces Pais-Bas pour le bien de la Cause Commune, ils prirent le parti de déclarer ouvertement, qu'ils ne donneroient leur consentement à ce secours extraordinaire *que sous condition expresse*, qu'avant toute demande ultérieure, soit ordinaire, soit extraordinaire, ils auroient l'honneur & la consolation de voir Sa Majesté Imperiale & Catholique, dans l'exercice actuel de sa Souveraineté, en ces Pais-Bas Espagnols, & d'y célébrer l'Inauguration promise & demandée.

Et nonobstant lesdites promesses, qui jusques à présent n'ont aucun effet; il est pourtant vray qu'on vient leur demander de nouveaux subsides, ordinaires, & extraordinaires, tant pour la Solde & l'entretien des Regiments assignez sur lesdites Provinces, que pour la subsistance des Troupes Imperiales.

Raison pourquoi lesdits Etats prevoyant les grandes difficultés à parvenir au contentement des subsides susdits, ont jugé nécessaire de rendre de nouveaux devoirs pour obtenir enfin ladite Inauguration de Sa Majesté, conformément aux Coûtu-

mes, Priviléges, Loix, Libertez & Constitutions ci-dessus mentionnées, lesquelles étant dans ce point Capital les mêmes & Communes pour les Etats, & tous les Sujets des Provinces susdites, ils ont résolu, en réunissant toutes les forces de leur zèle, attachement, & fidélité pour leur Auguste & légitime Souverain, & s'adresser d'un commun Accord, à Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & à Leurs H. H. P. P. les Etats Généraux des Provinces Unies.

Demandant très-respectueusement avec toutes les instances possibles, que Sa Majesté Imperiale & Catholique sans plus de délai, ni retardement, soit Inaugurée solennellement Prince Souverain de ce Pais-Bas Espagnols, pour les posséder, Régir & Gouverner, avec le même pouvoir, & avec les mêmes Droits, Hauteur, Indépendance, Souveraineté, & autres que ces mêmes Pais, suivant leurs anciennes Libertez, Prérogatives, Loix, Constitutions, Droits & Priviléges, ont été possédés par feu Sa Majesté Charles II. (de glorieuse mémoire) & de ses Augustes Prédécesseurs.

Ce qui ne servira pas seulement

col

consolation au Peuple, mais à réunir les esprits divisez, dont l'Union est si nécessaire pour le service de Sa Majesté, de la cause Commune, & l'avantage de son gouvernement qui se trouve dans la dernière confusion.

*Fait à la Haye ce 17. Novembre 1712.*

Etoit signé.

*Le Baron de Pallant, Abbé de St. Gertrude.*

*Le Comte de Maldeghem.*

*Le Vicomte & Bourguemaitre de Louvain  
van de Ven.*

*Le Comte de Grand Breucq.*

*Ig. de Masnui.*

*Le Marquis de Rodes, Baron de Berleghem.*

*Le Baron de Renesse.*

*A Leurs Hantes-Puissances, les Etats  
Généraux des Provinces-Unies des  
Pais-Bas.*

Es soussignés Députés Extraordinaires des trois Etats du Pais & Duché de Brabant, se trouvent chargés, en vertu

R 5

de

de leurs Lettres de Créance, de remontrer en dû respect, que leurs Députez l'Armée conjointement avec son Altesse le Prince & Duc de Marlboroug, ont été servis de promettre aux susdits treize Etats du Pais & Duché de *Brabant*, par la Lettre du 26. de Mai 1606. que Sa Majesté le Roi Charles III. renouvelloit la *Foyeuse Entrée* de *Brabant*, de même qu'elle a été faite par son Prédécesseur Roi Charles II. de glorieuse mémoire.

Qu'ensuite les Etats susdits se trouvant présentement unis sous la douce Domination de Sa dite Majesté par les principales Provinces des *Pais Bas Espagnols*, sçavoir le *Brabant* avec *Limbourg*, la *Flandre* avec le *Hainaut*, jugent de leur devoir indispensable de supplier très instamment comme les Députez Extraordinaires supplient par cette, de leur accorder l'effet de la susdite Promesse, pour la conservation des anciens Droits, Loix fondamentales, & Priviléges du susdit Pais & Duché de *Brabant*, selon lesquels, les Souverains Ducs & Duchesses dudit Pais, ne seulement promettent & jurent, d'entretenir & bien fidèlement faire entretenir leur *Foyeuse Entrées*; mais encore au de  
pr



omettent & jurent, d'être bons Admi-  
 strateurs de la Justice, bons & fideles  
 incs du Duché de *Brabant* & des Ha-  
 ansd'iceux, qui y sont à présent, &  
 ceux qui y seront à l'avenir, & qu'ils  
 leur feront aucune violence, ni force,  
 ne souffriront aucunement que cela leur  
 t fait, & qu'ils ne les gouverneront que  
 on le Droit & la Justice, mais en toute  
 otes, les tous, & un chacun des Sujets  
 s Villes, Franchises, Villages, & tous  
 autres Sujets du Pais de *Brabant* gou-  
 verneront, & traiteront en corps, & en  
 ens, par Droit & Sentence, comme il  
 onviendra selon les Status, Droits du  
 is, & Coûtumes, qu'ils conserve-  
 nt les Prelats, Convens, Maisons Dieu,  
 rons, Chevaliers, Nobles, Villes,  
 illages, Franchises, & tous autres Su-  
 js du susdit Pais de *Brabant* en général,  
 & en particulier, tous leurs Droits, Pri-  
 véges, Immunitéz, Traitez, Ordon-  
 nances, Coûtumes & Observances.

Et qu'après que les Etats du Pais ont reçu  
 le Serment de leur Prince Souverain, ils  
 promettent, assurent & jurent recipro-  
 cément, d'être en tout bons & obéissans  
 Sjets qu'ils doivent être à leur veritable &  
 legitime Prince.

Lesdits Etats ayant de leur côté donné toutes les marques imaginables, de leur fidélité, zèle & affection pour le service de Sa Majesté & la Cause commune croient être de leur devoir de remontre & supplier Vos H. H. P. P. comme il font par cette, afin que de la part de S. M. Charles III. par Procuration, en telle forme & manière, qu'il a été fait l'an 1666. de la part de Charles II. de glorieuse mémoire, lesdits Sermons soient prêtez, & que l'Inauguration de Sa Majesté soit faite comme Duc de *Lothiers*, d *Brabant*, & de *Limbourg*, & Marquis d *St. Empire*.

La quelle Inauguration ne produira pas seulement la consolation & contentement des Etats, & de tous les Sujets dudit Pais mais aussi du grand bien à la Cause commune.

C'est pourquoi ils supplient très-ardemment Vos H. H. P. P. de leur accorder & faire suivre l'accomplissement des Promesses contenuës dans la dite Lettre, & que cette Inauguration aussi chere aux Etats, que salutaire au Peuple, puisse être faite dans les formes.

Les Souffignez Députez Extraordinaires

sont tant de confiance dans la Justice,  
quiré & haute Renommée de Vos. H. H.  
P. qu'ils esperent, qu'Elles voudront  
en conjointement avec Son Altesse, re-  
udre & concourir à cette fin salutaire.  
onné à la Haye ce 16. de Novembre  
1709. Etoit signé,

*F. Gregorius*, Abbé de Tongerlo.

*Le Comte Dursel.*

*J. van de Ven*, Bourguemaître de Lou-  
vain.

## RECUEIL DES PIECES,

qui contiennent le Nouveau Règlement  
tel qu'il a été présenté par les Ministres  
des Deux Puissances, Sa Majesté la Reine  
de la Grande Bretagne, & L. H. P. les  
Seigneurs Etats Généraux des Provin-  
ces-Unies, à Messieurs du Conseil d'Etat,  
Commis au Gouvernement des Pais-Bas  
Espagnols, pour une meilleure admini-  
stration des Affaires de Justice, de Poli-  
ce, & de Finances,

A V E C.

Les Déclarations ensuivies, tant de la part  
dudit Conseil d'Etat que desdits Mini-

R 7

stres;

titres; par leſquelles on reconnoîtra la malice & les mauvaiſes intentions de ceux qui ont tâché d'inſinuer dans l'eſprit de Peuples, que les Deux Puiffances prétendoient d'établir un pouvoir contraire à la Religion & aux Priviléges du Pais, puis que leſdits Miniſtres ont réitéré formellement la Déclaration ſolemnelle faite par les Deux Puiffances après la Réduction de ces Pais ci ſous l'Obéiſſance de leur Légitime Souverain le Roi Catholique CHARLES III. de n'y vouloir porter ni ſouffrir qu'il ſoit porté aucune atteinte

*A Meſſieurs du Conſeil d'Etat Commis au  
Gouvernement des Pais-Bas Eſpagnols.*

MESSIEURS,

**N**Ous Vous remettons le Nouveau Règlement que les deux Puiffances ont trouvé bon de faire pour mettre le Gouvernement des Baïs-Ras Eſpagnols, dans ſubordination qu'on y a voulu établir dès commencement, qui eſt devenuë plus qu jamais néceſſaire, depuis qu'Elles n'ont pu faire exécuter pluſieurs Requiſitions qui ont été données par leurs Miniſtres pour le Service du Roi & de la Cauſe commune. I

CON

omme leur intention est, qu'il soit obser-  
é dans tous les points selon sa forme & te-  
eur; Nous Vous requérons, Messieurs,  
our être assurés que Vous voulés tous, &  
n chacun continuer de servir sur ce pied-  
à, de le déclarer par la Signature du Projet  
ois au bas dudit Règlement, & Nous de-  
mandons que cela soit fait pour Mardi pro-  
hain le 13. de ce Mois sans ulterieur délai:  
Les Absens s'il y en a pourront signer à leur  
etour. Ainsi fait à Bruxelles ce 9. Octobre

711. *Etoit Signé.*

ORRERY. JOHAN VAN DEN BERGH.

*Nouveau Règlement Pour le Gouvernement des  
Pais-Bas Espagnols.*

SA Majesté la Reine de la Grande-Bre-  
tagne & Leurs Hautes-Puissances les  
seigneurs Etats Généraux des Provinces-  
Unies aiant fortement à cœur que le bon  
ordre dans l'Administration du Gouverne-  
ment des Pais-Bas Espagnols tant par rap-  
ort aux Affaires Militaires que de Justice,  
Police, & de Finances soit bien observé;  
& reconnoissant de plus en plus que cela ne  
peut faire sans une entière Subordination  
audit Gouvernement au pouvoir & à l'au-  
tori-

torité des deux Puissances de la manière qu'on l'a voulu établis dès le commencement depuis la Reduction desdits Pais-Bas sous l'Obéissance de S. M. Catholique le Roi Charles III. leur Souverain légitime qu'Elles représentent jusqu'à ce que Sa Majesté soit mise en Possession des Provinces desdits Pais-Bas Espagnols déjà soumise & qui sont encore à soumettre. Et voulant remédier à plusieurs abus qui se sont glissés dans le Gouvernement de ces Provinces par le manquement de la dite Subordination & être informées à fond des Revenus dudit Pais & l'emploi des Deniers publics afin qu'ils ne soient appliqués qu'à la décharge des Peuples pour leur soulagement autant que le bien du Service de S. M. Catholique & de la Cause commune le peut permettre dans une Guerre aussi onéreuse que celle cy. Après une mûre reflexion sur l'état présent des Affaires qui vont tomber dans la dernière confusion si l'on n'y pourvoit point. A ces Causes & effet ont jugé nécessaire & trouvé bon de faire le présent Règlement que tous les Conseillers d'Etat & de Finances devront reconnoître par leur signature & s'y conformer exactement ; & qu'elqu'un d'eux refuse de le signer, ou  
après

Après la signature il y ait quelqu'un qui ne  
conforme point, ceux là seront déclai-  
rés déchûs & privés de leurs Emplois aux  
Conseils d'Etat & de Finances.

**P** Remièrement la présente forme du  
Gouvernement subsistera selon son  
constitution pour autant qu'elle n'est pas  
changée ou restreinte par le présent Régle-  
ment qui servira d'interprétation & d'addi-  
tion aux Instructions, Interpretations &  
Reglemens donnés & faits cy-devant par  
les deux Puissances.

II. Le Conseil d'Etat qui a été provisio-  
nairement commis au Gouvernement Gé-  
néral des Pais-Bas Espagnols sous la dire-  
ction des deux Puissances sera obligé de dé-  
biter sans perte de temps sur le Requisi-  
tions de leurs Ministres mettant toute autre  
Affaire de quelque nature qu'elle puisse être  
à côté, jusqu'à ce que lesdites Requisitions  
soient exécutées selon leur forme & te-  
neur.

III. Si le Conseil d'Etat pourra croire  
que la Requisition interesse les Priviléges,  
de desdites Provinces en général, ou de  
quelque Ville ou District de l'une de ces Pro-  
vinces en particulier *qu'on déclare de vouloir*  
*maintenir exactement*, de manière que selon  
le

le sentiment dudit Conseil d'Etat il en pourroit resulter de grands Inconveniens, le Conseil devra en tel cas représenter ces conveniens à la Conférence par écrit au lieu que d'exécuter la Requisition, mais il pourra faire cette représentation qu'une seule fois. Et si après l'examen des raisons alleguées les Ministres des deux Puissances persistent dans leur Requisition, le Conseil donnera sans ulterieur délai les Ordres nécessaires pour l'exécution d'icelle.

IV. Ledit Conseil ne pourra accorder aucune interdiction de Justice, Surcéus ou Marotoire que les Ministres des deux Puissances n'y donnent leur consentement unanime, après qu'ils seront exactement informés du fait, & pour cet effet le Conseil sera obligé de leur donner les informations par écrit, & les dits Ministres déclareront toutes les Interdictions nulles qui seront accordées au préjudice de cet Article.

V. Ne pourra aucun Conseiller d'Etat ou de Finances s'absenter du Conseil que par maladie ou par permission de la Conférence, à laquelle chacun d'eux devra se rendre toutes & quantes fois qu'il y sera appelé, & les Secrétaires des dits Conseils seront obligés de remettre entr



ains des Ministres des deux Puissances, la fin de chaque semaine la Liste des Con-  
seillers qui ont été présens pendant cette  
semaine-là.

VI. Le Conseil des Finances sera sub-  
ordonné au Conseil d'Etat en tout ce qui re-  
garde son Administration pour l'exécution  
des Ordres qu'il en recevra ensuite des Re-  
solutions de la Conférence & pour ne pas  
tarder l'exécution desdits ordres ledit  
Conseil des Finances mettra à côté toute  
autre Affaire de quelle nature qu'elle puisse  
être jusques à ce qu'il ait donné sa consulte  
dessus, & ne fera qu'une seule représenta-  
tion ou Consulte dans les Affaires que les  
Ministres des deux Puissances déclareront  
ne pouvoir souffrir un plus long délai, lui  
laissant le pouvoir de représenter jusqu'à  
trois fois dans les Affaires ordinaires.

VII. Ledit Conseil des Finances sera  
obligé de s'assembler les mêmes jours & à  
la même heure que le Conseil d'Etat, & ne  
pourra pas se separer qu'après la séparation  
de celui-ci.

VIII. Tous les Revenus publics, soit des  
provinces en général ou de quelques Di-  
stricts & Villes d'icelles en particulier de-  
ront être affermes publiquement par ceux  
à qui

à qui il appartient au plus offrant après les Affiches & Publications usitées, la L. vraie du Pain & des Fourages pour les Troupes se fera de la même manière moins offrant.

**IX.** Tous les Deniers Roiaux tant de Domaines, Aides & Subsidés, Droits d'Entrée & Sortie qu'autres devront passer par la Recepte générale des Domaines & Finances. Et il ne se fera aucun paiement par les Receveurs particuliers à qui que puisse être sous quittances particulières, sans avoir eû préalablement un Billet d'assignation du Receveur Général, lequel Billet avec la quittance de celui qui aura reçu leur servira d'acquit provisionel: Ensuite de quoy & en retirant ledit Billet d'assignation avec la quittance y servant, il leur sera délivré des Lettres de Décharge pour leur servir d'acquits absolus pour leur être passé en Compte les sommes qu'ils auront payées de tous lesquels paiemens ainsi que de tout la Recepte, le dit Receveur Général remettra tous les deux Mois un état spécifique à la Conférence, de la même manière qu'il est obligé de le donner suivant ses Instructions au Conseil de Finances.

**X.** Le Conseil d'Etat sera obligé de re  
me

mettre à la Conférence pour le moins dix  
ans avant le terme ordinaire du renouvel-  
lement des Magistrats des Villes & des Col-  
lèges qui ont voix dans l'Etat, une liste ca-  
chetée des Noms des Persones qu'il propose  
de continuer ou d'établir de nouveau dans  
ledits Magistrats, laquelle étant approu-  
vée ou changée par les Ministres des deux  
Puissances comme ils le trouveront conve-  
nable, sera rendue au Conseil d'Etat aussi  
cachetée, le dit Conseil sera tenu de pu-  
blier cette Liste desdits Ministres ainsi ren-  
due pour le renouvellement desdits Ma-  
gistrats.

XI. Les Généraux Commandants &  
autres Gens de Guerre ne dépendront que  
de leurs Officiers Supérieurs & des ordres  
des Ministres des deux Puissances, pour ce  
qui regarde les Affaires de Guerre, à la seule  
exception de la revûe des Troupes & des or-  
dres à donner pour leur paiement dont le  
Conseil d'Etat continuera d'avoir soin, &  
ledits Ministres disposeront des Emplois  
militaires, tant de Cavallerie que d'Infan-  
terie, de la même manière que cela s'est  
pratiqué depuis la réduction.

XII. L'Administration de la Justice mi-  
litaire pour autant qu'elle concerne pure-  
ment

ment & simplement la discipline & la subordination entre les Officiers & les Soldats ainsi que les Délits militaires, se fera par un Conseil de Guerre dûement convoqué par ordre du Général en chef. Mais les différends que les Militaires pourront avoir pour d'autres causes tant civiles que criminelles, qui regardent la Judicature & l'autorité civile du Gouvernement, comme dettes, disputes sur des intérêts particuliers & de famille & autre de pareille nature qui ne sont pas purement des militaires, seront jugés par l'Auditeur Général en conformité de ses Instructions des Edits & Placarts militaires & de manière que cela s'est pratiqué pendant le Règne de S. M. Catholique Charles II. glorieuse mémoire, & s'il y a conflit sur la nature des causes, sçavoir si elles doivent être réputées pour civiles ou pour militaires, la Conférence seule en prendra connoissance & les décidera.

XIII. La Solde des Troupes levées au Nom de S. M. Catholique, les Gages des Généraux desdits Troupes, des Gouverneurs ou des Commandans, & de l'Etat Major des Places & de toutes autres Personnes Militaires qui sont ou seront gageés, en  
sen

able l'entretien & la reparation des Fortifications ou des Ports, comme aussi les nécessités des Magasins seront payées préférentiellement à tous autres Gages, Salaires & Pensions de quelque ce soit, hors de la somme de tous les Revenus du Pais en général & le Conseil des Finances aura soin de l'exécution du présent Article à peine d'en répondre chacun en leur privé nom.

XIV. Finalement les deux Puissances; comme représentantes le Roi Charles III. réservent tout le pouvoir qui compete à S. M. Catholique, afin de le faire exercer par leurs Ministres, dont les Ordres doivent être respectés en tout, pour autant qu'ils ne seront point contraires aux Privilèges du Pais. Ainsi fait à Bruxelles ce 10 Octobre. 1711.

Nous les soussignés Conseillers du Conseil d'Etat & des Finances, déclarons & promettons pour autant qu'il nous en touche chacun en particulier, de vouloir nous conformer au Règlement ci-dessus dans ses Points selon sa forme & teneur, en foi de quoi nous avons signé la présente.

Elu:

Elucidations sur quelques Articles du  
Réglement envoyées à Messrs. du Con-  
seil des Finances.

*Sur l' Art. 9.*

**I**l sera disposé sur le contenu de cet Article avec ultérieure connoissance de Cause, sur la Représentation faite par le Conseil des Finances. ( Etoit Vidimé. )

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERG

*Sur l' Art. 13.*

Pour l'explication de la pénalité mentionnée à la fin du présent Article, les Ministres des deux Puissances déclarent leur nom & de leur part, qu'Elles tiendront le Conseil des Finances pour chargé, en employant le plein & en produit de tous les Revenus du Pais le Payement des Troupes, des Généraux, Gouverneurs & autres Officiers Militaires, comme aussi aux autres Charges ordinaires & extraordinaires de l'Etat, & sur toutes Rentes hypothéquées préférablement aux Gages du Ministère, aussi avant que le Revenu le permettra. ( Etoit Vidimé. )

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERG

*1 Messieurs du Conseil des Domaines & Finances du Roi.*

MESSIEURS,

**A**Yant examiné votre Représentation du 12. Octobre dernier, avec le duplicat de votre Consulte du 3. Décembre 1707., & les Avis y joins des deux Chambres des Comptes de la même Année, comme aussi l'Avis du Receveur Général Van Uffelè du 26. du Mois passé, sur le sujet des difficultez qui pourroient se rencontrer dans l'exécution de l'Art. 9. du Nouveau Règlement, portant qu'à l'avenir tous les deniers Royaux, tant des Domaines, Aides & Subsidés, Droits d'Entrée & Sortie, qu'autres devront passer par la Recette Générale des Domaines & Finances; Nous trouvons convenir de vous requérir de suspendre jusques à autre disposition l'exécution dudit 9. Article du Règlement, & de continuer à en agir au sujet de l'expédition des Ordonnances & Assignations à donner de la manière que vous avez fait jusqu'à présent en toutes choses à l'exception de ce qui regarde les payemens qui pourroient être faits par les

Receveurs particuliers, ce que nous croyons nécessaire au bien du Service d'empcher dans la suite ; Vous requerant d'ordonner en cette conformité à chaque Receveur particulier, de ne plus payer aucune somme sous quittance de qui que ce puisse être sans avoir une Ordonnance ou Assignation dépêchée dans la forme accoutumée. Comme il est pourvû par le 9. Article du Règlement, auquel les deux Puissances se sont conformées d'intention que vous vous conformiez tout, à la reserve de ce qui est présentement excepté par cette. Ainsi fait à la Conférence à Bruxelles ce 7. Novembre 1711.

*Etoit Signé.*

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGHE

*Rapport fait par le Secrétaire Crabeels de part du Conseil d'Etat le 13. d'Octobre 1711.*

**L**E Conseil d'Etat m'ordonne de dire aux Seigneurs de la Conférence, qu'il auroit déjà eu l'honneur de donner sa réponse à la Lettre, & au Règlement nouvellement remis à Monsieur le Chancelier le 9. de ce Mois, qu'il a de suite communiqué au Conseil, mais comme c'est une Affaire de grande importance



grande importance, qui regarde indispensablement le Corps entier, & tous ceux qui le composent; le Conseil n'a pû, comme il auroit bien souhaité, satisfaire aux désirs des dits Seigneurs de la Conférence; parce qu'il y a deux Absens, auxquels l'on a dépêché des Couriers avec des Lettres du Conseil, pour qu'ils auroient à s'y rendre ce matin, ou à y envoyer par écrit leur sentiment sur la dite Lettre, & Règlement nouveau, dont leur a été envoyé des Copies par les mêmes Couriers; le Conseil a reçu réponse du Comte de Lanouë, qu'il se rendra aujourd'hui sans faute à cette Ville, & le Comte de Clairmont n'a pas répondu, le Courier à lui envoyé n'est revenu sans réponse, c'est l'unique circonstance, qui empêche que les Seigneurs de la Conférence n'ayent pas la Révolution du Conseil.

*Messieurs du Conseil d'Etat Commis au Gouvernement des Pais-Bas Espagnols.*

**MESSIEURS,**

Prés que les deux Puissances étoient convenues d'un Règlement si absolument nécessaire au Service, & qui avoit

été si solennellement arrêté; Nous ne sommes attendus, que vous n'auriez pu manquer d'y répondre au tems fixé, tout, à cause que les Affaires publiques sont arrêtées en attendant, & pour ce est de ce que le Conseil n'est pas Assemblé. Nous ne croyons pas, que cela soit nécessaire, ni que cela regarde indispensablement le Corps entier, mais bien chaque Membre en son particulier, cependant comme vous souhaitez plus de tems pour délibérer sur une Affaire de cette importance, Nous attendrons jusques à Jeudi qui vient, pour recevoir vos réponses positives & catégoriques la-dessus, & en cas de manquement Nous le prendrons sans ulterieur délai pour un refus. Ainsi fait à la Conférence ce 10 Octobre 1711.

*Etoit Signé*

**ORRERY, JOHAN VAN DEN BERG**

**MESSIEURS,**

**C**En'est pas sans surprise que le Conseil d'Etat a lû votre Réquisition du 8 de ce Mois, avec le Règlement nouveau joint, Nous n'avions pas lieu de croire Messieurs, que le zèle que nous avons

ur le Service du Roi, de la Cause com-  
une, & pour le bien de ces Païs, &  
nt nous avons donné tant de marques  
entielles, meritât, que l'on nous chargeât  
n'avoir pas déferé à des Requisitions du  
vice de Sa Majesté, & de la Cause com-  
une, c'est une chose qui interesse trop  
siblement nôtre réputation, pour ne  
nous en justifier aux yeux du Roi, &  
deux Puissances; mais comme vous  
haitez, Messieurs, que nous répondions  
omtement & sans ulterieur délai sur vôtre  
Requisition, & si nous voulons accepter ou  
n ledit Réglement nouveau; Nous di-  
ons, que ni en conscience, ni en honneur  
us ne pouvons executer les Requisitions,  
e nous jugerions être contraires soit à nô-  
Religion, soit aux Interêts du Roi, au  
om duquel nous serions obligez d'execu-  
ce qui pourroit-être préjudiciable à ses  
Lois & Autorité, soit aux Loix & Privi-  
lèges de ces Païs, nous nous flattons, Mes-  
sieurs, que vous voudrez bien faire réflexion,  
e lorsque ces Païs se sont soumis au Roi,  
deus Puissances aiant trouvé convenir  
tablir un Conseil d'Etat, pour exercer le  
Gouvernement de ces Païs, & faire toutes  
expéditions au Nom du Roi, l'on nous a

demandé si nous voulions être de ce Conseil, & jurer les Instructions du 21. de Juillet 1706. auxquelles le dit Règlement nouveau est entièrement différent & opposé que nous avons accepté les dites Instructions, de suite fait le Serment de les observer, en tous les points, & entr'autre maintenir l'Authorité, les prééminces, prérogatives du Roi, comme Souverain Seigneur de ces Provinces, & la Liberté des Loix, Privilèges, Droits, Coutumes, Usances des mêmes Provinces, de ses sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.

Enfin nous nous persuadons, Messieurs, que Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puissances Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies, voudront bien par leur Justice & Equité ordinaire réfléchir que selon l'Article 7. des dites Instructions, nous sommes obligez, de le suivre & observer, & ce long tems & jusques à ce, que les dits Puissances en conviendront autrement à Sa Majesté. Nous avons l'honneur d'adresser

MESSIEURS,

*Vos très-humbles & très-obéissans*  
*Serviteurs.*

E

Etoit Signé

*L. J. d' Aremberg, de Gryssperre, Van der Gote, le Comte d'Ursel, le Comte d'Erps, J. de Caverson, le Comte de Lannoy, J. R. Thisquen.*

uxelles au Cfonseil d'Etat ce 15. Octobre 1711.

*4 Messieurs du Conseil d'Etat Commis au Gouvernement des Pais-Bas Espagnols.*

MESSIEURS,

**A**iant vû contre toute attente par vôtre Lettre du 15. de ce Mois, que vous éclarez tous, à la reserve de Monsieur le Comte de Clairmont, de ne pouvoir en Conscience, ni en Honneur executer les Requisitions, que vous jugeriez être contraires, soit a vôtre Religion, soit aux Interests du Roiau Nom duquel vous seriez obligés d'executer, ce qui pourroit être préjudiciable à ses Droits & Autorité, soit aux Loix & Priviléges de ce Pais. Nous ne pouvons assez vous marquer nôtre contentement, de ce que vous paroissez de vouloir insinuer par-là, *comme si nous aurions été capables de donner des Requisitions de la part des deux Puissances, qui sont contraires à vôtre Religion & aux Priviléges du Pais,* ou

préjudiciables aux interest de Sa Majesté Catholique, & nous trouvons une telle inuasion, si injurieuse à l'honneur des deux Puissances & si fort contraire à leurs intentions, que nous ne pouvons nous dispenser de vous demander la-dessus, en leur Nom, une satisfaction convenable, d'autant plus que ledit nouveau Règlement n'a pour but qu'une entière Subordination aux deux Puissances, représentantes Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. jusqu'à ce qu'Elle sera mise en possession des Provinces des dits Pais-Bas Espagnols de souûmises, & qui sont encore à souûmettre & que leur intention n'a jamais été de rien faire, qui soit directement ou indirectement contraire à la Religion Catholique Romaine, qu'Elles veulent maintenir en ces Pays ci, tout leur pouvoir, suivant qu'Elles l'ont déclaré solennellement après la Réduction des dits Pays à l'Obéissance de Sa dite Majesté.

Le déclarant ici de nouveau, en le Nom, & de leur part, pour autant qu'il en est besoin.

Comme aussi que leur intention n'est point de porter ou souffrir, qu'il soit porté aucune atteinte aux Libertez, Loix, Priviléges, Droits, Coutumes & Usances des Provinces desdits Pais

ais Bas Espagnols déjà soumises au Roi, ou  
ses Sujets en général, & de chaque Provin-  
ce, Ville ou Corps en particulier.

Et lors qu'il y aura des Requisitions don-  
nées de la part des deux Puissances, que  
le Conseil d'Etat croiront intéresser  
leurs Privilèges, & contre lesquelles ils  
seront de voir faire une Représentation; on  
déclare de plus en ce Cas là, que les deux  
Puissances n'insisteront point sur l'exécu-  
tion de telles Requisitions, sans avoir préa-  
lablement entendu la-dessus les Etats des  
Provinces, ou les Magistrats des Villes,  
ou les Corps qui sont intéressés.

Pour ce qui concerne les intérêts de Sa  
Majesté, les deux Puissances ont don-  
né trop de preuves à toute la Terre, com-  
me ils leur sont chers, pour ne pas voir  
avec la dernière surprise, que vous puissiez  
susciter la-dessus le moindre doute, ne  
voyant pas, que vous devriez vous ériger  
en Juges dans des Affaires, dont les deux  
Puissances se réservent de donner en tems  
lieu, un entier appaisement à Sa Maje-  
té Catholique, le Roi Charles II.

Et sur ce, que vous dites par la fin de  
votre écrit, que selon l'Article 7. des In-  
structions, qui vous ont été données le

31. Juillet 1706. vous ne seriez obliger qu'à le suivre & observer aussi long-ten & jusques à ce que les deux Puissances e conviendront autrement.

Nous Vous déclarons en outre, que l'intention n'a jamais été de se défaire de l'autorité, ou de renoncer au pouvoir & changer dans la suite le Gouvernement de ces Pais ci, suivant qu'Elles le trouveront convenir pour le Service de Sadite Majesté Catholique & de la Cause commune, tant dis qu'Elle n'est pas encore mise en possession desdits Pais-Bas Espagnols, ainsi qu nous nous trouverions obligés de faire par rapport à ceux de vous Messieurs, qui persistent à ne vouloir pas reconnoître, avant la fin de cette semaine, par leur Signature ledit Nouveau Règlement, que les deux Puissances ont trouvé si absolument nécessaire, qu'Elles ne pourront en aucune manière s'en départir. Ainsi fait à Bruxelles dans la Conférence ce 19. Octobre 1711.

Etoit signé

**ORRERY, JOHAN VANDEN BERGHE**

**ME**



MESSIEURS,

**A**iant vû la Lettre que vous Nous avez fait l'honneur de nous écrire le 19. de Mois, Nous avons celui de Vous assûr, Messieurs, que nous avons eu, & nous avons toujours pour Sa Majesté la Reine la Grande Bretagne, & Leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, une trop parfaite vénération pour avoir pû concevoir la pensée de nous éloigner en la moindre manière de profond respect, que nous devons à ces Puissances, Nous Vous prions aussi, Messieurs, d'être persuadés, que nous nous & continuerons d'avoir pour vous toute l'attention, déférence, & considération que vous pouvés désirer.

Nous Vous assûrons, Messieurs, de n'avoir manqué en quoi que ce soit, de ce qui regarde la direction qui nous a été confiée des Affaires de ces Païs, & si vous voulez bien avoir la bonté de vous souvenir, Messieurs, & vous donner les peines de vous faire produire toutes les Ordonnances, Lettres & Décrets que nous avons envoyés pour le Service du Roi, & de la cause commune, vous jugerés aisément

Messieurs, que nous n'avons rien négligé de tout ce qui pourroit y contribuer, c'est ce que nous continuerons avec tout le soin & exactitude imaginable, Vous priant d'être persuadés, que nous n'obmettrons rien de tout ce que la conscience nous permettra de faire, pour montrer le zèle parfait, & l'attachement inviolable que nous avons pour la Cause commune, & pour donner, Messieurs des preuves plus évidentes du désir que nous avons de montrer nos bonnes intentions, & notre disposition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service, Nous Vous prions, Messieurs, de trouver bon que tout le Conseil vous fasse offre de suspendre les Gages dudit Conseil pour être employé aux besoins que vous trouverez les plus pressants.

Nous avons l'honneur d'être

**MESSIEURS,**

*Vos très-humbles & très-obéissans  
Serviteurs,*

Etoit Signé

*L. J. d'Areemberg, de Gryspeere, vander Geste, le Comte d'Ursel, le Comte d'Erps,*

*Cor*

*Comte de Clairmont, J. de Caverson, le Com-  
de Lannoy, J. R. Thisquen.*

*Au Conseil d'Etat le 24. d'octobre 1711.*

*Messieurs du Conseil d'Etat Commis au  
Gouvernement des Pais-Bas Espagnol.*

## MESSIEURS,

**N**ous avons lieu de nous persuader  
après la Déclaration solennelle, que  
vous vous avons faite de la droiture des in-  
tentions des deux Puissances, pour le main-  
ten & la conservation inviolable de la  
Religion & des Privilèges de ces Pais-ci,  
qu'il ne vous auroit resté aucun scrupule  
pour différer plus long tems de reconnoître  
par votre Signature le dernier Règlement,  
dont le seul but est, d'expliquer la Subor-  
dination, dans la quelle vous avez été com-  
mis par les deux Puissances au Gouverne-  
ment de ces Pais; Mais nous voyons avec  
surprise par quelques expressions de votre  
Lettre du 24. de ce Mois, que vous pa-  
roissez toujours croire que la direction  
qu'on vous a confiée en doit être indépen-  
dante. Et quoi que cela même rende la  
Signature dudit Règlement en core plus

nécessaire, cependant comme les délais que vous continuez d'y apporter, ne peuvent causer qu'un très grand préjudice pour le Service de Sa Majesté Catholique le Roi Charles III. & celui de la Cause commune, dans la situation, où les Affaires de ces Pais-ci sont présentement; pour montrer la modération avec laquelle les deux Puissances en veulent bien user, à votre égard, nous avons trouvé convenable Messieurs, de vous proposer de signer une Déclaration dont le projet est mis au bas de cette, afin que nous puissions assurer les deux Puissances de la Subordination qui leur est dûë, comme représentantes Sa dite Majesté Catholique jusques à ce qu'Elle soit mise en possession de ces Pais; au moyen de quoi nous n'exigerons pas à présent que vous signiez le dit Règlement dont pourtant les deux Puissances ne se départiront en aucune manière, voulant qu'il soit observé dans tous ses points, & réservant bien expressement de le faire signer dans la suite, quand Elles le trouveront convenir; c'est en cela Messieurs, que vous pouvez nous donner des preuves les plus évidentes du désir que vous avez de montrer vos bonnes intentions & votre  
dit

position à aller au devant de tout ce qui  
ut être avantageux au Service. Mais le  
Gouvernement ne pouvant pas demeurer  
us long-tems dans la situation présente,  
is que le Service de Sa dite Majesté &  
la Cause commune n'en souffre no-  
lement, Nous nous trouvons dans la né-  
ssité de vous déclarer au Nom & de la  
rt des deux Puissances que ceux de votre  
rps qui n'auront pas signé la Déclara-  
on qui suit avant Vendredi prochain 30.  
ce Mois, s'ils n'aiment mieux de signer  
Règlement, en conformité de nôtre  
ième Réquisition, sont remerciés dès  
présent pour lors, & déchargés du Ser-  
ent qu'ils ont prêté en qualité de Conseil-  
rs d'Etat, & que nous procederons à  
expiration de ce terme sans ulterieur dé-  
à en établir d'autres en leur places.  
insi fait à Bruxelles ce 27. d'Octobre

711.

*Etoit Signé.*

**ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.**

**N**ous les souâsignés Conseillers du Con-  
seil d'Etat ayant été Commis de la  
part de Sa Majesté la Reine de la Grande-  
Bre

Bretagne, & de leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, au Gouvernement du Pais-Bas Espagnols, pour en avoir la direction. Nom de Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. nôtre légitime Souverain, qui nous reconnoissons être représenté par ces deux Puissances, jusques à ce qu'Elle se soit mise en possession de ces Pais-ci; Et n'ayant reçu nos pouvoirs & Commissions que de ces deux Puissances au Nom de Sa dite Majesté, nous promettons de donner execution le plutôt que faire se pourra aux Réquisitions qui nous seront adressées de leur part, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à la Religion & aux Privilèges de ces Pais-Bas; & déclarons de plus d'accepter le dernier Règlement pour marquer le désir sincère que nous avons de contribuer autant qu'il dépend de nous à l'avancement du Service du Roi, & de celui de la Cause commune dans l'entière confiance que les dites Réquisitions n'aient aucun autre objet.

Ainsi fait au Conseil d'Etat à Bruxelles

*Déclaration du Conseil d'Etat.*

**N**ous du Conseil d'Etat commis au Gouvernement Général des Pais-Bas  
 et

ablis par les deux Puissances représentant  
s Sa Majesté nôtre légitime Souverain ;  
omettons de donner execution, le  
ûtôt que faire se pourra aux Réquisitions  
i nous seront adressées de leur part,  
our autant qu'Elles ne seront pas contraires  
la Religion & aux Privilèges du Païs, &  
ans l'entiere confiance que les dites Re-  
quisitions n'aurent aucun autre objet, que  
'avancement du Service du Roi, & celui  
e la Cause commune. Ainsi fait au Con-  
il d'Etat le 29. Octobre 1711.

*Etoit Signé.*

*L. J. d'Aremberg, de Gryperre, vander  
Gote, le Comte d'Ursel, le Comte  
d'Erps, le Comte de Clairmont, J. de  
Caverson, le Comte de Lannoy, J. R.  
Thisquen, Prince de Rubempre, F. C.  
d'Eesbeck, Dit vander Haegen.*

**N**ous les souignés Plénipotentiaires  
de Sa Majesté la Reine de la Gran-  
e-Bretagne & Député de L. H. P. les  
eigneurs Etats Généraux des Provinces-  
Unies, aiant vû la Déclaration que Vous  
vez signee par laquelle Vous reconnoissez  
être établis par les deux Puissances reprê-  
sen-

sentantes Sa Majesté Catholique vôtre  
gitime Souverain & promettez de donner  
exécution le plutôt que faire se pourra a  
Requisions qui vous seront adressées  
leur part, pour autant qu'Elles ne fero  
point contraires à la Religion & aux Pri  
lèges du Pais, & dans l'entière confian  
que les dites Requisions n'aurent auc  
autre objet que l'avancement du Service  
Roi & celui de la Cause commune.

Déclarons par celle-ci de vouloir b  
agréer provisionnellement vôtre dite I  
claration dans l'entière confiance que Vo  
vous conformerez exactement au nouve  
Réglement qui Vous a été présenté de  
part des deux Puissances qu'Elles veule  
toûjours faire observer. Ainsi fait à la Co  
férence ce 30. Octobre.

*Etoit Signé.*

ORRERY. JOHAN VAN DEN BERGHE

*Déduction des Droits de la Principauté,  
Transsylvanie.*

**L**A Principauté de *Transsylvanie* a été  
ly a plus de deux Siècles une Province  
du Royaume d'*Hongrie*, & ne fut érigé  
en Principauté indépendante que



ems de la malheureuse Division du Royaume d'*Hongrie* entre Ferdinand I. l'*Autriche* & Jean Zapolya Roy d'*Hongrie*. Après une longue & sanglante Guerre celui ci se contenta du Titre de Roi & de la Principauté de *Transsylvanie* avec ce qui en dépend, son Fils lui succeda, & les Etats de ladite Principauté continuerent après sa mort d'élire leurs Princes sans qu'aucune Puissance prétendit être en droit de s'y opposer.

Ces Princes étoient en quelque manière dépendans des Rois d'*Hongrie*, jusques à ce qu'ils furent reconnus pour Princes Souverains de *Transsylvanie* par les Etats du Royaume d'*Hongrie*, & par l'Empereur Rudolphe dans des Constitutions & Actes publics, ce qui arriva lors que le Prince Sigmond, Fils de Christophe Bathori fut entré en société de Guerre contre les Turcs avec ledit Empereur & les Etats d'*Hongrie*.

Je ne m'étendrai pas davantage sur l'Histoire de la *Transsylvanie*, mon but n'étant que de faire voir qu'Elle est une Principauté libre, & que les Etats ont eu la liberté de s'élire des Princes comme bon leur sembloit. C'est un fait établi & une vérité

vérité généralement attestée que cette Principauté étoit libre ; Elle a été comprise avec son Prince comme telle dans le Traité de la Paix de *Westphalie*, où elle est traitée d'Alliée de la Reine de *Suède* ce que l'on peut voir dans le dernier Paragraphes du Traité d'*Osnabrug* ; & l'Empereur *Leopold* a été lui même si persuadé de cette vérité, qu'il a trouvé à propos de nommer de sa part, pour l'Inclusion dans la Paix de *Nimegue*, le Prince de *Transsylvanie*, c'est ce qui paroît par les Inclusions y faites de la part de sa dite Majesté Imperiale. Mais l'argument & la preuve la plus forte & la plus invincible de la Souveraineté de la *Transsylvanie* & du Droit électif des Etats de cette Principauté, est le Traité d'Alliance solennel conclu à la sollicitation de Sa Majesté Imperiale entre Elle & le Prince & les Etats de *Transsylvanie*, & des Parties d'*Hongrie* qui y sont annexes. Ce Traité fut arrêté à *Vienne*, le 28. de Juin l'an 1686. avant la prise de *Bude*, & signé par les Plénipotentiaires nommez de part & d'autre pour cet effet. En voici quelques Articles qui sont à mon sujet.

1. Sa Majesté Imperiale & Royale s'en

age, à défendre la Transylvanie, & les parties de la Hongrie qui y sont annexes, à y envoyer pour cet effet des Troupes Auxiliaires sans aucun délai lorsque la nécessité l'exigera, & lorsqu'Elle en sera recherchée par le Prince & par les Etats; Ces troupes en entrant dans le Pais seront sous Commandement des Généraux Imperiaux, mais tandis qu'Elles y seront employées Sa Majesté en confiera la direction au Prince & à ses Successeurs, à qui elle sera conservée aussi long-tems qu'ils auront besoin de ces troupes, auxquelles Sa Majesté Imperiale donnera la Solde & les Transsylvains fourniront le Pain & les Vivres.

2. Tout ce qui sera Conquis sur l'ancien Domaine de la Porte, appartiendra par le Droit des Armes à celui qui s'en sera rendu maître, mais tous ce qu'on découvrira avoir été autrefois à la Transylvanie sera remis & conservé à cette Principauté.

3. Le Prince & les Etats de Transylvanie seront conservez & maintenus, en vertu du Droit dont ils ont joui jusques à présent, dans toute l'étendue de la Principauté & des parties qui y sont annexes.

7. Michel Abaffi Prince légitime de Transylvanie ne sera pas troublé en aucune manière dans

dans la Possession de cette Principauté & Sa Majesté a dès à présent pour agréable l'Electi<sup>on</sup> qui a été déjà faite en faveur du Prince son Fils apellé aussi Michel Abaffi. Après la mort, qu'on espere qui n'arrivera pas de long tems, la liberté sera conservée aux Etats de Transsylvanie conformément à leurs Droits.

9. L'on n'innovera rien à ce qui a été observé jusques à présent au sujet des Armes & du Titre de Prince de Transsylvanie, Sa Majesté ne pourra jamais s'arroger ce Titre ni les Armes.

10. Pour plus grande seureté tant parrap<sup>ort</sup> à ce Traité qu'à la Transsylvanie, le Prince & les Etats remettront à Sa Majesté pour autant de tems que cette Guerre & le peril dureront, deux de leurs Places, à sçavoir Clatsembourg & le Fort de Deva, en sorte que deux tiers des Garnisons qu'on tiendra seront composez des Troupes Imperiales & le troisieme des Transsylvains, & que Sa Majesté leur fournira la paye, & les Transsylvains le pain & les ustencilles, mais aussi-tôt que la présente Guerre sera terminée ces deux Places seront évacuées & rendues.

Ce Traité fut renouvelé l'année suivante par le Duc de Lorraine, qui étoit allé prendre les Quartiers d'Hyver avec l'Armée de l'Em

Empereur en *Transsylvanie*. C'est ce qu'on eut voir dans le nouveau Traité que ledit Duc conclut au nom de Sa Majesté Impériale avec le Prince & les Etats de *Transsylvanie*.

Un Traité si solennel & si précis, qui par le 2. Article avoit prévenu & détourné les prétensions d'une Domination absolüe s'étoit expliqué par le troisiéme d'une manière plus nette sur ce sujet, que par le 4. avoit assuré aux Etats la liberté des élections, & par le 9. avoit dissipé toute ombre de doute & de soupçon là-dessus, qui enfin par le 8. étoit appelé Traité perpétuel, sembloit devoir suffire pour établir à jamais le repos, les libertez & la tranquillité de la *Transsylvanie*. Il auroit suffi en effet s'il eut été observé par la Maison d'*Autriche* avec autant de bonne foi que le Prince & les Etats de *Transsylvanie* y avoient de confiance. Ils livrerent à l'Armée Impériale suivant l'Article 19. dudit Traité *Clauzembourg & Deva*, & joignirent leurs Troupes à celles de l'Empereur pour l'avancement de la Cause commune; mais les Généraux de Sa Majesté Impériale se prévalant de la bonne foi de cette Nation, s'emparèrent par artifice d'un grand nombre d'autres

tres Places, & ensuite se mirent à commander en maîtres.

Toutefois on laissa l'ombre de la Souveraineté au Prince Michel Abaffi, & même après la mort l'Empereur en délivrant l'an 1691. un Diplôme aux États de *Transylvanie*, leur recommanda d'élever le jeune Prince Mineur Michel Abaffi, dont l'Élection a été ratifiée par Sa Majesté Impériale, dans les vertus nécessaires à un Prince, jusques à qu'il fut capable de Gouverner lui-même.

Le Chancelier de *Transylvanie* le Comte Nicolas Bethlehem ennemi secret du Prince & de la Famille d'Abaffi, ayant fait voyage à *Vienne* sous prétexte du bien de la Principauté, fit en sorte qu'on y établit un Conseil d'État, ou bien un Gouvernement qui prêterait l'Hommage à l'Empereur, comme Protecteur & Tuteur du Prince. Ce fut le fondement des malheurs de la *Transylvanie*, on amena bien-tôt le Prince à *Vienne* avec la Chancellerie de la Principauté, & on garda peu de mesures; les *Transylvains* eurent recours à leurs Loix, mais on y fit peu d'attention.

Lorsque le Prince Abaffi fut à *Vienne*, on l'obligea de renoncer à la Principauté de *Transylvanie* & à son Élection légitime.

Le Public ignore encore s'il a été porté à cette démarche indigne par des menaces ou par des moyens plus doux, on sçait seulement que depuis ce tems-là il n'est presque sorti de *Vienne*. Mais quoiqu'il en soit des motifs qui ont pû le porter à cette Renonciation, il est certain qu'elle ne déroge rien aux Droits de la *Transsylvanie*, le Prince n'ayant pas pû donner ce qui appartenoit aux Etats.

Après que les Autrichiens se furent frayé par tant de voyes injustes & violentes, un chemin à l'usurpation de cette Principauté contre la Foi d'un Traité si solennel, ils entrevinrent à tous les points du Diplome. Les *Transsylvains* se plaignoient inutilement à la Cour de toutes ces Contraventions; on leur envoya un Général qui par la force des Armes les tenoit en Esclavage & leur faisoit souffrir tout le poids d'une Domination Despotique. Cependant ils souffroient tout cela le plus patiemment qu'il leur étoit possible, dans l'espérance que l'Empereur conformément à l'Article 18. du Traité conclu en 1686. avec le Prince des Etats de *Transsylvanie*, les feroit comprendre dans la Paix ou Trêve qui se devoit conclure avec les Turcs, & les remettroit

dans le même état où ils étoient au tems la signature dudit Traité; l'Article portoit : *Que Sa Majesté Imperiale fera comprendre la Transsylvanie dans le Traité prochain de Trêve ou de Paix avec les Turcs, fera accepter les conditions qui seront proposées pour lors par les Transsylvains conformément aux Articles du présent Traité.* Bien lui d'y penser ou de se souvenir de ces dernières paroles du Traité, on ne leur communiqua rien, & on traita de la Transsylvanie avec la Porte comme d'un Pais Conquis.

Ce que je viens de dire fera connoître toute personne qui voudra juger sans prévention, le Droit incontestable des Etats Transsylvanie, & l'injustice criante qu'on leur a fait en les subjuguant & en les dépouillant de leurs Droits & Libertez, sous prétexte d'une Alliance Sainte & d'un Traité solennel qui leur en assûroit la jouissance. Mais quelques grandes que soient les violences qu'on leur a fait souffrir, ces violences ne donnent aucun Droit légitime aux à la Maison d'*Autriche*; ils ont au contraire pour eux le Droit des Gens & celui de la Nature, dont une des Principales maximes est; *Que le Peuple est toujours en droit de réclamer contre une pareille oppression,*



entrer dans la jouissance de ses Anciens Droits  
 quand il en trouve l'occasion favorable.

Cette occasion s'est offerte aux Etats de  
 Transylvanie, car le Prince Rakoczi ayant  
 vu au secours de sa Patrie opprimée, les  
 Transylvains reprirent courage, & ne  
 crurent qu'à profiter de cette conjonctu-  
 re pour se tirer de l'Esclavage. Les Etats  
 de Transylvanie usèrent ainsi l'an 1704. de  
 leur pouvoir & de leur droit pour se mettre  
 en Possession de ce qui leur appartenait, &  
 durant que le Prince Abaffi étoit descendu  
 du Trône par une Renonciation indigne,  
 ils l'y éleverent par une Election solennelle  
 conforme à leurs Droits & aux raisons soli-  
 des qui les ont fait agir, & Proclamerent  
 avec les solemnitez ordinaires & après les  
 sermens réciproques, pour Prince de Trans-  
 ylvanie, le Prince François Rakoczi, Prince  
 du Saint Empire & Duc des Etats Confé-  
 fédérez de Hongrie, &c. &c. &c.

Les Etats de Transylvanie pour assurer  
 davantage leurs Libertez, s'associerent avec  
 les Hongrois Confédérez, & convinrent  
 de ne pas traiter séparément, c'est pour-  
 quoi Sa Majesté Imperiale ordonnoit le 26.  
 Mai 1706. au Prince de Lorraine & à ses  
 Ambassadeurs de travailler en son nom à ter-

*miner les tristes effets de la Guerre avec Confédérez Hongrois & Transsylvains les Chefs & leurs Principaux. Voici ce que ceux-ci joints ensemble demanderent par le second Article de leurs Propositions Que les intérêts de la Transylvanie soyent ajustez en ce qui regarde la libre Election de Princes, sa separation de l'obéissance de Maison d'Autriche, & les autres points ses Prétenfions & Libertez par une satisfaction convenable en toutes choses, tant à sûreté d'Hongrie qu'à l'Alliance des Transsylvains avec ce Royaume.*

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté Imperiale y répondirent pas des invectives contenoient :

1. Que la *Transylvanie* n'avoit jadis qu'un Palatinat dépendant de la *Hongrie* qui par l'injure du tems s'étoit insensiblement érigé en Principauté.

En second lieu, qu'Elle avoit été déchargée du Joug des Infidèles par les Armées victorieuses de S. M. I.

En troisième lieu, que S. M. I. étoit convenuë avec les Etats de cette Principauté, soutenant qu'ils ont approuvé & sont contens de la forme de leur Gouvernement présent, qui s'y est peu à peu

li de leur consentement, que d'ailleurs  
s ont annullé par une Contradiction for-  
melle & universelle les attentats de quel-  
ques séditeux.

En quatrième lieu, que si l'on y appor-  
tit quelque changement, on donneroit  
teinte au Traité de *Carlowitz*.

En cinquième lieu, qu'il y avoit lieu de  
étonner que les Hongrois mêlassent dans  
eurs Traitez sous le nom des Etats de  
*Transylvanie*, quelques séditeux qui cher-  
choient à se soustraire à la Domination de  
l'Empereur, leur Seigneur & leur Maître;  
mais on offroit aux Transsylvains Confé-  
rérez une Amnistie & Retablissement. A.  
pne fut-on informé de cette Réponse  
qu'il parût un Ouvrage Latin qui avoit  
pour titre, *Animadversiones Apologeticae*,  
où l'Auteur pressant avec beaucoup de for-  
ce la Commission de l'Empereur sur cette  
matière, faisoit remarquer.

Sur le Premier Article de cette Répon-  
se: Qu'il importoit peu que la *Transsyl-  
vanie* eut jadis été un Palatinat ou un Fief  
de la Couronne d'*Hongrie*, vû que depuis  
l'an 1530. jusques à nos jours, Elle avoit  
été reconnue pour Principauté par toute  
l'*Europe*, par l'Empereur même & par

la Couronne d'*Hongrie*; que l'Empereur s'étoit obligé en vertu de la 12<sup>e</sup> Condition de sa Capitulation avec les Hongrois, d'observer la Confédération faite avec *Transsylvanie*; que S. M. I. en convenant & ratifiant l'an 1686. & 1687. l'Alliance & les Traitez faits avec le Prince & Etats de *Transsylvanie*, a reconnu leur Souveraineté, & l'assûre en ces Termes. *Ce Traité ne préjudiciera rien aux Droits du Prince, à l'Electiõ de son Fils, & à toutes les libertez de Transsylvanie qui seront maintenues.*

Sur le second Article l'Auteur soutient qu'il n'y a rien de plus opposé à la Paix Chrétienne & à la liaison des Societez Catholiques que de s'approprier une Principauté, laquelle à la Prière de l'Empereur a signé un Traité d'Alliance solennelle pour agir conjointement avec Elle contre les Turcs: En effet, on ne peut pas s'imaginer qu'en faisant ce Traité, les Transsylvains aient eu pour but de devenir la proie de la Maison d'*Autriche*, puisqu'il devoit leur être fort indifférent d'avoir pour Maître l'Empereur d'Orient ou celui d'Occident: Ils se sont donc uniquement proposé, en contractant cette Alliance, de

fa

ire rendre en vertu du troisiéme Article qui se trouveroit appartenir à la Principauté, parmi les Conquêtes qu'on pourroit faire. Le même Auteur continuë à demander sous quel couleur, sous quel prétexte, & avec quelle conscience l'Empereur prétend être maître de la *Transsylvanie*, si c'est par le Droit Turc, contre lesquels il a porté les Transsylvains à prendre les Armes comme contre des Tyrans. par quel Principe de Religion & de Piété, dit-il, la Cour de *Vienne* a-t'Elle détaché par son Alliance les Transsylvains de la société des Turcs pour les rendre ses Sujets, en les affranchissant d'une espèce de Protection des Turcs, & pour leur imposer, comme l'expérience l'a fait voir, un Joug infiniment plus dur que celui dont les Infidèles accablent des Peuples Conquis.

En répondant au 3. Article, *L'on cherche avec curiosité*, dit cet Auteur, où sont les *Etats de Transsylvanie* dont on allegue le consentement & l'Approbation. Rien ne peut préjudicier à la liberté des Etats qui n'ont jamais consenti aux Transactions faites avant ou après la Paix de *Carlowitz* par quelques Seigneurs particuliers & Pen-

sionnaires de la Cour de *Vienne*. On ne favoûë pas que cette Cour ne tâche de prouver de vive voix & par Ecrit, que le Droit sur la *Transsylvanie* a pour fondement le consentement libre des Etats de cette Principauté; mais les critiques savent comment s'y prendre pour accéder cette Liberté avec la dureté & *Prieres Armées*, pour ainsi dire, que la Cour a toujours été obligée de mettre en usage, pour avoir ce qu'Elle souhaite sans néanmoins avoir pû obtenir par aucun Acte authentique, de la part des Etats, ce qu'Elle avance avoir été accordé par Eux.

Ils souffroient toujours *Gubernium* & *lentum* sans oser s'y opposer, quoiqu'ils aient toujours demandé à la Cour de *Vienne* l'exécution du Diplome de l'Empereur Leopold de l'an 1691., par lequel la conservation de leurs Libertez & du Droit des Elections leur avoit été promise & allûrée.

La prétenduë Contradiction solennelle & universelle des *Transsylvains* contre l'Election libre que les Etats ont faite en faveur du Prince Rakoczi en 1704. est nulle, & on ne peut pas dire que ce

Ele

lection a été violente, puisque le Prince Rakoczi n'a jamais eu assez de Forces Etrangères pour contraindre les Etats de *Transsylvanie*; ce furent eux-mêmes qui se soulevèrent pour secouer le Joug qui leur avoit été imposé, & aussi tôt qu'ils virent les Troupes de l'Empereur entrées dans les Villes d'*Hermantstat*, *Constadt*, & dans le Château de *Fogaras*, ils s'assemblerent à *Albe Royale*, lieu ordinaire de la Résidence des Princes, de la tenuë des Diètes, & dans la vue d'affermir leurs Loix & leurs Libertés ils procederent à l'Election d'un nouveau Prince en 1704., sans que personne se trouvât de la part du Prince Rakoczi à leur Assemblée, & l'élurent tous unanimement, à la reserve de peu de particuliers que le Général Rabutin tenoit comme Prisonniers dans lesdites Places; ceux-ci étoient réduits au silence, & n'avoient que le pouvoir de parler contre les Loix; ainsi il n'y a eu que ceux-ci qui n'osant refuser de satisfaire à la volonté de ces Maîtres impitoyables ont opposé cette prétenduë formalité à l'Election faite par tous les Etats de *Transsylvanie*.

Ces mêmes Etats inaugurerent l'an 1707.

le Prince Rakoczi à *Marot Vasarhely* dans une Diète également libre, vû qu'aucunes Troupes Etrangères ni les propres Forces du Prince Rakoczi n'y intervinrent ce qui auroit pû donner quelque air de violence ou de contrainte à cette procédure ; Qu'elle a été aussi libre que légitime, & qu'on ne peut pas donner atteinte aux Droits dudit Prince sur cette Principauté, qu'en le convainquant par des preuves claires & manifestes, qu'il a marqué à sa Capitulation.

Finalement on soutient, que supposé ce qui est néanmoins très-faux, que Sa Majesté Imperiale ait acquis des Turcs quelque Droit sur la *Transsylvanie*, ce ne peut être tout au plus que le Droit de Protection, puisqu'ils n'en ont jamais eu d'autre, & qu'ainsi le Turc n'a pas pu donner plus de Droit qu'il n'avoit, & plus qu'il n'a jamais prétendu, & que par conséquent Sa Majesté Imperiale ne peut pas sur aucun fondement ôter à la *Transsylvanie* les Libertez & Priviléges, & encore moins la priver du Droit d'élection des Princes.

L'Auteur répondoit au 4. Article qu'il étoit honteux à la Cour de Vienne d'avoir



avoir stipulé avec les Turcs de renverser  
Liberté de ceux qui l'avoient servi  
comme Alliez contre les Infidèles, au  
eu de les conserver en leurs Droits &  
munitez selon la parole qu'Elle leur en  
voit donnée dans le Traité d'Alliance si  
uvent mentionné ; Que ce n'étoit pas  
ne chose nouvelle à l'*Autriche* que de  
traiter avec la Porte à l'insçu & aux dé-  
pens des Etats ; qu'Elle avoit tenu cette  
conduite en 1664. pour accabler les Hon-  
rois, & qu'Elle venoit d'en user de mê-  
me à *Carlowitz* pour mettre les Transsyl-  
vains sous le Joug.

Au reste, ajoute le même Auteur, par  
ce qu'on dit dans le Traité de *Carlowitz*,  
de laisser la *Transsylvanie in statu quo*, c'est-  
à-dire dans l'état où elle se trouve, on ne  
peut pas, sans forcer le sens de ces mots, en-  
tendre aucun autre état que l'extérieur qui  
intéresse les parties Belligérantes, car l'état  
intérieur du Gouvernement étant chan-  
gé de quelque manière que ce pût être,  
les Turcs ne s'embarasseroient pas du Gou-  
vernement de cette Principauté, s'inté-  
ressant uniquement à l'exacte observation  
des Conditions de Paix, & de ce qui avoit  
été réglé touchant les Frontières, ce que

les Transsylvains prétendent aussi observer religieusement.

Ainsi on conclut avec beaucoup plus de justice & d'équité, qu'on n'enfreindra point la Paix de *Carlowitz* en déclarant cette Principauté libre & Elective, comme elle a été sous les Turcs, & que la *Transsylvanie* s'étant Alliée à l'Empereur pour se délivrer du Droit des Turcs, devrait être laissée avec la Restitution des Limites & des Frontières reconquises dans l'état, où elle a été du temps du Traité de son Alliance, & du tems de la prise des Armes, & point dans l'état où elle fut subjuguée frauduleusement.

Sur le 5. Article, le même Ecrivain demandoit à quelle fin l'Empereur avoit donné son Edit touchant la Paix qui se devoit faire par la Médiation de l'*Angleterre* & de l'*Hollande*, compris ensemble les Hongrois & les Transsylvains Confédérés, si l'on ne vouloit pas qu'ils fussent joints dans la Négociation; qu'ils croient que la Cour n'avoit cherché qu'à gagner du tems pour se dédier ensuite de ce qu'Elle avoit publié pour les engager à conclure la Trêve & à entrer en Traité; qu'en outre la Cour voyant de ne pouvoir pas répondre sur les preuves très claires de la justice de la Cause de *Transsylvanie*.

unie, avoit recours par les Invectives de sa réponse, *ad suum sic volo sic jubeo*, faisant connoître que sa volonté & sa convenance particulière suffisoient pour annuller & four aux pieds les Droits des Principautez dres.

La Cour de Vienne n'a pas fait, à ce que sçache, aucune autre objection touchant Restitution de la *Transsylvanie*, outre celles sur lesquelles on vient de répondre.

Le consentement que les Seigneurs de *Transsylvanie* ont porté à l'accommodement de Caroli, ne peut pas être allégué contre le Droit du Prince Rakoczi, vû qu'ils ne pouvoient rien faire sous le nom des Etats; étant hors du Pais, & n'étant pas assemblez en Diète, ils n'ont agi que comme des particuliers à qui l'on tenoit le couteau sur la gorge, assemblez par les espérances que leur Prince se trouveroit auprès d'Eux, & ensuite étant forcez par Caroli & pour ainsi dire livrez à l'Armée de l'Empereur, qui étoit éloignée que de deux lieuës d'eux.

L'Objection, que ces mêmes Etats apres accommodement de Caroli, peuvent annuller l'Élection faite en faveur du Prince Rakoczi, ne pourra pas subsister, quand on fera Reflexion sur la nature des Gouverne-

mens des Etats libres & sur les Loix fondamentales de cette Principauté, qui sont que les conditions de la Capitulation entre les Etats & le Prince imposent une obligation mutuelle, en vertu de laquelle d'un côté le Prince légitimement élu & inauguré ne peut jamais abandonner le Trône sans consentement des Etats qui l'ont élu, ceux-ci renoncer à son obéissance, sans l'approuver des infractions manifestes à la Capitulation, ou sans un consentement réciproque, que les procédures la dessus ne peuvent être valables que par celles d'une Diète libre, qui ne sçauroit s'assembler ni se tenir tandis que les Usurpateurs ne feront point sortir leurs Troupes des Places du Pais, ne remettront pas les Etats en pleine Liberté en leur accordant celle des Suffrages. Il faudroit ensuite que cette Diète fit voir au Prince Rakoczi, en quoi il a manqué à la Capitulation. & procéder en cela selon les Loix établies & prescrites à cette fin. A l'avenir, aucune Puissance ne pourra pas se commettre ses Droits prétendre que la Force & les Armes puissent invalider les prétentions justes d'un Prince sur quelque Etat.

*Dans la Diète de Marot Varsarhel,*  
da

ns laquelle le Prince Rakoczi fut *inau-*  
*ré*, les Etats commencerent leurs Séan-  
 s par la condamnation du jeune Abaffi,  
 cause qu'ayant renoncé à la Principau-  
 , en faveur de la Maison d'*Autriche*,  
 avoit par là contrevenu à la Capitulation,  
 il avoit promis de jurer, lorsqu'il se-  
 it parvenu à l'âge de Majorité; aussi  
 lui avoient ils point fait hommage, ce  
 i affoiblit d'autant plus la prétendüe  
 ssion de son Droit en faveur de la Mai-  
 n d'*Autriche*, puisqu'ils ne l'avoient ja-  
 ais reconnu par aucun Acte Authenti-  
 ie.

L'on peut raisonnablement conclure de  
 ut ceci, que la Maison d'*Autriche* ne  
 it être regardée que comme usurpatrice  
 e cette Principauté, & on a lieu de s'at-  
 ndre de l'Equité & de la Justice de ceux  
 i liront cet Ecrit, qu'ils seront persua-  
 ez du Droit incontestable que les Etats  
 e *Transsylvanie* ont eu d'élire le Prince  
 rançois Rakoczi pour leur Souverain,  
 e que ce Prince a lieu d'insister sur la  
 ossession de cette Principauté & d'en  
 pérer la Restitution de l'Equité des  
 uissances de l'Europe, qui sont en état  
 e la lui faire rendre.

*Voyons*

*Voyont quelles Raisons les y peuvent porter*

Il est de l'interêt de tous les Puissances de l'*Europe*, de faire en sorte que cette Principauté soit rendue au Prince Rakoczi qui a été librement élu & proclamé par les Etats de *Transsylvanie*.

Leur intérêt, dis-je, les y engage; pour ne pas autoriser & donner lieu à des conséquences dangereuses pour eux mêmes des Usurpations qu'une Puissance supérieure pourroit faire sur le plus foible, sous seul prétexte de Bien-séance.

Le Droit des Gens veut qu'on donne secours dans des cas extrêmes à des Sujets opprimés, à plus forte raison est il juste & conforme au devoir du *Christianisme* de l'*humanité* même, de faire rétablir des Principautés opprimées sous la loi d'une Alliance.

L'Histoire ancienne me meneroit trop loin, si j'en voulois citer des exemples pour prouver que les Puissances de ce tems ont pris toujours le parti des Princes ou des Républiques opprimées; Nous ne manquons pas d'exemples modernes & on a vû rendre depuis plus d'un Siècle

e par des Taitez de Paix dans tout Empire, en *Italie*, en *Lorraine*, en *Hollande*, dans le *Palatinat*, en *Promeranie*, en *Pologne*, & en plusieurs autres Lieux, des Principautez en pleine Souveraineté, sur lesquelles des Puissances prétendoient des Droits sous plusieurs Titres, & quelques-uns simplement par celui de Conquête; la *Transylvanie* est à peu près dans le même cas, Elle a les mêmes Droits; Ne feroit-elle pas en sa faveur ce qu'on est accoutumé de faire pour les autres depuis tant de siècles?

L'Empereur Ferdinand II. ayant offert au Prince Bethlehem de *Transylvanie* & aux Hongrois Confédérez, pour garantir de ce qu'on leur promettoit, le Pape, les Rois de *France* & d'*Espagne*; & le Prince de *Transylvanie*, George Rákóczi, ayant été compris dans le Traité de la Paix de *Westfalie* en qualité d'Allié de la Reine de *Suede*, & même l'Empereur Leopold ayant nommé pour l'inclusion dans la Paix de *Nimegue* le Prince de *Transylvanie*, le Prince & les Etats de cette Principauté ont lieu d'être persuadés, que les Guarants de tous les Traitez mentionnez, conviendront qu'on n'a pas

pas pû dépouïller la *Transsylvanie* de Libertez, & par conséquent non plus Droit d'Electiion contre la teneur des Traitez de Paix. Et puisque toutes Puissances de l'*Europe* ont le dessein maintenir ces Traitez qui servent de fondement à la tranquillité de l'*Europe*, trouveront par là facilement des motifs des moyens de rétablir le Prince Rakoczi en *Transsylvanie*, & de le comprendre dans ce nouveau Traité.

On suppose que les Puissances qui se trouvent en Guerre ne souhaitent rien plus ardemment que la tranquillité de leurs Peuples après une Guerre si sanglante, & qu'ayant aussi en vûë l'avenir, ils ont dessein faire une Paix solide, stable, & inébranlable, & dont leur Postérité puisse jouir.

Mais Elle ne sera asseurement jamais ferme sans la Restitution de la *Transsylvanie*, de laquelle la sûreté des Libertez Spirituelles & Temporelles du Royaume d'*Hongrie* dépend incontestablement, l'expérience du passé. Car tandis que *Transsylvanie* a été libre, les Libertez civiles & la Religion Protestante florissoient en *Hongrie*, au lieu qu'après sa se-



on foula aux pieds toutes les Libertés fondées dans la Capitulation des Rois d'*Hongrie*.

Je dis que cette Paix générale ne sera jamais stable tandis que les Prétensions injustes du Prince Rakoczi sur la *Transsylvanie* n'y seront pas ajustées, & que la Cour de *Vienne* ne satisfera point aux justes Grieffs de la Confédération, dont il est Duc, & tandis que les Puissances de *Europe* ne voudront pas prévenir par la Restitution de la *Transsylvanie*, la nécessité où ce Prince, les Hongrois, & les *Transylvains* opprimés seront toujours de faire valoir par les Armes, en toutes occasions leurs Prétensions légitimes, & d'avoir même recours aux Turcs après l'expiration du Traité de *Carlowitz*.

Dans un pareil cas les Forces de *Sa M. I.* devroient être employées toutes en *Hongrie* & en *Transsylvanie*, & il se pourroit bien trouver quelque Puissance qui acherait de profiter d'une si puissante diversion, ce qui obligerait les autres Puissances d'armer & ouvreroit une nouvelle scène d'une Guerre qu'on peut facilement prévenir, en faisant rendre justice au Prince de *Transsylvanie*.

On

On ne doit pas craindre qu'en faisant rendre cette Principauté, la Maison d'*Autriche* s'affoiblira à l'égard des Forces requises à la conservation de la Balance de l'*Europe*, tout au contraire, la *Hongrie* étant ainsi sûre de l'observation de ses Libertez spirituelles & temporelles, & étant gouvernée selon ses Loix, contribuera infiniment plus, & emploiera toutes ses Richesses à soutenir tous les besoins de l'Empereur, au lieu que ci-devant les Richesses de *Hongrie* ne servoient qu'à rassasier l'Avarice des Courtisans avides.

Pour la *Transsylvanie* on peut trouver des moyens de l'Allier étroitement avec sa Majesté Imperiale, & on verra que le Prince la pourra toujours secourir plus puissamment que la *Transsylvanie* subjuguée ne peut faire, à l'exemple des Etats Généraux, lesquels n'auroient jamais tant servi à la Cause commune, s'ils avoient été soumis à la Domination de la Maison d'*Autriche*, qu'ils ont fait depuis qu'ils ont été érigés en une République si puissante.

Mais comme on pourroit s'imaginer que cette dernière raison n'est pas assez convainquante, & que l'Empereur appréciera  
cet

cette Paix pourra employer toutes ses  
 forces à réduire & subjuguier sans aucun  
 tour la *Hongrie* & la *Transsylvanie*, je  
 ne m'arrêterai pas à en faire voir la dif-  
 ficulté, les inconveniens, & les extremi-  
 z auxquelles un tel dessein pourroit por-  
 ter ces Peuples-là, à se jeter à corps  
 perdu sous la Domination des Turcs. Je  
 alléguerai pas non plus les motifs de la  
 Justice & de la Gloire qui doivent por-  
 ter les Puissances de l'*Europe* à faire ren-  
 dre la *Transsylvanie* à son Prince. Je ne  
 dirai pas non plus que l'équité veut que  
 les Puissances, qui par leurs assurances de  
 se faire comprendre dans la Paix généra-  
 le, ont données au Prince Rakoczi & aux  
 Hongrois Confédérés, les ont empêché  
 de se servir du secours des Turcs, qui  
 leur a été si souvent offert. Que ces  
 Puissances, dis-je, leur fassent obtenir  
 ce qu'ils ont reconnu eux-mêmes être ju-  
 ste, & je ne parlerai pas des motifs qui  
 doivent toucher les Puissances Protestantes  
 en faveur de ceux de leur Religion qui y  
 sont dans l'oppression. Tout cela a été  
 montré & déduit évidemment en plu-  
 sieurs occasions. Je dirai seulement que si  
 tous les motifs alleguez ne sont pas suffi-  
 sants,

sants, les Intérêts dont on a déjà touché quelques-uns, engagent les Puissances de l'*Europe* à faire rendre la *Transsylvanie*, par-là borner une Puissance qui pourroit bien-tôt tendre au renversement de la Liberté de l'Empire, & ensuite de l'*Europe*.

Car la Maison d'*Autriche* devenant par le Traité de la Paix à faire, plus puissante par les Etats de la Monarchie d'*Espagne*, d'*Italie* & ailleurs, augmentera sa Puissance en reduisant entièrement la *Hongrie* & *Transsylvanie* d'une telle manière, que les anciennes Maximes du Gouvernement étant changées à la Cour de *Vienne*, par l'application de Sa Majesté Imperiale aux affaires d'Etat, & par l'économie qu'elle y prétend établir; Elle pourra par les Richesses de ces Pais Conquis, & qu'Elle acquerra par la Paix à faire, mettre une Armée bien grande sur pied, par laquelle il lui sera facile de chasser les Turcs bien-tôt & réunir à la Couronne de *Hongrie* ce qui lui appartenoit autrefois, & par joindre de l'autre côté ces Etats à ceux d'*Italie*, & posséder ainsi en son entier un Royaume qui autrefois en son état florissant, faisoit trembler l'*Europe*. La conséquence se tire de soi-même ce qu'il en résultera pour l'*Eu-*

l'Eu

l'Empereur sera capable de faire en tel  
 du côté de l'Empire, du *Rhin*, &c.  
 Ceux qui connoissent les Interêts de  
*Europe* & de chaque Puissance, com-  
 prendront aisément le danger que la Li-  
 berté de l'*Europe* courroit d'une Puissan-  
 ce si excessive, ils en sçauront mieux ju-  
 ger que moi; non-seulement par des  
 exemples des Histoires, mais aussi de la  
 profonde expérience & sagesse consom-  
 mée, qu'ils ont de ce qui convient aux  
 Intérêts de leurs Etats & aux intérêts de  
*Europe*.

Il faut esperer qu'ils seront persuadez  
 de tout ce qu'on a dit est fondé sur la  
 raison & sur l'expérience du passé, & que  
 la sûreté & la solidité de la Paix à faire, dé-  
 pend en quelque manière, de la Restitution  
 de la *Transsylvanie*.

Il ne sera pas difficile de terminer cette  
 affaire, le Prince Rakoczi n'étant pas  
 disposé d'applanir les difficultez qui pour-  
 ront naître sur la Cession & sur la Posses-  
 sion de la *Transsylvanie*, si les Puissances  
 elligerantes en veulent faire un Con-  
 dition de la Paix, & si le Ministère de  
 France, pour y consentir immanquable-  
 ment considère le peu de paroles de Nô-  
 tre

tre Seigneur; Rendez donc à César ce qui est à César, & à Dieu ce qui est à Dieu, qui on a prêté tant de Sermens, & nom de qui on a fait des Alliances & d Traitez solempnels.

*Mémoire Concernant les droits que la Maison de Forbin a sur le Marquisat de Pont Mousson.*

**L**E droit de Messire François Augustin de Forbin de Soliez, Seigneur de Villes de St. Remy & de St. Cannat, Provence, Marquis de Pont à Mousson dans le Duché de Bar, Chevalier d'honneur de son Altesse Royale Madame, Duchesse Douairiere d'Orleans, &c. sur le Marquisat de Pont à Mousson est si illustre & en mesme tems si légitime, qu'on tout lieu d'être persuadé, que les Ministres qui composent la célèbre Assemblée d'Ulrecht ne seront pas fâchez d'en être informez.

On peut dire sans exaggeration que le droit de la Maison de Forbin sur le Marquisat de Pont à Mousson est aussi ancien & aussi Authentique que l'est celui de Sérénissime Maison de Lorraine sur le D

hé de Bar même duquel ce Marquisat re-  
ve, puisque l'un & l'autre vient d'un mê-  
me Auteur, & que l'un & l'autre droit a pour  
fondement les mêmes titres.

Cet Auteur est René d'Anjou, Roi  
de Jerusalem, des deux Siciles, &c. Comte  
de Provence, &c. Duc de Bar, &c.

Ce Prince après la mort de tous ses Fils  
petits Fils légitimes voulant donner à  
Jean d'Anjou son Fils naturel les moyens  
de subsister selon sa qualité, outre plusieurs  
autres terres & Seigneuries lui fit don des  
villes de St. Remy & de St. Cannat en  
Provence, & du Marquisat de Pont à Mousson  
dans le Duché de Bar.

Ces Dons faits à Jean d'Anjou par René  
Roi de Jerusalem sont fondez sur deux ti-  
tres consécutifs également Authentiques &  
invincibles pour affermir le droit incontes-  
table du Marquis de Soliez.

L'un est l'Acte de Donation entre vifs  
en date du 17. d'Octobre de l'An 1473.,  
par lequel René d'Anjou donne à Jean  
d'Anjou son Fils naturel le Marquisat de  
Pont à Mousson dans toute son étendue &  
avec toutes ses dépendances, avec une  
prohibition positive de vendre, ceder ou  
aliéner ledit Marquisat en tout ou en par-

tie, & avec la clause expresse qui porte que le Marquisat de Pont à Mousson doit passer aux hoirs de Jean d'Anjou tant mâles qu'Femelles à perpetuité. L'Original de cette Donation se trouve dans les Archives de la Chambre des Comptes d'Aix en Provence dont on joint ici une Copie authentique Num. 3.

L'autre titre est le Testament que le même Prince fit l'Année d'après, sçavoir le 22. Juillet de l'An 1474. par lequel il dispose une seconde fois au profit de Jean d'Anjou son Fils naturel du Marquisat de Pont à Mousson, & lui laisse en même tems les terres de St. Remy & de St. Canat en Provence. On joint ici Num. 4. la Copie authentique de ce Testament, tirée de l'Original qui se trouve dans la Chambre des Comptes d'Aix en Provence.

C'est par ce même Testament que René d'Anjou disposant de tous ses Etats, en faveur de Charles d'Anjou, Duc de Calabre son Neveu qu'il institue son héritier universel, laisse à René second Duc de Lorraine Fils d'Yolande sa Fille le Duché de Bar avec l'obligation expresse de faire jouir Jean d'Anjou du Marquisat de Pont à Mousson situé dans le Duché de Bar.



Ainsi c'est avec raison qu'on a dit au commencement de ce Mémoire, que le Duc de la Sérénissime Maison de Lorraine a le Duché de Bar, & celui du Marquisat de Soliez sur le Marquisat de Pont à Mousson avoient pour fondement les mêmes titres & le même Auteur.

Dans ce Testament l'intention du Testateur n'est pas seulement de donner à Jean Anjou son Fils naturel des moyens de subsister sa vie durant, mais encore de faire passer les terres de St. Remy & de St. Cannat situées en Provence & le Marquisat de Pont à Mousson situé dans le Duché de Bar à ses Descendans légitimes à perpétuité, mais qu'il y est porté en termes exprez, que les terres de St. Remy & de St. Cannat ne soient réunies au Comté de Provence, & le Marquisat de Pont à Mousson au Duché de Bar qu'après l'extinction totale de la postérité de Jean d'Anjou, Fils naturel du Testateur.

Et afin que rien ne puisse troubler cette postérité dans la possession de ces terres, ce même Testateur par l'Acte de donation qui a précédé le Testament, corrige par une précaution surabondante le défaut de puissance de Jean d'Anjou en le déclarant

de son Autorité Royale, habile à succéder & à posséder les terres & les Seigneuries qu'il lui laisse, quoi que d'ailleurs un Père soit obligé suivant même le Droit commun de fournir des Alimens & de la subsistance à son Fils naturel.

Charles d'Anjou, Duc de Calabre, Neveu du Testateur & son héritier principal dans ses Royaumes & dans le Comté de Provence, en vertu du même Testament exécuta fidelement la dernière volonté de René d'Anjou son Oncle. Il mit Jean d'Anjou en possession des terres de St. Remy & de St. Cannat en Provence; La postérité de Jean d'Anjou en a toujours joui, & elle jouit encore à présent.

Ainsi ce Testament ayant été exécuté par l'héritier principal devoit à plus forte raison s'exécuter aussi par René Duc de Lorraine héritier particulier du Duché de Bar & ne l'ayant point fait les héritiers de ce Duc qui possèdent le Duché de Bar en vertu du même Testament, demeurent dans l'obligation indispensable & perpétuelle d'y satisfaire encore à présent, en mettant en possession du Marquisat de Poilly à Mousson la postérité de Jean d'Anjou, la personne du Marquis de Solicz, & l'aia

ne l'ayant pas fait jusqu'ici, ou ne le faisant point dans cette occasion d'une Paix générale, ils sont décheus de tout droit sur le Duché de Bar qu'ils ne peuvent posséder légitimement qu'en accomplissant exactement & dans toute son étendue la dernière volonté de celui qui leur a laissé ce Duché par son Testament, avec la condition expresse de faire jouir du Pont à Mousson, Jean d'Anjou & sa posterité.

Or il y a certainement une posterité légitime de Jean d'Anjou. Ce Prince Fils naturel de René d'Anjou, Roi de Jerusalem, &c. Etant parvenu à l'âge de se marier épousa Marguerite de Glandevez, petite Fille de Palamede de Forbin, Seigneur de Soliez, Gouverneur du Dauphiné & de Provence, Grand-Chambelan de Louis XI. Roi de France.

De ce mariage sortit Catherine d'Anjou, qui en 1527. épousa François de Forbin, Marquis de Soliez, dont il eut Palamede second.

Palamede second fut Père de Gaspard de Forbin; Gaspard de Bernard; Bernard de Jean, lequel Jean fut Père de François Auguste de Forbin, Marquis de Soliez, lequel reclame aujourd'hui à juste titre, le

Marquisat de Pont à Mousson, qui lui appartient en qualité d'héritier légitime, descendu en droite ligne par Catherine d'Anjou de Jean d'Anjou, légataire du Pont à Mousson, & de René d'Anjou, Père naturel de Jean d'Anjou, Auteur du Testament qui a disposé en même tems & par un même Acte du Duché de Bar, en faveur de la Maison de Lorraine, & du Pont à Mousson, & qui profite de Jean d'Anjou, & de ses Descendans.

Après le décès de Jean d'Anjou, Palamede second, Fils de Catherine d'Anjou, alla en Lorraine, pour se mettre en possession du Marquisat de Pont à Mousson, mais le Duc de Lorraine s'y opposa, & ce Marquisat ne faisant point partie du Barrois mouvant de la France, & ce Seigneur non plus que ses Descendans n'ayant par conséquent aucun tribunal où ils pussent se faire rendre par droit & par Justice ce qu'on leur retenoit par la force d'une autorité supérieure, ils se sont trouvez jusqu'ici frustrés d'une possession fondée sur tout ce qu'il y a de plus sacré, puis que de Droit divin & humain, les enfans doivent jouir de l'hérédité de leur Père. *Si Filius ergo Hæres.*

Y a-t-il une injustice plus criante que celle

de René, Duc de Lorraine, qui a bien voulu prendre possession du Duché de Bar en vertu du Testament de René d'Anjou, sans le même tems qu'il refusoit d'accomplir ce même Testament où ce riche Duché ne lui est legué qu'à condition de faire jouir du Marquisat de Pont à Mousson Jean d'Anjou & ses Descendans. Les Charges suivent les émolumens. C'est une règle commune de Droit.

On ne doit point dire, que René d'Anjou ne pouvoit démembrer du Duché de Bar, une portion aussi considérable que le Marquisat de Pont à Mousson : Outre que ce Prince étoit en plein droit de disposer de ses Etats, il est notoire, que ce Marquisat à presque toujours été séparé du Duché de Bar.

L'An 1299. Robert, Duc de Bar & Marie de France sa Femme firent don à Edouard leur Fils du Marquisat de Pont à Mousson. Un Fils du Roi René appelé Antoine en portoit le nom & est enterré à Pont à Mousson, L'An 1445. ce même Roi fit don de ce Marquisat à Jean Duc de Calabre son autre Fils. Un Frère d'Edouard jouissoit de ce même Marquisat avec toutes ses dépendances qui sont considérables comme on peut juger par la liste

ci-jointe Num. 1. des Bourgs & Villag  
qui en dépendent.

On peut encore moins objecter à la Ma  
son de Forbin le prétendu Silence qu'  
veut que Jean d'Anjou ait observé du viva  
d'Yolande sa Sœur, Fille du Roi René, e  
outré que l'on ne convient pas de ce Sile  
ce de Jean d'Anjou en faveur d'Yolan  
sa Sœur, qui d'ailleurs n'a guères surv  
cu au Roi son Père, le Testament qui assû  
la succession du Pont à Mousson aux De  
cendans de Jean d'Anjou à l'infini, est  
positif, que quand Jean d'Anjou par que  
que prédilection pour sa Sœur Yolande a  
roit été moins ardent, pendant qu'elle v  
voit, à se prévaloir des Dons de Ren  
d'Anjou son Père, cette prétendûe co  
descendance ne pourroit préjudicier  
droit acquis par ledit Testament aux De  
cendans de Jean d'Anjou à pertetuité.

On pourroit encore mettre en doute,  
le Roi René étoit en droit de disposer  
comme il a fait du Duché de Bar, & c  
Marquisat de Pont à Mousson. Il e  
aisé de satisfaire à cette objection.  
suffit pour cela d'exposer simplement  
disposition que Louis Cardinal, Duc  
Bar a faite du Duché de ce nom. C

Princ

Prince, l'An 1419. disposa de ce Duché en faveur du Roi René, son petit Neveu & par conséquent son plus proche parent, après la mort d'Edouard, fils de son Frère, puisqu'il étoit Petit fils d'Yolande d'Aragon sa sœur, & au défaut de René & de ses hoirs, il nomma pour lui succéder au même Duché Charles, Comte du Mayne, Frère de René & ses hoirs : Et au cas du décez de l'un & de l'autre, il se réserve le retour de ce Duché à la propre personne. Or il est arrivé que le Roi René mourut sans hoirs légitimes, & que Charles son Frère qui lui étoit substitué mourut avant lui, aussi bien que le Cardinal son Grand Oncle qui le Duché de Bar auroit dû retourner au défaut de René & de Charles, de façon que la substitution étant devenue caduque, le Roi René qui sur-écrit les autres sans avoir d'hoirs légitimes fut libre d'en disposer suivant sa volonté. Sa volonté fut tout à fait judicieuse & légitime, puisque par son Testament il passa à René Duc de Lorraine, Fils d'Yolande sa Fille, le Duché de Bar, & à Jean d'Anjou, son Fils naturel, le Marquisat de Pont à Mousson.

Avant cette disposition il y eut un procès entre Yolande d'Aragon & Louis Cardinal de Bar, au sujet de la succession de ce Duché, qui fut terminé par un accommodement. La Reine d'Aragon abandonna ses prétentions sur le Duché de Bar, à Louis Cardinal, moyennant une somme d'argent & quelques autres terres que ce Cardinal luy donna. Et par conséquent Louis de Bar pouvoit librement disposer du Duché de Bar en faveur de René son petit Neveu, & René de même du Pont à Mousson, qui en fait une partie, en faveur de Jean d'Anjou, moins que l'on ne voulût entièrement infirmer la disposition Testamentaire de l'un & de l'autre, ce qui ne seroit pas l'intérêt de la Sérénissime Maison de Lorraine.

La longue possession des Ducs de Lorraine ne peut pas non plus préjudicier aux droits du Marquis de Soliez, car outre que l'obligation de satisfaire aux termes d'un Testament, est immortelle, la prescription ne peut avoir lieu dans les prétentions d'un Seigneur particulier contre un Souverain.

Il demeure donc constant que le droit



l'Illustre Maison de Forbin en la personne de François Auguste Marquis de Soliez sur le Marquisat de Pont à Mousson est aussi légitime que la détention de ce Marquisat en est injuste, puisque le même testament qui est le fondement de ce droit acquis à toute la postérité de Jean Anjou, oblige aussi René de Lorraine & ses Descendans, comme une condition de son institution dans le Duché de Bar, en faire jouir cette postérité.

C'est aussi la justice évidente de ce droit, qui donne lieu au Marquis de Soliez d'espérer qu'à la fin, la Sérénissime Maison de Lorraine pour satisfaire à une obligation si essentielle, voudra bien lui restituer ledit Marquisat en qualité d'Héritier en droite ligne de Jean d'Anjou avec ses fruits perçus depuis cent quatre vingt ans qui pourront être évalués suivant la valeur des Biens, sans que ledit Marquis ait besoin de recourir à d'autres voyes pour obtenir ce qui lui appartient par toutes les loix divines & humaines.

## N U M. I.

Les noms de Villages qui composent & qui relevent du Marquisat & Prévôté du Pont à Mousson.

<i>Ancy.</i>	<i>Grisecourt.</i>
<i>Andelliers.</i>	<i>Grosrouve,</i>
<i>Arjy.</i>	<i>Fony.</i>
<i>Aton.</i>	<i>La Cour en Haye,</i>
<i>Aurenville.</i>	<i>La Neuville.</i>
<i>Beaucourt.</i>	<i>Lemend.</i>
<i>Beaucourt.</i>	<i>Les Mesnil.</i>
<i>Bengnicourt.</i>	<i>Lesse.</i>
<i>Belleau.</i>	<i>Letricourt.</i>
<i>Bellemont.</i>	<i>Lironville.</i>
<i>Belleville</i>	<i>Lizurres.</i>
<i>Bernecourt.</i>	<i>Louvigny.</i>
<i>Blenod.</i>	<i>Madieres.</i>
<i>Chateau Brehain.</i>	<i>Manonville.</i>
<i>Clemery.</i>	<i>Marly.</i>
<i>Corny.</i>	<i>Mesnil.</i>
<i>Domeure.</i>	<i>Minorville.</i>
<i>Faxe.</i>	<i>Moriville.</i>
<i>Felin.</i>	<i>Mousson.</i>
<i>Fonteny.</i>	<i>Montairville.</i>
<i>Fremery.</i>	<i>Novean.</i>
<i>Gezonville.</i>	<i>Oriancourt.</i>
<i>Gezoncourt.</i>	

## N U M. 2.

Testamentum Serenissimi Principis  
Domini Renati Regis Jherusa-  
lem, Sciciliæ, &c.

*N* nomine Domini nostri Jesu Christi Amen,  
anno Incarnationis ejusdem millesimo qua-  
ringentesimo septuagesimo quarto & die vice-  
ma secunda mensis Julii, universis & singulis  
oc verum & publicum Instrumentum visuris  
eturis ac etiam audituris tam presentibus  
quam futuris evidenter pateat & sit notum  
quod in presentia Dominorum ac Testium infra  
scriptorum ad hac specialiter vocatorum & ro-  
gatorum Serenissimus Dominus noster Dominus  
Renatus Dei gratia Jherusalem, Aragonum  
triusque Sicilia, Valencia, Majoricarum,  
Sardinia & Corsica Rex, Ducatum Ande-  
lavia & Barri Dux, Comitatum Barthinomie  
Provincia & Forcalquerii ac Pedemontis Comes,  
compos mentis & omnino sanus corpore de sua  
certa scientia motuque proprio ac deliberatè  
propterea palam dixit suum ultimum Testamen-  
tum nuncupativum suamque ultimam volun-  
tatem & dispositionem finalem fecit, condidit  
& ordinavit sub his verbis Gallicis quæ secuntur

Ce sont en Brief les clauses du Testament de très-Excellent & très-Puissant Prince René, par la grace de Dieu, Roi de Jerusalem, de Sicile, d'Arragon, &c. Duc d'Anjou, de Bar, &c. Comte de Provence, &c. primo, il recommande son ame au jour de son trépas de ce monde à Dieu le Créateur, à la glorieuse Vierge Marie &c. & à toute la Cour celeste.

Item, led. Seigneur Roi Testateur veut que, en quelconque lieu qu'il trépasser selon la volonté de Dieu, son corps soit porté en l'Eglise d'Angers pour être en icelle sevely & inhumé au lieu qu'il a ja élu & préparé pour sa sepulture & auquel est ja sevely le Corps de la Feue Reine Ysabel, de très-noble mémoire en son vivant, son épouse.

Item, led. Seigneur Roi Testateur veut & ordonne que a toujours mais, chacun jour perpetuellement soit dicte & celebrée une Messe Basse pour son intention, à l'autel qu'il a fait édifier & ériger devant sadite sepulture en ladite Eglise d'Angers.

Item, led. Seigneur veut & ordonne qu'à chacun an à toujours mais, soient dicte & celebrées deux Messes solennelles : Note aud'autel, l'une pour son intention & à l'autre

tel jour qu'il trespaslera de ce monde, outre à tel jour que trespasla lad. Feue Reine Ysabeau, pour le remede & intention de leurs ames & de leurs parens & nris trespaslés & les Vigilles solemnelles des trespaslés le jour devant à Vespres.

Item, led. Seigneur vent & ordonne que, chacun an à toujours mais, le second jour de Novembre qui est le jour de la commemoration des morts soit faite solemnelle commemoration & oraison des trespaslés devant lesd. sépultures & aussi devant les sépultures de Feu le Roi Louis second, son pere de très-digne mémoire & de la Reue Keyne Yolande la Mere, & de la Reine Marie son ayeule & que devant chacune desd. sépultures soit chanté un respond des morts, ensemble les versets & Collecte accoustumées, c'est à scavoir, Inclina & fletelium & pour les services des susd. led. Seigneur laisse, ordonne & baille à laditte Eglise d'Angers la somme de Cinquante Livres Tournois de rente annuel & perpeuel pour laquelle avoir & acheter led. Seigneur veut & ordonne être baillé aux gens & Chapitre de laditte Eglise pour une fois, la somme de mil cinq cent Livres.

Item, led. Seigneur donne & laisse à  
lad.

lad. Eglise d'Angers la belle Croix d'or dont le pied est d'argent doré qui a accoustumé de servir au grand Autel de sa Chapelle aux Bonnes Fêtes, en laquelle y a une grande piece de la vraye Croix.

Item, donne & laisse à icelle Eglise Belle Tapissierie en laquelle sont contenues toutes les figures & visions de l'Apocalypse.

Item, led. Seigneur veut & ordonne que son cuer soit porté le lendemain de son obit, à l'Eglise des frères Mineurs dud. lieu d'Angers pour être inhumé & sépulture en la Chapelle de Saint Bernardin qu'il a fait ériger, édifier, parer & fournir contigue à l'Eglise desd. Frères Mineurs.

Item, led. Seigneur veut & ordonne que en lad. Chapelle de St. Bernardin soit dicté & célébrée chacun jour de l'an à toujours mais perpétuellement, une Basse Messe à chacun an à tel jour qu'il trespaslera & une messe à note le jour devant vigilles des trépassés solennelles pour le remède & salut de son ame, de ses prédecesseurs, parens & autres trespassez & pour lesd. services être faits & continués, il laisse & donne auxd. frères Mineurs en aumosne perpetuelle chacun an toujours mais, le nombre ou quantité de  
trante

ante fertiers de froment & pour le luminaire desd. messes aussi chacun an à toujours pais, la somme de dix livres tournois les-elles quantité de trante fertiers de froment & somme de dix livres led. Seigneur & assigne sur les rentes & revenus de meinstre.

Item, veult & ordonne led. Seigneur que jour de l'inhumation de son corps cinquante pauvres soient vestus de noir à ses espans, lesquels porteront chacun une arche du poids de trois livres, & veut entre que les luminaires des cierges torques & flambeaux soient mis par dedans l'Eglise tout à l'environ, comme est accoustumé à faire pour les Rois, tant le jour de l'inhumation du corps comme le jour de la sepme & que la Chappelle ardante qui sera dessus le corps soit fournie de luminaire & de paremens comme en tel cas pour les Rois est accoustumé & aussi que par dedans l'Eglise tout à l'environ soit une lite de bongrain ornée & semée des armes dud. Seigneur avec les paremens des autres semblables à ceux qui furent mis en ladite Eglise à la sepulture ou inhumation de lad. Reine Isabel & que le grand pulpite de l'Eglise soit aussi couvert de semblable bongrain noir.

Item

Item, led. Seigneur Roi Testateur v  
& ordonne que tous Chapellains qui ve  
dront comparoir & assister à lad. In  
mation de son Corps & illec celebrer m  
ils soient receus & que pour les messes  
eux celebrées ils soient payés sans délay  
la manière en tel cas accoutumée.

Item, led. Seigneur veut & ordonne  
tous les religieux des monasteres & c  
vent & aussi tous les Colleges de lad. V  
& Fauxbourgs d'Angers soient à condu  
son corps jusques à lad. Eglise d'Angers  
que chacun desd. Colleges monasteres  
convens fassent une commémoration  
le corps laquelle faite ils retournent en l  
Eglise pour dire & celebrer le service  
coustumé en tel cas pour les trepassés  
pour lesd. Services & procession led. S  
gneur laisse & donne à chacun desd. C  
leges & monasteres la somme de dix liv  
tournois & à chacun desd. Convens m  
dians la somme de cent sols tournois.

Item, led. Seigneur Testateur laisse  
donne à l'Eglise d'Angers pour la proc  
sion & conduite de son cuer jusque  
l'Eglise desd. Freres Mineurs la somme  
quinze livres tournois & à chacun de  
Colleges & monasteres la somme de



ante sols tournois & à chacun desd. Con-  
sens mendiants la somme de quarante sols  
ournois, veut aussi & ordonne tous sembla-  
les services processions & lumineaires être  
is à l'inhumation du cueur comme à la  
pulture du corps & que toutes lesd. cho-  
s soient faites le lendemain de la sépultu-  
de son dit corps.

Item, veut & ordonne led. Seigneur Roi  
estateur, que les Services de procession,  
ation, lumineaire, Chapeaux, administration  
e pain & vin par luy institués & ja accou-  
umés de faire en l'Eglise d'Angers à cause  
e l'une des prières esquelles nôtre Sei-  
neur fit miracle en conversion d'eau en vin  
e nopces de archetaclin & laquelle  
drie il a donnée à laditte Eglise & fait  
celle colloquer en lieu honorable près du  
rand autel d'icelle Eglise, soient entrete-  
us & continués à toujours mais perpe-  
uellement en la forme par luy instituée &  
omposée & pour la fondation desd. choses  
laisse & donne à laditte Eglise d'angers  
ante livres de Rante annuel & perpe-  
uel pour laquelle avoir & achater led.  
eigneur veut être payé aux geans &  
Chapitre pour une fois la somme de mil  
vres tournois.

Item

Item, ledit Seigneur laisse & donne  
laditte église la somme de cent liv  
tournois de rente annuel & perpetuel po  
dire & celebre à Samaire perpetuellem  
une Messe basse à l'autel de Mon  
saint Maurice dard. construit & édi  
en la croisée de lad. Eglise à main de  
tre & pour fournir de luminaire, vestem  
& sonnerie à l'heure quelle a accoustu  
être sonnée & dicte appelée la messe  
l'ordre du croissant pour laquelle re  
être achetée par les Geans & chapitre, le  
Seigneur veut & ordonne leur être pa  
pour une fois, la somme de trois mil liv  
tournois.

Item veut & ordonne led. Seigne  
que en lieu de la charité ou aumos  
accoustumée de donner aux pauvres  
jour des funerailles & sepmes des Roy  
Princes & grands Seigneurs. afin que c  
pression, Blessure, ou morts des gens  
s'ensuivent comme autres fois on a v  
avenir, aumosnes soient distribuées à l'éq  
polent & divisées en quatre parties c  
à scavoit à pauvres filles à marier, à pau  
malades ou indigens demeurans a  
champs, à pauvres ladres & hopita  
mal garnis de lits linceuls & autres choi

cessaires pourveu que les pécunes ne fent point bailliés ez maîtres desd. Honnaux mais seront achatées lesd. Choses nécessaires par les mains de ses exécuteurs qui seront cy-après nommés & sur lesd. Charité & aumosne accomplir, il donne & laisse la somme de mil res tournois à paier pour une fois & pour être divisée en quatre parties égales pour servir à ce que dit est, & laquelle somme doit être prise sur les plus clers deniers venans à la tresorerie & main du tresorier d'Anjou.

Item, led. Seigneur donne & laisse à sa très-chère & très-amée fille Margueritte Reyne d'Angleterre pour son droit d'institution la somme de mil escus d'or à payer pour une fois en laquelle somme de mil escus il institue & nomme lad. Fille héritière & se il advient que la ditte Margueritte Reyne laquelle est à présent vefve par le Mort du feu Roi Henry d'Angleterre & dis son expoux se transporte ez parties de France, led. Seigneur veut & ordonne que tant que lad. Dame demeurera en veufve elle ait & prenne chacun an deux mil livres tournois sur les rentes & redevances de son Duché de Bar en laissant  
en

en outre à icelle Dame sa Fille son habitation & demeure au chateau de Quvres & au cas qu'Elle voudroit lever les fruits & émolumens dud. Chateau le Seigneur veut que lesd. fruits par icelevés soient comptés en déduction lad. somme de deux mil livres tournois & commande led. Seigneur que icelle Dame sa fille soit contente des choses dessus dictes & que ne puisse autre chose demander.

Item, donne & laisse led. Seigneur sa très-chère & très amée fille Madam Yoland à presant Duchesse de Lorraine pour son droit de Institution la somme de mil escus d'Or & en Icelle somme de mil escus avec le Douaire à celle constitué Institue & nommelad. Dame Héritière commande que de ce soit contante & qu'autre chose ne puisse demander.

Item, led. Seigneur Roi Testateur par son presant Testament de sa certaine science & propos deliberé, Confirme lout Ratiffie approve les dons & Toutes Chacunes les donations par luy autrefois faittes & qu'il fera au Temps advenant avant son décès à très-Excellente Dame Jeanne Reyne son épouse toute sa vie durant

ant, & desquels dons & donations il  
it & pourra apparoir tant par les let-  
de son mariage que par autres plu-  
rs Lettres depuis & constant led.  
riage faites & passées & tant ez par-  
d'Anjou de Barrois que de Provence  
on teneurs desd. Lettres, soit que  
les Donations soient entre les vifs ou  
Transport fait à la ditte Dame ou au-  
ment en quelque maniere quelles ayent  
faites desquelles donations déclara-  
ss'ensuit de mot à mot premièrement,  
Duché d'Anjou la Comté de beaufort  
semble toutes ses appartenances. Le  
astel ville, & Chastellenie de Mirabeau  
cques toutes & chacunes ses apparte-  
ces l'imposition foraine les saynes de  
Riviere demaine les lieux de chauze  
de Paruie, les lieux de l'aunoys &  
palis l'isle Bounes les preys de loyau  
es Bois de lespau, ensemble toutes les  
appartenances en la Comté de Provence  
terres Chasteau & demaine de sainte Re-  
ensemble toutes appartenances droits  
isdiction tenement rentes & émo-  
ment dons aydes faits & à faire par  
sujets du lieu tant en vassaulx hom-  
sujets comme en possession de terres  
Cul-

Cultivées & non Cultivées, preys, champs, pastures, bois & caves en offices & autres Choses quelconques, la ville, terre demaine de Pertuis avec la capitainerie dud. Lieu, la seigneurie haute & Basse Jurisdiction, ensemble tous les dons & aydes seront fais par les sujets dud. lieu & Toutes autres Choses appartenant Illec à Seigneurie dudit Seigneur les Chastels des Beaux de Castillon, de Moveres & Vaquieres scitués audit Pais de Provence toute la Baronie des Beaux, ensemble vicarie & Capitainerie desd. Chastels avec les dons & subsidez que seront sujets desd. Terres.

Item, les terres, chateaux & ville de bagnole, avec tous les droits & appartenances & aussi le Chateau de Castellet, ensemble tous les dons aydes desd. Lieux.

Item, la grande traite de icelles villes de Dyerres & de Toulon & généralement Tout le Pais de Provence & tout le droit qui peut venir aud. Seigneur à Cause de dite traite.

Item, le péage de tarascon, ensemble dépendances & appartenances.

Item, les villes, terre, demaine de Brignolles, ensemble toutes les appartenances

affaux hommes sujets possession & terres  
cultivées & non cultivées vignes preys  
champsbois caves offices & autres choses  
quelconques.

Item, les quartons des salines de ver-  
ette & de la ville de notre Dame de la mer  
semble tous les droits rentes & émolu-  
ents appartenants auxd. quartons tant de  
droit que de Coustume.

Item, plus donner led. Testateur dès à  
présent pour en jouir après son décès à  
l' Dame son épouse si elle le survit la  
ville & revenus de St. Canat avec tou-  
tes ses appartenances & les Bastides d'Aix  
& de Marseille ainsy qu'ils se comportent  
semble tous les meubles estans desd.  
lieux pour en jouir sa vie durant seulement  
le Duché de Bar les villes Châteaux terres  
& Seigneurie destain de Bouconville en-  
semble tous les droits aydes émolumens  
& appartenances desd. Lieux & aussy le  
Château & demaine de Morlay avec la  
Capitanaire dons & aydes dud. Lieu,  
out aussy led. Seigneur que toutes les  
ordonnances dessus dictes sortissent leur plain &  
du effect, nonobstant rigueur de droit usa-  
ge de pays stiles accoustumés Constitutions  
mesmes la Coustume d'Anjou par laquel-

le une femme mariée apres le decès de son mary ne peut avoir ensemble douaire donations & toutes autres Coustumes & usage à ce Contraires & pour ce qu'il est led. Seigneur a toujours aimé & aimé parfaitement lad. Dame jusques à la mort tant en faveur de mariage comme pour les grandes vertus & bonté d'elle comme aussi pour les agreables services & bons termes qu'elle luy a toujours tenu il luy a ordonné & commande à ses heritiers appresscripts qu'ils honnorent & reverent laditte Dame & la laissent aller venir résider & demeurer par toutes & Chacunes terres places Seigneuries & domaines qu'il est led. Seigneur tient à presant & qu'il pourroit tenir au jour de son decès.

Item, veult & ordonne led. Seigneur qu'il est lad. Dame vefve son expouse ayt & jouisse les biens meubles qu'elle a apresant avec elle & qu'elle aura en ses offices & maisons au temps qu'il decedera de ce siecle.

Item, plus led. Seigneur laisse & donne à lad. Dame son expouse les joyaux & s'ensuivent, c'est à sçavoir le grand balay le diamant à la Ceste le grand colier un autre moyen balay le petit Colier à diamant & perles & dragons d'or les grand tasses d'or



ens, les bassins d'or la coupe & egueire d'or  
ornée de pierres une Croix de diamans.

Item led. Seigneur Testateur donne &  
laisse appres son deces & de saditte expou.  
à Jean son fils naturel les villes de saint Re-  
my & saint Cannat avec toutes & Chacunes  
leurs appartenances, & deppendances pour  
en jouir Luy & les siens descendans de son  
corps en leal mariage à toujours mais &  
s'il aloit de vie à trespas ou ses enfans  
ou hoirs legitimes descendans d'iceux  
sd. choses retourneront au Comte de  
Provence.

Item, donne & laisse à sond. fils naturel le  
Marquisé du Pont seigneur & assis en son Duché  
de Bar avec toutes & Chacunes les apparte-  
nances quelconques pour en jouir Luy & les  
siens descendans de Corps en mariage à toujours  
mais & s'il avenoit que luy & les siens  
cessent de vie à trespas sans hoir Legitime  
descendant d'eux ledit Marquisé retourne-  
ra au Duc de Bar.

Item, led. Seigneur veut & ordonne que  
l'Eglise de Saint Antoine de Pont à  
Dousson en laquelle est Inhumé & Se-  
pulture le Corps de Feu Monsieur Louis ja-  
ques Marquis du Pont soit faite une  
seul. sépulture honneste selon la condecense de

son estat & pour ce faire seront prins les deniers sur les Rentes du Marquisé du Pont.

Item, veut & ordonne que en laditte Eglise de Saint Antoine soit dicte & celebrée une messe chacun jour de l'an à tous jours mais perpetuellement pour le remed & Salut de l'ame dud. Feu Seigneur Marquis & pour la fondation de laditte messe. Seigneur Testateur laisse & donne à laditte Eglise de Saint Antoine la somme de Cinq Cens Florins de rin à payer pour une fois laquelle somme sera convertie à acheter rente à la discreption des Commandeurs religieux & Gouverneurs de lad. Eglise lesquels en recevant lad. somme se obligeront à celebrer lad. messe toujours comme dit est & seront prins les deniers sur les rentes & revenus dud. Marquisé du Pont.

Item, ledit Seigneur laisse & donne l'Eglise de la Benoisie Magdelaine au lieu de Saint Maximin la somme de six mil Cens Florins de Provence à payer par égale portion chachun an dedans dix ans c'est en chacun desd. dix ans Cinq Cent soixante Florins laquelle somme il veut ordonne être convertie à la continuati & accomplissement de l'ouvrage de l'Eg

Eglise par les mains des syndics de lad. Ville & du prieur de l'Eglise dudit lieu de saint Maximin lesquels seront tenus ensemble & conjointement faire serment solennel que lad. somme ne sera en autre chose convertie que à l'ouvrage de lad. Eglise comme il est & veut & ordonne led. Seigneur que led. deniers pour ce faire soient prins & levés sur les Gabelles de Rosne, non obstant toutes autres assignations faittes & faire sur les dites gabelles esquelles led. Seigneur prefere & veut estre preferée cette presante donation ou legs en faveur d'Icelle & glorieuse sainte & de sad. Eglise.

Item, led. Seigneur donne & laisse à la grande eglise de Strasbourg la somme de cent florins de rin une fois payés lesquels il veut estre prins & levés sur les plus clers deniers de son pays de barrois & estre portés à lad. Eglise & offerts à une Chapelle estant en lad. Eglise fondée de Saint Croix en laquelle a grand quantité de veux.

Item, led. Seigneur donne & laisse à l'eglise de notre Dame de liance un marc d'or lequel il veut estre prins & levé sur les deniers plus clers des rantes & revenus de son dit pays de barrois.

Item, il veut & ordonne que les heritiers cy appres escripts entretiennent à leur pouvoirs son ordre de saint Maurice selon la maniere & forme contenue ez Status & ordonnance dud. ordre.

Item, veut & ordonne led. Seigneur que en cas que la sainte & religieuse fraternité de paix ne seroit entierement élevée & publiée au temps de son dexte les Héritiers doivent solliciter & procurer la publication d'Icelle tant en Cour de Rome que autre part tellement qu'elle puisse sortir effect selon l'entention dud. Seigneur qui en a esté premier Commenceur & promoteur & selon la tenor des bulles par le saint siege apostolique si ce octroyées & passées & en ce eux employer.

Item, veut & ordonne led. Seigneur que en cas que le veu du voyage par luy promis au saint sepulcre n'estoit accompli avant son decés les Héritiers & executeurs soient tenus incontinent appres son dexte envoyer homme propre & expresse aud. Saint sepulcre pour led. veu bien & deuement accomplir & pour ce faire led. Seigneur laisse & donne la somme de trois mil ducats pour estre conuertie tant au voyage

le celluy qui ira comme pour les obligations & bienfaits qui se feront aud. lieu pourveuque les despens de celluy qui fera le voyage seront taxés à l'arbitre & jugement desd. Exécuteurs prins sur lesd. trois mil ducats & le residu de toute lad. somme de trois mil ducats led. voyageur sera tenu de porter & offrir loyalement au nom dud. Seigneur & de ce rapporter ausd. Héritiers & Exécuteurs suffisante certification.

Item, veut & ordonne led. Seigneur Roy Testateur commande & enjoint à ses Héritiers, qu'ils aient pour recommandés tous & chacuns ses serviteurs en maintenant & conservant ceux qui sont pourvus en leurs estats pensions offices & autres provisions sans aucunement les leur lever & ôter pour quelconque cause que ce soit & ceux qui ne sont pourvus leur donnant pension ou provision pour leur entretenement jusques à ce qu'ils soient pourvus de office condecant à leur estat ou autrement auxquels offices led. Seigneur veut iceux ses Serviteurs être recommandés & préférés à tous autres & ainsi le commande à sesd. Héritiers.

Item, veut ordonne & commande led.

Seigneur Roy que toutes & chacunes se-  
vrayes debtes soient entierement payées  
par les mains de ses Executeurs & les for-  
faits commandés à toutes personnes &  
Crediteurs qui de ce feront apporait sous  
fifamment & veut en outre led. Seigneur  
que au sermant de chacun Crediteur so-  
creu & adjoutée foy jusques à la somm-  
de vingt livres tournois pourveuque les  
Executeurs auront regard à la qualité de  
deman dants & aux causes des debtes, &  
que pour le faire soient prins des plus clei-  
deniers des rantes & revenus ordinaire  
des ses Pays esquels lesd. debtes seron-  
deues à la discreption avis & ordonnance  
de ses Executeurs cy appres nommés.

Item, veut & ordonne led. Seigneur que  
les Testamens & les dernieres volontés d  
feus très-Excellents Princes le Roy Loui-  
second son pere & du Roy Louis tiers son  
Frere & aussi de tres-noble Dame Jean-  
ne Reyne tierce soient accomplis en tan-  
que se pourra faire des biens du Royaume  
de Sicille quand il sera es mains dud  
Seigneur ou de ses Héritiers & Succes-  
seurs.

Item, veut & ordonne led. Seigneur que  
les Testamens & dernieres volontés deseux  
très-

ès révérend Pere en Dieu Monsieur le Cardinal de Bar & de Madame Margarithte de Baviere en son vivant Duchesse de Lorraine soient accomplis c'est à sçavoir led. Cardinal sur les Biens du Duché de Bar & de lad. Duchesse sur les biens du Duché de Lorraine.

Item, veut & ordonne led. Seigneur que toutes & chacune des fondations faites par lesd. Seigneurs Roys ses Predecesseurs & principalement par ses ayeuls & ayeule de très-digne memoire desquelles sont faites assignation sur la recepte ordinaire de son Pays d'Anjou & autres de ses Pays soient entierement accomplies selon la volonté desd. Seigneurs ou que ses Héritiers qui tiendront les terres & Seigneuries sur lesquelles ont été faites telles assignations payent une somme d'argent pour une fois à la raison de ce que peuvent monter Icelles fondations par l'ordonnance & avis desdits Exécuteurs.

Item, veut & ordonne led. Seigneur que toutes les fondations par luy faites & ordonnées en quelque lieu que ce soit soient parfaittes, & entretenues de point en point sans aucune mutation par sesd. Héritiers.

Item, veut & ordonne led. Seigneur que

en cas que tous & chacuns les ouvrages & edifices peintures & autres choses par lui commandées ou commandées à commander en aucune Eglise comme à Sair Pierre de Saulmur à la Chapelle de Sair Bernardin d'Angers à sa sepulture érigé à Saint Maurice d'Angers & autre par n'estoient accomplies & parfaittes au temps de son dexcès ses Héritiers qui tiendront les terres & Seigneuries des lieux soient tenus de les accomplir & parfaire en la manière quelles sont commandées & selon son intention.

Item, led. Seigneur Roy Testateur en tous ses royaumes Duchés Comtés Vicomtés Baronies dignités & Seigneurie actions raisons, &c. Il institue & nomme de sa propre bouche ses Héritiers par parties & respectivement ceux qui s'ensuivent c'est a sçavoir très-noble & puissant Seigneur Monsieur Charles d'Anjou Duc de Calabre Comte de Maine son Nepveu portant le nom & les armes d'Anjou comme son premier principal & universel Héritier en toutes les choses dessus dictes & tant de succession comme d'acquets faits par ses Predecesseurs & luy, excepté de ceux dont il autoit disposé, & qu'il disposeroit  
jus.



isques à son dexcès, excepté ce qui s'en-  
 it, c'est à sçavoir le Duché de Bar du-  
 el & en toutes ses appartenances &  
 epandances sans y comprendre le Marquisé  
 e Pont lequel il a donné à Jean sons Fils  
 naturel il nome & institue son Héritier  
 particulierement Monsieur René à pre-  
 nt Duc de Lorraine son Nepveu Fils de  
 ladame Yolande Duchesse de Lorraine  
 Fille, voulant ordonnant & commandant  
 par ce presant Testament que led. Monsieur  
 René soit tenu & obligé accomplir toutes &  
 vacunes les choses par luy leguées ordonnées  
 ussées & disposées es Duchés de Bar &  
 e Lorraine ensemble toutes les fonda-  
 ons d'actions, augmantations des Egli-  
 es Cappelanes & autres lieux pieux &  
 ecclesiastiques & aussy entretenir & faire  
 payer les pensions & provisions par luy  
 ittes à ses gens Serviteurs & autres per-  
 onnes quelconques aud. Pays de Bar Lo-  
 aine garder aussy & maintenir ceux qui  
 eront constitués en offices ou qui auront  
 erre Seigneurie ou autre provision ausd.  
 Pays & porter toutes les Charges qui se-  
 ont à porter par raison & droit ausd.  
 Pays & selon la teneur de ce presant Te-  
 tament & toutes autres Choses contenues

& désignées en le presant Testament seront tenu accomplir led. Monsieur Charles premier & principal heritier & generalement faire observer garder entretenir & accomplir tout ce à quoy un heritier & successeur doit estre tenu & obligé & entand led. Seigneur Cestes presantes Institutions & nomination des Heritiers avoir lieu realement & par effect en cas qu'il n'aura enfant legitime procréé de son Corps en loyal mariage car en tel cas il veut ses enfans legitimes estre preferés à tous autres comme de raison est, & pour toutes les Choses dessus dictes bien loyalement & dilligemment accomplir led. Seigneur Roy testateur Elit. . . . depute nomme & ordonne les executeurs de son presant Testament ceux qui s'ensuivent premierement tres-noble & tres-excellente la Reyne Jeanne son expouse qu'il a de presant Monsieur Charles Comte du Maine son premier & principal Heritier Monsieur René Duc de Lorraine son second Heritier Messire Guillaume de Harecourt Comte De Tantcarville Messire guide l'anal Chevalier Seigneur de l'one senechal d'Anjou Maistre Jean de la Vignole doyen d'Angers President des grans jours & des  
com-

comptes d'Anjou Maistre Jean Perrot  
Docteur en Theologie son Confesseur  
Maistre pierre le Roy dit Benjamin Vichan-  
cellier dud. Seigneur & esleu d'Angers  
messire Jean Burel... Docteur en loix &  
Juge d'Anjou & Maitre Guillaume Tour-  
neville archipretre d'Angers & Maistre des  
Comptes & au cas que led. Seigneur  
trespasseroit en son Pays de Provence.  
Il constitue & ordonne avec les dessusd. les  
executeurs tres reverend pere en dieu  
Monsieur Larcheveque Daix et noble  
Seigneur Monsieur le grand senechal de  
Provence qui sont à presant ou qui pour  
lors seront donnant et octroyant led. Sei-  
gneur testateur à fessd. executeurs et Cha-  
cun deux licence pleniére puissance et fa-  
culté de executer pleinement et franche-  
ment toutes et Chacunes les Choses des-  
sus dictes ainsy disposées, et ordonnées,  
comme dit est et se il advient que aucun  
ou aucuns ded. executeurs meurent avant  
l'execution et accomplissement de ce pre-  
sant Testament et de toutes les choses de-  
vants dictes les survivants un ou plusieurs  
auront & aura puissance pleniére de exe-  
cuter tout le Residu dud. Testament &  
sera licite ausd. executeurs & à chacun

deux agir en Jugement & de hors pour lad. execution & Constituer Procureur ou acteurs pour toutes les Choses dessus dictes executer & accomplir.

Item, veut & ordonne led. Seigneur que ou cas que tous les executeurs dessus nommés decederoient avant l'accomplissement & totale execution de ce presant Testament que lesd. Heritiers soient tenu toutes & chacunes les choses ainsi disposées, leguées, & ordonnées loyalement & dilligemment executer & accomplir, & pour toutes les choses dessus dictes par faire & accomplir & executer led. Seigneur oblige & hypoteque par la teneur de ce presant Testament tous & chacuns les biens meubles & Immeubles en quelque lieu qu'ils soient mesmement tous les fruits rentes revenus & emolumens quelconques ordinaires & extraordinaires de tous les Pays terres & Seigneuries qu'il tient à presant & qu'il tiendra au jour de son dexcès & specialement led. Seigneur veut & ordonne que des à presant toutes les rentes revenus & emolumens de ses prevostés & receptes tant ordinaires Comme extraordinaires de duit le Chastel, la chassée avec lestang dud. Lieu scitués en son

on Duché de Bar tous les emolumens du  
grenier a scel de freius en son Pays de  
Provence & mil frans ou Pays d'Anjou  
prins de ses premiers & plus clers deniers  
autres pas de la vie Chacun au tant qu'il  
livra & apres son dexces soient des a  
presant mises ez mains de ses executeurs  
pour estre apliquées au payement de ses  
debtes & à l'acomplissement de sond. pre-  
sent Testament, tellemant que les deniers  
qui seront receus chacun an des rentes &  
evenus dessus dictes ne pourront jamais  
estre apliqués à autre chose ne venir au  
proffit desd. Heritiers jusques à ce que  
son dit Testament soit entierement par-  
fait & accomply; „ De quibus omnibus  
, universis & singulis præmissis Jam dictus  
, serenissimus Dominus noster voluit con-  
, sentiit jussit & mandavit his quorum Inte-  
, rest Interit vel interesse poterit quomodo-  
, libet in futurum fieri tradi ac expediri pu-  
, blicum & publica instrumentum & instru-  
, menta tot quot videlicet haberi voluerint  
, nullo alioquin presenti suo expectato  
, mandato. Actum recitatum & publicatum  
, fuit presens sive precedens Testamen-  
, tum de mandato & voluntate supranom-  
,inati serenissimi Domini nostri regis  
„ præ-

„ præsentis, audientis volentis & ita fie  
 „ expresse jubentis in Gallico sermoi  
 „ prout supra describitur transporturu  
 „ urbis Massiliæ in domo viridarii ejusde  
 „ Domini nostri regis videlicet in alter  
 „ ex cameris juxta aulam ipsius domi  
 „ a parte sacri Monasterii Sancti victor  
 „ præsentibus ibidem revendo in Chr  
 „ isto patre Joanne Alardeau Episcop  
 „ Massiliensi necnon excellenti Domit  
 „ Johanne Cossa Comite Troyæ magr  
 „ Provinciæ Senescallo potentibusque m  
 „ gnificis & nobilibus viris Domino Fu  
 „ cone de Agouto milite Domino de Salt  
 „ Saladino de Anglura Domino Dertogi  
 „ Johanne Duplecis Domino Loci de Pa  
 „ nayo honorato de Berra, Domino c  
 „ Antravenis Scutifferis Cambellanis e  
 „ etiam utriusque juris eximiis Professor  
 „ bus, Dominis Johanne Martini, Do  
 „ mino Depodiosuperio Cancellario v  
 „ vando Bonifacii judice majore Provir  
 „ ciæ Magistro Petro Robini in artibu  
 „ & Medicina Doctore Physico ac reve  
 „ rendo Patre Domino Johanne Decore  
 „ Sanctæ Sedis Apostolicæ prothonotari  
 „ ac præposito Massiliensi regiisque Con  
 „ siliariis pariter quoque presente Froie  
 „ Do

Domino de Prulhi Cambellano & Johanne du Boys Magistro hospicii supradicti Illustrissimi Domini Calabriae ducis Testibus ad præmissa vocatis notis cognitis & perdictum Dominum nostrum Regem singularier ore proprio nominatis.

„ Et me Gauffrido Talamer Cive aquensi Secretario dicti serenissimi Domini nostri Regis ac notario publico in suis Comitatus Provinciae & Forcalquerii Terrisque illis adjacentibus ejus nec non Apostolica auctoritatibus ubique Terrarum constituto qui in præmissis omnibus & singulis dum sic ut præmissum est ageretur & fierent unà cum prænominatis Testibus præsens fui eaque omnia & singula sic fieri vidi & audiui deque eisdem notam sumpsi legi & publicavi ex qua requisitus per supra nominatum Illustrissimum Dominum Karolum Hæredem universalem hoc præsens publicum instrumentum in hanc publicam formam manu aliena michi fidelis aliis negotiis occupatus extrahi scribi & grossari feci & quia exinde facta decenti Collatione, ut convenit instrumentum ipsum cum dicta originali nota in unum

„ con-

„ concordare inveni factis tamen quatu  
„ adjunctionibus in fine dicti instrumet  
„ non vicio sed corrigendo huic ideo r  
„ manu propria subscribens signum meu  
„ apposui publicum & consuetum in  
„ dem & Testimonium præmissorum ut  
„ versis & singulis præsentis litteras T  
„ stimoniales inspecturis nos Guillelm  
„ de Pugeto in decretis Licentiatu C  
„ nonicus aquensis Vicariusque genera  
„ in spiritualibus & temporalibus ac of  
„ cialis totius Archiepiscopatus aquen  
„ & Cujusvis scrupulos ambiguitatis o  
„ jectio Pollentis veritatis Testimon  
„ elucescat harum serie veridice attest  
„ mur quod nobilis vir Magister Gauff  
„ dus Talamer habitator dictæ Civita  
„ aquensis qui presens instrumentum T  
„ stamenti quondam Serenissimi Domi  
„ nostri Regis Renati sumpsit sub mill  
„ simo quadringentesimo septuagesim  
„ quarto & die vicesima secunda Julii  
„ suo signo autentiquo signavit tempo  
„ sumptionis dicti instrumenti & ante  
„ post erat fuit & est Notarius Public  
„ ubique Terrarum Apostolica & in Co  
„ mitatibus Provinciæ & Forcalquer  
„ Regia authoritatibus constitutus ac Ro  
„ gi



gius Secretarius & ad eum tamquam ad publicum & authenticum atque fidem Notarium habetur recursus publice per Regios subditos & alios in prædictis Comitatus & suis Scripturis & Instrumentis adhibetur fides indubia atque plena in iudicio & extra sicut Ceteris authenticis Notariis adhibetur & solitum est adhiberi & de hoc est fama publica opinio & vox communis in prædictis Comitatus & aliis locis in cuius rei Testimonium has præsentis nostras in pede dicti Testamenti descriptas, de præmissis fieri & per Notarium nostrum & dictæ nostræ curiæ coram nobis Conscribam infra scriptum subscribi sigilloque quo in talibus utimur dicta Metropolitinæ ac quensis curiæ iussimus & fecimus impressione communiri datum aquis die vicesima secunda mensis Julii anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo sigillatum de Pugeto officialis præfactus signo Margalhani.

*Extrait du Registre No. 12. armoire C.  
Folio 1. Conservé aux Archives de Sa  
Majesté en Provence Collationné par  
nous*

nous Conseillers du Roi en la Cour  
Comptes & aydes & Finances au  
Païs Commissaires auxd. Archives so  
signés en suite du decret rendu sur  
Requête présentée par messire Franç  
Auguste de Forbin Seigneur de Sol  
Marquis de Pont à mousson dans le Du  
du Bar Lorraine, Chevalier d'honneur  
Madame, le septiesme Janvier mil se  
cents donze.

WELITRANY. LOUGERE

N U M. 3.

Pro Illustri Domino Johanne Ma  
chione Pontis filio naturali fer  
nissimi Domini nostri Regis R  
nati donatio Marquisatus.

**A**nno Incarnationis Domini millesimo qu  
dringentesimo octuagesimo die vero Lu  
decima septima mensis julii mandato magi  
ficorum Dominorum Johannis Mathararii m  
gistro rationali & Johannis de super iis Re  
consiliarii exequentium mandatum Sereniss  
Domini nostri Regis Karoli Regis Hierus  
lem utriusque Siciliae & de eisdem ut dixeru  
verbo ore suo proprio facto Litteræ Donation  
Ma

*Marquisatus pontis predicti fuerunt in presenti  
registro aquile archivata per me honoratum  
mari rationalem & archivarium ut sequitur.*

## Tenor dictarum Litterarum.

René par la Grace de Dieu, Roi de  
Jerusalem, de Sicile, d'Aragon, del'Isle  
de Sicile, Valence, Majorques, Sardaig-  
ne, & Corseigne, Duc d'Anjou, de  
Barrois, &c. &c. Comte de Barcelonne de  
Provence, de Forcalquier, de Ple-  
mout, &c. &c. Scavoir faisons à tous  
présents & à venir que nous Considerans  
l'amour & affection que nous avons & que  
Naturel nous Incite à avoir à Nôtre cher  
& amé fils Naturel Jehan, voulant &  
Désirant Durant nos jours luy donner au-  
cune terre & Seigneurie de quoy dès main-  
tenant & après nôtre decez, Il puisse  
honnestement vivre & soutenir son Etat  
tel que luy qu'il luy apartient afin qu'il  
ne Demeure impourveu, à icelluy pour  
lesdites Causes & autres à ce nous mou-  
vans avons de Nôstre Certaine science &  
propre mouvement donné & octroyé,  
donnons & octroyons, de Grace Special  
par ces présentes, par don irrevocable  
entre vifs le Marquisé du Pont en nôtre dit,

te Duché de Bar, & ainssi qu'il se poursu  
& Comporte en Villes, chateaux hom  
mages, cences, rentes d'Argent, Bleds  
vins, poulailles, Cires & autres choses  
hommes, femmes, terres arrables & no  
arrables, Vignes, Bois, Hayes, Preds  
Pastures, Etangs Rivières, Moulins &  
toutes autres choses quelconques, étant  
es dépendances dudit Marquisé avec la  
Jurisdiction haute, moyenne, & basse  
pour icelluy avoir tenir, & doresnavant  
posséder, & esplecter par luy ses enfans  
masles & femelles & les enfans de ses  
enfants qui seront nés en loyal mariage  
à jamais perpetuellement sans aucune  
chose y tenir ou reserver pour nous &  
nos Successeurs Ducs de Bar, fors le  
foi & homage Lige & le ressort & sou  
veraineté en notre Siege es grands jours de  
saint Michel auquel nôtre dit fils & ses  
Successeurs Marquis dudit Marquisé en  
semble ses vassaux & sujets d'icelluy se  
ront tenus ressortir en tous cas sans a  
voir ou reconnoistre autre Seigneur sou  
verain que nous & nos Successeurs Ducs  
de Bar, & duquel Marquisé & desdites  
Villes & Chateaux & autres choses dépen  
dants d'icelluy Marquisé nous avons mis  
&

mettons nôtre dit fils en vraye réelle & actuelle possession par la tradition de ces terres présentes voulant que des maintenant & à toujours il en prenne les fruits & Revenus à Commencer du premier jour de ce moiz, & que d'iceux il fasse & dispose doresnavant haut & bas à son plaisir comme de sa propre chose & qu'il puisse au dit Marquisé metre & instituer Officiers tels que bon luy semblera tant à la garde des places, de la Justice, comme du Domaine, & recevoir tous les hommages deus à Cause dudit Marquisé, luy venu à son eage & cependant ordonnerons au gouvernement dudit Marquisé pour nôtre dit fils de personne à nous feuable par autres nos Lettres & généralement le faire en icelluy comme vray Seigneur peut & doit faire fors & exepté qu'il ne pourra vandre n'y engager en tout ni en partie pour quelconque Cause ou occasion que ce soit, & pour ôster tous doutes & difficultez qu'on pourroit au temps à venir dire ou metre à l'encontre de nôtre dit fils pour ce qu'il est engendré né & procréé nous étant en lien de Mariage & luy donner à cette Cause des empechemens au dit Marquisé & en la possession & jou-

issant.

issance dicelluy au moyen de nôstre present don que luy en faisons, nous Nôtre plus ample grace autorité & pleine Puissance & en usant de Nôtre droit de souveraineté que nous avons en nôtre dit Duché de Bar & audit Marquisé avons icelluy nôtre fils randu & randons par ces présentes habille & hidoine à tenir, posséder & explecter ledit Marquisé comme vray Siegneur d'icelluy tout ainsi que s'il étoit naturel, nonobstant la tache & maculle de sa nativité que n'entendons ni voulons luy porter quand à ce aucun préjudice & s'il avenoit que Dieu ne veuille que nôtre dit fils ses enfans masles & femelles ou les enfans des enfans par succession de temps allasent de vie à trepas sans aucun Héritier de leurs Corps né & procréé en Loyal mariage, en icelluy cas ledit Marquisé nous retournera ou à nos Suceffeurs Ducs de Bar de plain droit incontinant le dit Cas advenu & de nôtre propre autorité en pourrons appréhender la possession ou nos Suceffeurs Ducs de Bar sans difficulté ou Contredit Si Donnons en Mandement par ces dites présentes à nos très-chers & feaux Lieutenant Général, Gens de nos Conseils & des Comptes de nôtre dit Duché

duché de Bar, Bailly de Saint Michel, Avocat Procureurs & autres nos Justiciers & Officiers à qui il appartient ou leurs Lieutenants & chacun d'eux si comme à luy partiendra que de nos presents Dons & Etoy ensemble dudit Marquisé & de ces appartenances fassent, souffrent, & laissent, chacun en droit soy nôtre dit fils naturel & enfans & les enfans de ses enfans descendans de luy en Loyal mariage à tousjours pais perpetuellement jouir & user dorénavant plainement & paisiblement sans en celluy mettre ou donner ni souffrir être mis ou donné aucun Ennui destourbiers ou Empechements au contraire ores ni pour tems avenir en aucune maniere, mais luy baillent ou fassent bailler ou à celuy ou ceux qui pour luy & jusques il soit veu à son dict age Competant l'ouverture & possession paisible des Villes & Chateaux audit Marquisé incontinant & sans aucun delay ou difficulté, Car tel est notre plaisir & voulons être fait en imposant sur ce silence perpetuel à nôtre Procureur Fiscal & à tous autres. Mandons en outre à tous & chacuns Gens d'Eglise hommes & vassaux tenans terres de Fiefs dudit Marquisé & tous autres manans & habitans en icel

luy & qui pour le tems à venir y demeureront obeyr Doresnavant à nostre d' Fils comme à leur Seigneur & a ces Lettres & Mandements, reprendre de lui toutes les terres de Fiefs qu'ils en tiennent & faire le sermant de fidelité tel qu'ils doivent & sont tenus de faire à cause d'celles au regard dudit Marquisé, desquels sermans des maintenant & pour toujours nous les quittons pas ces dittes presentes lesquelles afin que ce soit chose ferme & stable à toujours nous avons signé de nostre Main & à icelles fait mettre nostre sceau donné en nostre cité de Marseille le dix septieme jour d'Octobre l'an de Grace Mille quatre cent septante trois RENE, par Roi Larcheveque d'aix le Comte de Troy grand Seneschal de Provence, les Evesques de Toulon, de Marseille, de Digne Sieur de Sault & les Gens du Conseil des trois Etats en grand nombre presentes BENJAMIN.

*Extrait du Registre aquilla, de l'Armo*

*A f. 11. Conservé aux Archives de  
Majesté, Collationné par nous Conseiller  
du Roy en la Cour des Comptes aydes  
Finances au Pays de Provence Commis-  
saires auxdits Archives soussigné en sa*



*touchant la Paix d'Utrecht.* 507

*du décret de la Cour rendu sur la requeste présentée par Monsieur le Marquis de de Solliers, le vingt neuf Janvier mil sept cent douze.*

WELITRANY. BOUGEREL.

---

*Mémoire concernant les interets de Monsieur le Duc de Saint Pierre dans les affaires qui doivent être réglées au Congrès à Utrecht.*

Sabionnette est une Souveraineté sous le titre de Duché, située sur les confins du Milanois. En 1693. elle estoit encore possédée par Charles second Roy d'Espagne qui l'avoit acquise du Prince d'Astiliano. Le Prince de Bozzolo contestoit Sa Majesté Catholique la propriété de cette Souveraineté, prétendant que le Prince d'Astiliano n'avoit pas pû lui transporter un droit légitime sur Sabionnette. Comme Sabionnette est un fief mouvant immédiatement de l'Empereur, le Prince de Bozzolo avoit intenté un procez devant le Conseil Aulique.

Durant la Guerre terminée par la Paix de Riswyk, de Roy d'Espagne Charles second eût besoin d'argent pour la défense de l'Etat de Milan. Pour en tourver il

proposa à Monsieur le Duc de Saint Pierre d'aliener en sa faveur Sabionette, moyennant une somme d'argent & sous de certaines conditions. Son attachement pour le service du Roy Catholique l'engagea à condescendre à la convention qu'on lui proposoit, & Sa Majesté donna incontinent un Pouvoir special à Monsieur le Marquis de Leganez Gouverneur de l'Etat de Milan pour signer un traité d'alienation de Sabionette suivant le projet envoyé de Madrid, & pour en executer les stipulations.

Cet traité fut fait & signé à Milan le seizieme Juin 1693. entre Monsieur le Marquis de Leganez assisté du Marquis Clerci Chancelier de Milan, de Don Carlos de Bazan Envoyé extraordinaire du Roy Catholique à la Cour de Turin & de Don Joseph Zambrana Secrétaire de Guerres de l'Etat de Milan d'une part, Monsieur le Duc de Saint Pierre de l'autre part.

Il est énoncé dans cette convention que Sa Majesté Catholique Charles second Roy d'Espagne & Duc de Milan fera mettre incessamment Monsieur le Duc de Saint Pierre en possession de la Forteresse & c.

l'Eu

l'Etat de Sabionnette par forme de Gouvernement & de dépost. Que Sa dite Majesté transporte à lui comme à ses successeurs tous ses droits présents & à venir sur cet Etat, promettant de le faire jouir & de le garantir contre tous ceux qui entreprendroient de troubler sa possession soit par voye de fait, soit par voye de droit, & qu'Elle ne permettra point que Monsieur le Duc de Saint Pierre soit dépouillé ni lui ni ses successeurs par l'une ou par l'autre voye, que préalablement ils n'ayent esté rembourséz en deniers comptans de tout ce qui auroit esté déboursé pour l'acquisition, ou pour la conservation du dépost, comme de tout ce qui s'appelle communément, *Mise & loyaux cousts*, Sa Majesté Catholique s'obligeant encore spécialement en tant que Duc de Milan, de donner & faire donner à Monsieur le Duc de Saint Pierre, sur sa première requisition tous les secours nécessaires dès qu'il seroit troublé dans sa possession. Pour l'exécution des stipulations cy-dessus énoncées, le Roy d'Espagne hypothèque Sabionnette qui doit demeurer entre les mains de ce Seigneur en forme de Gouvernement & de dépost, & il engage encore en garantie l'Etat

de Milan & ensuite ses autres domaines.

De son costé, Monsieur le Duc de Saint Pierre est obligé de remettre entre les mains de Monsieur le Marquis de Leganes vingt mille écus & d'en faire compter trois cents cinquante mille à la Thresorerie de Milan en trois payements. De ces trois cents soixante & dix mille ecus Monsieur le Duc de Saint Pierre en doit faire porter deux cents mille à la Thresorerie de Milan quatre jours après que Sabionette aura été remis entre ses mains en forme de Gouvernement & dépost, vingt mille dans le mois d'Août suivant, & les cent cinquante mille restants dès qu'il auroit reçu l'Investiture de Sa Majesté Imperiale pour le Duché de Sabionette dans la forme convenüe par le traité dont il s'agit, laquelle somme ainsi que les sommes précédentes doit être employée pour les besoins pressants de l'Etat de Milan.

Par la même convention, Monsieur le Duc de Saint Pierre, est encore obligé de tenir Sabionne à la dévotion du Roy d'Espagne, d'en entretenir les Fortifications comme d'y tenir une garnison de trois cents hommes en temps de Paix & de cinq cents en

en temps de Gurre. Le Roy d'Espagne y stipule que son Gouverneur de l'Etat de Milan aura droit de visite dans Sabionette, qu'on fera un Inventaire des munitions de Guerre & de bouche qui s'y trouveront & il promet qu'il tiendra compte de la dépense qui sera faite pour les nouvelles fortifications, que les Gouverneurs de Milan jugeroient à propos d'ajouter à Place.

Ensuite de cette convention, Monsieur le Duc de Saint Pierre fut mis en possession de Sabionette par le Gouverneur du Milanez, & il fit conséquemment les deux premiers payements dans les termes convenus. On voit par les quittances de la \* Thre-  
sorerie de l'Etat de Milan dont la date est en marge, que dès le dixneuvieme Août. 1693. ce Seigneur y avoit fait porter treize cens vint mille livres, qui à raison de six livres par écu font deux cent vint mille écus. Il est énoncé dans la convention faite entre le Roy Charles second & Monsieur le Duc de Saint Pierre, que les écus dont il y est fait mention sont des pieces de huit reales ou des patagons. Cette Espece vaut

\* du 20. Juin 60000. du même jour 120000.  
du 30. Juin 185620. du 27. Juill. 60000.  
du 23. Juill. 150000. du 19. Août. 344400.

six livres la piece dans l'Etat de Milan. Les payemens que Monsieur le Duc de Saint Pierre devoit faire après que l'Empereur l'auroit Investi de Sabionette ne furent point effectuez, par ce qu'il ne put point obtenir l'Investiture de Sa Majesté Imperiale. Monsieur le Duc de Saint Pierre a toujours entretenu la Garnison de Sabionette aux termes de son traité avec le Roy d'Espagne quoique les revenus de la Principauté, qu'il avoit en forme de Gouvernement & de déposit & qui montoient à peine à douze mille écus, ne fussent pas suffisants pour la dépense. Il estoit encore en possession de Sabionette au mois d'Avril 1707. lorsque les troupes des deux Couronnes évacuèrent la Lombardie. Sabionette ainsi que les autres Places fut occupée par les troupes de l'Empereur, & depuis Sa Majesté Imperiale a mis ce Etat entre les mains de Monsieur le Duc de Guastalla.

Il paroît par ce précis exact de la convention faite entre le Roy Charles second & Monsieur le Duc de Saint Pierre; Que Sa Majesté Catholique a traité de ses droits sur Sabionette avec ce Seigneur à condition de les garantir & qu'il lui a remis  
cette

cette Place entre les mains par voye de dé-  
posit jusques à l'entiere consommation du  
traité, qui devoit estre l'Investiture de sa  
Majesté Imperiale congue dans les termes  
convenus dans le traité. Outre qu'il est  
repeté plusieurs fois dans l'Instrument que  
Sabionette sera remis entre les mains de  
Monsieur le Duc de Saint Pierre par for-  
me de Gouvernement & de déposit, on  
voit encore que Sa Majesté Catholique veut  
que le Gouverneur du Milanois puisse visi-  
ter Sabionette afin de voir si le déposit ne  
s'aperçoit point. Elle ordonne que quand  
la Place sera consignée à Monsieur le Duc  
de Saint Pierre, il sera fait un Inventaire  
des munitions de guerre & de bouche qui  
y trouveront : C'est une précaution qu'on  
prend quand une alienation peut estre ren-  
due, afin de la retirer au mesme état qu'on  
l'a donnée. Sa Majesté Catholique pro-  
met d'alloyer & de tenir compres des dé-  
penses qui seront jugées convenables par  
son Officier pour la conservation de la Pla-  
ce donnée en nantissement. Enfin ce qui  
prouveroit seul que Monsieur de Duc de  
Saint Pierre a toujours tenu Sabionette,  
pour me servir des termes de droit, aux  
risque, peril & fortune du Roy Catholi-  
que,

que, c'est la précaution que prend ce Prince pour sa conservation. C'est entre autres l'obligation où il constitue Monsieur le Duc de Saint Pierre, d'y tenir une certaine garnison en temps de Paix & une autre en temps de guerre.

Il est vrai que Sa Majesté Catholique stipule comme une obligation le secours qu'Elle sera tenue de donner si Sabionette est attaquée, laquelle stipulation pourroit paroître inutile s'il eût toujours conservé la propriété de Sabionette. Mais il suffit de lire le traité pour voir d'abord qu'il regarde deux temps différens. Le temps où Monsieur le Duc de Saint Pierre auroit Sabionette en dépôt, & celui où il en seroit propriétaire en vertu de la consommation du marché qui devoit se faire par l'obtention de l'Investiture de l'Empereur & le dernier paiement de cent cinquante mille écus. Cette condition de secours qui doit être donné à la première demande de Monsieur le Duc de Saint Pierre, regarde le dernier temps, qui n'a point eu lieu, ce Seigneur n'ayant jamais été véritablement propriétaire de Sabionette. Ce qui ne laisse aucun scrupule la dessus, est ce qui est dit expressement dans le traité,

Que



Que l'obligation de secourir sur la premiere demande de Monsieur le Duc de St. Pierre, & ses successeurs durera pour toujours. L'Investiture de Sa Majesté Imperiale n'ayant pû s'obtenir, le dernier payement n'a pas esté fait, & ce Seigneur suivant les stipulations du traité n'a donc jamais tenu Sabionette que par forme de Gouvernement & de dépost. Ainsi Monsieur le Duc de Saint Pierre ayant esté spolié de la maniere dont on l'a dit, est en droit de requérir le remboursement de la partie du prix de l'acquisition qu'il a payée, & de demander que les dépenses que sa convention l'obligeoit de faire pour la conservation du dépost & qu'il a faites réellement, lui soyent restituées suivant qu'il en est stipulé par le traité. Si Monsieur le Duc de Saint Pierre n'avoit pas fait les dépenses, celui à qui il en demande la restitution auroit esté obligé de les faire & certainement elles lui auroient cousté beaucoup d'avantage.

Il suffit de lire le traité, ou mesme le précis qui est icy rapporté pour connoistre que c'est au possesseur de l'Etat de Milan, que Monsieur le Duc de Saint Pierre est en droit de demander son remplacement.

Le Roy d'Espagne a traité comme Duc de Milan, en prenant constamment dans tout l'Instrument le titre de Duc de Milan, immédiatement après celui de Roy d'Espagne sans faire mention de ses autres titres suivant l'usage pratiqué quand les Roys d'Espagne faisoient quelque chose comme Duc de Milan. Personne n'ignore que lorsque les Roys d'Espagne vouloient statuer ou faire quelque chose qui regardoit un de leurs Etats en particulier ils prenoient alors le titre de Roy d'Espagne, & immédiatement après ce titre celui de Souverain de l'Etat dont il estoit question. C'est ainsi qu'à Naples ils prenoient la qualité de Roy d'Espagne, & immédiatement après les titres qui appartiennent à la Couronne de Naples. Ils prenoient en Sardaigne la qualité de Roy d'Espagne & de Roy de Sardaigne, à Milan celle de Roy d'Espagne, & de Duc de Milan, & dans les Pays Bas celle de Roy d'Espagne & les titres appartenants aux Comtes de Flandres & aux Ducs de Brabant ou seuls ou joints ensemble, suivant qu'il s'agissoit ou d'une Province en particulier ou du Corps de l'Etat des Pays Bas. Tout le monde sçait aussi que lorsque les  
Rois

Roy d'Espagne faisoient quelque acte qui regardoit toute la Monarchie, comme Contract de Mariage, Testament, traité de Paix, ils prenoient des titres fort differents: Ils s'appellent dans ces Instrumens non pas Roy d'Espagne collective-ment, mais *Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Toledé, &c;* & ils y prennent successivement tous leurs autres titres.

C'est encore l'Etat de Milan que le Roy d'Espagne engage en premier lieu après Sabionette pour la sûreté des deniers que Monsieur le Duc de Saint Pierre s'obligeoit d'avancer, comme du remboursement des dépenses qu'il estoit tenu de faire avant la consommation du traité. Les deniers suivant ce mesme Instrument ont dû estre & ils ont esté portez à la Thre-sorerie de Milan qui estoit alors en guerre & c'est pour le service de cet Etat qu'ils ont esté employez. Sabionette dans le temps de son aliénation faisoit une portion du Milanos par rapport à l'ordre civil & militaire que le Roy d'Espagne tenoit dans l'administration de ses Etats d'Italie. On voit que c'est une partie qu'on

a sacrifiée pour sauver le tout ; mais c'est au tout à répondre à l'acquéreur, de la sûreté de son acquisition. L'Aliénation de Sabionette a été discutée & résolue en Espagne par le Conseil d'Italie, & elle a été dirigée en Italie par une Junte ou Conseil composé des Ministres du Roi d'Espagne dans le Milanois. C'est le Gouverneur de Milan assisté des officiers du Roi d'Espagne comme Duc de Milan, qui a fait & signé la convention en vertu du Pouvoir spécial que le Roi Catholique leur avoit donné. Enfin c'est au Gouverneur de Milan que Sa Majesté Catholique attribue le droit de visite dans Sabionette le quel il s'étoit réservé.

Il s'ensuit de tout ce qui vient d'être exposé, que Monsieur le Duc de Saint Pierre est en droit de demander que le Souverain qui demeurera possesseur du Milanois par la Paix prochaine, soit tenu avant que d'être établi en une possession tranquille & reconnue, de pourvoir à son remboursement en argent comptant, ainsi qu'il est porté expressément dans son traité ; si ce Souverain n'aime mieux pourvoir à l'indemnité qui est due, en l'investissant d'une Souveraineté, de même nature

que celle de Sabionette & d'un-revenu proportionné au remboursement qui lui est dû & l'en faire jouir avec les mesmes prérogatives & avantages.

La liquidation du remboursement n'est pas difficile à faire puis qu'elle ne consiste qu'en trois articles, qui sont cinq cens quatre vint sept mille soixante cinq écus ainsi qu'il paroît par le Mémoire suivant.

## M E M O I R E.

**D**E ce qui est dû & doit estre remboursé au Duc de Saint Pierre, en vertu du Contract passé avec le feu Roy d'Espagne Charles second pour la place & Duché de Sabionnette y compris l'entretien de la Garnison & autres dépances aussi bien que les sommes d'argent que le mesme Duc a fourni à sa dite Majesté & les interets d'Icelles

Pour l'Etat Major. Par mois

Au Gouverneur de la Place. 660.

Au Major. 330.

A Deux aydes Majors à 108. Livres par teste. 226.

Au chef des Cannoniers. 72.

A

A 12. Cannoniers à 18. par teste.	216.
Au Garde Magazin.	48.
Au Commissaire de Guerre.	144.
A son Commis.	72.

Pour la Garnison ordinaire.

A quatre Capitaines à 150. par teste.	600.
A quatre Enseignes à 78. par teste.	312.
A quatre Sergents à 42. par teste.	168.
A 12. Corporeaux à 30. par teste.	360.
A 300. Soldats à 18. par teste.	5400.
A quatre Tambours à 30. par teste.	120.

Pour dépenses Extraordinaires.

De réparation de la Place, Magasins Ponts, Palissades, affuts d'Artillerie, & plusieurs autres dépenses.	1200.
--	-------

Somme des trois Articles cy-dessus. 9918.

Les dites 9918. Livres par mois composent en treize ans & neuf mois que le dit Duc a esté chargé dudit entretien en comptant depuis le premier de Juillet 1693. que ladite Place luy fut remise par manière de Gouvernement & de déposit jusqu'à au premier d'Avril de 1707. qu'il en fut dépossédé, la somme de

1636470. L.

Pour

*tuchant la Paix d'Utrecht* 521

Pour la Garnison Extraordinaire. Par mois.	
A deux Capitaines à 150. par teste.	300
A deux Enseignes à 78. par teste.	156.
A deux Sergent à 42. par teste.	84.
A. 8. Corporeaux à 30. par teste.	240.
A 200. Soldats à 18. par teste.	3600.
A deux Tambours à 30. par teste.	60.

---

Somme de l'Article cy-dessus. 4440.

---

Les dites 4440. L. par mois dont le mesme Duc a été chargé, composent en cinq ans & huit mois de Guerre depuis le premier Aoust. 1701.

Jusques au premier Avril. 1707. celle de 301920.

L'on peut remarquer que tous les appointement, Gages, entretiens, & autres dépenses cy-dessus marquées sont inferieurs de beaucoup à ce qui étoit pratiqué dans l'Etat de Milan; tant par les usages que par les establissemens & ordonnances Royales, n'estant porté dans ce Mémoire que le juste de ce qu'il en a cousté au mesme Duc.

Le Capital de deux cent vingt mille escus de six Livres, monnoye de Milan qui

qui furent paiez par le mesme Duc da  
la Thresorerie de Milan, en consé  
quence du dit Contract de Sabionette  
fait la somme de 132000

Les Interest à cinq pour cent en dix ne  
ans sur les deux cent & vingt mille e  
cus depuis le premier Décembre 169  
que la ditte somme a été entieremen  
payée jusques au premier Decemb  
de 1712., portants 60000. par an, mon  
tent à

---

451239

**Le Produit du Duché de Sabionnette,** tou  
compris, n'estant jamais arrivé à douz  
mille escus par an de six livres monnoy  
de Milan; Mais le comptant néan  
moins sur ce pied, fait 72005. & con  
pose en douze ans neuf mois de temp  
dont le mesme Duc en a joui la somme  
qui doit être déduite, de 990000

Somme dont le Duc est créancier &  
doit être remboursé 3522390

Les 3522390. Livres cy-dessus marqués  
en monnoye de Milan composent 587065  
escus & un tiers de six Livres chacun dor  
quatre font la Pistolle d'or d'Espagne.

*Ea*



*Extraits du Traité fait en langue Latine entre Sa Majesté Catholique & Monsieur le Duc de Saint Pierre.*

Signé à Milan le 16. Juin 1693.

„ **C** Um sit quod Regia Catholica Ma-  
 „ jestas Caroli secundi Hispaniarum  
 „ Regis ac Mediolani Ducis, ut bello-  
 „ rum necessitatibus, quibus nunc summo-  
 „ pere premitur, occurreret, necessarium  
 „ duxerit ad infra scriptum contractum  
 „ devenire & proinde Litteris expeditis  
 „ Matriti sub die 26. Martii mox præte-  
 „ riti injunxerit Excellentissimo Domino  
 „ Marchioni de Leganez, Mediolani pro  
 „ Sua Catholica Majestate Gubernatori  
 „ Legionumque Duci generali, ut cum  
 „ participatione & consilio supremorum  
 „ Regionum Administrorum ab ipsa Ca-  
 „ tholica Majestate specialiter Deputato-  
 „ rum ac etiam Illustrissimorum D. D. Præ-  
 „ sidum, ubi ita suæ Excellentiae visum  
 „ fuisset, pertractaret cum Excellentissimo  
 „ D. Don Francisco Maria Spinola Duce  
 „ Sancti Petri &c.

„ II. Dictus Marchio de Leganez no-  
 „ mine præfatæ S. Catholicæ Regiæ Ma-  
 „ je-

„jestatis & pro executione dictorum Re  
 „giorum ordinum teneatur statum poner  
 „in actualem possessionem Civitatis, &  
 „arcis Sabionnetæ status ac omnium ju  
 „rium cessorum præfatum Excellentiss  
 „mum D. Ducem & hoc in viam & titu  
 „lum Gubernii & depositi, &c.

„III. Convenerunt quod dictus Ex  
 „cellentissimus D. Dux Sancti Petri &  
 „successores ut supra teneantur perpetu  
 „prout dictus D. Dux sub sui & bonorum  
 „obligatione promittit manu tenere di  
 „ctam civitatem sive arcem Sabionnetæ a  
 „eidem adjacentia sub obsequiis & devo  
 „tione S. Regiæ Catholicæ Majestatis,  
 „qua eandem recipit, prout etiam conti  
 „nuo manu tenere milites præfidiarios pe  
 „dites pro tuitione ejusdem arcis in nu  
 „mero trecentum hominum cum suis of  
 „ficialibus, ita ut non possint reduci ad  
 „minorem numerum quatuor turmarum  
 „vulgo *Companias*, cum reliquis officiali  
 „bus necessariis pro tuitione ejusdem arcis  
 „ac usu bellicorum tormentorum & ho  
 „mines ad creationem & electionem ejus  
 „dem D. Ducis ac ejus successorum in  
 „possessione ejusdem civitatis ac statu  
 „Quam facultatem alteri non poterit com

„ mu

, municare , cum hac tamen intelligentia,  
, quod dictus numerus militum trecentum  
, debeat esse & manu teneri tempore pa-  
, cis , Tempore autem belli in statu Me-  
, diolani , tenebitur dictus D. Dux adau-  
, gere alios ducentum milites modo quo  
, supra cum ejus officialibus , ita ut ne-  
, queant reduci ad minus quad ad duas  
, turmas... Cum facultate reservata Ex-  
, cellentissimo Domino Mediolani Gu-  
, bernatori , in fine dicti quinti capituli  
, mittendi pro lustratione sive numeratio-  
, ne dictorum militum ac recognitione  
, status mœniorum ac munimentorum ad  
, finem de quo ibi.

, IV. Convenerunt quod pro adimple-  
, tione contentorum.... teneatur dictus  
, D. Dux ut supra ut successores propriis  
, expensis manutenere mœnia & fortalitia  
, antiqua & moderna dictæ arcis Sabionet-  
, tæ in eo statu in quo ei tradentur : Ubi  
, autem contingat necessitas reædificandi  
, ac reædificata reparandi teneatur , prout  
, promisit id præstare , imo etiam possit  
, compelli , salvis tamen ju ibus eidem D.  
, Duci ac successoribus pro expensis in ta-  
, li reædificatione ac reparatione respectiva  
, faciendis contra quos de jure , prout sal-

„ va sint etiam D. Duci quæcumque jur  
„ contra quos ut supra, pro expensis cu  
„ juscumque novæ fortificationis intra ve  
„ extra dictam civitatem, ad quam tamen  
„ devenire non possit nisi cum consensu &  
„ approbatione Suæ Catholicæ Regiæ  
„ Majestatis, juxta contenta in dicto sexto  
„ Capitulo.

„ V. Pacto quod Sua Regia Catholice  
„ Majestas prout nomine ejusdem dicti  
„ Excellentissimus D. Marchio de Lega  
„ nez, vigore etiam dictæ specialis facul  
„ tatis promisit & promittit manu tener  
„ tam de facto quam de jure præfatum  
„ Excellentissimum D. Ducem ac ejusden  
„ successores ut supra, in possessione &  
„ tenuta eidem tradenda, ut supra, dicta  
„ civitatis, arcis, jurisdictionis ac statu  
„ Sabionnetæ, promittens prout promit  
„ tit Excellentissimus Marchio de Legane  
„ nomine Suæ Regiæ Catholicæ Majesta  
„ tis, non permittere quod dictus Excel  
„ lentissimus D. Dux & successores ut su  
„ pra, ullo unquam futuro tempore usque  
„ in perpetuum sub quolibet titulo aut præ  
„ textu, sive de jure, sive de facto spo  
„ lietur, sive turbetur in possessione & te  
„ nuta prædicta, absque eo quod in pri-

„ mis

mis & ante omnia fiat eidem D. Duci & successoribus actualis & realis numeratio & detur plena & integra satisfactio in pecunia numerata de omni & toto eo quod per ipsum ex causa prædicta perfolutum fuerit & de omni & toto eo quod ipsi & successoribus possit de jure deberi, suscipiens dictus Excellentissimus D. Marchio de Leganez, nomine præfatæ Regiæ Catholicæ Majestatis in se omne periculum juris & facti, & obligationem defendendi de jure & de facto, ita ut dictus D. Dux & successoribus ad nihil ultra teneatur quam ad simplicem monitionem & notitiam dandam Suæ Regiæ Catholicæ Majestati & Duci Mediolani, seu Dominis Mediolani pro tempore Gubernatoribus, ad quam simplicem requisitionem & notitiam ut supra, teneatur Sua Regis Catholica Majestas etiam uti Mediolani Dux, ac Domini Gubernatores pro tempore usque in perpetuum, assumere in se quamcumque defensionem de jure & de facto obligando pignori omnia & quæcumque jura Suæ Regiæ Catholicæ Majestatis & Mediolani Ducis & in specie, ita quod per specieratem generi non derogetur,  
„ ipsam

„ ipsam civitatem ac statum Sabionetti  
 „ cum omnibus adjacentibus, ac jura on  
 „ nia & actiones præfatæ Regiæ Catho  
 „ licæ Majestatis ac Mediolani Ducis.

„ VI. Cætera omnia deservientia  
 „ usum belli & defensionis ejusdem arcis  
 „ tam respicientia victum, quam mun  
 „ tionem ipsiusmet. arcis quæ reperientur  
 „ in eodem tempore inventarii conficien  
 „ di in actu possessionis & tenuitæ urbi  
 „ præ tradendæ in viam Gubernii & de  
 „ positi, &c.

*Mémoire Sur les biens annotez ou confisque  
 sur Monsieur le Duc de Saint Pierre dans  
 cours de la Guerre présente, tant dans  
 Royaume de Naples que dans le Milanoise  
 ailleurs.*

**A**près la réduction du Royaume de  
 Naples au pouvoir de la Maison  
 d'Autriche, l'Empereur regnant comme  
 Roi de Naples publia un Décret par le  
 quel il étoit enjoint à tous ceux qui  
 tenoient des Fiefs sous la mouvance de  
 cette Couronne, de se présenter au plu  
 tard dans le terme de six mois, pour pre  
 ster l'hommage lige. Le mesme Décret

ordonnoit la confiscation des Fiefs des  
vassaux qui manqueroient à faire cette  
reconnoissance.

On pourroit peut estre soutenir que le  
Seigneur Souverain a pû avec justice mettre  
la main sur les Fiefs de ceux qui ont man-  
qué volontairement à rendre l'hommage  
qu'il demandoit. Quoi qu'il en soit on  
ne prétend plus examiner icy cette ques-  
tion. Mais il n'y a point de doute que  
tout sequestre ou confiscation des Fiefs  
de ceux des Barons du Royaume aux-  
quels il n'a point été possible de se con-  
former à la loy portée dans le Décret du  
Seigneur Souverain, ne soit un sequestre  
odieux ou une confiscation insoutenable.  
On ne pourroit faire qu'une objection au  
Vassal qui se défendroît en alleguant l'im-  
possibilité où il se seroit trouvé d'execu-  
ter l'ordre de rendre hommage dans  
les six mois portez par le Décret : C'est  
que l'impossibilité alleguée n'auroit pas  
été réelle, & que s'il l'avoit bien voulu,  
il auroit pû executer les ordres de son  
Seigneur Souverain. Mais si l'empêche-  
ment de rendre l'hommage en son temps  
est venu du Seigneur Souverain lui même,  
lors il ne scauroit punir son Vassal pour  
Tom III. Z n'avoir

n'avoir pas rendu l'hommage en temps & lieu. Le Seigneur Souverain ayant lui même apporté l'obstacle, n'est plus en droit de se plaindre, que l'hommage lui ait été dénié. Que penseroit-on d'un Général qui chastieroit son Subalterne pour avoir manqué à son devoir, si lui même l'avoit tenu renfermé dans le temps qu'il devoit remplir sa fonction ? Ainsi toute peine imposée à un Vassal, pour n'avoir presté un hommage que le Seigneur Souverain l'a empêché lui même de presté doit estre revoquée & le Vassal restitué contre tout ce qui s'est fait, suivant les loix divines & humaines.

C'est le cas de Monsieur le Duc de Saint Pierre. Les Fiefs qu'il possédoit dans le Royaume de Naples ont esté confisquez & annotez par ce qu'il avoit manqué à rendre dans les six mois l'hommage lige que l'Empereur regnant demandoit comme Roy de Naples à tout le Baronage de l'Etat. On jugera par le Décret suivant rendu avant que les six mois fussent expirez, si Monsieur le Duc de Saint Pierre a pû prester cet hommage, & si l'obstacle qui l'a empêché de rendre le devoir de Vassal, ne venoit pas du Seigneur Souverain même.



EL REY.

**Y** Ilustre Condé de Taum, mi Virrey,  
Lugar teniente y Capitan General del  
Reyno de Napoles ex Interim Han lle-  
gado de Italia algunas noticias de qu'el  
Duque de San Pedro estava en animo de  
passar a Napoles a dar el Juramiento de  
fidelidad: Y como en esté sujeto non  
puede haver otro fin que el de non per-  
der la hazienda que tenia en este Reyno:  
Quando su des afecto a mis interesses ha  
sido tan conozido como nadie duda y  
persuaden sus parenteles y dependencias,  
haviendo casado con hermana del Mar-  
ques de Torcy Secretario de Estado d'el  
Rey de Francia: He Juzgado conbenien-  
te advertir ós de ello para que esteis con  
el cuydado que combienne y piden otras  
circunstancias, y la de no haver se decla-  
rado hasta tener bienes en el Estado de  
Milan, todo lo qual os éncargo y mando  
rengais muí presente para vuestro Govier-  
no, si llegare este Reyno y pretendiere  
la restitucion de sus Feudos y rentas. De  
Barcelona a 7 de Feb. de 1708.

YO EL REY.

*Don Juan Antonio Romeo.*

Z 2

Voicy

Voicy le mesme Décret traduit en  
Français mot pour mot.

L E R O Y.

**I**llustre Comte de Taun mon Viceroy  
Lieutenant & Capitaine Général du  
Royaume de Naples par interim. Nous  
avons appris par quelques avis d'Italie que  
le Duc de Saint Pierre estoit dans la résolu-  
tion de passer à Naples pour y prest  
son serment de fidelité. Comme cet  
personne ne peut avoir en cela d'autres mo-  
tifs, que celui de ne point perdre les biens  
qu'il a dans le Royaume de Naples, a-  
tendu l'éloignement de mes interets qu  
a toujours témoigné, lequel n'est inco-  
nu à qui que ce soit & dont on est enco-  
persuadé en faisant reflexion sur ses Allia-  
ces & ses engagements. Il a épousé  
sœur du Marquis de Torcy Secrétaire d'E-  
tat du Roy de France. Voila de qu  
j'ai jugé à propos de vous donner avis  
fin que vous y ayez l'attention convenab  
que d'autres circonstances exigent encor  
comme est celle de ne s'estre pas décl  
quoi qu'il eût des biens dans l'Etat de M  
lan. Vous vous conformerés donc à  
que je vous ordonne icy si le Duc de Sai.  
Pier

Pierre alloit dans le Royaume de Naples pour demander la restitution de ses Fiefs & revenus. Fait à Barcelonne le septieme Février 1708.

MOY LE ROY.

*Don Jean Antoine Romeo.*

Il paroît par la seule lecture de ce Décret qu'il n'a pas esté loisible à Monsieur le Duc de Saint Pierre de prester l'hommage demandé à tous les Feudataires du Royaume de Naples. Ainsi on n'a pû suivant l'équité & la justice mesme la plus rigoureuse, confisquer ni annoter ses Fiefs pour ne l'avoir pas rendu. Le Seigneur Souverain ne scauroit discouvenir que l'obstacle ne fut légitime & insurmontable. Il venoit de son propre fait & d'une déclaration de sa part de ne vouloir pas admettre son Feudataire à l'hommage. Cette résolution se manifeste si distinctement dans le Décret suivant, émané de la mesme Cour, qu'on ne peut la révoquer en doute.

E L R E Y.

**I**llustre conde de Taun, Virrey Lugar teniente y Capitan General del Reyno de Napoles ex interim. En conformidad de lo que por despacho de 7 de

„Febrero prozimo passado tube por com  
„veniente prevenir os en quanto a la form  
„en que vos deveriais governar con  
„Duque de San Pedro, si como esta  
„divulgado, llegasse a Napoles preter  
„diendo la restitution de ses Feudos y rei  
„tas: Os advierto ahora que cada dia  
„hazen mas justifica dos y graves los r  
„paros que se ofrezan en esta materi  
„pues no se puede poner la menor du  
„en que si huvierie acudido a prestar  
„Juramiento de fidelidad seria con solo  
„fin de recorbrar los bienes que posehia  
„esse Reyno, sin separar se de su estrech  
„particularidad de Franceses, como lo pe  
„suadé el hallar se casado con Herman  
„del Marques de Torcy Secretario de Est  
„do del Rey de Francia, y no haver hecho  
„menor recurso a mi que diessé algun i  
„terior senal de parescer Vasallo mio  
„A cuya vista seria Grave absurdo y escar  
„dalo Juegazasse rentas en dominios mio  
„un sujeto tan notoriamente incluydo co  
„la Francia, de quien siempre debemos re  
„zelar; Y siendo todo lo referido tan pu  
„blico y notorio, no dudo que si el mer  
„tionado Duque de San Pedro huviesse  
„currido a vos para ser reintegrado en l

„ ha

„ hazienda y Feudos que possedia en esse  
„ Reyno, le havereis excluido de seme-  
„ jante pretencion, especialmente con la  
„ Prevencion que por el citado despacho  
„ de 7 de Febrero os estava hecha: Pero  
„ para aslegurar todo lo que contra mi Re-  
„ al intencion se pudiera haver excurado  
„ en esso, declaro nullo y de ningun va-  
„ lor n'y effetto qualquiera declaracion vel  
„ acto que a su favor se huviere hecho en  
„ esse Reyno, pues mi Real voluntad es  
„ que queden confiscados todos sus Feudos  
„ y rentas como lo declaro y mando en  
„ virtud d'este despacho por los justos mo-  
„ tivos que para ello concurren, y hareis  
„ que se registre y note en el Collateral y  
„ tribunal de la Camara a fin de que con-  
„ este d'esta mi Real deliberacion, y me  
„ dareis cuenta de haverse executado assi  
„ sin la menor replica ni dilacion. De  
„ Barcelona a 18 de Mayo del 1708.

**YO EL REY.**

*Don Juan Antonio Romeo.*

Voicy le mesme Décret en François.

**L E R O Y.**

**I**llustre Comte de Taun, Viceroy, Lieu-  
tenant & Capitaine Général du Roiaume

de Naples par interim. En conformité de ce que je jugeai à propos de vous faire savoir par avance dans ma dépêche du 1<sup>er</sup> Février passé, touchant la manière dont vous deviez vous comporter envers le Duc de Saint Pierre, si comme le bruit en courroit il alloit à Naples pour se mettre en état d'y jouir de ses Fiefs & revenus: Je vous avertis aujourd'hui que les obstacles qui se rencontrent deviennent tous les jours plus graves & mieux prouvez. Ainsi l'on ne sauroit douter que s'il s'étoit présenté pour prêter son serment de fidélité, c'auroit été uniquement par le motif de conserver les biens qu'il possède dans le Royaume de Naples sans quitter pour cela ses liaisons étroites avec les François, ainsi qu'il le donne à croire son mariage avec la sœur du Marquis de Torcy Secrétaire d'Etat du Roy de France, & sa négligence à faire passer aucun office envers nous, lequel témoignage qu'il se seroit reconnu de bonne foi notre Vassal. C'est pourquoi il seroit contre la réputation de notre administration & contre la bienséance, qu'une personne liée si étroitement avec la France de qui nous devons toujours nous défier, jouit de ses revenus dans les pays de notre obéissance.

obéissance. Ainsi je ne doute point, attendu la notorieté de tout ce qui vient d'estre allegué, que si le Duc de Saint Pierre avoit eu recours à vous pour obtenir une réintégrande dans ses Fiefs, & revenus, vous aurez rejeté sa prétention, d'autant plus que nous vous avons prevenu sur ce sujet par la dépêche du septième Fevrier dernier. Néanmoins pour assurer d'avantage l'effet de nostre Royale volonté, je déclare tout ce qui pourroit avoir esté fait à ce sujet nul & de nulle valeur ni effet, quelque acte ou déclaration qui ait pû estre rendue en sa faveur dans le Royaume de Naples, nostre Royale volonté estant que-touts ses Fiefs & revenus demeurent confisqués, ainsi que je le déclare & enjoins de le faire par cette dépêche, attendu que j'ai des motifs justes & en grand nombre d'en user ainsi. Vous ferez noter & enregistrer le présent Décret dans le Greffe du Conseil Collateral & dans celui du Tribunal de la Chambre, afin qu'il apparaisse à tous & un chacun de ma Royale décision. Vous me donnerez avis de l'exécution du présent ordre que vous remplirés sans me faire aucune remontrance au contraire & sans y ap-

porter le moindre retardement. Donnée  
à Barcelonne le 18 May 1708.

MOY LE ROY.

*Don Jean Antoine Romeo*

L'annotation ou confiscation faite sur le  
fondement que Monsieur le Duc de Saint  
Pierre auroit manqué à prester le serment  
dans le temps prescrit par le Seigneur Sou  
verain , ne peut donc pas passer pour avoir  
été faite justement. Ainsi il reste à scavoir si  
les motifs alleguez contre Monsieur le Duc  
de Saint Pierre dans les Décrets rapportez  
sont suffisants pour le condamner d'avan  
ce, & pour donner droit au Seigneur Sou  
verain de refuser l'hommage de son Vassal

Ces motifs sont ; Que le Duc de Saint  
Pierre ait épousé la sœur du Marquis de  
Torcy, & qu'il ait donné lieu par sa con  
duite à penser qu'il n'auroit pas esté un  
Vassal bien affectionné à la maison d'Aut  
riche.

Il seroit inutile de s'amuser à prouver  
que le mariage de Monsieur le Duc de  
Saint Pierre , qui s'est fait avec l'agrément  
de son Souverain longtemps avant l'occu  
pation du Royaume de Naples, n'est pas  
une raison de confisquer ni d'annoter se

Fiefs



Fiefs. Sa Majesté Imperiale en entrant à Naples a déclaré qu'Elle conservoit à chaque particulier ses libertés, franchises, immunités & biens, ainsi que tous les Conquerants ont coûtume de le faire, pour assurer à chacun son état; & cela soit que le Conquerant regarde celui qu'il dépouille, ou comme possesseur légitime, ou comme n'ayant pas eu droit aux Domaines dont il estoit en possession. C'est la règle générale & l'usage universel sans lequel la société tomberoit en confusion dans les pays qui changent de Souverain. Or les dispenses de la loy qu'on a obtenues & qui nous garantissent des pourquittes de ceux qui son préposez pour la faire observer, sont constamment une partie de nos biens & franchises. Ainsi, même dans la supposition qu'il y eut à Naples une loy qui défendit aux Barons du Royaume d'épouser une étrangere, Monsieur le Duc de Saint Pierre ne peut estre repris de l'avoir fait. Il l'a fait avec permission du Prince qui regnoit à Naples lors de son mariage, laquelle permission si l'on supposoit la loy dont nous avons parlé, en seroit une dispense valable. Cette dispense se trouveroit avoir été confir-

mée avec tous les autres Actes lesquels regardoient l'état personnel des particuliers lors de la conquête de Naples. J'n'ai pas ouï dire qu'on eut donné atteinte à cette confirmation, ni par exemple que les Officiers de Sa Majesté Imperial eussent remis en Justice ceux qui avoient eu leur grace de Philippe Cinq dans le temps qu'il étoit en possession du Royaume de Naples & de l'État de Milan. Ainsi le mariage de ce Seigneur a bien pu être un motif de le faire observer par un Gouvernement inquiet, mais il n'a jamais été pour un Ministère équitable un sujet de confisquer ou d'annoter ses biens.

Il en est de même des motifs de défiance alleguez dans les deux Décrets rapportez cy-dessus. On y fait dire à l'Empereur que le Duc de Saint Pierre n'a point eu recours à lui & qu'il ne lui a fait aucune démonstration d'attachement. J'avois toujours crû que la première démonstration d'attachement que le Vassal devoit donner à son Seigneur Souverain fut la prestation d'hommage, & que jusques à ce que le Vassal eut refusé de le faire, le Seigneur Souverain n'étoit pas en droit de se plaindre de lui. Les Seigneurs Sou-  
verains

verains sont tenus à certains devoirs envers leurs Vassaux, ainsi que leurs Vassaux sont tenus envers eux. Un des devoirs du Seigneur Souverain c'est d'admettre à foy & hommage le Vassal dont la possession n'est pas contestée. S'il le refuse, tout devoir cesse du costé du Vassal. On observera que Monsieur le Duc de Saint Pierre n'étoit pas dans le cas d'un Seigneur Napolitain Baron du Royaume qui auroit été tout à la fois sujet naturel & Vassal du Roy de Naples. Le lien du Vasselage rompu, celui de sujet subsisteroit encore, & la qualité seule de sujet oblige à une infinité de devoirs. Il n'y avoit d'autre dépendance du Duc de St. Pierre envers le Roy de Naples que le Vasselage. Il n'est pas sujet naturel de ce Prince. Il n'est son sujet que comme Baron & tenant des Fiefs qui l'obligent à hommage lige. Sa première démonstration d'attachement devoit donc estre son hommage. Dès qu'on l'a refusé, on n'est pas en droit de se plaindre qu'il n'en ait pas fait d'autres, & par conséquent de lui dénier la prestation d'hommage parce qu'il n'auroit fait aucun recours avant que de l'offrir. Les soupçons fondez sur

l'avenir ne fussent pas non plus pour refuser l'hommage. Si le Vassal vient à délinquer après l'avoir presté, on peut alors faire agir les loix contre lui. Ses Fiefs sont guarants de sa conduite. Mais refuser d'admettre son Vassal à la prestation de l'hommage par ce qu'on soupconne qu'il pourroit bien tomber un jour en Felonie, & mettre ensuite la main sur ses Fiefs pour ne l'avoir pas presté, il me paroit que c'est enlever au fils l'heritage de son pere sous prétexte qu'on craindroit qu'il n'en fit un jour un mauvais usage. Les loix divines & humaines veulent que chacun soit à son propre peril possesseur de son bien, & personne suivant elles ne doit être présumé mauvais dans les Tribunaux de Justice. La raison d'Etat mesme, qui permet tant de choses, ne permet jamais chez les Casuistes politiques les plus relachez de depouiller les particuliers de leurs biens dans la crainte qu'ils n'en abusent.

Ainsi Monsieur le Duc de Saint Pierre espere de la justice de sa Majesté Impériale qu'Elle lui fera faire raison des revenus annotez ou confisquez sur lui injustement, faute d'avoir presté un serment qu'on

u'on avoit déclaré par avance devoir être  
ffert inutilement. Comme il n'est pas  
ans le cas de ceux sur qui on a saisi ou  
onfiscué suivant les loix & la justice,  
esquels les Traitez de Paix redintegrent  
eulement dans leurs fonds & possessions  
ans qu'ils puissent revéndiquer les revenus  
vaffiez, il demande la restitution des fonds  
& en même temps celle des fruits. Les  
Baronies qui ont esté confisquées ou an-  
notées sont.

La Principauté de Molphette valant  
cinq mille Ducats de rente, ce qui  
fait pour les quatre années que l'an-  
notation ou confiscation a duré, vint  
mille Ducats qui valent en monnoye  
de Milan. 116000.

Le Duché de Saint Pierre valant six  
mille Ducats, le produict de qua-  
tre ans fait vint quatre mille Ducats  
& de Livres de Milan. 139200.

---

Total des fiefs de Naples 255200.

---

Quand bien mesme on supposeroit contre  
la verité, qu'on auroit pû annoter ou con-  
fiscuer les Fiefs que Monsieur le Duc de  
Saint Pierre tenoit dans le Royaume de  
Na-

Naples, par ce qu'il n'auroit pas presté son hommage dans le temps prescrit, ne s'ensuivroit pas qu'on auroit pû aussi confisquer ou annoter les autres biens que Monsieur le Duc de Saint Pierre tenoit dans le Royaume de Naples, lesquels n'obligent point leur possesseur à rendre hommage. C'est cependant ce qui est arrivé. Quoique ce Seigneur ne fut point au service des Couronnes ni d'aucun Prince en guerre avec la Maison d'Autriche. Quoi qu'il fut né Génois & qu'il fut toujours demeuré sujet de la République sans jamais s'estre fait naturaliser ailleurs; Enfin quoi qu'il fut actuellement domicilié à Gênes pays neutre, on annota ou confisqua tous ses revenus dans le Royaume de Naples & dans l'Etat de Milan sans citation ni forme de procesz, & tandis qu'on laissoit jouir tranquillement tous ceux qui estoient dans le mesme cas que lui, de revenus de mesme nature que ceux dont on le privoit. Quelques modiques que fussent ces revenus, la singularité du cas rendroit l'événement digne d'attention. Mais ces revenus qui sont considérables rendent encore l'événement plus digne d'attention. Ces revenus saisis  
ou

ou confisquez sans qu'il y ait eu pour le faire aucune des causes sur lesquelles les confiscations ou annotations sont ordinairement fondées, consistent en ce qui suit.

Dans le Royaume de Naples.

4120 Ducats de rente sur les Fiscaux ou domaines du Royaume dont le paiement est assigné sur différents Comptoirs, ce qui fait en quatre ans monnoye de Milan. 95584

Plus 204 Ducats de rente annuelle sur les Adhoves ou redevances que payent les Barons pour cause de leurs Fiefs. Quatre années font en monnoye de Milan. 4748

Plus 157 Ducats de rente à prendre annuellement sur les Arrendements ou Fermes du Prince. Les quatre années font en monnoye de Milan. 3640

Plus 3000 Ducats payables annuellement sur les Fiscaux ou domaines de Molphette. Les quatre années font monnoye de Milan. 69600

---

Dans l'Etat de Milan.

Pour 8773. de rente annuelle sur les Mons de Saint Charles annotée ou con-

confisquée en 1707 ce qui fait e  
cinq ans. 4386

Plus 6696 de rente sur les Boula  
geries qui ont produit en cinq an

3348

Plus 1500 de rente sur les Gabell  
de l'huile & du savon, font en cir  
ans. 750

Plus 1277 de rente sur la caisse de  
Douanne appelée vulgairement  
caisse de Viarenne, font en cir  
ans. 638

Plus 8750 de rente sur la caisse de  
Redemption, font en cinq ans. 4375

Plus 8220 de rente sur la ferme de  
Marchandise, qui font en cinq an  
4110

Total du revenu annoté ou  
confisqué dans l'Etat  
de Milan.

---



---

17608

---



---

En 1685 Monsieur le Duc de Sain  
Pierre presta à l'Empereur Leopold qu  
faisoit actuellement la guerre contre le  
Turcs, cent vingt quatre mille Ducats d  
Banque de Venise, que Sa Majesté Impe  
rial.



riale s'obligea de rembourser en quatre paiements de six en six mois, dont le dernier tomboit en l'année 1693, à charge que les interêts coureroient toujours à cinq pour cent, pour les sommes qui demeureroient dûes, & cela jusques à l'entiere extinction de la créance.

Sa Majesté Imperiale se trouva n'avoir accompli qu'une des conditions du traité en 1701. Elle avoit jusques là payé les interêts, mais Elle n'avoit rien remboursé sur le Capital. Depuis le mois de Juillet 1701. la Cour de Vienne n'a rien payé du Capital ni des interêts qui sont dûs depuis ce temps. On ne scauroit croire que Sa Majesté Imperiale vueille traiter de revenus annotez ou confisquez les interêts de cinq pour cent lesquels sont dûs depuis 1701. aux termes de la stipulation. Sa Majesté Imperiale auroit dû avoir remboursé cet argent dès 1693. Si cet argent se trouvoit encore dû par la faute d'un particulier, ce particulier seroit garant de tout le dommage que Monsieur le Duc de Saint Pierre souffriroit par la saisie des interêts. Ainsi celui du fait duquel provient le retardement du paiement, ne peut pas être soupçonné avoir l'intention

tion de se prévaloir de la facilité avec laquelle Monsieur le Duc de Saint Pierre a laissé patiemment son argent entre ses mains après l'échéance des termes, pour en annoter le revenu.

Le Total des interets dûs depuis 1701. jusques en 1712. à raison de cinq pour cent qui font 6200 Ducats par an, produit la somme de 71300 Ducats, & en monnoye de Milan

---

427800

---

Sommaire de ce qui est dû à Monsieur le Duc de Saint Pierre en vertu des articles cy-dessus mentionnez.

Pour les revenus dans l'Etat de Milan.

176088

Pour les revenus des Allodiaux de Naples.

173574

Pour les revenus des Fiefs.

255200

Pour les interet du prest de

124000 Ducats cy-dessus

mentionné & fait à l'Empereur

Leopold.

427800

---

Somme totale 1032662

Le Million trente deux mille six cens soixante & deux livres cy mentionné en monnoye

oye de Milan fait cent soixante douze mille cent & dix écus ou pieces de huit reales ainsi qu'il a été dit dans le calcul de ce qui étoit dû pour Sabionette.

Total de ce qui est dû à Monsieur le Duc de Saint Pierre & dont il demande le remboursement.

Du chef du présent Mémoire. 172110 écus

Du chef du Mémoire pour

Sabionette.

587065 écus

---

759175

Ces deux sommes jointes ensemble font sept cens cinquante neuf mille cent soixante & quinze écus tels que cy-dessus, dont quatre font la Pistolle d'or d'Espagne.

*Mémoire Contenant les fortes & solides raisons du jeune Duc François Pico de la Mirandole encore Mineur, présenté au Congrès d'Utrecht, par Monsieur de Dulio son Ministre, pour l'entier retablissement de S. A. S. dans ses Etats, & dans son Patrimoine.*

**S'**il y a aucun Prince, ou Seigneur particulier qui mérite l'at-

l'attention & la protection de tous les Ministres des Puissances de l'Europe assemblez à Utrecht, & dont le triste & malheureux état soit propre à réveiller l'équité & à exciter toute la pitié & la compassion de leurs Excellences, c'est assurément le jeune Duc François Pico de la Mirandole, réduit depuis six ans à une honteuse mendicité, parce que le Conseil Aulique Imperial, qui n'a pas apparemment trop approfondi toute la conduite de ce jeune Duc, qui est sans doute irréprochable, l'a entièrement dépouillé de tous ses biens Féodaux & Allodiaux par une sentence précipitée, dont ce Duc a tout lieu d'espérer, & de se promettre même la cassation, de la seule justice de Sa Majesté Impériale, qui ne manquera pas, équitable & religieuse comme Elle est, de rétablir ce Prince, dès qu'Elle sera informée qu'il n'a rien fait volontairement contre son service.

La simple exposition que l'on a faite ici dans la plus exacte vérité de tout ce qui s'est passé à l'égard de ce jeune Prince ( ce que l'on peut très-aisément prouver sans toutes les regles du Droit ), & de ce qu'il a fait, & de la manière dure dont on l'a traité, convaincra d'abord tous les Ministres assembles au Congrès, que l'on a surpris la Religion & la Justice de l'Empereur, pour peu qu'ils voyent, comme on les supplie très-humblement & très-instamment, la patience & la charité de lire cette supplique qu'on leur présente, avec une parfaite confiance dans leurs lumières & dans leur justice.

Les Troupes des deux Couronnes, qui dès le commencement de cette Guerre occupoient le Mantouan, se saisirent de la Mirandole, qui étoit alors gouvernée par la Princesse Brigitte Pico, établie Tutrice du jeune Duc par le Testament de feu son Grand Pere ; & cette Princesse  
par

par un effet de son zèle & inviolable attachement pour l'Empereur & l'Empire, trouva le moy en d'y introduire par stratagème les Troupes Imperiales, quoiqu Mr. le Prince Eugene de Savoy ne fut pas trop encore en état ni à portée d'y en pouvoir envoyer: Mais les Troupes Françaises & Espagnoles qui prévalurent sur elles en nombre dans l'année 1704. brûlerent d'abord pour se vanger de ladite Princesse, le Marquisat de la Concord & le magnifique Palais qui y étoit menaçant de faire la même execution dans tout le Duché de la Mirandole, parce que les Impériaux que leur foiblesse avoit contrainsts de se retirer, n'avoient laissé dans la Mirandole qu'une Garnison d'environ 600. hommes, & tous le Pais à la discretion des Ennemis. Quel parti le jeune Duc pouvoit-il, & devoit-il prendre dans de si facheuses & si embarrassantes conjonctures: Que n'avoit-il pas à craindre de la

la part de François, qui naturellement devoient se venger de la Princesse sa Tante,

Ceux qui avoient le plus pressant intérêt d'empêcher la ruine totale de ce Duché, & qui représenterent vivement au jeune Duc l'état pitoyable où il alloit être réduit, lui persuadèrent qu'il n'y avoit point d'autre moyen de prévenir de tels malheurs que d'aller trouver les Généraux de l'Armée des deux Couronnes dans leur Camp, de se rendre auprès d'eux comme l'ôtage de ses sujets, & d'être ainsi leur sauvegarde. Car quel parti prendre? Ils étoient tous tristes & fâcheux; il falloit opter sur le champ; ne devoit-il pas choisir le moins pernicieux (1)? Forcé

donc par les l'armes deses sujets, il fut obligé de faire une espece

Tom. III.

A a

d'ac-

(1) Grot-  
tius Lib. 3.  
c. 23. §. 5.  
n. 2. ibi-  
sciendum  
est ea pacta  
malum quæ

maius aut certius evitant magis utilia quàm damnosa etiam publico censerì debere, quia minus malum induit rationem boni. Idem Grotius Lib. 2. c. 23. §. 2. n. 2. Ubi alicui omninò alterutrum est faciendum, & de utroque an æquum sit dubitatur, tunc licebit id eligere quod minus iniquum ei videtur, semper enim ubi electio evadi non potest minus malum induit rationem boni.

d'accommodement avec les Commissaires & les Généraux de l'Armée des deux Couronnes. Quel est le Prince dont la fermeté n'eût pas été pour lors ébranlée, voyant son Pais sur le point d'être réduit en cendres, & ses sujets plongés dans la dernière misère? Le jeune Duc avoit-il d'autre ressource pour mettre leurs Biens & leurs Personnes en sûreté, que de se soumettre au vainqueur? Il n'y a point de Vassal si fidèle qui ne soit en droit d'user de toutes sortes de moyens quand il s'agit d'empêcher sa ruine entière, & de conserver par conséquent au Seigneur, son Fief. Peut-on le blâmer & l'accuser pour cela d'avoir traité avec les Ennemis de son Seigneur, en se soumettant; eux dans le cas d'une extrême nécessité? Le soin de sa propre conservation est une Loy supérieure qui doit l'emporter sur toute autre considération. Le jeune Duc qui n'avoit pas encore alors quinze ans accomplis, pouvoit-il faire



autre chose que de suivre le Conseil de ses Amis? Ce ne fut en effet qu'en s'y rendant, qu'il fit cesser les exécutions Militaires, & qu'il arrêta la fureur du Soldat disposé, sur les ordres donnez, d'achever de brûler son Pais. Ce fut dans ces conjonctures que la foible Garnison Allemande, qui étoit dans la Mirandole, fut obligée de céder aux forces superieures de l'Armée des deux Couronnes, d'autant plus qu'elle n'avoit alors aucun secours à attendre. Mais cette Armée n'eût pas plutôt dans la suite abandonné l'Italie en 1707, que les Imperiaux revenant sur leurs pas se saisirent de la Mirandole, & intimèrent d'abord, sans aucune autre formalité, aux sujets du jeune Duc une défense expresse de le reconnoître pour Maître (1). Dès qu'il se vit en liberté d'agir, & de suivre les sages & vives remontrances de ses Amis & de son devoir, il recourut sans balancer à la Clémence de l'Empereur. On lui fit pour

(1) Per  
Edict. diei  
19 Jul.  
1708.

son rétablissement proposer des conditions assez onereuses & facheuses pour lui. Forcé par le malheur des temps il les accepta néanmoins; mais comme il ne pût trouver personne, dans le triste état où il étoit réduit, qui voulut lui avancer une grosse somme d'argent, que l'on exigeoit de lui, & que le terme très court qu'on lui avoit donné pour la payer étoit échû, le Conseil Aulique de Vienne lui confisqua tous ses Biens, sans l'avoir auparavant ni cité, ni interrogé, & sans avoir jamais voulu l'écouter, ni devant, ni après la rigoureuse sentence, que l'on porta contre lui (1), & qui fut exécutée cinq mois avant qu'elle fut prononcée & dès qu'elle le fut, on vendit au Duc de Modene son Oncle Maternel tous ses Biens Féodaux & Allodiaux, sans considérer qu'ils étoient chargez d'Hypothèques de Fideicommiss & de dots considérables. Le Duc de Modene n'en eût pas plutôt offert, ce

foi

(1) Die 2.  
Decembris  
1709.

soixante quinze mille pistoles, qu'on lui en donna l'Investiture, & qu'on l'en mit en possession, à cette expresse condition n'éanmoins, qui fut inferée dans le Contract de Vente, qu'au cas que le College Electoral ne le ratiâst pas, & n'y donnât son consentement, qui est absolument nécessaire (1), & qu'il n'a pas en effet voulu donner, ou que par quelque autre accident le Duc de Modene vint à être obligé de restituer ce Duché & ces Biens de la Maison Pico, l'Empereur lui rembourseroit la somme entière qu'il avoit touchée.

(1) Juxta  
2. Artic.  
Capitular.  
Imperial.  
Josephin.

C'est de cette manière peu-reguliere que ledit Duc de Modene est entré en possession d'une Principauté, dont la Famille Pico a jouï en Souveraineté depuis tant de Siecles. Mais ce qu'il y a de plus triste pour ce jeune & infortuné Prince, & en quoi il est infiniment à plaindre, c'est que pour comble de malheur, dans ce tems même que la Cour de

Vienne d'un côté le dépouilla de son Etat, le Duc son Oncle de l'autre ne se contentant pas d'avoir contribué de plus d'une manière à sa ruine, pour l'abimer de fond en comble s'empara, de sa propre autorité, des seuls Biens qui lui restoient dans l'Etat de Corregio, dont sa Maison étoit depuis fort long-temps en possession, & même exigea de ses débiteurs les sommes qui lui étoient dûes de longue main.

Nous sommes sans doute arrivés à ces tems heureux que la Providence semble avoir marqué pour faire regarder en pitié ce jeune Prince si injustement dépouillé, & pour le faire rentrer par la clemence de l'Empereur & par la charité des Ministres Assemblés au Congrès, où il vont devenir ses Protecteurs & ses Médiateurs auprès de sa Majesté Imperiale, dans la jouissance de tous ses biens, car,

Quand même la sentence du Conseil Aulique auroit été rendue

due contre lui par Contumace, elle n'auroit pas dû être mise en execution, parce qu'Elle ne peut passer en chose jugée (1). principalement quand le prétendu Contumacé demande d'être entendu & oui pour se justifier, la restitution en son entier ne devant jamais se refuser en pareil cas (2) selon les formalitez requises dans le Droit; beaucoup moins le peut-on refuser à un Mineur, tel qu'est le Duc de Mirandole, qui est né le 30. de Septembre 1688. (3) quand même ils'agiroit d'une Sentence de Ban pour le crime le plus atroce, ou pour cause de felonie avouée par l'accusé, & dont on l'auroit convaincu (4), puisqu'un Mineur ne peut pas être convaincu, par Contumace (5), principalement si ce n'est qu'une Contumace présumée, & qu'Elle ne consiste que dans une simple négligence de comparoître en Jugement, ou qu'il s'agisse de la privation d'un Fief, pour laquelle la vraye

(1) D. Des in L. admonendi ff. de Jurejurando.

(2) Text & D. Dss. n. L. 5. & in L. quæ supplicatio C. de precibus Imperatori offerendis.

(3) Ex lib. Baptizator. Collegiæ Ecclesiæ Civitatis Mirandulæ.

(4) Schrader. de Feudis 2. p. 9. part. p. 100. sect. n. 100.

(5) L. Minor. 8. ff. de Minoribus.

(1) Schra-  
der. de  
Pend. part.  
c. 7. n.  
113.

Contumace n'est d'aucune force  
(1), comme l'Empereur Charles-  
Quint le décida par un Jugement  
en faveur de Scipion Fieschi,  
qui avoit été condamné par con-  
tumace comme criminel de leze  
Majesté, déclare atteint de felo-  
nie, & privé de ses Fiefs pour  
cause de crime de leze Majesté  
commis à l'âge de 20. ans (2).

(2) Refer-  
unt Cepha-  
las, Conf.  
304. per  
101. lib. 3.  
Menoch.  
Conf. 100.  
lib. 1. in  
Themate.

Le Duc de la Mirandole qui est  
dans ce cas, & même plus favo-  
rable, puisqu'il n'en avoir pas  
quinze, ne peut être traité moins  
bien que Fieschi, car les Décrets  
& les Jugemens des Empereurs  
tiennent lieu & ont force de Loi  
en cas pareil, & il n'est pas  
permis de juger au contraire.

(3) L. si  
Imperialis  
ff. de Le-  
gibus.

(3) Le cas du Duc de la Miran-  
dole est d'autant plus favorable,  
qu'il ne peut en aucune manière  
être considéré comme coupable  
de contumace, ni présumé, ni  
véritable, puisqu'il n'a jamais été  
légitimement cité, ni par aucun  
Acte, ni par la Sentence rendue  
contre lui: Et ce qui est une rai-  
son

son décisive en sa faveur, c'est, qu'il n'y a que des nullitez dans le Procès qu'on lui a fait, & dans la Sentence qu'on a renduë contre lui; car rien n'est plus opposé aux Loix Divines & Humaines que de condamner un homme sans l'entendre, sans lui permettre de se défendre, & sans l'avoir dûëment convaincu, & avec connoissance de Cause. La solennité de la Citation est une des parties essentielles du Jugement (1) à laquelle nulle Autorité dans le Monde ne peut déroger; Dieu même en l'ordonnant par Moyse (2) à son Peuple, en a établi invinciblement la nécessité, & comme il est la Justice infinie, il l'a observée lui-même à l'égard d'Adam, qu'il cita & appella pour comparoître en sa présence, avant que de le chasser du Paradis Terrestre. (3)

Néanmoins si l'on prétendoit soutenir que le Duc de la Mirandole a été cité par des Edits Publics, qui ont été affichés dans

(1) L. 5. §. i. c. quibus ex causis in possess. eat; & argum. Legis 4. C. de mancipat. L. 7. C. quomodo & quando Judices proferant sentent.

(2) Deuteronom. c. i. 6. v. ibi Audite illos & quod justum est judicate.

(3) Genes. 3. vers. 9. ibi Adam ubi es?

sa Capitale, Il seroit aisé de démontrer qu'en ce cas même (ce que l'on ne peut pas croire) que cette Citation eût été faite de la sorte, il ne s'enfuit pas pour cela qu'Elle eût été légitime.

Premièrement parce que la Citation par voye d'Edit n'étant que subsidiaire, ne peut avoir lieu, que quand le Coupable ne peut être cité, ni par un Huissier, ni par Lettre, selon la Constitution de l'Empereur Henry VII. (1) ce qui eut pû cer-

(1) In extravag. ad reprimend. quemad m. in crim. l. ex Majest. &c. & ibi Bartol. & Glossa in v. Edictum, ubi ait si ergo potest per. Nun- cium citare vel per Epi- scopum vel Literas

tainement s'observer à l'égard du Duc de la Mirandole, si on eût voulu garder l'ordre & observer les formalitez du Droit.

2. Parce que dans les cas mêmes où il est permis de commencer le Procès par une Citation Edictale, il est nécessaire de faire à l'Accusé une Citation spéciale, avant de pouvoir porter une

non est æquum quod citet per Edicta, & si faceret gravaret partem, & ideo posset infringi processus, facit Text. in L. dies. 4. §. Prætor ait §. ff. de damno infect. & tradunt Gotsfred. in not. add. l. 4. §. totiens. 6. sub Litt. m. Carl. obs 57. n. r. lib. 1.



une Sentence contre lui, selon la Pratique & l'Usage regulier de la Chambre Imperiale, (1) Usage <sup>(1) Gai. obs. 61. n.</sup> auquel le Conseil Aulique est obligé de se conformer.

Il est donc certain que le Duc de la Mirandole a été condamné sans pouvoir se justifier, sans qu'il lui ait été permis de se défendre, d'où il s'ensuit par une conséquence juste & nécessaire que sa condamnation est nulle; & ce qu'il y a de plus particulier à son égard, c'est, que cinq mois avant que l'on prononçat la dite Sentence, on fit une défense expresse à ses Sujets de le reconnoître pour légitime Seigneur, ce qui démontrant que l'exécution a précédé la Sentence, en fait voir évidemment la nullité. (2)

Mais on ne peut pas s'empêcher de dire, malgré le respect que l'on a pour le Conseil Aulique, que cette Sentence non seulement est nulle, mais qu'elle est encore injuste, & dans toutes ses parties absolument insoutenable;

(2) L. nimis prope C. de executione rei judicate L. unic. C. de prohibitione lequestratione.

car la sentence supposant, pour fondement de sa justice, le crime de rebellion & de Leze-Majesté, il est clair que celle qui a été portée contre le Duc, est tout à fait injuste, parce qu'il ne peut pas être convaincu d'un tel crime, ni à cause de sa conduite avec les François, ni par aucun autre Acte qui ait été fait ensuite, parce que tout Acte du Vassal qui semble contraire à son Seigneur ne rend pas d'abord le Vassal coupable, car il faut pour être coupable que l'acte soit accompagné du dol

(1) L. Majest. IC. ff ad l. Julian Majest. ibi do. lo. malo.

(2) Gail. de Pace Publicâ c. 7. n. II.

(3) Cit. extravag. ad reprimend. ibi offili animo.

(1), de sorte qu'une faute (celle-même qui est appelée par les Legistes *Culpa Lata*) (2) ne suffit pas pour rendre l'Accusé criminel de felonie. Or pour prouver qu'un Vassal agit par dol, il faut le convaincre d'avoir agi contre son Seigneur Souverain ou par inimitié (3), & avec une volonté déterminée de l'offenser, ou par malveillance, ou par la haine qu'il lui porte; d'où il s'en suit que si un Vassal ou par son âge

encore tendre, ou par quelqu'autre raison, est incapable de malice & de dol, ou que par quelque autre motif on l'accuse d'avoir offensé son Seigneur, l'on ne peut pas dire qu'il ait commis le crime de felonie, quoique l'action du Vassal ait porté par hazard quelque préjudice à son Seigneur.

C'est ce que démontre si bien Modestinus, cet habile Jurisconsulte, (1) quand il dit que dans des cas semblables à celui dont il s'agit ici, il faut faire réflexion sur la personne & sur l'intention du délinquant, s'il a crû véritablement commettre un crime en faisant l'action qu'on lui reproche, suivant cet Axiome général, que dans les Criminels il faut examiner le but qu'il paroît qu'ils se sont proposez, & non pas le succès de leurs Actions. (2)

Chacun convient qu'en deux circonstances l'on ne trouve point ce dol (qui ne se doit jamais présumer) quoique le Vassal passe dans le parti des Ennemis de son

(1) In l. famosius 7. §. 3. ad l. ad l. Juliam Marci. ibi & personam spectandam esse potuerit facere, & an antea quid fecerit, & an cogitaverit, & an sanæ mentis fuerit.

(2) L. Divus Hadrian 14. ff. ad l. Corneliam de Siciariis ibi in Maleficiis voluntas spectatur non exitus.

Souverain, à sçavoir si les Ennemis l'y contraignent, ou si le Vassal, ou ses Biens sont exposez à des dangers certains & inévitables, puisqu'en tels cas le Vassal a une juste raison de craindre, il n'est plus en liberté de choisir & de se déterminer à soutenir le parti de son Seigneur, & il ne lui reste plus ce libre consentement, auquel rien n'est plus opposé que la force & la crainte (1); &

(1) L. nil. consen. sui ff. de regulis juris.

(2) L. imò 16. § 1. ff. de liberali caus. ibi si tamen vi metueretur c. impulsus fuit, hic quid distrahatus est dicemus eum dolo carere.

(3) Senec. Lib. 4. contr. 4. ibi necessitas est quæ Nativitatem jactu exhereditat, necessitas est quæ ruinis incendia opprimit, necessitas est Lex temporis. (4) Livius Hist. Dec. 1. lib. 9. ibi Pareatur necessitati, quam ne Dii quidem superant.

par conséquent il agit sans Dolo

(2), étant alors dans une nécessité

appelée par les sages, la Loy du

terns (3), Loy à laquelle non

seulement toutes les autres sont

subordonnées, mais les Dieux

mêmes dans le langage des Payens

y étoient soumis (4). C'est ce

que le sçavant Grotius confirme,

en soutenant que non-seulement

les Loix humaines, mais même

quelques unes des divines portent

en elles cette tacite limitation si

lib. 4. contr. 4. ibi necessitas est quæ Nativitatem jactu exhereditat, necessitas est quæ ruinis incendia opprimit, necessitas est Lex temporis. (4) Livius Hist. Dec. 1. lib. 9. ibi Pareatur necessitati, quam ne Dii quidem superant.

recessitas est quæ ruinis incendia opprimit, necessitas est Lex temporis. (4) Livius Hist. Dec. 1. lib. 9. ibi Pareatur necessitati, quam ne Dii quidem superant.

recessitas est Lex temporis. (4) Livius Hist. Dec. 1. lib. 9. ibi Pareatur necessitati, quam ne Dii quidem superant.

une nécessité ne l'exige autrement, & que les Législateurs, quand ils en exigent l'observation de tous les hommes (5), qui y sont soumis, ont toujours eu de grands égards pour leur faiblesse.

Il doit donc être permis en de telles circonstances au Vassal de céder au temps, & de plier sous les Ennemis de son Seigneur, sans que ce Seigneur, quand bien même il lui auroit prêté serment de fidélité, soit en droit de le traiter d'infidèle, ni de parjure, car ce serment (6) n'oblige pas les Vassaux à souffrir plutôt les dernières extrémités que de manquer audit serment (7). Aussi lisons-nous que dans les Siècles les plus reculez, aussi-bien que dans le nôtre, plusieurs Vassaux n'ont pas été censés moins fideles à leurs Seigneurs, quand par la

crainte ou par une nécessité in-

vita-

usibus Feudorum. Lib. 2. ibi tunc Domino si potest serviat.

(7) Foller. in prax. in v. item quod Comm. Crim. L. 1. Majest. n. 40.

(5) De Jure Billi & Patris lib. 1. c. 4. §. 7. n. 1. ibi Leges etiam Dei quædam, quandoquam generaliter prælatæ, tacitam habent exceptionem necessitatis.

Et paulò infra n. 2. ibi ferri Leges ab h. minibus solent & debent cum sensu humanæ imbecillitatis.

(6) Text in c. 1. tit. si ille qui interficet fratrem in

vita-

terficet fra-

trém in

Domino si potest ser-

viat.

vitale, il se sont donnez à leurs Ennemis, quand ils leur ont même fourni des Vivres & des Chevaux, qu'ils ont pris les Armes en leur faveur, qu'ils ont remporté des victoires avec eux, & qu'ils leur ont cédé leurs Fortresses & leurs Places (1) : C'est

(1) Schrad.  
de Feud. p.  
9. c. part.  
Princip.  
Sect. 9. n.

666. ubi  
exempla.

(2) D. Au-  
gustin. de  
Civitat.

Dei lib. 18.  
relat. à

Grotio lib.  
2. c. 6. §. 5.

ibi-In om-  
nibus ferè

gentibus  
quodam-

modo vox  
Naturæ ista

personuit  
ut subjugari

viatori-

busmallent  
quàm belli-

câ omnifa-

riâ vasta-

tionede-

ri.

pourquoy si les sujets mêmes, qui sont tenus à l'obéissance, peuvent, nonobstant qu'il leur soit défendu par le Prince, préférer de se voir sous le joug du Vainqueur, quelivrez à la fureur Militaire (2), à plus forte raison le Vassal peut jouir du même privilege, d'autant plus qu'il n'est tenu qu'à la fidelité seule envers Son Souverain, & encore lors que celui-ci le soutient & entreprend sa défense.

Le salut des Peuples & des Villes est la Loy suprême de tous les Etats. On louë souvent la conduite de certains Commandants dans les plus fortes Places, quand

Itaque subjungit idem Grotius loco cit. In juramento Græc rum quo Græci se Persis subjecissent, devoverunt, additum fuit, nisi planè coacti.

quand ils n'attendent pas à la dernière extrémité pour capituler lors qu'ils sont assiégés ; à plus forte raison un Vassal, qui par sa soumission prévient & empêche la ruine totale du fief, semble plutôt mériter la récompense, que les reproches & les châtimens de son Seigneur : D'autant plus que le Duc de la Mirandole avoit été abandonné à la discrétion des François, auquel cas il n'étoit plus obligé envers son Souverain qui l'avoit abandonné, car s'il y a dans le Vassal une obligation de servir son Seigneur, il n'y en a pas moins dans le Seigneur de défendre son Vassal, s'il ne veut être privé du Domaine direct, selon les Coutumes Féodales. (1)

Toutes ces solides raisons font merveilleusement pour le Duc de la Mirandole. Il est vrai qu'il s'est soumis aux François, mais il n'est pas moins vrai qu'il a toujours été très-éloigné de la pensée, & du dessein d'offenser l'Empereur (ayant au contraire toujours

(1) 2. f. 6.  
in fine. 2.  
f. 26. §. 7.  
2. f. 47.

jours eu un respect infini pour Sa Majesté) & que ses démarches n'ont été ni volontaires, ni de son pur arbitre. La haine n'y a eu aucune part; la force, la crainte, la nécessité ont été les seuls motifs qui l'ont fait agir, pendant que les Troupes Impériales étoient éloignées; qu'il étoit sans forces suffisantes pour se défendre, qu'il voyoit ses Sujets désolés, la Terre de la Concorde avec son beau Palais réduits en cendre, & la Capitale même menacée d'un piteux traitement. Il n'y a eu que le désir de recouvrer ce qu'il avoit, d'empêcher la ruine totale de son Peuple & de ses Biens, & de conserver le Fief à l'Empire, qui l'a forcé de se soumettre aux François. Il étoit Mineur, âgé seulement de quinze ans, & par conséquent incapable de Dol, & de ce genre de Dol qui peut seul rendre coupable (1): Et comme il se trouvoit alors sous la Tutelle de la Princesse sa Tante, & par conséquent

(1) Me-  
noch. Lib.  
5. græ-  
sumpt<sup>e</sup> 3. n.  
29.



séquent exclus de l'administration & Gouvernement de son Etat, tout ce qu'on pourroit l'accuser d'avoir fait avec les François doit être censé nul ; ainsi comme il n'est point criminel,

(1) il n'a mérité aucun châtiment, & il doit être réputé innocent, soit que l'on regarde sa Personne, soit que l'on examine ses actions.

(1) Ex actu  
nullo poena  
non committitur L.  
cum Lege  
ff. de recept. ar.  
bitr.

Ce que dessus ne doit pas seulement s'appliquer à cette espèce d'accommodement, que le Duc fût contraint de faire avec les Généraux de l'Armée des deux Couronnes, mais aussi à tous les Actes faits en conséquence dudit accommodement, lesquels étant tous des effets de la force, de la crainte, & d'une absolue nécessité sans relâche, pour les mêmes motifs alleguez ci dessus, ne suffisent pas pour le rendre criminel, mais tout cela au contraire doit servir à détruire ce qui a été allegué dans la Sentence contre lui, pour prouver sa felonie, & sans s'arrêter à combattre chaque chef

chef d'accusation (car ils sont suffisamment détruits par les raisons susmentionnées) il suffit de découvrir que les faits, qu'on lui impute, sont contraires à la vérité.

Rien en effet ne peut être plus contraire à la vérité que de dire que le Duc de la Mirandole a contrevenu à son Serment de fidélité, puisqu'il n'en a jamais prêté, ni pû prêter à l'Empereur, ne le pouvant pas faire, étant encore Mineur, (1) & sous la Tutelle de la Princesse sa Tante: On ne peut remplir ce devoir qu'en âge de Majorité.

(1) Vassallus minor fidelitatem Domino præstare non cogitur donec venerit ad majorem ætatem in quâ dolica pax sit 2: feud. tit. 36. §. 4.

2. Il n'a pas non plus soumis la Mirandole aux François, puisqu'il y avoit Garnison Imperiale dans la Ville, & qu'il étoit lui-même alors à Boulogne; & quoique sa Personne fut en sûreté, ses Biens n'y étoient pas, une partie ayant été ruinée par le feu; & la seule Mirandole, qui lui restoit, n'avoit qu'une foible Garnison, laquelle étant sans esperance de secours

cours fut en peu de tems obligée de se rendre.

3. Il est contraire à la vérité que ledit Duc ait en personne aidé les François au Siege de la Mirandole. Il n'étoit pas dans un âge à le pouvoir faire, aussi il n'eût pas plutôt été contraint de se soumettre à eux, qu'il s'en alla à Rome.

4. Il n'est pas vrai non plus, & il n'est pas même probable qu'il ait rien entrepris contre les Garnisons Impériales, & qu'il ait d'autre part à l'incendie de la Concorde que les gemissemens & les pleurs, qui alors étoient les seules armes dont il pût se servir dans un âge si tendre, quand il eût perdu; avec une partie de son Etat, le magnifique Palais qu'il avoit hérité de ses Ancêtres.

Tant, & de si plausibles raisons dénuées de tous les ornemens de l'éloquence, si propres à établir les vérités que l'on entreprend de persuader, font espérer au Duc de la Mirandole que toutes  
les

les Puissances de l'Europe, dont les sages Ministres composent le Congrès d'Utrecht, voyant l'injuste oppression où il gemit, l'affreuse misere où il est réduit depuis si long-tems, puisqu'elle va presque jusqu'à la mendicité, plaindront non-seulement son état digne de la compassion des cœurs les plus durs, mais que par un effet de leur équité, de leur droiture, & de leur charité, elles concourront toutes ensemble pour procurer l'entier rétablissement d'un Prince innocent, qui reste seul en état de soutenir la Maison Pico, l'une des plus anciennes, & des plus illustres de toute l'Italie; où l'on sçait, par les Historiens les plus celebres, qu'Elle a donné pendant plus de mille ans

(1) J. Albertus in suis Chron. no. leg. hist. Ita'. Gasp. Sard. lib.

(1) de fort Grands Hommes à l'Etat, aux Armées, à l'Eglise, & à la République des Lettres, &  
3. hist. Ferrar. Franc. Sansovin. de Orig. & gestis Illustr. Famil. Italiae. Joh. Nicol. Doglioni in Amphit. Europæ. Jo. Petr. Crescentii in sua Corona Nobilit. Italiae. Salin-gardi quem citat. d. Crescentii; & Com. Loschius Magini in sua Geographia.

& qui par leur merite très distin-  
gué, autant que par leur naissan-  
ce, ont fait l'admiration de leur  
siècle. Il est de la gloire & de la  
gloire de Sa Majesté Imperiale, au-  
tant que de sa justice de conserver  
ce reste infortuné de si illustres  
Ancêtres: Toute l'Europe qui a  
si souvent admiré sa sagesse & sa  
vaillance, élèvera jusqu'au Ciel sa Cle-  
mence & sa bonté, puisqu'il y a du  
véritable Heroïsme aux Grands  
Princes de changer le sort des mal-  
heureux, de consoler les Innocens  
qui implorent leurs secours, & de  
leur faire un doux plaisir de rendre  
heureux le Genre-humain.

---

*Propositio à Ministris Plenipotentiaris Regum  
aliarumque Summarum Potestatum Evan-  
gelicæ Religionis, Ultrajecti Congregatis;  
Ministris Plenipotentiaris Imperatoris  
cum ore facta tum scripto exhibita die 18  
Januarii MDCCXI. in favorem Refor-  
matorum in Silesia.*

**U**ti Reges atque aliæ summæ Pote-  
states Evangelicæ Religionis per-  
suos

„ suos Ministros Plenipotentiariorum jan  
„ mense Aprili præterito testati sunt, quan  
„ to studio cupiant, ut in Sacro Roman  
„ Imperio omnia in Sacris & Ecclesiasticis  
„ & quæ horum intuitu in Politicis mutat  
„ sunt, in eum statum, in quo juxta In  
„ strumentum Pacis Westphalicæ fuerun  
„ vel esse debebant; omnimode restituan  
„ tur, & ut dicta Pax deinceps in su  
„ semper robore illibata permaneat, abolit  
„ prorsus clausulâ, quæ contra illam. Ita  
„ tumque annorum 1618. & 1624. Art. IV  
„ Pacis Rysvicensis inserta fuit, nulli du  
„ bitantes, quin Sacra Sua Cæsarea Ma  
„ jestas unâ cum Statibus Imperii Roma  
„ no-Catholicis opus istud in publicum tan  
„ salutare, etiam suâ sponte sit adjutura &  
„ promotura, deque eo illos propedien  
„ favorabili responso certiores sit factura.

„ Ita altè memorati Reges atque alia  
„ summæ Potestates Evangelicæ Religio  
„ nis, tametsi sub prædictâ restitutione ge  
„ nerali, jam tam etiam eorum in Silesiâ  
„ qui Augustanæ Confessioni addicti sunt  
„ & *Reformati* appellantur, rationem ha  
„ buerint, non tamen non possunt in gra  
„ tiam eorundem singulatim quoque à Cæ  
„ sareâ Majestate enixe rogare, id ipsorum  
„ de

desiderio largiri velit, ut dicti in Silesiâ  
 Reformati in posterum re & facto iis  
 omnibus Juribus, Privilegiis, Immuni-  
 tatibus, & Beneficiis, tam circa sacra  
 quam civilia, gaudeant, quibus secun-  
 dum tenorem Pacis Westphalicæ gau-  
 dere debent, & quibus vi Conventionis  
 Alt-Ranstadiensis, quæ ei superstructa  
 est, ejusdemque Recessus, quem vo-  
 cant, Executionis, cæteri A. C. Con-  
 sortes reapse gaudent; atque adeò ut  
 istis antedictis *Reformatis* liberum Reli-  
 gionis suæ Exercitium, tam publicum  
 quam privatum cum annexis, in Silesiâ re-  
 stituatur, iis præsertim in locis, iisdem-  
 que in templis vel ædibus, ubi tempore  
 conclusæ Pacis Westphalicæ eandem  
 exercuerunt; & id circo etiam Bregæ,  
 proxime Arci-Regiæ, Bethoniæ ad Via-  
 drum, in Arce Carolath, & in Pago Ra-  
 timow, unà cum Scholis connexis & re-  
 ditibus eò pertinentibus.

Abrogando etiam & irritum reddendo  
 Edictum, quod die III. Jun. MDCCIX.  
 contra eos, qui ibidem Religionem Evan-  
 gelicam amplecterentur, promulgatum est  
 Quin & hoc altè memorati Reges,  
 atque aliæ summæ Protestates à sacrâ suâ

„ Cæs. Majestac, & à proclivi ipsius in  
 „ se animo sibi promittunt, Illam Refor-  
 „ matis Vratislaviæ speciali gratiâ conces-  
 „ suram esse, ut templum eâ in urbe suis  
 „ impensis ædificent, & rem divinam ibi  
 „ suo more & publicè, ab omni molestiâ  
 „ perpetuò securi, faciant.

„ Quibus votis si Sua Cæs. Majestas an-  
 „ nuere velit, fecerit sanè rem altè memo-  
 „ ratis Regibus, atque aliis summis Pote-  
 „ statibus gratissimam; subditis suis, qui  
 „ ardentissimas quotidie préces ad Deum  
 „ pro Principis sui salute fundunt, acceptis-  
 „ simam; æquam quoque & justam, ut po-  
 „ te quæ dictæ Paci Westphalicæ omni-  
 „ no consentanea est, quæ omni sublato  
 „ discrimine inter Evangelicos, omnes eo-  
 „ rum Augustanæ Confessioni Addictorum no-  
 „ mine comprehendit, & iisdem gaude-  
 „ re juribus & privilegiis evidentissimè san-  
 „ cit ac jubet; rem denique conservanda  
 „ paci & tranquillitati publicæ in Imperio  
 „ quam firmari ac stabilire omnium tant  
 „ interest, utilem & necessariam.

*Mémoire touchant les affaires des Réformez  
 en Silesie.*

**S**a Majesté le Roi de Suede aiant été tou-  
 chée de compassion du triste état d  
 ceu.



ceux de la Confession d'Augsbourg en Sile-  
 sie, Elle a porté l'Empereur JOSEPH, de  
 glorieuse Mémoire, à faire une Convention à  
*Alt-Ranstad* le <sup>10 Sept.</sup><sub>21 Août</sub> de l'année 1707,  
 par laquelle il fut stipulé, que non seulement le  
 libre exercice de Religion, accordé par la Paix  
 d'Osnabrug aux Princes, Comtes, Barons, No-  
 bles, & à leurs sujets, comme aussi Villes,  
 Fauxbourgs, & Villages de la Confession  
 d'Augsbourg en Silesie, leur demeureroit invio-  
 lable, mais aussi que tout ce qui se trouveroit in-  
 troduit contre le véritable sens de cette Paix, se-  
 roit redressé de la manière, que cela est expli-  
 qué en quelques Articles de ladite Conven-  
 tion.

A l'exécution d'icelle, la Cour Imperiale  
 ne l'entendant que des *Evangeliques Luthe-  
 riens*, a prétendu passer à cet égard les  
*Evangeliques-Réformés*, & les exclure entié-  
 rement du bénéfice dudit Traité; nonob-  
 stant les remontrances & recommanda-  
 tions, faites au nom du Roi de Suede par  
 son Ministre Plénipotentiaire, qui assista  
 alors à l'exécution; ladite Cour Imperiale  
 se servant pour cet effet de toutes sortes de  
 prétextes, qui toutefois repugnoient au sens  
 propre de la Paix de Westphalie, & étoient  
 opposés à la vérité notoire des faits.

C'est ce qui a engagé les **TROIS PUISSANCES**, qui confessent la Religion Reformée, & qui avoient été requises de garantir la susdite Convention d'Alt-Randstad, à prendre à cœur la pitoyable destinée de ceux de leur Confession en Silesie, ne s'étant chargées de ladite Garantie dans un autre sens, que celui, qui, suivant le style de la Paix de Westphalie, comprend sous le nom d'*Augustanae Confessioni addictorum*, les Evangeliques-Réformés aussi bien que les Evangeliques-Luthériens. (a)

Et comme les Réformés en Silesie par un très-profond respect envers Sa Majesté Imperiale n'osoient pas prendre la hardiesse de remontrer eux-mêmes à Sa Majesté Imperiale l'égalité des droits, & la conformité perpétuelle avec les Evangeliques Luthériens, qu'ils avoient acquise de ses très glorieux Ancêtres, & de demander de les faire participans de la même grace, que les Evangeliques Luthériens avoient obtenuë en effet, les susdites **TROIS PUISSANCES** voyant cela, n'ont cessé, depuis l'année 1707 jufques à 1711. inclusivement, comme cel

(a) Voyez la Représentation des droits des Evangeliques - Reformés en Silesie Num. II. X. XI. XII. XIV.

se voit en détail dans ladite REPRESENTATION, d'insister le plus vivement auprès de Sa Majesté par leurs Ministres, résidens pour lors à la Cour Imperiale, afin que lesdits Réformés soient rétablis, de même que le sont les Evangeliques-Luthériens en vertu de la Convention d'Alt-Ranstad, dans l'état, où ils avoient été, particulièrement du tems de la Paix de Westphalie, par laquelle ils y furent affermis.

Pour cette fin lesdits Ministres des Puissances susmentionnées ont fait voir plusieurs fois fort au long & démonstrativement, dans les Mémoires, qu'ils ont présentés à Sa Majesté Imperiale, & dans les Actes qu'ils y ont joints :

1. Que sous le nom d'*Augustanae Confessionis addictorum*, toujours & par tout, mais particulièrement à l'égard de la Silesie, & bien précisément dans les passages où il s'agit des affaires de Religion, les Réformés & les Lutherien ont été compris & entendus ensemble (b), & même qui plus est, que dans lesdits passages par rapport à la Silesie ceux-là sont entendus préféablement à ceux-ci. (c)

Bb 3

2. Que

(b) V Num. I. dans ladite Représentation.

(c) V. Num. XVIII, sub signo O. §. 6.

2. Que sous ladite nomination le libre exercice de Religion a été confirmé aux Princes Silefiens de la Religion Réformée ; & que cette liberté n'a pas été limitée à leurs personnes, ni à leurs Cours, mais que leurs Vassaux, Villes, Villages, habitans & sujets y furent compris (d).

3. Que non seulement dans les Principautez de *Liegnitz*, *Brieg*, & *Wohlan*, jusqu'à la mort du dernier Prince de la lignée des *Piaſtes*, mais aussi dans la *Sileſie Supérieure* à *Ratimow*, & dans l'*inférieure* à *Carolath*, avant la Paix de Westphalie, & dans le tems même qu'elle fut conclüe, & quelques années après encore, les Réformés ont jouï de l'exercice public de leur Religion dans une parfaite liberté (e).

4. Et enfin que ce n'a jamais été là l'intention de Sa Majesté Suedoise, en faisant la Convention d'Alt-Ranſtad, d'en exclure les Réformés, ni de rien relâcher à leur préjudice (f).

Les fufdites Puiffances ne se font pas con-

(d) V. N. III. §. 5. N. XVI. & N. XIX.  
sub signo O.

(e) V. N. III. VIII. XIV. XVII. XVIII.  
XXIV. XXVII.

(f) V. N. XIII. & XXX.

tentées de ces représentations de leurs Ministres ; Elles ont fait encore par lettres des remontrances & des interventions dans les termes les plus touchans & les plus forts, en faveur desdits Réformés en Silesie. (g).

Le Corps Evangelique de l'Empire Romain n'en a pas moins fait à diverses reprises. (h).

Sur tant de représentations, intercessions & sollicitations, faites tant de bouche, que par écrit, feu Sa Majesté Imperiale a assuré plusieurs fois les Ministres des Puissances, dont on vient de faire mention, *que l'affaire seroit infailliblement examinée, & qu'on feroit justice aux Réformés.* (i).

Ensuite sur les instances, qu'a faites en leur faveur le Ministre du Roi de Prusse auprès de Sa Majesté Imperiale regnante, qui étoit pour lors à Barcelone, Elle lui fit tenir par écrit la résolution suivante en date de Barcelone le 4. Septembre 1711.

*Que touchant l'exercice de Religion à accorder en Silesie, Sa Majesté Catholique feroit une*

Bb 4

*juste*

(g) N. VI. XI. & XII.

(h) N. XIX. XX. & XXXI.

(i) N. XIV. XV. XXVI.

*juste attention aux intercessions passées pour cet effet, après qu'Elle s'en seroit dûement informée, & qu'Elle observeroit en cela la Paix de Westphalie, à laquelle on s'étoit raporé.*

Les Ministres de Sa Majesté Prussienne, de même que ceux des Etats Généraux, ont présenté de nouveau à Sa Majesté Impériale à Francfort, au nom de leurs Maîtres, les uns le 31 Décembre 1711, & les autres le 2 Janvier 1712, des Mémoires fort énergiques sur ce même sujet, où ils insistent sur les précédans, y joignant la Représentation imprimée, dont on a fait souvent mention.

Et le Corps des Etats Protestans de l'Empire a pareillement renouvelé ses intercessions à cet égard, en date de Ratisbone le 3 Février 1712.

Cependant quelques efforts imaginables qu'on ait faits, ils n'ont pû pourtant produire l'effet, qu'on en avoit désiré. De sorte que comme la présente négociation de Paix a pour but, non seulement de terminer la Guerre entre les Hauts-Alliés & la France, mais aussi d'établir & d'entretenir constamment une parfaite tran-

tranquillité & étroite union entre les premiers, il n'y a certainement que ce dernier ressort, pour ainsi dire, où la Religion Réformée en Silesie pourra être rétablie, ou elle sera (à Dieu ne plaise) exposée & livrée pour jamais à une destruction & extirpation entière. (k)

C'est pourquoi on ne doute pas, que Messieurs les Plénipotentiaires des Puissances Protestantes n'employent tous leurs soins possibles avec autant de zèle, qu'ont témoigné leurs Souverains en plusieurs rencontres, à leur gloire immortelle, pour achever cet important ouvrage, en stipulant dans le Traité de Paix à faire :

I. Que les Evangeliques-Réformés soient rétablis par toute la Silesie en toutes manières, tant dans ce qui concerne les choses Ecclesiastiques, que les Politiques, avec une parfaite liberté de conscience, conformément à la disposition de la Paix de Westphalie, & à l'éclaircissement, qui en a été fait par la Convention d'Alt-Ranstad, & en abolissant l'Edit publié le 3. Juin 1709. contre ceux qui auroient embrassé la Confession d'Augsbourg.

II. Que l'on restitue aux Evangeliques Réformés leurs Eglises, Ecoles, & revenus;

B b 5.

avec

(k) V. N. XXXII.

avec tout ce qui en dépend, tant dans les Principautés de Liegnitz, Brieg & Wohlau, qu'à Carolath & Ratimow, dans le même état, où elles étoient dans l'année 1624. & du tems de la Paix de Westphalie.

III. Qu'à l'intercession des Puissances Protestantes il soit permis aux Evangéliques-Réformés de bâtir à leurs dépens une Eglise à Breslau.

*Lettre du Roi de Prusse à la Reine de la Grande-Bretagne en faveur des Protestants.*

### MADAME MA SOEUR.

**E** Tant pleinement assuré que Votre Majesté ne peut manquer d'être très-sensible à la misère inexprimable des pauvres Protestants. Réformez en France, qui sont condamnez aux Galeres, ou enfermez dans des Cachots, & qui gémissent en d'autres endroits, sous le Joug insupportable de leurs Ennemis, & dont la Vie est dix fois pire que la Mort même; j'espère que V. M. prendra en bonne part que je la prie, & conjure de la manière la plus sérieuse, par cette Lettre, qu'il lui plaise encore de faire ses derniers efforts pour obtenir de S. M. T. Chrétien;



tienne, par la Paix prochaine, la Délivrance de ces pauvres Gens oppressez, après laquelle ils soupirent depuis tant d'années.

C'est uniquement, M A D A M E, pour m'aquiter de mon devoir, que j'en supplie V. M. étant parfaitement convaincu, qu'il est impossible que V. M. qui a l'Ame si Grande & si Généreuse, puisse refuser la Grace de sa Protection à des Personnes qui souffrent seulement & uniquement, pour l'Amour de la Vérité; ou que V. M. qui porte le Titre glorieux de *Défenseur de la Foi*, puisse oublier l'Intérêt de la Religion, dans un tems où Elle a tant à attendre de l'Honnêteté, & de l'estime du Roi très-Chrétien.

Il est vrai, M A D A M E, que V. M. rencontrera peut-être quelques obstacles, avant que d'obtenir de S. M. T. C. l'entier rétablissement de sesdits Sujets Protestants; Mais comme il n'y a point de Difficultez que V. M. ne puisse surmonter, lorsqu'il s'agit de la Gloire de Dieu, & du Bien de son Eglise; cela me donne Espérance que V. M. ne négligera pas de conduire cette Affaire, quelque difficile qu'elle paroisse, à la Joye & au Contentement de

tous ceux qui sont véritablement zélés pour la Gloire de Dieu. Je suis, &c. Donné dans mon Château de Cologne, sur la Sprée; le 21. Février 1713. Signé par Ordre du Roi, sur son Lit de mort, F. GUILLAUME: Et plus bas ILGEN.

*Mémoire des Ministres Plénipotentiaires des Puissances Protestantes Assemblés au Congrès d'Utrecht, en-faveur des Protestans François, présenté à Mrs. les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté T. C. le 11. Avril 1713. par Mrs. les Ministres Plénipotentiaires de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne.*

**L**Es Alliés qui sont de la Religion Protestante faisant reflexion sur les Calamités qu'une grande partie des Sujets de S. M. T. C. qui professent avec eux la même Religion, ont souffert & souffrent encore uniquement à cause qu'ils servent Dieu selon les lumieres de leur Conscience; liberté dont ces affligés pouvoient se flatter par la Loi Divine, par les préceptes de la Charité & particulièrement par les Loix du Royaume de France confirmées par S. M. T. C. dont ils doivent  
jouir

jouir en bons & fideles Sujets qui se sont  
toujours tenus envers leur Souverain dans  
les Régles du devoir & de l'obéissance.

Leldits Alliés touchés par ces motifs de  
Justice & de Compassion s'intereffent d'au-  
tant plus pour ces pauvres gens, que les  
maux qu'ils souffrent continuant après la  
Paix retablie pourroient être attribués à  
une aversion de S. M. T. C. contre les  
Protestans en général, ce qui affligeroit  
beaucoup les Puissances de cette Religion,  
qui esperent de rentrer par la Paix & de  
vivre doresnavant en Amitié & bonne in-  
telligence avec S. M. T. C. Pour cet effet  
lesdits Alliez ne scauroient s'empêcher de  
s'interresser de même pour un grand nom-  
bre desdits sujets de France qui ont été  
obligés de quitter leur Patrie, & se sont re-  
fugiez dans les Etats desdits Alliés Prote-  
stans afin de les animer à retourner chez  
eux après la Paix faite.

C'est pourquoi les Ministres Plénipo-  
tentiaires desdits Alliés légitimés pour la  
Paix générale se trouvent obligés en con-  
formité des ordres exprès de leurs Souve-  
rains, de requérir très-instamment Mes-  
sieurs les Ministres Plénipotentiaires de  
S. M. T. C. de vouloir représenter au Roi

leur Maître, qu'il soit accordé à tous les Protestans François le soulagement après lequel ils soupirent depuis si longtems, & qu'ils soient retablis dans leurs droits & Priviléges en matière de Religion pour jouir d'une entiere liberté de Conscience, & que ceux d'entre eux, qui sont dans les Prisons Galeres ou autrement détenus soient élargis & remis en liberté, afin que ces affligés puissent avoir part à la Paix dont l'Europe, selon les apparences, va jouir.

*Representatio Ministrorum Plenipotentiariorum Potestatum Evangelicæ Religionis Trajecti ad Rhenum conventorum, in Gratiam Statuum ac Subditorum Regni Hungariæ & Principatus Transsylvania Evangelicæ Religionis addictorum, Domino Comiti de SINZENDORF Mense Januarii proxime præteriti præsentata.*

**P**Ræter Pacis Generalis hoc in Conventu, cum Deo, pangendæ Negotium, id insuper Reges aliæque summæ Potestates Religionis Evangelicæ Ministris suis Plenipotentariis in mandatis clementissimè dederunt, ut quæ Bello durante (ne scilicet rationes ejus turbarentur) summâ

ur.

urgente necessitate, Uni alterive Fæderatorum eorumve subditis per officiorum suorum interpositionem procuranda in se susceperint, effectum pace redeunte sortirentur, iis præprimis in casibus ubi maximâ cum Fæderatorum utilitate egregio publico provisum hæctenus fuerit, nec minori cum fructu tam tranquillitati omnium communi, quam peculiaribus dictorum Fæderatorum commodis provideri in posterum queat. Ex utroque quidem capite tam promissorum intuitu quam sincero promovendarum Cæsareæ suæ Majestatis utilitatum desiderio, supramemorati Reges & Status omittere nec debent nec possunt, quin apud Cæsaream Majestatem in gratiam Statuum ac subditorum Regni Hungariæ ut & Principatus Transylvaniæ Evangelicæ Religioni addictorum officia, commendationes & preces suas instantissimè interponant. Cæsaream suam Majestatem latere nequit quanto molimine a nonnullis in Hungariâ & Transylvania, Exteris quibusdam etiam instigantibus, sub motibus nuperis allaboratum fuerit, ut rebus eorum in dicto Regno & Principatu labantibus & ad incitas redactis, accito Turcarum auxilio eorumdem

dem protectioni se suaque permetterent. Nec minus quidem patet Religionis ibidem Evangelicæ consortes piis præsertim dictarum Potentiarum monitis obtemperantes, Consilio rei Christianæ pariter ac Domui Austriacæ adeo pernicioso fortiter obstitisse, idque irritum reddidisse; Religionis libertatem quam à Turcis ultro obtinuissent, fidei erga Cæsaream Majestatem ut & spei ejusdem libertatis ab illâ, ad promissas dictarum Potentiarum preces recuperandæ, maximo suo cum merito postponentes.

Quam utilem hac in parte antedictæ Potentiæ operam navarint, quam laudabile fidelitatis specimen dicti status & subditi, etsi sub multifariâ in re Religionis (Cæsareæ Majestati absque dubio ignota) oppressione diu genuissent, ea occasione ediderint, ipsis tacentibus res ipsa loquitur.

Servata Cæsareæ Majestatis Jura, frustratas hostium machinationes, Turcis ereptam ulterius in Europam penetrandi occasionem ansamque ad res in Hongariâ & Transylvaniâ feliciter componendas datam, æqua sua mente æstimabit Cæsarea Majestas officia esse, vel novis gratiæ &

& Clementiæ documentis merito rependenda, quanto magis ad pristina jura & Privilegia recuperanda plus satis idonea.

Qua propter eo proniorem fore ad illorum preces juris & æqui amantissimum Cæsareæ Majestatis animum confidunt antedicti Reges & status quorum curâ & opportunis hortationibus effectum est ne periclitarentur Majestatis Cæsareæ Jura, cum id tantummodo contendunt, ut in pristina sua privilegia subditi hac in parte optimè meriti cum gratiâ & favore restituantur & iisdem inturbatè gaudeant, votorum quippè & enixissimarum prædictorum Regum & statuum intercessionum, is scopus, ea summa est, ut Hongariæ & Transylvaniæ statibus Augustanæ & Helveticæ Confessionis liberum Religionis suæ exercitium reddatur, ac Tempia, Scholæ, Parochiæ & Xenodochiæ quæ eo pertinuerunt, ut & proventus cujuscunque nominis, quibus olim gavisi sunt cum securitate deinceps inviolabili integrè restituantur, & quidem in Hungaria juxta annorum 1608. 1625. 1630. 1635. præsertim 1647. articulares Constitutiones & diplomatis Regii Constitutionem sextam, in Transsylvania verò juxta approbatas.

Con-

Constitutiones diplomate Regio confirmatas absque ullâ infractione, sequiore interpretatione vel imminutione, ita ut quidquid hactenus vel via facti, vel aliquocunque modo in contrarium actum ventum fuerit, absque ullâ morâ, bonâ fide, ad normam citatorum articulorum ac approbatarum Constitutionum redigatur ac corrigatur, nec prædicti status in plenario eorundem usu & exercitio amplius unquam ullo prætextu a quoque turbentur vel molestantur, ac proinde articuli 25. & 26. anni 1681. ut & 21. anni 1687. in quantum articulis legibus & diplomatibus præcedentium temporum quoquo modo contrarii reperiuntur, correcti, novis Regni Constitutionibus inferantur.

His autem humillimis subditorum suorum desideriis quæ & legibus adeo consentanea sunt, Cæsaream Majestatem summa etiam cum suâ Utilitate assensuram, inde quidem eo certius colligi potest, quo manifestius constat subditos ac imperata faciendâ promptos, ad patriam tuendam strenuos, ad fidem & obsequium inviolatè præstandum pronos, ad excolenda Commercia alacres reddi, ubi illi



per benignam Principis Clementiam, ita suis Juribus uti conceditur ut officiis bonorum Civium propria etiam commoda connexa deprehendant, & quo ipsis bene sit, patriæ quoque esse debere sentiant: Illud autem, ut fiat omnino necessarium est, ut jura ipsis, & pristina privilegia sarta tecta sint, ea præprimis quæ fidem erga Deum tangunt.

Hoc quidem unicum est (homini autem Christiano omnibus malis gravius) quod conqueruntur & quod deplorant dicti subditi, scilicet, liberum Religionis exercitium turbatum, aecisum, & tantum non penitus interclusum, & cui malo medelam a Deo, & Cæsareâ Majestate submississimis votis petunt, in cæteris omnibus Fidem erga Cæsaream Majestatem vitâ ipsa & fortunis chariorem semper habituri.

Et cum insuper constet Evangelicos in Hungaria quinquies & in Transylvania adhuc majori numero Romano-Catholicis plures esse, Cæsareæ Majestati non minus quam sibi ipsis spondere non dubitant antedicti Principes & status Cæsaream Majestatem ex restitutâ clementer supradictâ Religionis Libertate, eam consecuturam esse, quam Cæsarum Primus, dando,  
sub-

sublevando, ignoscendo, gloriam adeptus est, habituram insuper Regnum & Principatum florentissimum, nullis unquam hostilibus sive illecebris pellicendum, sive armis concutendum, pectora Civium nominis Christiani hostes propugnaculum: atque ipsis insuper amicissimis Cæsareæ Majestatis Fæderatis (opera ipsorum gravissimis, atque Cæsareæ Majestati utilissimis de causis susceptâ feliciter succedente) nova dabitur occasio tam Cæsareæ Majestati quam sibi ipsis gratulandi, novum porro incitamentum ad ea omnia summo studio promovenda, quæ Cæsareæ Majestati grata & accepta esse queant.

*Mémoire au sujet des Eglises Réformées de France, présenté à leurs Excellences les Seigneurs Plénipotentiaires des Princes & Etats Protestants, envoiez aux Conférences tenues pour parvenir à la Paix.*

**L**E zèle que tous les Princes & les Etats Protestans ont fait paroître en tout tems pour la Religion, & l'intérêt qu'ils ont pris à la consolation de ceux qui ont été persécutés pour la Verité, a sur tout éclaté dans la manière dont la dispersion & la

la ruine des Eglises Réformées de France les a touchez; dans la charité qu'ils ont exercée envers ceux que la tempête a jettez dans les Pais de leur obéissance; & dans les Instructions qu'ils ont données à leurs Ministres, dans toutes les négociations où l'on est entré avec la France depuis la revocation de l'Edit de Nantes, les chargeant de prendre tout le soin possible de ce qui pourroit procurer quelque soulagement à ces Eglises désolées.

C'est ce qui encourage à présent ceux qui ont travaillé jusqu'ici aux affaires de cette nature; & leur inspire la résolution de s'adresser aux Plénipotentiaires desdits Princes & des Etats nommez pour les Conférences où on traite aujourd'hui de la Paix entre les Alliez & la France: & de les supplier de vouloir bien faire attention au Mémoire qu'ils leur présentent, pour y voir quels sont les maux auxquels il est nécessaire de remédier, s'il est possible: & quels remedes il seroit à propos d'y apporter, pour en délivrer ceux qui les souffrent.

Ce Mémoire ne sera point chargé de raisons & de motifs pour persuader les Souverains & les Seigneurs leurs Ministres,

stres, & leur inspirer de l'affection & de l'ardeur dans une affaire si intéressante. On sait que rien ne leur manque de ce côté-là ; & on leur remettra seulement en abrégé deux choses devant les yeux, comme dignes de leurs sages reflexions.

La première est l'état digne de compassion des Eglises de France en général, & de toutes les familles en détail dont elles ont été autrefois composées.

Plus de sept cens Eglises, entre lesquelles il y en avoit qui comptoient plus de dix mille Communians, ont été détruites l'une après l'autre, par trente ans de chicanes, & enfin éteintes par la revocation de l'Edit le plus solennel qui ait jamais été publié ; & qui portoit lui-même la promesse & l'assurance d'être *perpetuel & irrevocable*.

Par cette revocation plus d'un million de personnes non seulement ont été privées de tout exercice de Religion ; d'instruction dans leur enfance, de conseil dans les embarras qu'on leur suscite, de consolation dans leurs maladies : mais la plûpart ont été contraintes de promettre, par leurs signatures, d'adhérer au culte & aux erreurs de l'Eglise Romaine ; les autres ont abandonné le Royaume, ou en ont été chassés, & n'ont

n'ont trouvé de subsistance & de consolation que dans le charitable accueil qui leur a été fait par les Protestans étrangers.

La plupart de ceux qui avoient cédé d'abord à la violence, aiant voulu se relever de leur chute, les uns ont été transportez dans les colonies Françoises de l'Amérique où on les a reduits à l'esclavage : les autres ont été mis dans des Convents & dans des prisons, où ils s'en trouve actuellement encore plusieurs centaines, de l'un & de l'autre Sexe : les autres ont été condamnez aux Galeres, sans avoir égard ni à l'age, ni à la qualité des personnes, & quoi qu'il en soit mort plusieurs des premiers, condamnez à cette peine, entre lesquels il y en avoit même plusieurs qui n'avoient jamais assisté ni promis d'assister à la Messe, le nombre ne laisse pas d'en être encore très-grand, parce qu'on y condamne de jour en jour d'autres personnes, sous divers prétextes, pour tâcher de persuader qu'ils sont coupables de quelque autre crime, que de ne vouloir point vivre dans la communion Romaine.

Al'égard de ceux que la crainte & l'infirmité ont empêchez de donner des marques certaines de leur repentir, on les

traite

traite toujours comme des personnes suspectes; & dans cette pensée qu'ils sont Réformez dans le cœur, on leur fait mille vexations. Tantôt on les contraint par menaces ou amandes d'aller à la Messe; tantôt on leur enleve leurs Enfans, de peur qu'ils ne les instruisent dans la Religion Réformée: & on les met dans des maisons instituées exprès, pour y mettre ces Enfans, ces maisons sont même entretenues aux dépens des Peres & Meres qui ont de quoi paier de bonnes pensions. Car pour les Enfans des pauvres on ne les y reçoit point; mais on contraint leurs Peres & Meres, par toute sorte de rigueurs de les envoyer aux Catechismes & aux exercices de la Religion Romaine.

Ces pauvres persecutez sont forcez par la crainte des peines, à porter leurs Enfans aux Prêtres de l'Egl. Rom. pour les baptiser: de recevoir la bénédiction nuptiale par leur Ministère, de souffrir que les Prêtres & les Moines les visitent dans leurs maladies: & en toutes ces occasions on les contraint à un grand nombre de choses qui font fremir leurs Consciences, & les accablent de douleur; si même à l'article de la mort ils font paroître leur repentance avec un peu d'éclat on prive leurs enfans & leurs héritiers

riers de la succession. Ainsi on met les peres dans la nécessité de faire en mourant un acte de Religion contre leur conscience ou de ruiner leur famille. On leur fait paier tous les droits de sepulture selon l'usage de l'Eglise Romaine, quoi qu'on refuse de les enterrer dans les Cimetieres : on est obligé d'acheter la permission de les enterrer dans une cave, ou dans un jardin ; & quoi qu'on ne les prive pas à présent absolument de la sepulture, on les prive au moins de tout ce qu'on appelle *les honneurs* en cette occasion, comme s'il y avoit dans leur mort quelque chose de contagieux ou d'infame.

Pour ceux qui sont sortis du Royaume, ne pouvant pas exercer de violence sur leurs personnes, on leur fait au moins tout le mal qu'on leur peut faire, en les privant de leurs biens, dont on a disposé en plusieurs manières qui sont toutes également à leur dommage : & on les traite tous de la même manière, sans distinction, soit les Ministres qui ont eu, par l'Edit même de revocation de celui de Nantes, la permission de se retirer ; soit les Confesseurs qui aiant perseveré dans la Doctrine Chrétienne Réformée durant deux ans en plusieurs prisons, ont été conduits hors du Royaume, par ordre exprès du Roi ;

soit ceux qui, par divers moiens, ont eu le bonheur de surmonter les obstacles qui leur fermoient les passages, & de se refugier chez les Etrangers.

Cet état d'un million de personnes est digne de la compassion des Souverains qui ont la connoissance de la verité. Mais outre la compassion, un autre motif les y oblige; & c'est la seconde chose qu'on doit leur remettre devant les yeux.

L'Interêt commun de tous les Etats Protestants est d'empêcher les progrès de la Religion Romaine. Il est certain que les Chefs de cette Religion tendent à ruiner les Protestans en général, premièrement pour tenir leurs consciences sous le joug d'une servitude spirituelle, dont ils savent bien tirer leurs avantages temporels; secondement pour s'emparer des biens secularisez, qui augmenteroient beaucoup leurs richesses. s'ils pouvoient y remettre la main, ce qui ruineroit les Souverains, & les Peuples à qui ces biens étant conservez dans le commerce civil, apportent de grandes utilitez.

Les Etats Protestans ont donc un véritable intérêt à s'opposer à l'accroissement de cette Puissance, qui ne peut s'étendre qu'à leur préjudice: & comme à mesure qu'elle détruit la Religion Protestante dans un lieu, elle la transfère de plus en plus dans



les autres, & acquiert un nouveau degré de force contre les lieux où elle reste établie; Il s'ensuit de là évidemment que l'intérêt commun des Protestans exige d'eux qu'ils s'unissent pour secourir les lieux où Elle est attaquée, & pour empêcher qu'Elle n'y soit abolie: de peur qu'en la ruinant de lieu en lieu, comme il est arrivé depuis soixante ans, en plusieurs lieux de l'Europe, Elle se trouve si foible dans les bornes où Elle sera peu à peu reduite, qu'Elle n'ait plus la force de se défendre.

C'est ici une occasion d'appliquer cette reflexion à propos; Les Eglises de France étoient une raison qui obligeoit le Roi à garder des mesures avec les protestans étrangers, qu'il n'a plus gardées, aussi tôt qu'il a eu détruit ces Eglises: & il a fait connoître avec éclat qu'il traitteroit de même toutes les Eglises Protestantes, lors qu'il pourroit étendre son pouvoir sur Elles: comme cela paroît par le 4. Art. du traité de Ryswijck, où il impose la Loi pour la Religion, dans les lieux mêmes qu'il étoit obligé de rendre à leurs premiers Souverains.

Il est par conséquent d'un grand & légitime intérêt que les Etats Protestans tâchent de relever les Eglises de France, & de les conserver pour remettre la balance dans une

espece d'équilibre , qui rende à la Religion Protestante la force nécessaire pour éviter que peu à peu on ne l'opprime par tout.

Il ne faut pas s'arrêter à l'objection prise de ce qu'un Souverain ne peut pas se mesler des affaires Domestiques d'un autre.

En effet si se mesler des affaires qui naissent entre un Souverain & ses sujets , c'est entrer dans ses affaires Domestiques , cela n'a jamais été regardé comme illégitime , quand il y a une raison suffisante. Car un Souverain intercede pour les sujets rebelles à un autre. Il les apuye & leur fournit des moiens d'empêcher qu'on ne les opprime & cela se fait même quelquefois sans rupture ouverte avec le Souverain des rebelles. Le Roy de France pourroit donner lui seul plus d'exemples de cette politique que tous les autres Princes ensemble. Comment donc pourroit-il trouver mauvais que dans un traité de Paix on tache de procurer quelque soulagement par négociation à des sujets opprimez par ses ordonnances ?

Il ne peut trouver étrange que les Protestans unis protegent avec force un million de malheureux , que ses Loix exposent à toute sorte de persécutions : & qu'ils intercedent puissamment auprès de leur Prince pour empêcher qu'il ne sacrifie un si grand

non

nombre de ses sujets au bon plaisir de leur ennemi commun.

Cela considéré on propose à leurs Excellences que ce qu'on peut faire en faveur des Eglises de France consiste en deux choses : l'une comprend les concessions qu'il est nécessaire de requérir : l'autre concerne les sûretés qu'il est nécessaire de prendre.

Il y a trois choses à demander à l'égard des concessions ; premièrement ce qui regarde la Religion ; secondement ce qui regarde la liberté des personnes ; en troisième lieu ce qui regarde les biens.

A l'égard de la Religion, il est à souhaiter qu'on puisse la rétablir dans toute l'étendue de sa liberté, sans limitation, ni contrainte qui fasse peine à la conscience ; soit à l'égard de ses exercices, & des lieux où ils peuvent se faire & des personnes qui y président & y servent ; soit à l'égard des Ecoles, des Assemblées Ecclesiastiques, des fonds & revenus nécessaires, des sepultures, & généralement de toutes les autres choses qui sont des conséquences naturelles & inseparables d'une Religion exercée sans empêchement.

Il seroit absolument à souhaiter qu'on pût obtenir cet article en son entier, & que leurs Excellences trouvassent bon d'y insi-

ster. Mais si la conjoncture des affaires, ou d'autres raisons qui ne peuvent être connues qu'à ceux qui voyent les choses de près, ne permettent pas qu'on insiste sur cet article important & préférable à tous les autres; on ne peut se reduire à moins qu'à demander une entiere liberté de Conscience: qui emporte au moins ces conséquences.

I. Que personne ne soit sujet à être recherché ni inquieté, sous prétexte d'avoir d'autres sentimens que ceux de l'Eglise Romaine, & de n'assister point aux Cérémonies de son culte, ni aux prédications de sa doctrine.

II. Qu'on leur laisse la liberté de prier Dieu dans leurs maisons, qui leur sont les Actes de Religion qui leur sont dictés par leur Conscience.

III. Qu'on laisse aux Pères & aux Mères, en son entier, le droit d'instruire & élever leurs Enfans, ainsi qu'ils le trouvent bon, & de nommer par Testament ou autre Acte de Justice, telle personne qu'il leur plaira, pour avoir le soin desdits Enfans, s'ils sont laissez Mineurs au temps de la mort de Pere & de Mere.

IV. Que dans les mariages & Baptêmes on ne les contraigne à rien en quoi leur Conscience ne leur permette pas de se con-  
for-

former à la pratique des Catholiques.

V. Que dans leurs maladies, ils ne soient point visitez par les Moines, Curez, Missionnaires, & autres servans à l'Eglise Romaine: sous quelque prétexte que ce soit, & qu'on permette même qu'il y ait des personnes, qui aiant été reçus Ministres ailleurs & étant de naissance ou d'origine Françoisse puissent sans bruit & sans assemblées nombreuses les visiter, instruire & consoler, selon leurs besoins.

VI. Qu'on ne leur refuse point les droits d'une sepulture simple, sans ceremonies & sans parade.

VII. Qu'il leur soit permis d'habiter indifferemment en quelque lieu du Roiaume que ce soit, sans que pour les en exclure, on se puisse servir du prétexte de la Religion.

VIII. Qu'il leur soit permis d'aller & venir & de transporter leur domicile de lieu en lieu à leur volonté, même de sortir du Roiaume sans empêchement, selon l'ancienne coutume du Roiaume, suivant laquelle, en tout temps, les François ont eu la liberté de chercher des établissemens hors de leur Pais.

IX. Qu'ils aient la liberté de disposer de leurs biens par vente, engagement,

échange, donation ou autre voye permise par les anciennes Loix, ou coutumes.

X. Que le prétexte de leur Religion ne les prive pas du droit d'entrer dans les Charges & Offices, soit de guerre, de justice ou de police; & que dans toutes les Provinces, Villes, Bourgs, & Villages, ils soient traittez à cet égard comme les autres sujets.

XI. Que tous les Edits, Déclarations, arrêts, jugemens, sentences, & autres actes de même nature, contraires à ces libertez, soient revoquez & annullez.

XII. Enfin, que si la violence a extorqué d'eux quelque promesse ou obligation de se conformer à l'Eglise Romaine, elle ne puisse valoir pour les contraindre de faire aucun acte de cette Religion, comme aiant été tirée d'eux par force, & contre leur intention.

La seconde chose qui regarde les concessions, est la liberté des personnes qui en sont privées sous le prétexte de la Religion. Il y a plusieurs sortes de ces personnes.

Il y a I. des hommes & des femmes enfermés ou dans des prisons, ou dans des Convens, sous prétexte qu'ils ont fait paroître ou trop d'affection pour leur premiere Religion, ou trop de repugnance pour celle où on les a fait entrer par force.

II. Il y a des Ministres qui ont été arrêtez en France, & qui ont été retenus prisonniers jusqu'à présent, sans qu'on sâche d'eux autre chose, si ce n'est qu'ils sont prisonniers; parce qu'on a eu un très grand soin de cacher ce qu'on a fait d'eux. On a recueilli néanmoins de diverses circonstances, & de quelques paroles échappées aux principaux Ministres de la Cour de France, qu'il y en a au moins plusieurs qui sont encore vivans. Il est même aisé de reconnoître que ces fideles Pasteurs ne sont pas estimez fort coupables, puis qu'on ne les a pas fait mourir. Car ceux qui ont fait dans les Provinces quelques assemblées nombreuses, & qu'on a trouvé bon d'accuser d'avoir contribué ou participé à quelque prétendu soulèvement, ont été exécutez sans misericorde, quand on a pû les saisir.

Ceux-ci donc aiant été seulement mis en prison ont été clairement justifiez par là de toute entreprise capable de troubler le repos public: & la peine même qu'on leur fait souffrir démontre qu'ils n'ont point commis d'autre crime, que d'avoir donné des instructions, des consolations, & des encouragemens en secret à ceux qui ont voulu les recevoir dans leurs maisons.

III. Il y a plusieurs centaines de per-

sonnes condamnées aux Galeres, dont plusieurs sont actuellement contraints de servir, & traittez avec une barbarie dont les Turcs & les Maures auroient honte, aussitôt qu'ils donnent la moindre marque de leur repugnance pour les pratiques de la Religion Romaine. Les autres sont étroitement gardez dans les prisons les plus incommodes, les plus affreuses, les plus sales qu'il y ait dans tout le Royaume.

Dans la condamnation de tant de personnes à ce supplice, qui selon les loix du Royaume, ne devrait être infligé qu'à des Brigands, à des vagabonds sans feu ni lieu, & à des gens qui ont donné dès leur jeunesse des marques d'une ame toute corrompue, on n'a eu égard ni à l'âge, ni à la qualité des personnes ni à la nature des prétendus crimes qu'on leur a imputez; & on y a condamné des Gentilshommes, même d'une naissance distinguée, des Avocats, des Marchands, de bons Bourgeois, des personnes avancées en âge, au delà de celui après lequel on relache même, selon les loix, les scelerats qui y ont été condamnés *à perpétuité*.

Quoi qu'il en soit mort un grand nombre de misere, de fatigue, & de mauvais traitemens, il en reste encore des centaines.



du nombre de ceux qui ont été condamnés à cet infame supplice, dès le temps de la révocation de l'Edit de Nantes, ou peu après; & on en grossit le nombre tous les jours sous divers prétextes.

Il y a tout lieu d'espérer que leurs Excellences ayant là dessus de pressantes instructions de la part de leurs Souverains, feront toutes les instances nécessaires, selon leur zèle & leur pitié, pour obtenir la délivrance de tous ces dignes & fideles Chrétiens, dont la plûpart ne souffrent que pour n'avoir jamais adhéré, par le moindre consentement, aux erreurs de l'Eglise Romaine; quelques-uns pour avoir donné des marques publiques de leur repentance, après avoir temoigné quelque foiblesse passagere, dans la surprise d'une première terreur.

Sur quoi leurs Excellences sont très humblement suppliées de remarquer, que les Auteurs de ces injustices ayant honte de les commettre, les désavoient, & pour les excuser, prétendent qu'il n'y a personne de condamné à ces peines simplement pour la Religion: mais, disent ils, pour avoir désobéi aux Edits & Déclarations qui assujettissent à ces peines ceux qui les violent: telles que sont les Déclarations qui défendent de sortir du Royaume; de faire des As-  
sem-

semblées pour exercer la Religion Réformée, &c.

Mais ce n'est qu'une défaite parce que ces Edits & Déclarations n'ont été données que sous le dessein caché d'opprimer la Conscience des Protestans ; de leur ôter tout souvenir de leur doctrine , & de les forcer à demeurer chez eux , où ils étoient exposez à toute sorte de violences & d'indignitez , jusqu'à ce qu'ils eussent la complaisance d'aller à la Messe.

On leur faisoit donc exprès par un Edit ou une Déclaration un crime de ce qui, sans cela, n'en auroit pas été un ; afin de pouvoir les assujettir à une peine dont la frayeur les contraignît de se livrer à leurs Ennemis , de peur d'être condamnez à la mort , s'ils formoient le dessein de leur échapper par la fuite.

Il est donc évident que ces personnes condamnées pour avoir contrevenu à des Déclarations faites exprès, pour, sous des prétextes mendiez, opprimer leur Conscience, & détruire leur Religion, sont en effet condamnez pour la Religion, sans laquelle ils n'auroint jamais encouru ces peines.

La troisiéme chose qui regarde les concessions, est la restitution des biens à ceux qui sont sortis du Royaume, à cause de la Religion;

ligion ; soit qu'ils aient été envoyez hors de ce Royaume par les ordres du Roi, comme les Confesseurs, qui, après une longue prison, ont été conduits jusques sur la frontiere par des Gardes qui leur avoient été donnez exprès : comme aussi ceux qui ont été transportez dans les Colonies, sous le prétexte de leur constance, qu'on appelloit *opiniatreté* ; ou de leur repentance, après avoir eu la foiblesse de signer, qu'on appelloit *recheute* : & enfin les Ministres, à qui, par l'Edit même de revocation de l'Edit de Nantes, il étoit ordonné de se retirer du Royaume.

Soit qu'ils soient fortis contre les défenses portées par les Edits & déclarations, afin de pouvoir mettre leur Conscience en liberté ; & reparer par une repentance édifiante la faute qu'ils avoient faite de promettre d'adhérer à la Religion Romaine.

Quoi qu'il y ait de la difference dans les circonstances de ces cas particuliers, il y a une chose commune à tous, c'est qu'il est inouï, avant cette dernière persécution, qu'on ait ôté à quelqu'un, pour la seule cause de la Religion, ni la liberté de se retirer ailleurs, ni le droit de disposer de ses biens. On n'a qu'à lire tous les Edits rendus pendant soixante ans en France, après les commencemens de la Réformation ; & on y verra que la liberté de sortir du Royaume y est accor-

dée à tous ceux qui ne s'accommodoient pas de la Religion Romaine, & on n'y verra point qu'on les dépouille de leurs biens, en leur accordant cette liberté.

Cette nouveauté a été introduite en France par un tour des Jésuites, qui ont fait valoir ainsi le Droit Canonique, suivant lequel ceux qui sont déclarez Heretiques sont estimez déchûs de leurs biens, honneurs, dignitez, préeminences, &c. mais Droit qui n'a jamais eu de vertu en France, & contre lequel tous les François se sont soulevés en tout temps, sur tout en faveur de Henri IV. que le Pape & les Espagnols vouloient faire passer pour déchû de tous ses droits à la Couronne, comme Hérétique & comme Relaps.

La chose étant donc injuste en elle-même, & contre le droit commun, il n'y a rien de plus raisonnable, ni de plus digne des Etats Protestans, que de demander justice à cet égard, & de faire restituer leurs biens à tous ceux qui en ont été privez pour cause de Religion, en quelque maniere qu'ils le trouvent dévolus présentement.

Il s'en trouve de délaissés aux plus proches parens; & il y en a d'autres dont le Roy s'est saisi, & qu'il a mis entre les mains de ses Receveurs: & d'autres encore dont il a disposé, en les donnant à d'autres qui n'y avoient ni droit ni prétention fondée sur aucun prétexte.

Toutes lesquelles dispositions étant contre la justice, Elles doivent être toutes révoquées & annullées; & lesdits biens rendus à leurs légitimes possesseurs, avec droit d'en user.

user comme de leur propre, & de telle manière qu'il leur plaira.

Cela est d'autant plus digne de l'entremise des Souverains, que tous les Réfugiez sont devenus leurs sujets, . soit par la Naturalité, qui leur a été acordée en plusieurs lieux; soit par le long se jour & les établissemens fixes qu'ils y ont formez; soit par le commerce, ou les charges & Offices qu'ils y exercent, même dans les armes & dans les Maisons des Princes, qui leur ont fait l'honneur de les recevoir à leur service. De sorte qu'en redemandant les biens des Réfugiez, ils ne feront que donner à leurs sujets la protection qui leur est dûë, & repeter les biens de ceux qui leur appartiennent en cette qualité de sujets.

Après les concessions, il est naturel de demander des sûretcz; & cet article est tout aussi nécessaire que les concessions mêmes, puis qu'il est évident qu'il seroit Equivalent de n'obtenir rien, ou d'obtenir quelque chose sans assurance qu'il seroit gardé.

Leurs Excell. savent qu'elle confiance on peut prendre aux paroles données par la Cour de France, principalement dans les affaires de Religion, ou aux Edits mêmes les plus solennels, après que l'Edit de Nantes, si solennellement donné, & tant de fois confirmé a été revoqué d'une manière si funeste à tant de milliers de familles. Il est donc bien important de pourvoir à la sûreté des choses qu'on aura pû obtenir: mais cela ne sera pas aisé, s'il ne plaît aux Souverains de se faire une affaire de les obser-

server; sur quoi il y a deux choses à considérer.

La première, est qu'il faut avoir égard à prévenir toutes les fraudes, fuites, & équivoques qui pourroient donner occasion à éluder ce qui auroit été convenu, & pour cet effet il seroit nécessaire de prendre garde à exprimer d'une manière nette, précise, distincte, la chose demandée; & de prendre garde aussi que les termes de la concession fussent si clairs & si simples, qu'il ne pût y rester de prétexte à aucune interprétation, exception, ni restriction.

A cause de quoi il faudroit envisager les choses qu'on auroit à demander, de tous les cotez, pour pouvoir les bien détailler, & donner à leur explication toute l'étendue nécessaire afin de ne rien oublier.

C'est sur quoi on offre des Mémoires à leurs Excell. aussi-tôt qu'il leur plaira de les requerr, & de déclarer le sujet sur lequel ils désireront d'avoir des éclaircissemens.

La seconde, est que la plus grande sûreté qu'on puisse prendre consiste dans la manière forte, vive, ardente, & sérieuse dont il plaira aux Etats Protestans de prendre cette affaire, étant certain que s'ils s'y portoiènt froidement, la France est toute disposée à les refuser; au lieu que si elle voit qu'ils s'y portent avec affection, comme à une affaire qui les touche, & leur tient au cœur, elle sera plus facile à accorder ce qu'on lui demandera; & plus fidele à tenir ce qu'elle aura accordé.







